



Crise inédite à Rome

La crise qui vient d'entraîner la chute du cabinet Craxi est la plus atypique qu'ait connue l'Italie en quarante ans. Jamais, depuis la fin de la guerre, un gouvernement n'était tombé sur une affaire de politique extérieure. Le fait est tellement inédit qu'à Rome la classe politique semble en être passablement déstabilisée.

Comble de paradoxe, l'homme par qui arrive le scandale d'un désaccord avec les États-Unis - l'un, du moins, de ses acteurs essentiels - n'est autre que le chef de la diplomatie italienne, M. Andreotti, pilier de cette démocratie chrétienne pour laquelle l'alliance atlantique a valeur de dogme.

En toute hypothèse, l'affaire risque de laisser des traces profondes. Dans les relations, d'abord, avec Washington, qui ont réellement été au cœur de la crise. M. Craxi a exprimé jeudi son « amertume » devant la désinvolture avec laquelle les États-Unis s'étaient comportés envers la souveraineté italienne.

Son ministre de la défense, M. Spadolini, n'a pas pour sa part quitté le gouvernement sur une simple pique d'amour-propre mais aussi parce qu'il ne partageait pas ses idées sur le rôle que peut jouer l'Italie en Méditerranée et au Proche-Orient, indépendamment de son allié américain. Ainsi est mise en évidence l'absence de consensus, sur un sujet majeur de politique internationale, dont souffrait la coalition. Ne serait-ce que pour cette raison, on imagine mal que les alliés d'hier puissent demain agir à nouveau de concert.

Mais d'autres tensions contribuent à expliquer ce divorce, trop à l'italienne en un sens pour ne pas faire de victime. Depuis quelque temps déjà, une fraction significative du Parti républicain - lequel ne compte il est vrai que vingt-neuf députés - supportait mal de voir son chef, M. Spadolini, siéger au sein d'un cabinet dont elle n'approuvait plus certaines options - en matière économique et budgétaire notamment - que du bout des lèvres. Là encore, la crise joue un rôle de révélateur : si la coalition s'est rompue, c'est aussi parce que, sur le plan intérieur, elle était devenue fragile.

Compte tenu de ces différents facteurs, une solution de rechange va être difficile à mettre sur pied. Le grand mérite de M. Craxi - quelles que soient les intempérances occasionnelles de son caractère - est d'avoir su présider pendant plus de deux ans, avec une habileté que tout le monde ne lui soupçonnait pas au départ, une alliance des forces politiques italiennes dont n'étaient pratiquement exclus que les extrêmes, à gauche et à droite.

Cette stabilité gouvernementale - un record après celui d'Aldo Moro dans les années 60 - avait rendu à l'État un crédit plus qu'entamé par les « combi-nations » faites et défaits au fil des mois et des années. Une efficacité aussi, qui s'est particulièrement manifestée dans la lutte contre le terrorisme et la Mafia.

De là la sourde crainte qu'au-delà d'une crise gouvernementale comme on en connaît toutes les démocraties ne s'annonce une rechute dans la maladie dont l'État a trop longtemps souffert.

(Lire nos informations page 4.)

L'AFFAIRE DE L'ACHILLE-LAURO ET LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

Washington exclut que l'OLP soit associée actuellement au processus de paix

Reçu le jeudi 17 octobre par le président Reagan, M. Shimon Pérès a trouvé à Washington des interlocuteurs que l'affaire de l'« Achille-Lauro » a rendus encore moins bien disposés que de coutume à l'égard de l'OLP. Le premier ministre israélien n'a pu que s'en féliciter, son pays ayant toujours soutenu que l'OLP n'avait

pas sa place dans d'éventuelles négociations de paix au Proche-Orient.

M. Pérès - qui doit prononcer lundi un important discours à l'ONU - s'est de nouveau déclaré disposé à discuter directement avec Amman de toutes les propositions que pourrait formuler la Jordanie pour relancer les négociations de paix.

De notre correspondant

Washington. - Le jeudi 17 octobre 1985 restera sans doute une journée noire pour l'OLP - celle où se sera ressoudé contre elle le front israélo-américain qu'elle était en voie de fissurer. Quelques heures avant que M. Shimon Pérès n'appelle, en sortant de la Maison Blanche, la Jordanie à des négociations « sans conditions préalables », c'est-à-dire sans l'OLP, le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, avait en effet laissé comprendre, dans la matinée de ce même jeudi, que l'organisation de M. Arafat ne lui semblait plus qualifiée pour participer à d'éventuelles pourparlers de paix.

Deux semaines de coups de théâtre méditerranéens ont ainsi promu ce qui n'aurait dû être qu'une énième visite aux États-Unis d'un chef de gouvernement israélien au rang, bien différent, de premier acte d'une nouvelle période dans la crise proche-orientale.

C'est que, du bombardement par Israël du QG tunisien de l'OLP à l'embarquement avec lequel la Syrie a produit le corps de Léon Klinghoffer - et par là même la preuve de l'assassinat d'un citoyen américain par des hommes liés à M. Arafat, - entre les mardis 1^{er} et 15 octobre, les données fondamentales à partir desquelles évoluait, depuis deux ans, le jeu politique régional ont toutes été modifiées.

Le changement, en tout cas, est assez profond pour qu'Israël, jusqu'à présent placé sur la défensive par les efforts diplomatiques conjugués de l'Égypte, de la Jordanie et de l'OLP, ait maintenant pu reprendre l'initiative à Washington en relançant sa solution jordanienne sans que les dirigeants américains ne se démarquent le moins du monde de cette démarche. Or, s'il n'est pas encore exclu - bien que très peu probable - que l'approche israélienne puisse donner des résultats, il est, en revanche, sûr que l'espoir de M. Arafat d'être représenté à d'éventuelles négociations n'est, dans ces conditions, plus d'actualité.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

APRÈS « L'HEURE DE VÉRITÉ »

M. Le Pen, un surdoué du simplisme

par PAUL-JEAN FRANCESCHINI

Ce n'est pas toujours par ses arguments que l'homme politique persuade. Les raisonnements les mieux construits, les plus logiques, ne valent pas la force de conviction mystérieuse de ceux qui savent gagner la sympathie, mobiliser les militants et faire pleuvoir les bulletins dans l'urne. Dans la bouche de ces privilégiés, la demi-vérité, le sophisme et parfois le gros mensonge ont un accent irréfutable et emportent l'adhésion.

Ce secret-là, il ne faut pas aller le demander aux jeunes énarques qui tambourinent sur leur pouce d'âne pour attirer le chaland. Pas davantage aux vieux politiciens, qui connaissent toutes les ficelles mais ne savent plus se faire plumer personnellement. M. Jean-Marie Le Pen, lui, le connaît. De criminels imbéciles font sauter des bombes en prétendant vouloir empêcher de parler. Et le lendemain, la France ébourlée et - même la rage au ventre - admirative le voit, à Antenne 2, donner un échantillon de son talent.

Et quel talent ! C'est lui qui transforme un vétéran d'extrême droite, héritier de 3 % des suffrages et d'une tradition anachronique, en une star dont l'audience, à l'heure électronique des sondages instan-

tanés, montait mercredi soir comme un feu d'artifice. C'est le talent qui fait sous nos yeux une grande surface de la marée vêtue où l'on écoulait surtout des rubans pour médailles commémoratives.

Car, si le vendeur a changé, le fonds de commerce est ancien. Au siècle dernier, Barres suppliait les Français d'« écartez de notre pays la main-d'œuvre étrangère, progrès immédiat pour l'amélioration de la misère en France ». L'auteur des « Décrets dénonçant déjà l'énorme privilège fait aux étrangers de jouir de notre pays sans supporter la plus lourde de nos charges, l'impôt du sang » M. Le Pen ne dit pas autre chose.

A quoi faut-il attribuer son succès ? La crise ? C'est bien commode. La xénophobie de ceux que le général de Gaulle qualifiait simplement de « vœux » ? Lui seul pouvait le faire sans qu'on le compare aux mauvais auteurs qui, voyant leur pièce sifflée, trouvent le public au-dessous de tout. D'ailleurs, dans une démocratie, l'électeur paie sa place et a toujours raison. Quand, à la fin d'une émission, un homme accusé publiquement des pires vilenies est acquitté par 40 % de son jury, il faut bien reconnaître qu'il a su créer, avec ceux qui le regardaient plaider sa cause, un lien, une affinité, une sympathie.

L'aisance, le bagout, la rouerie ? Le président du Front national les

pratique dans la genre bonhomme, comme naguère Georges Marchais dans le registre gouailleur et tapageux. Comment désarçonner cette bête de scène ? Il faut le voir, goguenard, renvoyer dans son coin d'un coup de poigne un journaliste mélétré qui jappe son indignation. Ou bien, camelot de génie, ne pas savoir répondre à une question trop précise et entourer son mince bâtonnet d'un nuage sucré de barbe à papa ! Ou encore - pas vu, pas pris ! - faire passer un chiffre de troisième choix pour une occasion à saisir. Comme ces « 108 milliards » de prestations sociales versés aux immigrés alors que le chiffre véritable si l'on en croit une étude de l'ENA est de 8 milliards. 100 milliards de différence : une petite !

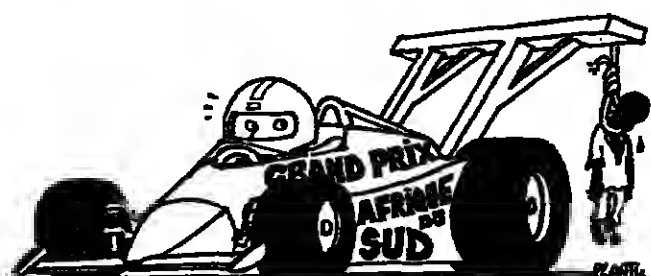
Mais la vraie force de M. Le Pen est ailleurs que dans ce savoir-faire de grand professionnel. Il parle clair, même s'il ne dédaigne pas de temps à autre, par une « efforescence », un « commensal », ou un impératif du subjonctif, de rappeler qu'il a des lettres et n'en fait pas tout un plat. Sur tout, il donne l'impression, lui qui se veut un combattant de la vérité, d'avancer là où les autres reculent.

(Lire la suite page 8, et page 10.

l'article de ROBERT SOLÉ :

« Portugais en France : la face cachée de l'immigration »

Benjamin Moloïse a été pendu à Pretoria



Condamné pour le meurtre d'un policier, le jeune Noir a été exécuté ce vendredi 18 octobre. La situation en Afrique du Sud avait provoqué il y a quelques semaines un mouvement de boycottage du Grand Prix automobile de Kyalami. Finalement, en dépit de l'absence de Renault et de Ligier, le Grand Prix aura lieu samedi comme prévu.

PAGE 6

L'accord électoral RPR-UDF

L'opposition devrait présenter des listes d'union dans un peu plus de la moitié des départements.

PAGE 24

Dégel entre la Pologne et Israël

Varsovie - évidemment avec l'aval de Moscou - et Jérusalem s'apprentent à échanger des « représentants officiels ».

PAGE 6

« Le métier de romancier » par Claude Simon

Un inédit du prix Nobel de littérature, le douzième écrivain français distingué par l'Académie suédoise.

PAGE 13

Chute des films français

En un an, ils ont connu une baisse vertigineuse de spectateurs de près de 25 %.

PAGE 14

Débats : Entreprises (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (7 à 9) • Sociétés (10 et 11) • Culture (14) • Communication (16) • Régions (17) • Économie (19 à 23)

Programmes des spectacles (19 à 23) • Radio-télévision (16) • Carnet (12) • Loto (11) • Informations Services (12) • Annonces classées (18)

SÉCHERESSE DANS LE LOT

Les sinistrés de l'anticyclone

La sécheresse persiste et le ton monte entre l'INSEA et le ministère de l'Agriculture. Dans les départements sinistrés, plusieurs manifestations témoignent du mécontentement des agriculteurs alors que la Commission, après avoir refusé dans un premier temps, vient d'accepter de subventionner l'achat de 200 000 tonnes de fourrage à prix réduit.

De notre envoyé spécial

Cahors. - C'est magnifique et désespérant, la sécheresse. Tout le Lot - un département sinistré parmi d'autres - en témoigne. Magnifique à contempler, désespérant à comprendre. Qui le traverserait en trombe par la nationale 20 verrait le Lot en couleurs, en lumières, en contrastes. Ciel limpide, tons pastel du fauve au roux. Tous les maux répandus

sur les collines, vastes champs jaunissant sur les plateaux, et, sur tout cela, un soleil qui commence ses journées par des caresses puis, se levant, finit par cogner, comme en été. Les vallées de la Dordogne et du Lot, verdoyantes comme si de rien n'était. Ah ! prolonger les vacances...

Mais voilà. Il n'y a pas que des paysages entr'aperçus. Dans ces paysages, il y a, nichées derrière quelques bouquets d'arbres, de belles fermes en pierre où des paysans se roquent les sangs, scrutant le ciel bleu, le ciel imperturbable. Des hommes et des femmes qui marchent dans la poussière blanche. Très bronzés. Des agriculteurs désemparés. C'est à n'y rien comprendre. « D'habitude, dit un paysan du causse de Gramat, quand on voit au loin les monts du Cantal, c'est signe qu'il pleuvra dans les vingt-quatre

heures. Cette année, on les voit tous les jours, ces foutues montagnes, et il ne pleut jamais. »

D'ailleurs, il ne pleuvra plus jamais. C'est l'idée qui commence à se répandre par ici. D'avoir tant duré, la calamité paraît devoir durer toujours. M. Castagner, agriculteur à Saint-Médard-Nicourby, quand il se lève le matin, ne prend même plus la peine de regarder par la fenêtre : « Je ne regarde plus le ciel. Je sais bien le temps qu'il fait. Il y a trop longtemps que ça dure. » A des kilomètres de là, dans l'extrême nord du département, M. Linol, jeune éleveur de chèvres, âgé de vingt-quatre ans, a déjà sa propre météo, pessimiste : « On sait très bien que d'ici quinze jours il n'y aura pas d'eau ! Regardez ce vent du nord ! tant qu'il soufflera, celui-là... »

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 21.)

HENRI AMOUROUX

vient de paraître

LE TOME 7

de

La grande histoire des Français sous l'occupation

un printemps de mort et d'espoir

(novembre 1943 - 6 juin 1944)

ROBERT LAFFONT

étranger

La fin de la visite de M. Mitterrand au Brésil et son arrivée en Colombie

Charme et perfidie à Sao-Paulo

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — M. François Mitterrand est socialiste et il tient à ce que cela se sache, y compris à l'étranger et singulièrement devant les représentants de la haute finance et du patronat. Il s'était déjà livré à ce type d'exercice aux Etats-Unis. Il a recommencé, jeudi 17 octobre, au Brésil, à Sao-Paulo, où la Fédération des industries de l'Etat l'avait convié à débattre avec ses adhérents.

« Je suis socialiste », a-t-il dit en expliquant qu'il fallait en France « moderniser à tout prix », mais respecter les impératifs de la justice sociale. Dans un pays où financiers et industriels se soucient peut-être moins que leurs collègues français de se soumettre à cette exigence, mieux vaut manier l'humour pour faire passer le message. M. Mitterrand s'y est employé et a usé de son charme pour désarmer les critiques de protectionnisme, dont on accuse la France et l'Europe, ou les interrogations sur le secteur public qui, au Brésil, selon les propos tenus ironiquement par l'un de ses interlocuteurs, a surtout favorisé, par défaillance, l'essor du secteur privé.

Ainsi, après avoir proposé que, lors de la prochaine conférence du GATT, « on mette tout sur lo

table », il a émis, comme à l'ordinaire, quelques doutes sur l'efficacité des sommets des sept pays industrialisés. « On parle toujours de la même chose et cela veut dire qu'on n'avance pas beaucoup, a-t-il remarqué à ce propos. « J'ai participé à ma cinquième conférence des pays industrialisés. Cinq fois, avant chaque conférence, les experts ont dit : « Il faut quand même que le Japon ouvre (ses frontières). » Et toutes les conférences se passent sans que les Japonais interviennent. Ils sourient. Et, séduits par ce sourire, nul ne pose de question. »

La tradition bancaire

Le représentant de PARIBAS au Brésil attendait benoîtement à la tribune de savoir comment le président allait se tirer de la petite perfidie que l'un de ses collègues avait préparée en demandant si la nationalisation du secteur bancaire n'avait pas quelque peu déconvoqué l'économie française. Le chef de l'Etat a marqué comme un regret en constatant que la nationalisation du crédit « n'a rien changé ». « Enfin, pas grand-chose », a-t-il aussitôt rectifié. « On peut changer un PDG de banque mais pas le plus grand nombre des responsa-

bles bancaires. Nous ne sommes pas des sauvages. Ce n'est pas la terre. On n'a pas fait Robespierre ; coupé la tête des vice-présidents et directeurs généraux. La tradition bancaire a été préservée », a-t-il précisé.

A perfidie, perfidie et demie. M. Mitterrand a ajouté, à l'adresse de l'homme de Paribas : « J'ai envie de lui donner la parole pour qu'il nous raconte la dureté de son esclavage. » Comme son interlocuteur restait coi, le président de la République, souriant en coin, s'est penché vers lui, insistant. Le banquier a dû reconnaître que la nationalisation du crédit n'avait en rien perturbé sa vie quotidienne et que sa vie professionnelle, après une période d'ajustement, se déroulait aujourd'hui « le mieux du monde ».

Ainsi, M. Mitterrand, tour à tour professionnel, ironique et badin, a-t-il mis dans sa poche le patronat brésilien, le temps d'un débat. L'avenir dira si cet échange a laissé des traces un peu plus durables que les applaudissements qui ont souligné la prestation présidentielle ainsi conclue : « Vous avez du pétrole ? Nous n'en avons pas, mais nous pouvons vous fournir les techniques pour aller le chercher. N'hésitez pas ! »

JEAN-YVES LHOMEAU.

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE BRÉSILIEN DES FINANCES

« Le gouvernement agira contre l'inflation s'il existe un consensus national »

Alors que le président Mitterrand s'apprêtait à partir pour le Brésil, notre envoyé spécial à l'Assemblée générale du Fonds monétaire international a rencontré, à Séoul, la semaine dernière, le ministre brésilien des finances.

De notre envoyé spécial

Séoul. — Chaleureux quoique réservé, le ministre des finances du Brésil, M. Dilson Dourmagnon Funaro est un entrepreneur, ce qui explique sans doute son parti pris d'optimisme. Il a aussi occupé des fonctions officielles, dans l'Etat de Sao-Paulo pour commencer, comme directeur de l'Agence de planification et de financement, ce qui lui a conduit ensuite à devenir, à l'échelon national, président de la Banque nationale de développement. Sa discrétion s'explique : les banques, dont le Brésil veut obtenir un rééchelonnement des échéances, posent comme condition, selon le scénario bien connu, la signature préalable d'un accord — ce sera le septième depuis 1983 — avec le Fonds monétaire.

« Pourquoi pas ? », dit M. Funaro, qui exprime à nouveau le point de vue officiel de son pays : « On est FMI, à condition que nous obtenions de lui de bonnes conditions, car il est hors de question que nous renoncions aux 4 % d'5 % de croissance que nous nous proposons de réaliser l'année prochaine (après 6 % en 1985). » Il arrive, ajoute-t-il, que la traditionnelle lettre d'intention que les pays débiteurs adressent au directeur général du FMI, M. Jacques de Larosière, pour sceller leur accord, soit plutôt une lettre de mauvaises intentions.

S'exprimant en français, le ministre rappelle d'emblée les bons résultats obtenus par le Brésil en ce qui concerne ses comptes extérieurs. En 1981, la balance commerciale est passée à un excédent de 12 à 13 milliards en 1984, puis de nouveau cette année. Quant aux réserves de change, qui s'élevaient à 8,6 milliards à la fin de l'année dernière, elles atteignent 9 milliards. Le Brésil n'a pas besoin de crédits extérieurs pour assurer le paiement des intérêts de sa dette extérieure, mais il voudrait bien obtenir de

l'argent frais pour pouvoir augmenter ses importations.

Comme je lui demande si la croissance de la dette intérieure ne le préoccupe pas, M. Funaro confirme qu'elle a affectivement trop augmenté au cours des derniers deux mois, selon lui à un rythme annuel de 65 %, mais que son montant reste très faible (9 % du produit intérieur).

D'où vient l'inflation ?

D'où vient l'inflation, dans ces conditions ? Le ministre des finances brésilien, qui estime qu'elle « devrait quelque peu baisser cette année, revenant de 220 % à 230 % en 1984 à 215 % », en voit la principale raison dans le fait que, « à cause des contraintes de l'ajustement extérieur, nous sommes obligés de fabriquer, nous place, à des coûts très élevés, ce que nous pourrions nous procurer souvent trois à quatre fois moins cher à l'étranger ». L'explication paraît pour le moins un peu courte : si elle peut expliquer le niveau trop haut des prix pour un certain nombre d'articles, elle n'explique pas, ce qui est proprement l'inflation, pourquoi ces prix ne cessent d'augmenter. C'est là une discussion dans laquelle, visiblement, M. Funaro ne veut pas s'engager.

La Banque centrale ne financerait-elle pas une part très grande de la dette publique ? M. Funaro me répond que les taux d'intérêt, qu'il vient d'abaisser, res-

tent encore trop élevés. Ils sont en bonne partie à l'origine du déficit du budget dit monétaire, celui qui concerne précisément la gestion de la dette. Il existe, reconnaît M. Funaro, des titres de la dette publique qui ne sont pas vendus au public et qui « restent à la Banque centrale ».

Quelle en est la proportion ?

« La moitié du total », répond M. Funaro. Cette pratique ne serait-elle pas hautement inflationniste ? Le ministre ne répond pas directement à cette question, au contraire. Il m'assure : « Elle résulte d'un accord passé entre la Banque centrale et le Trésor : les chiffres constatés correspondent tout à fait à la normale. »

Avez-vous l'intention, lui demandé-je encore, de toucher à l'indexation généralisée qui caractérise l'économie brésilienne ? « Si j'avais cette intention, je ne vous la révélerais pas. » Cependant, M. Funaro ajoute : « Peut-être un jour, mais à condition qu'un certain nombre de conditions soient réalisées, la principale étant que la société brésilienne désire en finir avec l'inflation. Dans une telle affaire, un gouvernement ne peut qu'orchestrer. Il agit contre l'inflation s'il existe un consensus national pour qu'il le fasse. »

M. Funaro se déclare « optimiste » sur la suite qui sera donnée aux propositions faites à Séoul par M. James Baker. « Elles constituent une réponse aux demandes de l'Amérique latine. »

PAUL FABRA.

A nouveau, la panne

Plus de son, plus d'image : une panne de courant a interrompu pendant quatre à cinq minutes l'exposé de M. Mitterrand devant les représentants du grand patronat brésilien. La salle de conférences de la fédération des industries de l'Etat de Sao-Paulo a été brusquement plongée dans l'obscurité, et le micro a rendu l'âme.

Lorsque le son et la lumière ont fini par se soumettre à la volonté des machinistes, M. Mitterrand a rassuré ses hôtes embarrassés : « Ne soyez pas gênés, leur a-t-il dit. Quand je suis allé dans l'immeuble le plus moderne de la Fondation Ford à New-York, je suis resté en panne dans un ascenseur. Au Japon, à Soukoubu, devant les

plus merveilleux robots, rien n'a marché. En France, à la télévision, pour une émission importante, au moment de ma conclusion, plus rien ! C'est un phénomène international. »

Ainsi s'allonge la liste des petits malheurs de M. Mitterrand, auquel les techniques les plus modernes ne cessent de faire des misères. Encore le récit du chef de l'Etat était-il incomplet. Il y manquait la grue fougeuse de Latche qui lui avait fait défaut pour ses vœux du 1^{er} janvier 1982, les galpettes d'Ariane, et la mauvaise humeur du Cansorda pendant son voyage à Mururoa.

J.-Y. L.

M. François Mitterrand devait quitter le Brésil vendredi 18 octobre dans l'après-midi pour la Colombie, après une ultime étape à Recife. Jeudi, il a rencontré à Sao-Paulo des représentants de la finance et de l'industrie, devant lesquels il a réaffirmé ses convictions socia-

listes. Puis il s'est rendu à l'université où il a été fait docteur *honoris causa*. M. Mitterrand a reçu un accueil sympathique de la part des étudiants, à l'exception d'une poignée de contestataires qui, banderole déployée, scandaient « Greenpeace ! Greenpeace ! ».

Bogota bénéficie de la confiance des banquiers et du FMI

La Colombie est la seule nation d'Amérique latine qui, en dépit de difficultés, continue d'honorer sa dette extérieure, réglant rubis sur l'ongle intérêt et capital, gagnant ainsi la confiance des milieux financiers internationaux.

Grand comme deux fois la France et moitié moins peuplée, bénéficiant de ressources naturelles abondantes, le pays ne manque pas d'atouts : traditionnels comme le café qui, avec d'autres productions agricoles (coton, bananes, cacao, etc.) assure le cinquième du produit intérieur brut et presque la moitié des recettes d'exportations ; clandestins comme la cocaïne et la marijuana, dont la Colombie est l'un des principaux producteurs, bien que les inconvénients (corruption, criminalité, contrebande, etc.) l'emportent sans doute sur les avantages. Les recettes « invisibles » dépassent, en tout cas, 3 milliards de dollars. Atout nouveau enfin, avec des réserves de pétrole et de pétrole importées. Le gisement de charbon de Cerrejón, l'un des plus riches du monde, mis en exploitation cette année, devrait placer la Colombie en 1990 au cinquième rang des exportateurs mondiaux, et lui rapporter environ 0,5 milliard de dollars. Les gisements pétroliers découverts dans les vastes plaines de l'Est, les « llanos » devraient lui permettre d'exporter dès 1987 de 5 à 7 millions de tonnes de brut par an, soit, au prix actuel, des recettes supplémentaires de 1 à 1,5 milliard de dollars. Sauf effondrement des cours mondiaux, ces deux nouvelles ressources pourraient accroître de 50 % les rentrées en devises au cours des cinq ans à venir.

En dépit d'une politique dont le maître mot est la prudence, les difficultés de l'économie n'en restent pas moins aiguës. La baisse des cours du café, la récession des pays voisins et la surévaluation du peso ont provoqué une chute des exportations, un désordre administratif et financier, une érosion fiscale. La récession affecte l'agriculture, le bâtiment et l'industrie, et le secteur privé chancelle sous le poids de taux d'intérêts accablants (45 %).

Une politique d'assainissement

Résultat : un taux de croissance très faible (2 % prévus en 1985, 3 % en 1984, 1 % en 1982 et 1983) ; un chômage énorme, frappant officiellement 14,5 % de la population active, en fait probablement beaucoup plus ; une inflation qui, sans être galopante, n'en dépasse pas moins 25 % cette année, et un déficit budgétaire estimé, l'an passé, à 7,6 % du produit intérieur brut.

Sur le plan extérieur, les choses ne vont guère mieux. Le déficit persistant de la balance des paiements (1,3 milliard de dollars en 1984) a entraîné une chute des réserves, réduites des trois quarts depuis 1981, et une dette extérieure de 11,5 milliards de dollars en 1984, soit 44 % du produit national brut, et dont le service absorbe près de la moitié de la valeur des exportations.

Après l'échec d'une tentative de relance amorcée après son arrivée au pouvoir en 1982, le gouvernement Betancur applique une politique d'assainissement sur les conseils du FMI, qui commence à faire sentir quelques effets positifs.

La dévaluation progressive mais massive (40 % en rythme annuel) du peso depuis le début de l'année a allégé la contrainte extérieure. La balance commerciale devrait être équilibrée à la fin de 1985 après trois ans de déficit important, bien que la Colombie ait depuis peu assoupli les restrictions draconiennes des importations imposées il y a deux ans. Le déficit budgétaire a également réduit, grâce à des coupes drastiques dans les dépenses

publiques. En revanche, les réformes fiscales n'ont jusqu'ici guère porté leurs fruits. De même, la discipline monétaire renforcée et la modération imposée aux hausses de salaires n'ont pas eu d'effets mesurables sur le taux d'inflation.

Globalement, l'avenir économique paraît moins compromis que celui de la plupart de ses voisins. La Colombie continue de marcher sur un fil, mais la confiance renouvelée des milieux financiers internationaux devrait lui permettre de financer la mise en valeur de ses res-

sources énergétiques. A moins que la chute éventuelle des cours mondiaux du pétrole ne diffère encore cette reprise. La Colombie bénéficie en tout cas depuis peu de l'aval de la Banque mondiale et du FMI, ce qui lui a permis d'obtenir de nouveaux crédits des banques commerciales et internationales et, fait unique, sans qu'aucun accord formel n'ait été signé avec le FMI.

VÉRONIQUE MAURUS.

Les tensions avec la France s'apaisent

La visite de M. Mitterrand en Colombie coïncide avec l'apaisement des tensions qui, des années durant, ont caractérisé les relations entre les deux pays. « Certains Français se comportent à l'étranger comme des généraux de Napoléon, attachés à démontrer qu'ils sont capables de dominer le monde », avait déclaré, au début de l'année encore, le président Betancur. « Nous ne sommes pas disposés à accepter une attitude colonialiste de la part de fonctionnaires ou d'entrepreneurs de quelque pays que ce soit », avait-il ajouté (le Monde du 6 février).

Si ces différends épidémiques sont en voie de résolution, reste un déséquilibre des échanges au détriment de la Colombie, encore aggravé par la fait que les données françaises ne comptabilisent pas comme importations colombiennes les achats de café qui transitent par les ports de Hambourg ou de Rotterdam. Selon la France, le déficit commercial s'est en partie résorbé en 1984, ramené de 280 millions de francs en 1982 à 175 millions en passant par un creux de 710 millions, en 1983, année de la réalisation des deux grands projets de l'apaisement : le canal de Panama et du Cuavio, signés en 1981.

Mais 1985 pourrait marquer le fin de trois années noires pour les entreprises françaises, au cours desquelles la volonté de Bogota de rééquilibrer ses échanges les avait quasiment exclues des importants programmes d'équipement du pays. Cette année, en effet, la France a signé un contrat d'achat de charbon, d'une valeur de 100 millions de dollars, faisant sensiblement progresser des importations

jusqu'alors limitées aux bananes, au café, au coton et aux cuirs. C'est ainsi qu'ont déjà été signés un contrat de 500 millions de francs, prévoyant l'extension par Thomson de la troisième chaîne de télévision éducative eulambiana, et la construction pour 360 millions de francs d'un oléoduc de 228 kilomètres, par la Société auxiliaire d'entreprises (SAE).

Cependant nos échanges restent très modestes en regard du potentiel d'un des seuls pays d'Amérique latine à être encore solvables, en raison de la relative faiblesse de sa dette extérieure. La France n'était, en 1984, que son huitième fournisseur et son douzième client. Notre part de marché, de 3,3 % environ, nous place à un niveau voisin de celui du Canada (3,5 %) mais bien en deçà de celui des Etats-Unis (35 %), du Japon (11 %), du Venezuela (8 %) ou de l'Allemagne fédérale (5 %). Il est vrai que la Colombie n'est que le 70^e partenaire économique de la France, tant comme fournisseur que comme client.

Quant aux investissements français, ils restent limités, quoique concentrés. On remarque essentiellement Renault — qui occupe 45 % du marché de l'automobile — le groupe ELF, qui produit environ 300 000 tonnes de pétrole par an, CFP-Totol et Thomson. Mais ils ne comptent que pour 2,2 % des investissements étrangers dans le pays, derrière les Etats-Unis, l'Angleterre et le Canada, et à égalité avec la RFA.

D. B.

LA VIE FRANCAISE

SPECIAL SICAV

- Sondage IFRES/VF : le face à face Rocard-Fabius
- États-Unis : le vertige de la dette
- Et si l'on supprimait l'impôt sur les sociétés ?

BOURSE

CONSEILS :

CFP, Alstom, CFI, Roudière, IBM, Warner-Lambert.

ÉTUDES : Le Louvre, Cie du Midi.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 12 F. chez votre marchand de journaux

EUROPE

LA CRISE EN ITALIE

Le premier ministre démissionnaire a dénoncé devant l'Assemblée les ingérences américaines

Le président de la République italienne, M. Cossiga, commençait, ce vendredi 18 octobre, ses entretiens en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, après la démission, jeudi, de M. Craxi. Selon la tradition, il recevra d'abord les trois derniers chefs de l'Etat, avant d'entamer ses consultations, qui risquent d'être longues, avec tous les partis de l'éventail constitutionnel.

De notre correspondant

Rome. — M. Craxi sera-t-il prié par le chef de l'Etat de « refaire un tour de piste » et l'accepterait-il ? Les familiers de la scène politique s'accordent ici à prévoir, plutôt qu'une issue rapide, une crise « longue et complexe ». S'il en était ainsi, c'est que l'heure du leader socialiste serait passée.

Mais quelle belle sortie ! Détendu mais incisif, M. Bettino Craxi s'est adressé durant une heure, le jeudi 17 octobre, au six cent-trente députés italiens pour leur expliquer pour la première fois le déroulement complet des événements depuis le détournement de l'*Achille-Lauro*, dix jours plus tôt, jusqu'à la décision du Parti républicain, membre de la coalition à cinq, qui le soutenait depuis vingt-six mois, de quitter le

gouvernement. A 12 h 15, c'était fini : « J'ai demandé, concluait-il, un entretien au président de la République pour lui présenter la démission de mon gouvernement. » Applaudissements à tout rompre sur les bancs « amis », socialistes et démocrates-chrétiens. Malgré les interventions des leaders de l'opposition, qui, de l'extrême droite au PC en passant par les radicaux, avaient réclamé un débat, la présidente de l'Assemblée, la communiste Nilde Iotti, déclarait aussitôt la séance close.

La démocratie chrétienne avait gagné : il n'y aurait pas de discussion publique faisant apparaître une rupture du Pentapartito (la coalition à cinq), au profit d'une convergence peu désirée sur un thème brûlant de politique étrangère entre le PS, la DC et le Parti communiste qui soutient M. Craxi dans l'affaire de l'*Achille-Lauro*.

Comme en pays conquis

Le républicain, Giovanni Spadolini n'aurait pas non plus l'occasion tant désirée de se montrer dans cette enceinte le meilleur ami des États-Unis, alors même que les démocrates-chrétiens, qui revendiquent aussi ce titre, sont en délicatesse avec Washington pour avoir joué, par ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, inter-

posé, un rôle capital dans la « libération » si contestée du chef du Front de libération de la Palestine, Aboul Abbas.

Visiblement désireux de « tomber à gauche », M. Craxi a multiplié dans sa réconstitution, opérée en accord avec M. Andreotti, les révélations, ou confirmations, propres à démontrer que les États-Unis s'étaient, dans cette affaire, comportés en Italie comme en pays conquis.

Tout d'abord, a assuré M. Craxi, Washington avait donné son accord, le lendemain du détournement de l'*Achille-Lauro* pour que les services de M. Yasser Arafat soient utilisés, dans la mesure où le chef de l'OLP avait assuré n'avoir aucune responsabilité dans l'affaire. Néanmoins, le président Reagan n'a jamais eu en tête autre chose que la solution de force qui aurait dû être menée à son terme dans la soirée du mercredi 9 si les pirates ne s'étaient pas rendus quelques heures plus tôt.

Un frémissement a été perçu dans l'enceinte du palais de Monte-Citorio lorsque le chef du gouvernement a raconté que le Boeing d'Egypte Air avait, à son arrivée à la base de Sigonella, en Sicile, été entouré d'un double cercle de militaires : cinquante carabinieri italiens, eux-mêmes entourés par cin-

quante soldats d'élite de la Delta Force américaine aux ordres d'un général en communication radio directe avec Washington. Deuxième frisson lorsque M. Craxi confirme que, durant son vol de Sigonella à Rome-Ciampino, l'appareil égyptien, escorté par quatre chasseurs italiens, avait été suivi par un F-14 américain ne répondant à aucune demande d'identification. A l'arrivée dans l'aéroport de la capitale, un autre appareil militaire des États-Unis, modèle transport de troupes, a atterri à peu de distance du Boeing. Une protestation immédiate a été envoyée à Washington.

M. Craxi a, d'autre part, justifié sur une base juridique le refus de livrer Aboul Abbas à la justice américaine.

« L'appareil égyptien, a-t-il dit, était en mission spéciale et jouissait donc d'un statut d'extraterritorialité. L'ambassade du Caire nous avait fait savoir que les deux Palestiniens étaient considérés par le gouvernement égyptien comme ses hôtes et que nous répondions donc de leur sécurité. Ils disposaient d'actes de passeport, diplomatiques trakiens. De surcroît, dix hommes armés à bord de l'appareil étaient prêts à défendre jusqu'au bout son inviolabilité. »

Répondant enfin à M. Spadolini dont la critique majeure avait été

l'absence de « collégialité » dans la prise de décision ayant conduit à relâcher Aboul Abbas, M. Craxi a assuré que le ministre de la Défense n'avait été informé et n'aurait formulé qu'une seule réserve : que l'identité des quatre pirates retenus à Sigonella soit vérifiée de façon tout à fait sûre (sans doute pour éviter un subterfuge), grâce à d'anciens otages de l'*Achille-Lauro* amenés à Syracuse — ce qui n'est pas fait.

Bien des inimitiés

Sachant que lui ne pouvait lui répondre dans cette enceinte, M. Craxi n'a pas hésité, à plus d'une reprise, à grossir le trait. Au moins, le résultat a-t-il été à la hauteur de la réputation du personnage, l'un des plus controversés de la vie publique italienne de ces dernières lustres.

Très grand, massif et pourtant souple, le visage d'un jeune homme malgré une calvitie très avancée, le nez épaté d'épaves lunettes, M. Craxi s'est taillé une solide réputation de mauvais caractère. Ses rapports avec la presse ont été détestables durant tous les mois qu'il a passés au palais Chigi. Trop sûr de sa valeur pour accepter aisément qu'on le brocarde, le leader socialiste était, en revanche, volontiers mordant avec les autres, ce qui lui a valu bien des inimitiés. En contraste parfait avec une classe politique max

manières souvent papalardes, il affirmait, dénonçait, tranchait. Mais cette assurance n'était pas mal perçue dans l'opinion, par-delà même les fidèles du PS. On y voyait la marque d'un esprit de décision.

Et, de fait, M. Craxi avait pris certaines décisions pas toujours aisées, comme celles de porter le fer contre les contribuables les plus riches, traditionnellement peu imposés en Italie. Il avait également connu un certain succès dans sa lutte contre l'inflation ramenée en deux ans de 14 % à 9 %. Son gouvernement venait juste de présenter au Parlement un projet de budget pour 1986 où se vérifiait, fût-ce trop modestement, une amorce de freinage de l'extravagant déficit public.

Au printemps, il avait remporté plusieurs succès électoraux, dont un remarquable, contre le Parti communiste qui tentait de bloquer cette politique de relative austerité salariale. Mais les observateurs estimaient qu'il n'avait plus, ce cap une fois passé, retrouvé le tonus de ses dix-huit premiers mois. Un Italien sur deux, en revanche, a approuvé, selon un sondage publié le 17 octobre, la façon dont il a « piloté » la crise de l'*Achille-Lauro*, 25 % des personnes de l'échantillon s'abstenant de répondre.

JEAN-PIERRE CLERC.

La politique du gouvernement Craxi au Proche-Orient : trop ambitieuse, pas assez efficace, aux yeux d'une partie de l'opinion

De notre correspondant

Rome. — Philo-arabe ou philo-israélien ? Jusqu'à la dramatique affaire du détournement de l'*Achille-Lauro* et la crise de gouvernement officiellement ouverte, le jeudi 17 octobre, cette question pouvait paraître quelque peu rhétorique en Italie. Aujourd'hui, elle semble devenue une pierre de touche dans la vie publique, quelque chose comme, en d'autre temps et lieu, le fameux « dreyfusard ou antidreyfusard ? ».

Tout le monde a beau admettre ici que cette classification manque de subtilité, on en revient toujours là ! La chute du premier ministre socialiste, M. Bettino Craxi, n'aurait pas eu lieu, en tout cas pas maintenant, sans des événements provoqués par des Arabes.

Elle est aussi la conséquence directe du retrait du gouvernement du ministre de la Défense, M. Giovanni Spadolini et de ses amis républicains, qui passent, dans la péninsule, pour les défenseurs les plus intransigeants d'Israël.

L'origine, la trajectoire, la formation des cadres de ce petit parti (moins de 6 % des voix aux élections de 1983, mais un doublement par rapport aux pénultièmes législatives) expliquent sans doute beaucoup mieux que des intérêts de clientèle ce choix du PRI — tout comme d'ailleurs son attachement huyantement proclamé à l'atlantisme et aux États-Unis.

La démocratie chrétienne a manifesté de longue date, on pourrait dire dès les années 50, un réel intérêt pour les choses du Proche-Orient. Pella, Fanfani, Medici, Colombo, Ossola, Leone, Moro, Andreotti enfin : autant de présidents du conseil ou (et) ministres des affaires étrangères, tous de la DC qui ont, à un moment ou à un autre de ce quart de siècle, porté leurs regards, leurs pas, leurs efforts vers « l'Orient compliqué ». Il s'est toujours agi, comme il est légitime, d'assurer en priorité les intérêts nationaux. Dans ses périodes les plus ambitieuses, Rome a cru pouvoir contribuer à transformer la Méditerranée en un « lac de paix » et elle a, à plusieurs reprises, bien que toujours en vain, proposé sa médiation entre Israël et les pays arabes. Parfois, réduisant ses ambitions à des soucis de sécurité plus immédiats, l'Italie a cherché à s'entendre avec tel ou tel (Libye, Syrie, OLP) pour que le terrorisme arabe ne la frappe pas chez elle. Enfin, il s'est agi, presque toujours, parallèlement, d'assurer les

intérêts économiques du pays : approvisionnements les plus sûrs en pétrole, « protection » des grandes firmes privées (Fiat), mais aussi publiques (Office national du pétrole, ENI), en quête de marchés, de capitaux ou de terrains de parcours.

Autre donnée capitale du problème : il existe en Italie un attachement proclamé à Israël qui n'a jamais subi aucune variation depuis 1948. Mauvaise conscience de ce que, d'Italie aussi, des juifs ont été déportés

La politique de l'Italie envers les pays arabes et Israël n'a pas changé depuis deux ans. Mais le président du conseil socialiste et son ministre des affaires étrangères démocrate-chrétien ont été sensiblement plus actifs que leurs prédécesseurs.

durant la seconde guerre mondiale ? Conséquence de la participation active de citoyens juifs à la résistance anti-fasciste ? Phénomène corollaire de l'attachement à l'Amérique ? Il n'importe : l'Etat hébreu a, dès son origine, fait partie du paysage mental des Italiens, alors même que le Vatican, dont l'influence dans la DC ne peut être sous-estimée, avait des réserves connues. Il n'est pas concevable ici de se proclamer « anti » par rapport à tout ce qui touche au fait juif, alors que les notations anti-arabes sont monnaie courante, au moins chez l'homme de la rue.

L'interventionnisme du président du conseil

C'est dans ce décor que M. Bettino Craxi est devenu, en août 1983, le premier chef socialiste du gouvernement. Quelles données a-t-il modifiées ? Ici, il est intéressant d'entendre M. Roberto Aliboni, directeur de l'Institut pour les affaires internationales : « La politique italienne au Proche-Orient n'a absolument pas changé ces vingt-six derniers mois. A la base, il y a toujours une volonté de voir également respecter les droits du peuple palestinien et sa propre existence et ceux d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues. Mais M. Bettino Craxi — ou disons le gouvernement Craxi avec son ministre des affaires étrangères, le démocrate chrétien M. Andreotti — est passé aux actes. Il ne s'est pas contenté de déclarations. Il a pris beaucoup de contacts, il a voyagé, il a reçu ». M. Craxi semblait manifester une prédilection pour les

modérés (Egypte, Tunisie) et M. Andreotti pour les « durs » (Syrie).

Toute cette dernière année, le leader socialiste s'est en particulier beaucoup dépensé en faveur de l'initiative jordanopalestinienne ». Rencontrant, en décembre dernier, M. Yasser Arafat à Tunis — pays arabe, où, par parenthèse, il aime passer ses vacances et possède une résidence — M. Craxi s'était, dit-on, montré très pressant et convaincant auprès du chef de l'OLP

pour que, modérant ses positions passées, celui-ci accepte l'entente avec le roi Hussein en vue d'une négociation sur la base des résolutions du Conseil de sécurité reconnaissant Israël. A tort ou à raison, M. Craxi a vu dans l'accord en sens signé le 11 février dernier entre l'OLP et la Jordanie, une forme de succès personnel auquel il a d'autant plus tenu à associer la CEE que c'était alors le tour de la présidence italienne.

Par cette rencontre avec le chef de l'OLP, M. Craxi a accordé à l'organisation palestinienne une reconnaissance jusqu'à sans égale dans le monde occidental, entend-on dire ici parmi les adversaires de ce geste. Mais on oublie que M. Yasser Arafat était venu à Rome en septembre 1982 et que, à défaut d'y voir le président du conseil de l'époque, M. Spadolini, il avait tout de même été reçu par le président de la République, M. Sandro Pertini, ainsi que par le pape Jean-Paul II.

Les attentats

Il faut donc chercher ailleurs que dans une inflexion de la politique traditionnelle de l'Italie dans l'est méditerranéen les raisons de la malaise perceptible ces derniers temps dans la péninsule, avant même la dramatique affaire de l'*Achille-Lauro*.

Il y a tout d'abord ce fait que l'Italie s'interroge sur l'efficacité, pour sa propre sécurité, d'une politique active envers le monde arabe en général et les Palestiniens en particulier. Avant même le détournement du navire italien, une série d'attentats avait été perpétrés par des terroristes proche-orientaux contre des objectifs pour la plupart situés au cœur

bien visible de la capitale. Le dernier en date, le 25 septembre, qui visait les locaux de la British Airways, avait tué un Italien.

La conviction existe, appuyée par des enquêtes de police propagées, par la presse, que Rome est devenue une véritable plaque tournante du terrorisme international et que cela ne peut plus durer. Le citoyen a certes tous les jours des occasions d'apprendre, en lisant les journaux, que la police et la magistrature sont actives. Mais trop de « faux étudiants » originaires de divers pays arabes sont installés en Italie : ça, oui, l'homme de la rue en est convaincu.

Corollairement, l'Italie est peut-être saisie d'un doute après la grande audace qu'a été l'envoi à Beyrouth, en 1983, d'un contingent de paix aux côtés des forces américaines, françaises et britanniques. « Pouvoons-nous, entend-on dire ici et là, en tant que puissance moyenne, réussir là où les États-Unis eux-mêmes ont si souvent échoué ? » Ce souci est bien exprimé par M. Giorgio La Malfa, numéro 2 du Parti républicain et président de la commission des affaires étrangères. Pour lui, l'Italie ne peut agir dans cette zone très difficile qu'en coordination avec la CEE et en vue de coordonner l'action de la CEE avec celle des États-Unis.

Enfin, s'il est vrai que les préposés suivent en essants de M. Craxi ont moins déçu l'opinion qu'à la classe politique, le ton dont il n'a usé envers Israël après le raid contre le siège de l'OLP à Tunis n'est jugé excessif, jusque parfois dans les milieux qui lui sont favorables. Mettre en cause « l'intelligence et la bonne foi » de son homologue israélien était un propos sans aucun doute outrancier. Mais, à cinquante et un ans, M. Craxi ne se refait pas !

Il reste un doute bien exprimé encore par M. Aliboni. Qu'elle aura été l'efficacité de la politique moyen-orientale de l'Italie avant même que survienne l'affaire de l'*Achille-Lauro* ? « J'observe que M. Craxi n'a su convaincre ni les États-Unis ni Israël, puissance majeure dans la région, de la validité de sa démarche. Aussi, beaucoup de gens ici pensent que l'activité débordante de ce gouvernement au Moyen-Orient était surtout à usage interne : elle a conféré à cette équipe une image dynamique autonome par rapport aux États-Unis, je dirais presque nationaliste. M. Craxi a su donner l'impression à l'intérieur que le pays avait pour la première fois, trouvé un rôle à lui en politique étrangère. »

J.-P. C.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Missiles américains pour la résistance, selon Kaboul

Islamabad. — Les États-Unis ont livré à la résistance afghane de nouveaux missiles sol-sol dont la portée est de 15 à 16 kilomètres, affirme le général Mohamed Azimi, vice-ministre de la Défense du gouvernement afghan, dans une interview publiée le jeudi 17 octobre par le quotidien pakistanais *Muslim*.

Washington n'a jamais confirmé officiellement la fourniture d'armes à la résistance afghane par les États-Unis. On sait cependant que le Congrès a voté récemment des crédits aux guerriers musulmans (le Monde du 11 octobre). Toujours selon le général Azimi, la résistance recevait des armes antichars et antipersonnel de France, de Grande-Bretagne et d'Italie. — (Reuters.)

ALBANIE

Tass n'ira pas à Tirana

Tirana. — L'agence albanaise ATA a démenti le jeudi 17 octobre une information qu'elle attribuait à l'agence yougoslave Tanjug, selon laquelle l'agence soviétique Tass aurait nommé un correspondant à Tirana. Dans une déclaration « autorisée », ATA affirme que l'information de Tanjug a un « caractère provocateur ». « L'Albanie n'a aucune forme de relation politique, économique, culturelle ou autre avec l'Union soviétique et les États-Unis », rappelle l'agence albanaise.

[L'information que l'agence albanaise attribue à Tanjug avait en réalité été donnée de Moscou par l'agence Tass elle-même (le Monde du 17 octobre). On peut s'étonner que l'agence soviétique n'ait pas attendu l'accréditation de son correspondant à Tirana pour annoncer sa nomination. A moins, précisément, que l'opération n'ait visé qu'à enregistrer le refus public des autorités albanaises.]

EL SALVADOR

Accord pour la libération de la fille du président Duarte

San-Salvador. — Le gouvernement et la guérilla salvadorienne sont parvenus à un accord pour la libération de la fille du président Duarte et de son amie, enlevées le 10 septembre. Elles seront libérées à partir de dimanche prochain, a annoncé jeudi 17 octobre le ministre de la communication, M. Julio Roy Prendes, qui a précisé que le gouvernement s'était engagé à libérer vingt-deux prisonniers politiques en échange de la remise en liberté d'Ines Guadalupe Duarte Duran et d'Ana Cecilia Villeda. — (AFP.)

PHILIPPINES

Des militaires impliqués dans des meurtres de journalistes

Cagayan-de-Oro (Mindanao). — Des militaires de l'armée gouvernementale des Philippines sont impliqués dans la plupart des assassinats de journalistes survenus depuis le début de l'année, a révélé, le jeudi 17 octobre, le chef d'une commission d'enquête militaire nommée par le président Marcos.

De fortes présomptions pèsent sur les soldats gouvernementaux dans neuf cas sur les quatorze faisant actuellement l'objet d'investigations de la commission. Depuis le début de l'année, vingt et un journalistes philippins ont été tués, la majorité dans l'île méridionale de Mindanao, déchirée par la guerre civile et livrée à de nombreux rackets. La plupart des assassinats auraient des motifs crapuleux — notamment le vol — plutôt que politiques, précise-t-on à la commission. Il n'en reste pas moins que, parmi les victimes, certains n'avaient pas hésité à dénoncer les abus et violences dont l'armée se rend fréquemment coupable. — (Reuters.)

ASIE

LE LITIGE FRONTALIER ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN

Bataille pour un glacier

De notre correspondant

New-Delhi. - Les Cassandre de Delhi prétendent que, miné de rien, « c'est la quatrième guerre indo-pakistanaise qui est en gestation là-haut ». Là-haut, ce sont les confins glacés du Ladakh, une terre inhospitalière avec des pics de 7 000 mètres et des températures polaires (jusqu'à - 50 degrés). Mais c'est aussi l'un de ces endroits où les mammoth s'affrontent : l'Inde et le Pakistan, bien sûr, mais aussi la Chine et l'Union soviétique et même un petit bout d'Afghanistan qui pointe son museau gelé entre les autres. Quatre adversaires potentiels, on avoue, dans un mouchoir de poche, c'est trop pour au pas s'inquiéter de ce qui s'y passe.

Dans cet enfer immaculé où les coups de feu claquent comme des bouchons de champagne dans la paume, cent cinquante hommes, Indiens et Pakistans, sont tombés morts ou blessés ces quinze derniers mois. Et les esprits ont tendance à s'échauffer. Pour l'instant, la majorité des diplomates de la capitale indienne relient les combats entre les deux « frères ennemis » aux dimensions de péripéties. Il reste que cette bataille pour un glacier — la chaîne du Siachen — a bien lieu et que New-Delhi commence à prendre tout cela très au sérieux. « Dans l'ensemble, reconnaît ainsi, début août, le général Chibber, commandant en chef de la région militaire du nord de l'Inde, la situation est pire que l'an dernier et les tensions persistent. »

De fait, s'il faut en croire les informations filtrées dans la presse locale, Indiens et Pakistans auraient même fait entrer, fin septembre, les avions dans la danse. Une escalade qui n'a pas été démentie et qui, ajoutée aux autres incidents de frontière, suscite quelque inquiétude.

Le tout premier accrochage, au sol, s'est produit le 23 juin 1984. Jusque-là, les seuls bruits qui troublaient parfois l'éternité glacière du Siachen (la « montagne des fleurs », en ladakhi) étaient ceux des piolets. Nul doute que les cordées d'alpi-

zard et aux avalanches du redoutable Siachen pour en tenir écartées les convoitises humaines. Trois fois, les négociateurs ont donc osé tracer une démarcation claire et indiscutable dans les glaces. Juridiquement, la ligne de cessez-le-feu (ligne de contrôle), qui court du sud au nord du Cachemire, sur environ 500 kilomètres, et qui partage cette

Des dizaines de soldats indiens et pakistans sont déjà morts pour le contrôle du glacier du Siachen, sur la frontière chinoise. Un conflit qui suscite de plus en plus d'inquiétude.

terre en deux parts à peu près égales, s'arrête à la hauteur de Thang, une petite localité ladakhi située à environ 100 kilomètres au sud de la frontière chinoise.

Entre Thang et la province chinoise du Xinjiang, plus rien que le massif désolé du Siachen qui, d'est en ouest, déploie ses pics sur 74 kilomètres de long et 2 ou 3 de large. Question subsidiaire laissée à l'appréciation des signataires des cessez-le-feu : à partir de Thang, la ligne doit-elle monter verticalement vers le nord comme l'affirme New-Delhi (ce qui laisse le Siachen tout entier chez elle) ou se poursuit-elle dans la direction est-ouest, comme l'assure jusqu'ici Islamabad ? Question simple, réponse capitale pour l'avenir des difficiles relations entre les deux pays.

La diplomatie du piolet

« C'est incompréhensible, s'exclame en septembre le président Zia Ul Haq, nous avons contrôlé ces montagnes pendant trente ans, il n'y avait jamais eu de problème. Et puis, tout à coup, en 1984, les

phiques et aux éditeurs d'atlas occidentaux qui avaient commis l'erreur « d'attribuer le Siachen au Pakistan. Puis, décidés à battre l'air mabab sur son propre terrain, l'Inde ouvrit son morceau de glacier aux montagnards étrangers. A condition, toutefois qu'ils se trouvent un chef de nationalité indienne. « Après la diplomatie du ping-pong, l'Asie vient d'inaugurer celle du piolet », résume un diplomate.

Reste que les motivations de New-Delhi, pour être tardives, sont assez claires. Les Indiens craignent d'abord qu'Ismaïlabad cherche à étendre sa ligne de contrôle jusqu'à faire jonction avec le territoire d'Aksai-Chin, occupé par Pékin depuis la guerre-éclair sino-indienne de 1962.

L'ouverture d'une route sur le toit du monde reliant le Cachemire pakistanais au Tibet avait déjà déclenché, en 1982, l'ire des Indiens. Depuis, la Chine aurait entrepris de l'élargir. Les échanges commerciaux sino-pakistans ne passant généralement pas par là, New-Delhi affirme qu'il s'agit d'y faire circuler des convois militaires. On dit même qu'un chemin de fer pourrait être construit et que les Chinois coordonnent déjà des opérations militaires pakistanes dans la région. Pékin a démenti mais New-Delhi reste méfiante. Il y a deux mois, de nouveaux commandos spéciaux commandés par le général Hoon ont été envoyés jusqu'au nord du Siachen, de manière à défendre le pays contre tout aventurisme éventuel sino-pakistans. Bref, si rien n'est fait pour résoudre rapidement le conflit et désamorcer les tensions, la petite guerre froide risque de prendre une tournure très dangereuse.

PATRICE CLAUDE.

le nouvel Observateur

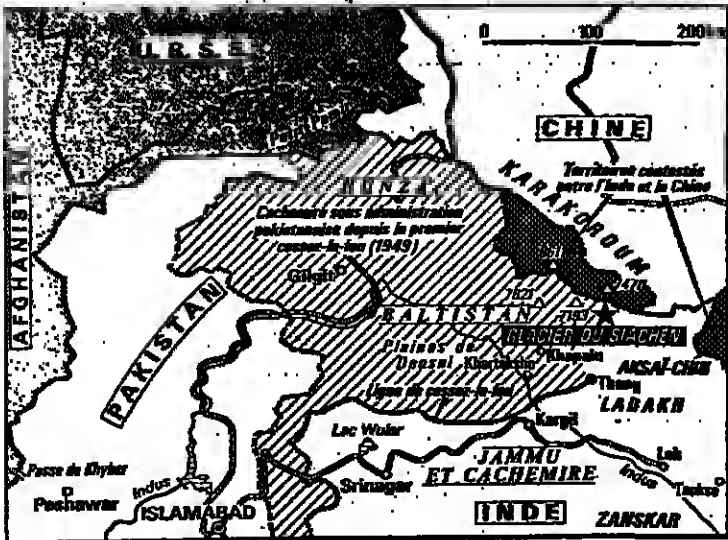
CETTE SEMAINE

VIVE LA TRANSPARENCE

NUMÉRO SPÉCIAL

LES FRANÇAIS ET L'ARGENT

Toute l'Amérique avec un seul billet : 2.290 F.



nistes étrangers venues ces dernières années se mesurer aux seconds plus hauts sommets d'Asie n'imaginaient pas que leurs performances serviraient de détonateur à une guerre de position dans l'enfer blanc.

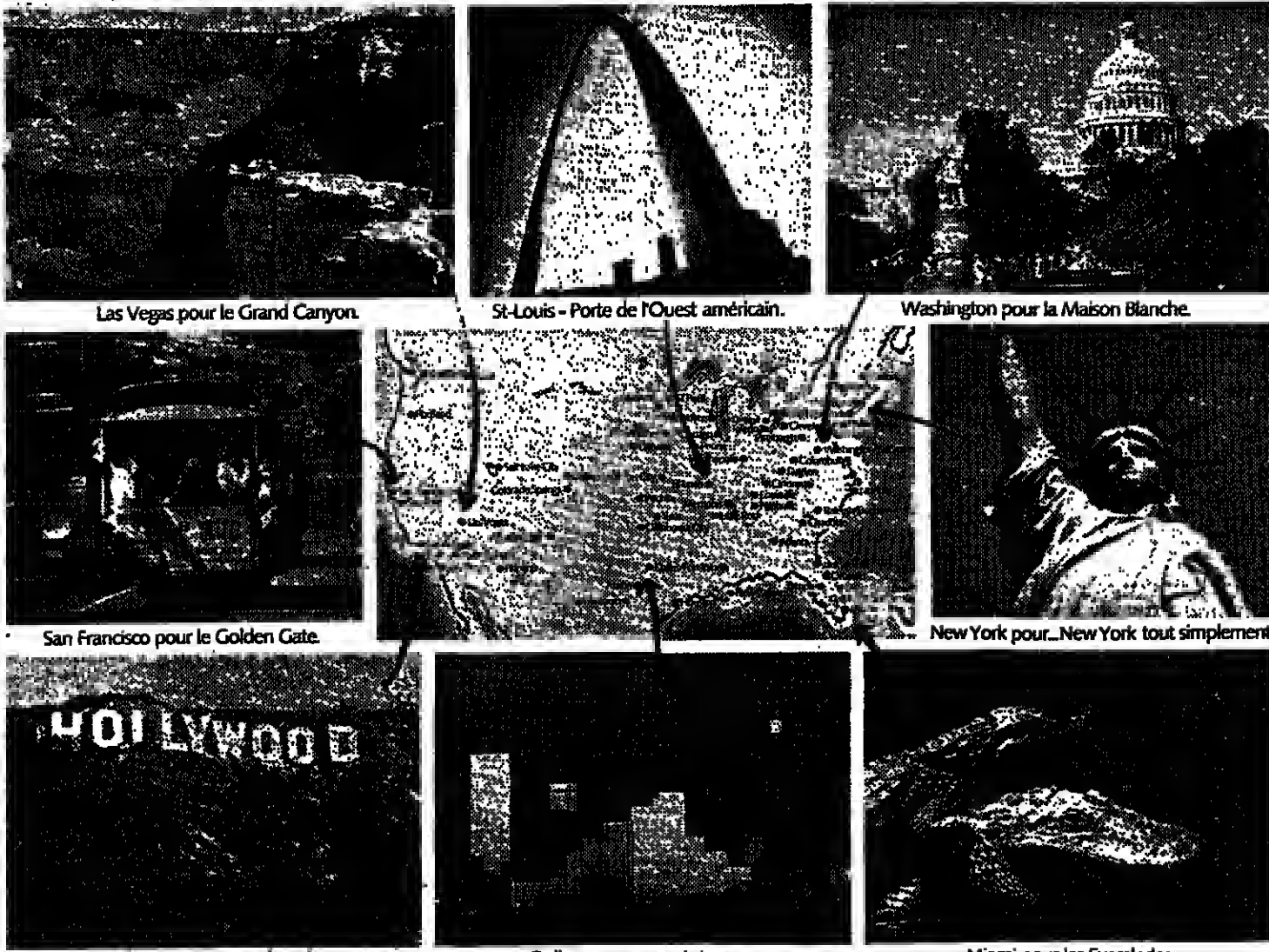
C'est pourtant en découvrant dans les revues spécialisées de montagne que « le Siachen est une chaîne pakistanaise » que les Indiens, alarmés, décidèrent, en 1981, d'envoyer leurs soldats revendiquer leur part de neiges éternelles. Objectif aujourd'hui atteint puisque les forces de Delhi contrôlent déjà quelque 3 000 mètres carrés de glacier. En réalité, le conflit risque d'être d'autant plus difficile à régler par la voie diplomatique qu'il résulte de trois erreurs historiques.

Trois fois, après les guerres de 1948, de 1965 et de 1971, les « frères ennemis » du sud de l'Asie ont cru qu'ils pouvaient faire confiance au climat polaire, au bû-

Indiens ont commencé à vouloir l'occuper. Ce n'est pourtant qu'un glacier, il n'y a pas la moindre trace d'herbages là-haut. Mais vous savez comment les gens sont sensibles par-là, ils ne lâcheraient même pas un glacier. Nous non plus, d'ailleurs... » Ce que ne dit pas le général-président pakistanais, c'est qu'il peut d'autant moins abandonner ses pics que Benazir Bhutto, fille de l'ancien premier ministre exécuté, et chef de l'opposition, l'accuse déjà de « reculer dans le Siachen ».

New-Delhi, apparemment, se montre plus rapide dans la réalisation de ses objectifs et, en mai 1984, des commandos spéciaux du 4^e bataillon du régiment de Kumaon prirent pied sur le glacier. Depuis, le drapeau indien flotte sur certains pics, et New-Delhi a ouvert le second volet, diplomatique celui-là, de son offensive.

Des « prières de rectifier » furent d'abord expédiées aux revues géogra-



Las Vegas pour le Grand Canyon.

St-Louis - Porte de l'Ouest américain.

Washington pour la Maison Blanche.

San Francisco pour le Golden Gate.

New York pour...New York tout simplement.

Los Angeles pour les stars d'Hollywood.

Dallas pour nos amis texans.

Miami pour les Everglades.

Le nouveau TWAIRPASS TWA.

Il vous suffit d'acheter le vol transatlantique pour bénéficier du nouveau TWAIRPASS TWA à 2.290 F. Il vous donne droit à 8 escales. Sur n'importe quelle ligne TWA, à l'intérieur des USA, pour n'importe quelle distance. Et pour la somme moyenne de 287 francs par vol. Pensez donc ! Un voyage aux Etats-Unis qui vous emmène où vous avez toujours rêvé d'aller : Hollywood... les

Montagnes Rocheuses... le Grand Canyon... la Floride... l'Ouest sauvage... le Vieux Sud... la Nouvelle Angleterre... le cœur du Texas... Toute l'Amérique. TWA dessert plus de 60 villes aux USA, vous n'avez que l'embaras du choix. Tirez le meilleur parti de votre voyage en le planifiant à l'avance : souvenez-vous que plus d'un vol peut être nécessaire pour aller d'une ville à l'autre.

Contactez votre agent de voyages ou appelez TWA. Conditions : Achat du billet 21 jours à l'avance. Date limite d'achat 1^{er} mars 1986. Validité du billet : du 1^{er} novembre 1985 au 21 mars 1986 inclus, plus 60 jours à partir du début du voyage.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » (220) ★ ★ ★ par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +

AFRIQUE

République sud-africaine

Benjamin Moloïse a été pendu

Condamné à mort pour le meurtre d'un policier noir tué au fusil-mitrailleur alors qu'il rentrait chez lui, Benjamin Moloïse a été pendu à Fambé, ce vendredi 18 octobre. De nombreux appels à la clémence avaient été adressés à l'Afrique du Sud. Plusieurs ambassadeurs occidentaux et le représentant de la CEE à Johannesburg avaient fait des démarches jeudi. Le chargé d'affaires français avait remis au ministre des affaires étrangères un message de M. Roland Dumas, affirmant notamment : « L'exécution de M. Moloïse (...) constituerait un obstacle supplémentaire à l'apaisement et à l'indispensable dialogue entre les diverses communautés d'Afrique du Sud. La réprobation qu'elle susciterait rendrait plus malaisé encore pour votre gouvernement la recherche d'une solution durable aux problèmes que connaît la société sud-africaine. »

M. Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a déclaré vendredi, après l'annonce de l'exécution : « Cela devrait nous pousser à aller encore plus loin dans les mesures qui ont déjà été prises à l'encontre de l'Afrique du Sud. »

L'ambassade d'Afrique du Sud en France dénonce « la campagne de désinformation orchestrée en France au sujet de cette affaire. »

« Annonce au monde entier que nous vaincrons »

De notre correspondant

Johannesburg. — Benjamin Moloïse a été la quatrième personne pendue, cette année, en Afrique du Sud. Deux cent dix autres attendent actuellement dans les cellules réservées aux justiciables de la peine capitale. En 1984, cent quinze condamnés à mort ont été exécutés. Des chiffres qui se passent de commentaires et qui illustrent pourquoi le cas de Benjamin Moloïse n'a eu qu'un écho limité en Afrique du Sud, en comparaison avec le bruit que cette affaire a suscité à l'étranger.

En fait, Benjamin Moloïse n'était pas une personnalité marquante du combat contre l'apartheid. Tapissier de profession, il s'est découvert, depuis son incarcération au mois de novembre 1982, après le meurtre d'un policier, des talents de poète. Mais sa renommée n'a guère franchi les murs de la prison. D'autre part, il n'a jamais été un membre actif de l'ANC (Congrès national africain), et s'il a reconnu en dernier ressort sa participation à l'assassinat pour lequel il a été condamné à la peine capitale, il a été précisé qu'il avait été contraint de passer à l'acte sous la menace.

Si Benjamin Moloïse est devenu célèbre, c'est surtout en raison du fait que son nom a été associé à celui de trois militants de l'ANC exécutés le 9 juin 1983. Tous trois avaient été arrêtés par le policier dont l'assassinat avait été ordonné par l'ANC, et auquel Benjamin Moloïse a participé.

Le nouveau martyr de la cause noire n'est donc qu'un militant de faible envergure qui, après avoir beaucoup tergiversé, a reconnu qu'au dernier moment il avait combattu l'apartheid. Son avocat, M. Priscilla Juma, a d'ailleurs toujours fait valoir qu'il s'agissait d'un

M. FABUS OBSERVE UNE MINUTE DE SILENCE DEVANT L'AMBASSADE D'AFRIQUE DU SUD

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, s'est rendu, ce vendredi 18 à 11 h 30, devant l'ambassade d'Afrique du Sud, à Paris, pour observer une minute de silence à la mémoire de Benjamin Moloïse, le militant noir exécuté à Pretoria.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

M^{re} Thatcher demeure totalement opposée à des sanctions contre Pretoria

Par souci d'éviter une confrontation avec ses partenaires du Commonwealth dès le début de leur conférence au sommet des Bahamas, M^{re} Thatcher s'est abstenue, jeudi 17 octobre, de toute allusion au problème des sanctions contre Pretoria.

Sa décision de ne pas évoquer l'Afrique du Sud dans son discours d'ouverture ne traduit, toutefois, aucun revirement de la part de M^{re} Thatcher, qui demeure totalement opposée à l'adoption de sanctions comme moyen de mettre fin à l'apartheid, indiquent ses collaborateurs.

Selon des responsables britanniques, M^{re} Thatcher a décidé d'exposer son point de vue à ce sujet lors d'une séance ultérieure. Elle a brossé, jeudi, un tableau de la situation internationale allant des relations Est-Ouest au commerce international.

Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, qui avait lancé mercredi un appel pour des sanctions « complètes et obligatoires », a déclaré le lendemain qu'il était prêt à rencontrer M^{re} Thatcher pour discuter de la question. Mais les responsables britanniques ont clairement souligné que le premier ministre « ne ferait pas de vœux ».

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a proposé la création d'un groupe de « sages » au sein du Commonwealth, nommés « pour faciliter le processus de dialogue

être faible, qui a été manipulé et influencé. Ce qui d'ailleurs n'enlève rien au fait que ce poète amateur a accepté son sort avec un courage certain et qu'il est allé à la potence après avoir demandé aux siens qu'on ne s'apitoie pas sur lui.

Sa mère, qui l'a vu pour la dernière fois jeudi après-midi, a déclaré au cours d'une conférence de presse : « Je n'ai pas pu le toucher. Je ne l'ai vu que vingt minutes à travers une vitre. Mais je l'ai trouvé plus fort que jamais. Il était même souriant et paraissait presque heureux. Je suis fière de lui, fière d'avoir un combattant parmi les miens. Il m'a dit : « Annonce au monde entier que nous vaincrons et que mon sang a été versé pour ceux qui restent, pour que la lutte continue. » Elle a ajouté que son fils s'était montré « confiant que son pays serait bientôt libéré des chaînes de l'oppression ». Et elle a lu un poème, dans lequel Benjamin Moloïse écrit : « Pourquoi craindre la mort, la mort ne craint personne. »

Le dernier souhait du condamné à mort a été que sa famille et ses amis se réunissent devant les murs de la prison centrale de Pretoria au moment de l'exécution, qu'on ne pleure pas, que sa mort soit acceptée avec dignité et que résonne l'hymne de libération des Noirs : « Dieu sauve l'Afrique ». Un vœu qui a été exaucé.

Pour beaucoup de Noirs, il ne s'agit que d'une victime de plus du combat de la libération. Un nom qui s'ajoute à d'autres sur une liste déjà longue. On ne fait guère la différence entre ceux que la justice envoie à la mort et ceux qui chaque jour meurent dans les rues des cités noires ou périssent dans les locaux de la police. Tous sont considérés comme des victimes de l'apartheid et du pouvoir blanc.

L'exécution de Benjamin Moloïse est ressentie comme un pas de plus dans l'escalade de la répression. Elle illustre l'intransigence du pouvoir qui reste sourd aux revendications des Noirs comme aux protestations de la communauté internationale. Elle ne provoquera pas de soulèvement, mais elle renforcera dans leur conviction ceux qui se battent contre le système. Elle va donc servir les opposants au régime et accroître la tension et le fossé qui sépare les aspirations de la communauté noire face à un gouvernement qui se montre intraitable.

« L'exécution de Benjamin Moloïse avec l'Afrique du Sud ». Mais il a ajouté que l'organisation avait envisagé soit des sanctions globales, soit d'autres moyens de pressions sur Pretoria, si elle ne voulait pas perdre toute crédibilité.

Dans une interview publiée vendredi par le *Daily Telegraph*, M. Botha, président de la République sud-africaine, commente ainsi certains discours tenus à Moscou par les délégués de pays africains : « L'ancien Commonwealth se composait de pays démocratiques coopérant les uns avec les autres. Le Commonwealth actuel ne peut plus être qualifié de démocratique. Il comprend des Etats à parti unique, des dictatures. »

Le président Botha affirme ensuite qu'il accélérera le rythme des réformes dans son pays sans se soucier des pressions extérieures. Il indique que son gouvernement autorisera l'an prochain une représentation noire au Conseil présidentiel, la plus haute instance consultative du pays. Il déclare n'être pas satisfait de l'actuel système constitutionnel. « Il faut s'occuper des communautés urbaines, et nous commençons un niveau des gouvernements locaux », dit-il.

Quant à une participation des Noirs au gouvernement national, il s'y déclare favorable, mais « pas nécessairement comme le conçoit le monde occidental ». — (Reuters, AFP.)

PROCHE-ORIENT

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE L'ACHILLE-LAURO

Washington exclut l'OLP du processus de paix

(Suite de la première page.)

« Ceux qui pratiquent la terreur et la violence n'ont pas de place à la table de la paix », a notamment déclaré le secrétaire d'Etat, qui plaiderait en faveur de ventes d'armes américaines à la Jordanie devant des représentants pas du tout chauds. Hésitant à imputer à l'OLP elle-même ou seulement à « des gens qui [lui] sont identifiés » le détournement de l'achille-Lauro et le meurtre, fin septembre à Larnaca, des trois Israéliens, M. Shultz a cependant estimé qu'il avait été jeté là « une lumière supplémentaire sur les dispositions » de l'organisation de M. Arafat vis-à-vis du processus de paix, sur ses « activités terroristes » et sur sa « disposition à ignorer » aussi que les Etats-Unis n'auront pas de dialogue avec elle tant qu'elle n'aura pas reconnu le droit d'Israël à l'existence.

Si le secrétaire d'Etat a enfin tenu à nettement souligner que les derniers événements « ne diminuent pas la nécessité que des Palestiniens susceptibles de représenter les intérêts palestiniens soient présents » dans une délégation jordanienne qui négocierait avec Jérusalem, il était parfaitement clair qu'il ne pensait pas à des amis de M. Arafat.

Sous-pense israélienne

Quant à M. Pères, souriant au côté de M. Reagan, qu'il a longuement loué pour son « courage » dans l'affaire du navire italien, il s'est déclaré prêt à « prendre en considération toute proposition avancée » par la Jordanie, qu'il a invitée à des « négociations directes et honorables (...) sans conditions préalables (et) sans perte de temps (...) à Amman, à Jérusalem ou à Washington ».

Pas plus que M. Reagan, qui a rappelé l'accord donné le 30 septembre dernier par le roi Hussein à des pourparlers « rapides et directs » avec Israël, mais passé sous silence la part que la Jordanie voulait qu'y prenne l'OLP, le premier ministre n'a soufflé mot ni de l'organisation de M. Arafat ni des Palestiniens. Son allusion à « toute » proposition jordanienne semblait indiquer, elle, une sous-pense israélienne sur la question d'une éventuelle conférence de paix internationale dont Amman souhaitait la réunion, et il est, de ce point de vue, significatif que quelques signes de détente apparaissent entre Jérusalem et le bloc soviétique, avec, en particulier,

l'annonce d'un prochain échange de « représentants » entre Israël et la Pologne.

Des rumeurs ont fait, par ailleurs, état d'un récent entretien secret entre M. Pères et le roi Hussein, et lundi prochain, dans le discours qu'il prononcera à l'ONU, le chef du gouvernement israélien esquissera peut-être les concessions qu'il pourrait faire à la Jordanie pour la convaincre de négocier, sans l'OLP, l'avenir de la Cisjordanie.

Le souverain hachémite s'y est toujours refusé jusqu'à présent, mais M. Arafat n'en a pas moins jugé utile, dès jeudi soir, dans une interview à la chaîne NBC, de « mettre au défi », M. Pères « d'être capable de parvenir à une solution régionale en court-circuitant les Palestiniens et l'OLP ». Son ton était catégorique, mais, embarrassé par les questions sur le meurtre de Léon Klinghoffer, il paraissait d'autant plus sur la défensive et loin de l'Amérique que, depuis qu'il était soudainement allé, le 22 décembre 1983, rencontrer au Caire le président Mubarak, il n'avait pu contraindre cessé de marquer des points aux Etats-Unis et d'augmenter ainsi ses chances d'être un jour imposé comme interlocuteur à Israël. Renouer avec l'Egypte des relations rompues après qu'elle eut reconnu l'Etat juif avait en effet été vu comme une manière de laisser entendre que l'OLP était désormais disposée à envisager d'en faire autant.

Il est vrai que, chassé du Liban ord par les Syriens, après l'avoir été de Beyrouth par les Israéliens, M. Arafat n'avait, à cette époque, guère le choix qu'entre cette réconciliation avec Le Caire et une éclipse politique au terme très incertain. L'Egypte, de son côté, n'avait qu'intéressé à tendre la main à ce proselit, car cela lui permettrait de faire effacer, par le président de l'OLP lui-même, sa condamnation comme traître à la cause palestinienne et de tenter un retour au sein du monde arabe bien nécessaire à M. Mubarak, car, laissé à son tête-à-tête avec Jérusalem, Le Caire était incapable d'imposer un rapport de force à ses interlocuteurs israéliens.

Le poids de ces considérations tactiques du moment jetait certes plus d'un doute sur la réalité du tournant stratégique de M. Arafat, mais l'histoire est plus souvent faite de nécessités que de sincérité. Presque immédiatement,

la Jordanie va s'engouffrer dans la brèche, renouer à son tour avec l'Egypte, et faire alors émerger un nouveau pôle arabe non seulement pro-américain, mais décidé aussi à articuler une politique commune dans l'approche du dialogue avec Israël.

Pièce maîtresse du jeu proche-oriental, les Etats-Unis ne pouvaient rester indifférents à cette nouvelle donne, car ils ne pouvaient, d'abord, que se réjouir de voir faire front les adversaires arabes de la Syrie qui était alors en train de furcer M. Reagan à retirer les « marines » du Liban dans des conditions aussi humiliantes que sanglantes.

Inconséquence politique de l'OLP

Deuxième avantage pour les Etats-Unis du rapprochement palestino-egyptien, il remettait à flot le plan de paix que M. Reagan avait présenté, début septembre 1982, en proposant la création dans les territoires occupés d'une entité palestinienne associée à la Jordanie. Cette initiative était au point mort depuis un an en raison du refus de M. Arafat de s'y associer aux côtés du roi Hussein et elle semblait en conséquence préoccupante pour Israël car le plan Reagan y est rejeté par la droite et le dialogue avec l'OLP par la droite et la gauche.

De fait, il ne faudra qu'environ seize mois — ce qui est court — pour qu'en mai dernier le souverain hachémite soumette aux Etats-Unis, avec l'accord de l'Egypte et de M. Arafat, une proposition d'approche en trois étapes de négociations directes avec Israël.

La réalisation de ce plan se heurte à des difficultés majeures qui en avaient, dès le départ, bloqué l'application, car ni Israël ni les Etats-Unis n'acceptaient alors l'idée d'une conférence internationale réunissant notamment l'Union soviétique. Washington refusait tout contact avec l'OLP avant qu'elle n'ait reconnu les deux résolutions de l'ONU, la constitution de la délégation qu'aurait dû, dans la première étape, rencontrer M. Murphy posait aussi un problème dont on ne voyait pas la solution.

Washington pourtant, loin d'avoir repoussé le plan jordanien-egyptien-palestinien, l'avait accepté comme base de travail et, si

énormes que fussent les obstacles et si déclarée l'hostilité israélienne à cette perspective, la participation de l'OLP à de futures négociations était devenue un objectif de Washington.

C'était là une formidable victoire pour M. Arafat. C'est cette victoire qui a été tuée dans l'œuf par les meurtres de Larnaca, le cycle de représailles et de contre-représailles au terme duquel le sang d'un vieillard américain a coulé. Or dans ces affaires, les messages flagrants et multiples de certains dirigeants de l'OLP ont gravement mis en porte-à-faux l'Egypte et les Etats-Unis.

Premier résultat de cette inconséquence politique, dont n'aurait su rêver le pire ennemi de M. Arafat et de la cause palestinienne : la Jordanie se retrouve seule face aux pressants appels américains et israéliens en faveur d'une paix séparée. Deuxième résultat : la Syrie de M. Assad triomphe sur toute la ligne, savourant la défaite de la modération de ses adversaires pro-américains et remerciée par les Etats-Unis quand elle repêche le corps de Léon Klinghoffer, aide à la libération d'un otage américain de Beyrouth ou favorise, dans l'affaire du Boeing de la TWA, le même type de règlement que Washington impute à crême à l'Egypte dans celle de l'achille-Lauro.

Le bilan est, en bref, assez parlant pour qu'Israël puisse ne pas croire impossible que les Palestiniens de Cisjordanie laisseraient aujourd'hui le roi Hussein négocier leur précaire avenir en se passant de l'OLP.

BERNARD GUETTA.

« Une démission de sénateurs américains ». — Six sénateurs américains ont demandé, jeudi 17 octobre, à leur gouvernement d'offrir une prime de 500 000 dollars pour la capture du responsable palestinien Abou Abbas.

Cette suggestion n'a pas encore suscité de réponse de l'administration Reagan, qui a cependant annoncé le même jour que les Etats-Unis offraient 500 000 dollars de prime pour retrouver et faire juger les auteurs de deux précédentes opérations terroristes : le détournement sur Beyrouth d'un appareil de la TWA en juin dernier, et celui d'un avion koweïtien sur Téhéran en décembre. Trois Américains ont été tués par les pirates lors de ces deux détournements.

La Pologne et Israël s'apprentent à échanger des « représentants officiels »

Le gouvernement polonais a annoncé, jeudi 17 octobre, que la Pologne et Israël allaient prochainement échanger des « représentants officiels », mais qu'il n'était pas question de rétablir les relations diplomatiques rompues en 1967. Le porte-parole du gouvernement, M. Chaban, a insisté en outre que l'ouverture de bureaux d'ambassade à Varsovie et à Tel-Aviv n'impliquait pas la reconnaissance des deux pays, et qu'il n'était pas question de rétablir les relations diplomatiques rompues en 1967. Le porte-parole du gouvernement, M. Chaban, a insisté en outre que l'ouverture de bureaux d'ambassade à Varsovie et à Tel-Aviv n'impliquait pas la reconnaissance des deux pays, et qu'il n'était pas question de rétablir les relations diplomatiques rompues en 1967.

A Jérusalem, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, a expliqué qu'il s'agissait de l'ouverture de « bureaux de liaison » entre les deux pays. Le représentant polonais, a-t-il dit, siégera à Tel-Aviv dans les locaux d'une petite banque polonaise, la PKO, celui d'Israël

s'installant à Varsovie dans l'ancien immeuble de l'ambassade israélienne. — (AFP.)

[Depuis la guerre des Six Jours, la Roumanie, le seul des pays du bloc de l'Est à avoir maintenu des relations diplomatiques avec Israël. Toutefois, certains dirigeants soviétiques ont parfois donné l'impression de regretter la rupture avec Israël, qui, d'une certaine façon, excluait Moscou comme partenaire à un éventuel règlement. La décision polonaise — qui n'a évidemment pas pu être prise sans l'aval du Kremlin — intervient alors qu'on vient précisément d'enregistrer quelques signes d'ouverture entre l'URSS et Israël : rencontre en juillet dernier des ambassadeurs des deux pays à Paris et publication par la presse soviétique de messages de félicitations d'Israël lors de l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev.]

POUR PROTESTER CONTRE L'ABSENCE DE M. ARAFAT

Le président Chadli ne se rendra pas à l'ONU

De notre correspondant

Alger. — La réaction algérienne à la décision de l'ONU de ne pas inviter le représentant de l'OLP, M. Yasser Arafat, et le chef de la SWAPO, M. Sam Nujoma (le Monde du 16 octobre) aux cérémonies du quarantième anniversaire de l'organisation ne s'est pas fait attendre. Jeudi 17 octobre, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a annoncé que le président Chadli Bendjedid ne participerait pas à la célébration du quarantième.

Expliquant cette décision, le porte-parole a notamment déclaré : « Deux peuples en lutte pour leur libération nationale ont été ainsi privés d'une opportunité hautement symbolique de faire entendre leur

voix au moment même où le sionisme et l'apartheid se livrent à toutes les escalades dans le droit de leurs droits. Cette décision porte atteinte à tout ce que les Nations unies représentent et altère la signification de la commémoration pour tous des Nations unies avec leurs idéaux authentiques. Que ceux-ci aient été mis en cause par la décision malencontreuse et injuste prise contre l'OLP et la SWAPO commande d'en tirer toutes les conclusions. »

L'annonce officielle de la présence de M. Bendjedid aux Nations unies avait été faite le mercredi 9 octobre dans la soirée, une heure avant celle de sa visite, le lendemain, en Tunisie.

F. F.

L'URSS tente d'exploiter la colère de l'Égypte contre les États-Unis

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique, qui avait été jusqu'ici d'une remarquable modération, commence à hausser le ton à propos de l'affaire du Boeing égyptien intercepté par la chasse américaine au-dessus de la Méditerranée. L'opération quasiment présentée au début comme une riposte normale au terrorisme est désormais qualifiée d'« acte de piraterie ». L'ampleur de la réaction égyptienne, tant officielle que populaire, explique sans doute cette évolution.

« Des manifestations de tendance anti-américaine nettement exprimées ont lieu ces jours-ci dans plusieurs pays d'Egypte. Des articles parus dans la presse du Caire abondent, comme cela ne s'était jamais vu ces dernières années, en condamnation de la politique américaine au Proche-Orient », écrit ce vendredi 18 octobre la Pravda. Le quotidien du parti évoque également les « exigences » formulées par les Etats-Unis auprès de l'Italie pour obtenir l'extradition des auteurs du détournement et la crise gouvernementale à Rome. La Pravda estime que Washington a fait preuve d'un sang-froid total vis-à-vis de ses alliés. La Pravda va jusqu'à parler de « terrorisme d'Etat » et, s'appuyant sur

une déclaration du gouvernement égyptien, affirme que « cet acte brutal aggrave encore l'atmosphère au Proche-Orient ».

L'URSS est elle-même victime du terrorisme à Beyrouth, où trois de ses ressortissants ont été enlevés. Les médias soviétiques avaient donc jugé très sévèrement le détournement de l'achille-Lauro et n'avaient pratiquement pas bronché lors de l'interception du Boeing égyptien, au grand dam du colonel Kadhafi qui se trouvait à ce moment-là à Moscou.

Sans se faire d'illusions excessives sur les possibilités d'une évolution de la politique égyptienne, Moscou tente visiblement d'exploiter la colère du Caire. « On peut difficilement qualifier de triomphe militaire-politique cette opération nocturne dans le ciel de la Méditerranée », écrit jeudi les Izvestia. Et de citer une phrase qui aurait été prononcée lors d'une conversation entre le président Rengau et M. Weimberger : « Cette action méritera nos relations avec l'Egypte ». Rien, en effet, ne conviendrait davantage à la direction soviétique, qui, depuis plusieurs mois, s'efforce de rétablir un dialogue, non plus seulement économique mais politique avec Le Caire.

DOMINIQUE DHOMBRES.

AMERICAN CENTER
281, boulevard Raspail
75014 PARIS

AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
SEPTEMBER INTENSIVES
FALL SESSIONS
(1) 335.21.50

هكذا أدت الأزمة

politique

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les socialistes seuls contre tous

Quels sont les meilleurs alliés de la droite ? Les communistes ou les socialistes ? Le débat de la discussion de la première partie de la loi de finances - celle qui fixe les recettes de l'Etat en 1986 - à l'Assemblée nationale, le jeudi 17 octobre, semble s'être réduit à cette question.

MM. Pierre Bérégovoy, Henri Emmanuelli et Christian Pignatelli, les responsables socialistes des finances publiques, d'un côté, MM. Parfait Jans et Dominique Freilaut, les spécialistes financiers communistes, de l'autre, n'ont cessé de se livrer à des assauts, parfois vifs, même s'ils ne parvenaient pas à camoufler totalement leur ancienne complicité, sous les regards, impavides et ironiques de l'opposition.

Le RPR et l'UDF paraissent se désintéresser totalement de ce projet de budget. Pour eux, l'affaire est entendue : il ne sera pas appliqué, donc il n'a aucun intérêt. Reste à savoir comment ils le modifieront... s'ils arrivent aux affaires après mars 1986. M. Bérégovoy lui, le sait : « Cette opposition à trois idées enfilerait un monstre si elle avait à faire le budget, a souligné le

ministre de l'économie, car si le RPR veut un grand emprunt obligatoire tandis que M. Giscard d'Estaing préférerait que l'on réduise le déficit, M. Juppé réclame de l'inflation, tandis que M. Barre s'y oppose. M. Giscard d'Estaing souhaite une libération totale des prix ; mais M. Barre, qui se souvient de ce qui s'est passé avant 1981, serait plus prudent. Vous n'êtes d'accord que pour supprimer l'impôt sur les grandes fortunes. (...) Après avoir dit cela, vous n'êtes guère qualifiés pour parler de justice et de solidarité. »

C'est aussi un argument de campagne électorale qu'a soulevé le secrétaire d'Etat au budget : si l'opposition critique les dispositions financières prises par la gauche en 1981, a dit M. Emmanuelli, elle n'ose pas « dénoncer les mesures qu'elles avaient permis de financer », telle l'augmentation du minimum vieillesse ou des allocations familiales.

A son opposition de gauche, le gouvernement n'a cessé de faire remarquer que ses critiques aident la droite. Accusé de n'avoir pas répondu aux arguments communistes, M. Bérégovoy s'est contenté de répliquer : « En répondant à la

droite, je vous répondais aussi puis-que vous avez usé des mêmes arguments. »

Seulement, dans la discussion des articles, ce sont les communistes qui ont réussi à montrer que, sur des points particulièrement sensibles, leurs propositions étaient repoussées par une coalition des socialistes, des néo-gaullistes et des giscardobarristes. C'est en tout cas ainsi qu'ont été repoussées les propositions du PC sur une augmentation moins forte des basses tranches de l'impôt sur le revenu que celle qui est prévue pour les plus hautes, sur la création d'une tranche imposée à 70 % sur l'abrogation du mécanisme de « report en arrière » (carry back) des bénéfices des entreprises ayant connu des années déficitaires, sur la suppression de l'impôt fiscal et du prélèvement libératoire pour

l'imposition des obligations, sur la disparition de l'allégement de la taxe professionnelle des entreprises, sur la création d'un nouveau dégrèvement de la taxe d'habitation pour les titulaires des revenus les plus faibles.

Comme l'avait demandé M. Fabius, les orateurs socialistes profitent de ce débat budgétaire pour dresser le bilan des actions entreprises depuis 1981, pour montrer les risques de l'application des programmes du RPR et de l'UDF ; pour mettre en exergue leurs divergences. En ce sens, aussi, le débat budgétaire est le premier acte de la campagne électorale. Mais ce débat confirme aussi que le PS doit se garder autant sur sa droite que sur sa gauche.

THIERRY BRÉHIER.

Les premiers amendements adoptés

Un certain nombre d'amendements au projet de budget gouvernemental ont d'ores et déjà été adoptés.

● **Aide aux associations :** M. Christian Pierret (PS, Vosges), rapporteur général du budget, a obtenu, en expliquant que « la gauche était l'héritière de la tradition républicaine d'aide au mouvement associatif », que soit revalorisé de 3 000 F à 4 500 F le dégrèvement dont bénéficient les associations et les syndicats professionnels pour la taxe sur les salaires.

● **Frais de garde des enfants :** comme prévu, les députés socialistes ont fait lever le plafond pour frais de garde des enfants, qui concerne plus de 300 000 personnes sans condition de revenu, de 4 310 F à 5 000 F, alors que le projet ne prévoyait que de le faire passer à 4 550 F. Cette nouvelle moins-value fiscale sera compensée par une augmentation de 8 à 10 F du droit sur les lettres de changes et les billets à ordre.

● **Réduction de l'impôt sur les sociétés :** le gouvernement a prévu de le diminuer de 50 % à 45 % pour la partie des bénéfices non distribués. La droite aurait voulu accroître encore cet avantage. Mais M. Emmanuelli a promis à M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) que le nécessaire serait fait pour éviter des risques de double imposition ; il a aussi accepté un amendement tech-

nique de ce député sur le problème de l'imputation des pertes.

● **Modification du capital d'une société :** le gouvernement a fait préciser que des changements dans le capital social d'une société n'entraîneraient plus la création d'un état moral nouveau en matière d'impôt sur les sociétés. De même, les conséquences fiscales d'un changement important de l'objet social ou de l'activité d'une société seront atténuées.

● **Fiscalité agricole :** il n'y a pas de budget sans modification de la fiscalité agricole, en général, même depuis 1981, allant dans le sens de ce que souhaite la profession. Cette fois, le gouvernement a admis que, contrairement à son projet, les nouvelles « exploitations agricoles à responsabilité limitée » constituées entre membres d'une même famille puissent bénéficier du régime fiscal, avantageux, des sociétés de personnes. De même, elles pourront profiter d'un régime fiscal favorable en matière d'apports immobiliers. C'est ce que demandait notamment M. Jean-Jacques Benoit (PS, Loire). Mais M. Emmanuelli a émis l'espoir que ces procédures « ne seront pas dévoyées au bénéfice des plus riches », car, a-t-il fait remarquer, « chaque fois que le gouvernement fait une avancée pour l'agriculture, on prend prétexte de celle-ci pour obtenir davantage. Ce n'est pas une bonne méthode pour faire progresser la cause de l'agriculture. »

AU SÉNAT

Relancer la formule de la « multipropriété »

Née en 1967 à Super-Dévoluy, la formule de la « multipropriété », ou « propriété spatio-temporelle », ou encore « propriété à temps partagé », n'a pas connu le succès escompté : 10 000 appartements ou studios (dont 70 % situés dans cinq départements seulement, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Isère, Savoie et Haute-Savoie), pour quelque 80 000 titulaires du droit de jouissance.

Le projet de loi adopté à l'Assemblée nationale (le Monde du 20 juin) qui se propose de protéger les souscripteurs, d'améliorer le fonctionnement des sociétés d'attribution et de permettre le développement de sociétés coopératives d'attribution, est apparu « excessivement modeste » au rapporteur de la commission des lois du Sénat, qui examinait le texte jeudi 17 octobre.

M. BARRE ET M. ROCARD SERAIENT A EGALITÉ AU SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, selon BVA

Si l'élection présidentielle avait lieu maintenant, et dans l'éventualité d'un duel Barre-Rocard au second tour, l'ancien premier ministre et l'ancien ministre de l'Agriculture recueilleraient chacun 41 % des suffrages, 19 % des personnes interrogées ne se prononçant pas. C'est ce qu'indique un sondage réalisé par BVA pour Paris-Match du 11 au 13 octobre auprès d'un échantillon représentatif de mille cent quatre-vingt-neuf personnes.

Dans l'hypothèse d'un duel Chirac-Rocard, ce dernier recueillirait 44 % des suffrages contre 37 % au président du RPR (19 % ne se prononçant pas). Dans l'hypothèse d'un duel Barre-Fabius, l'ancien premier ministre (46 %) devancerait nettement l'actuel premier ministre (34 %) (20 % ne se prononçant pas). Enfin, dans l'éventualité d'un duel Chirac-Fabius, le maire de Paris et le premier ministre seraient à égalité avec 39 % des suffrages (22 % ne se prononçant pas).



EN VENTE PARTOUT

Modifié, le projet a été adopté à l'unanimité, seuls les sénateurs communistes se sont abstenus.

Le Sénat a adopté à l'unanimité un projet permettant aux enseignants associés réfugiés d'être renouvelés annuellement dans leurs fonctions au-delà des trois ans maximum prévus pour les enseignants associés dans le décret du 17 juillet 1985. Défendu par M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat aux universités, ce texte concerne d'ores et déjà soixante-six enseignants réfugiés sur un total de mille quatre-vingts enseignants associés étrangers.

A. Ch.

● **M. Roman, premier secrétaire de la fédération PS du Nord :** M. Bernard Roman a été élu, le 17 octobre, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord. Il succède à M. Guy Allouche auquel les statuts du PS interdisent de cumuler cette charge avec le mandat de sénateur qu'il détient. Agé de trente-trois ans, M. Bernard Roman est adjoint au maire de Lille et vice-président de la communauté urbaine de Lille. A la suite du congrès de Toulouse, il vient d'entrer au secrétariat national du PS, chargé des collectivités locales et de la décentralisation. - (Corresp.)

PIANOS BAUDE

LOCATION 250 f./mois
à partir de
VENTE 252 f./mois
depuis

Ouvert le dimanche

LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE DIX ANS

78 bis, rue de Valenciennes
75017 PARIS
783-34-17/227-83-54

Propos et débats

M. Pasqua (RPR) : le costume de Rocard

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, qui était, jeudi 17 octobre, l'invité d'Antenne 2, a estimé que « si M. Rocard change de costume, il ne change pas d'idées, il ne renonce pas à ses idées marxistes ». Interrogé, d'autre part, sur l'immigration, le sénateur des Hauts-de-Seine a déclaré qu'il fallait examiner cette question « avec calme et détermination », en ajoutant que « depuis 1981 on a transformé les frontières en passoires ».

M. Pons (RPR) : gouverner, pas cohabiter

M. Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR, affirme, dans un entretien publié par Paris-Match, qu'en 1986 Chirac n'acceptera pas d'être premier ministre pour cohabiter mais pour gouverner. Ce sera, ajoute-t-il, à chacun selon son domaine et à chacun sa place : à Mitterrand le rôle de gardien de la Constitution, qui lui est confié par les textes. A lui, Chirac, la charge d'appliquer immédiatement et sans compromis le « pacte pour la France » qu'il considérera comme les tables de la loi dès lors qu'il aura été ratifié par le suffrage universel. »

Mme Roudy (PS) : attention aux « petits chefs » !

La proportionnelle est « une bonne chose pour les femmes » à condition qu'elle ne soit pas « abandonnée aux petits chefs locaux », a déclaré, jeudi 17 octobre, à Paris, le ministre des droits de la femme, Mme Yvette Roudy, en invitant les dirigeants des partis politiques à « établir des règles » permettant aux femmes une « égalité des chances » dans le jeu politique. Mme Roudy estime qu'un vent de misogynie souffle actuellement sur les formations politiques. »

M. Wibaux : inquiétudes

Le délégué du gouvernement à Nouméa, M. Fernand Wibaux a affirmé, jeudi 17 octobre, dans un entretien accordé à l'AFP, à propos des projets d'ordonnances élaborés par le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, M. Edgard Pisani, qu'il aurait « préféré que le problème foncier soit posé en termes de développement plutôt qu'en termes conflictuels ». Insistant sur la nécessité de « ne pas pousser les gens à des actes irréversibles », il a ajouté : « Je n'ai pas émis de critiques mais j'ai fait part de mes inquiétudes quant aux réactions possibles sur le terrain. Dans ces affaires-là il faut marcher à petits pas. » M. Wibaux a estimé qu'il serait « faux » d'en déduire qu'il s'oppose à M. Pisani.

M. Marchais : le PS embourbé

M. Georges Marchais, invité du journal du soir, sur Antenne 2, le jeudi 17 octobre, a déclaré que « la lutte que mènent les travailleurs de chez Renault est une lutte extrêmement difficile » en raison de l'attitude de la direction de la Régie et de celle des médias, mais que leurs « revendications sont légitimes » et que c'est bien « la CGT qui dirige cette grève ». Pour ce qui est des perspectives politiques pour 1986, M. Marchais a déclaré que les communistes n'ont « aucune illusion » sur la possibilité d'un accord avec le PS, qui est « embourbé dans sa politique de droite » et qui a confirmé, au congrès de Toulouse, son engagement dans cette politique, en envisageant « y compris la coopération avec les partis de droite ».

(Publicité)

Société commerciale Immobilière et Loisirs (mer-montagne)

Cherche 4 excellents vendeurs agents commerciaux.
Commissions et honoraires très importants.

Téléphonez pour rendez-vous :
(93) 24-62-09
(93) 58-04-67
heures de bureau.

le nouvel Observateur

SPÉCIAL

LES FRANÇAIS ET L'ARGENT

- Les 20 plus grosses fortunes de France.
- La carte de la richesse, département par département.
- Les nouvelles fortunes de la Bourse.

Et aussi...

Les cinq plus gros contribuables.
Les professions les mieux payées.
Les salaires des hommes politiques.
Les salariés les mieux rétribués.

Cette semaine dans
le nouvel Observateur
Vive la transparence !...

POLITIQUE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. LE PEN

A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

M. Demarquet : « Lambert ne devait pas mourir si tôt »

M. Jean-Maurice Demarquet, qui était, jeudi 17 octobre, l'invité de « Soir-3 », a notamment déclaré : « Le Pen me redonne sur le point précis de la succession Lambert. Je sais de quel je parle, et je le dirai si je peux le dire, c'est-à-dire en procédure, et non pas en interview ou en déclaration. Résumons-nous : Lambert ne devait pas mourir si tôt, si vite. C'est ça le secret professionnel. C'est parce que je n'ai pas trahi avant-hier ou hier que Le Pen n'est pas parti à quatre pattes du plateau d'Antenne 2. Je suis ravi que cela débouche sur un procès en diffamation à propos de la succession Lambert. Dans le cadre d'une procédure, usant de son pouvoir discrétionnaire, le président peut désigner un expert. Si Le Pen porte plainte contre moi, nous pourrions enfin le coïncider. Dans un procès judiciaire, il ne va pas pouvoir se dérober. Et ça permet que je puisse dire ce que je sais sans être prisonnier de mon secret professionnel. »

● **Félicitations d'un contestataire.** — L'un des principaux animateurs vauclusiens du mouvement de contestation interne au Front national, dont M. Jean-Maurice Demarquet revendique la direction, M. Hugues d'Alauzier, ancien membre du CNIP, a adressé, jeudi 17 octobre, ses « félicitations » à M. Le Pen en l'assurant du « plus total soutien » de ses amis. « Nous constatons toutefois que l'éclatante victoire électorale à laquelle vous

● **Au secrétariat national du Parti socialiste.** — Une ligne s'est dessinée (le Monde du 18 octobre) nous a fait omettre le nom de M. Gérard Fuchs, secrétaire national adjoint chargé des études, des problèmes économiques et des mutations industrielles.

ÉTUDES SECONDAIRES
Programme Français
Internat mixte
ÉCOLE TÖPFFER
CH-1206 GENÈVE
Av. Eug.-Pittard, 21
Tél. : 19-41/22-47-29-94

action doit aboutir peut être hypothéquée par quelques personnes ayant des méthodes non conformes à votre définition de la morale personnelle et politique. » M. d'Alauzier fait notamment allusion au numéro deux du parti, M. Jean-Pierre Stirbois, dont ses amis et lui-même avaient dénoncé la semaine dernière le « sectarisme ».

● **Record d'écoute.** — M. Jean-Marie Le Pen a battu, mercredi soir 16 octobre, tous les records d'audience enregistrés depuis le lancement, sur Antenne 2, de l'émission « L'heure de vérité », en mai 1982.

Le président du Front national a bénéficié d'un taux d'écoute de 32,10 %, selon le calcul AUDIMAT (1 point AUDIMAT correspond à 185 000 foyers). D'après ce calcul, six millions de foyers ont suivi l'émission dont M. Le Pen était l'invité, soit environ douze millions de téléspectateurs. Lors de son premier passage à « L'heure de vérité », en février 1984, le taux d'audience enregistré par M. Le Pen, le 16 octobre, est supérieure à celle dont avait bénéficié M. Laurent Fabius le 4 septembre.

Un surdoué du simplisme

(Suite de la première page.)

Ainsi pour les dangers de l'immigration : « Le sujet a été protégé par un véritable tabou, et il a fallu le courage du Front national... » Lui dit ce que beaucoup pensent : qu'on est mieux chez soi qu'ailleurs, qu'on a le droit d'aimer sa patrie et de préférer sa prospérité à celle du Bangladesh...

L'ennui, c'est que ces vérités d'évidence une fois assénées, sur le ton de sincérité jubilante d'un Coluche enfin sortant, les mots cessent d'être innocents. Eux aussi entraînent des casseroles : « cellule » évoque cancer et bistouri ; « ghetto » a un sinistre passé... L'immigration, vrai problème trop souvent occulté par le mauvais sens du langage, devient « danger mortel ». La France doit redouter d'être « submergée par sa vague ». Le pays est « ouvert aux quatre vents ».

Les « grandes naissances »

Sur le ton de l'évidence que proclame un bon bougre scandalisé, le président du Front national dénonce le viol de la nation. Comment lui résister quand il a le courage de gratter le prurit à où il démange ? A force de crier au racisme, on a fini par rendre l'homme acceptable à beaucoup de Français. Ceux qui pensent — sans se sentir pour autant le moins du monde héritiers de Hitler — que trop de marmaille maghrébine trotte dans nos villes, que trop de Chinois mafins schlingent tous les commerces avec leurs tonitres, et qu'à l'école des petits

camarades au nom impossible font baisser le niveau...

M. Le Pen le dit. C'est son droit. Mais voici que ce grand simplificateur joue en virtuose, avec un trépidant sang-froid, de la peur qu'il inspire. Qu'il propose, à la bonne franquette, des « solutions » de sa façon. Et si l'on choisissait par référendum entre « la France française et la France algérienne ? » Cette énormité est dite et personne ne rit !

Plus que le racisme tant dénoncé, c'est l'abaissement du débat politique qui nous menace. Avec la langue de bois communiste, on savait au moins à quoi s'en tenir. La nouvelle démagogie est plus redoutable. Bien sûr, la peur est ancienne. « Tous les partis, écrit déjà Nietzsche, sont contraints de transformer leurs principes en grandes naïvetés à la fresque et de les peindre sur leurs murailles ».

Face à des adversaires obnubilés par leur vertueuse réprobation, M. Le Pen continue, sans s'émouvoir, à peindre sa fresque ticolore. L'enchanteur promet que les recettes budgétaires dans le paradis national vont diminuer sans encombre de 40 milliards par an. Que le « grand effort de libération de l'économie » reconstruira tout le monde. Que les Français seront rendus féconds par la perspective d'un avenir radieux. Que les prières enfin vides seront à « ceux qui les prient ». Que l'on reconstruira chez eux « un certain nombre de millions d'étrangers ». Le danger est que ce surdoué du simplisme fasse trop d'émules.

P.-J. FRANCESCHINI.

LE 85^e CONGRÈS DU PARTI RADICAL

M. Rossinot veut être maître du jeu jusqu'en 1988

Lors du 85^e congrès du Parti radical, qui se tient à Paris les 18, 19 et 20 octobre, M. André Rossinot devrait être reconduit pour deux nouvelles années dans ses fonctions de président, et faire adopter à

une majorité des deux tiers une modification des statuts qui autoriserait, en 1987, à confier de nouveau à son parti (jusqu'à l'élection présidentielle de 1988) aux destinées du Parti radical valaisien.

« décisive » de « l'urgence parlementaire ».

Une dizaine de députés

M. Rossinot — qui participe à la « commission Gaudin » et au bureau politique de l'UDF — se bat pour avoir plus d'une dizaine de députés dans la future Assemblée. Il se bat aussi pour que son parti, ancré dans l'opposition, sache « faire entendre la différence » et « préserve toute la diversité » de l'opposition. Pour les radicaux, l'opposition, ce n'est pas être uniquement la droite. « Nous n'avons pas choisi la droite mais l'opposition républicaine. Et l'opposition républicaine, c'est la droite et le centre », martèle M. Rossinot.

Pour cette raison, il est de ceux qui ont dénoncé, aux élections municipales et cantonales, les alliances avec le Front national, de ceux aussi qui refusent de tomber dans un « libéralisme tous azimuts » pour « suivre la mode ». « Ce n'est pas parce que nous condamnons le socialisme que nous ne voulons pas

d'avantage de nuancer dans les propositions de l'opposition », dit-il.

Dans l'opposition, mais au centre, le Parti radical n'est pas prêt à participer à une quelconque opération de recroisement venue de l'actuel pouvoir. Les modalités d'un rapprochement avec les radicaux de gauche ont été clairement définies. « Ils doivent assumer jusqu'au bout leurs choix, jusqu'à la sanction du suffrage universel », souligne le président du Parti radical qui toutefois veille à ce que la porte de son parti reste ouverte « pour l'avenir ».

Barrière, M. Rossinot, tout en se félicitant qu'un courant de sympathie majoritaire se dégage dans son parti au profit de M. Barre, veut aussi préserver la liberté de choix des radicaux valaisiens. « Nous nous prononcions le moment venu », explique-t-il, en tenant à ce que l'on sache qu'il est d'abord radical avant d'être barrière. « Le radicalisme est en soi un combat suffisant », affirme-t-il. Un combat qu'il entend bien mener durant cinq années à la tête de ses troupes.

Ch. FAUVET-MYCIA.

Le maire de Nancy

De notre correspondant

Nancy. — La ville dont M. Rossinot est le maire n'a rien d'une paisible sous-préfecture de province. Forte d'un district de 300 000 habitants, Nancy possède, dit-on, plus d'une centaine de multimillionnaires en francs et, de façon plus sûre, 350 directions régionales et nationales ainsi que deux universités et un institut national polytechnique accueillant 30 000 étudiants. Le jeu politique y a donc des facettes multiples.

Parfois bourgeoise jusqu'au bout des grilles d'or de sa place Stanislas, Nancy n'hésite pas également à user, le cas échéant, de lettres anonymes pour semer la confusion dans l'esprit des militants politiques locaux, valaisiens, entre autres. La meilleure illustration de cette complexité feutrée : depuis 1965, le monumental hôtel de ville du XVIII^e siècle a vu défiler trois maires qui n'ont pu renouveler leur mandat ! L'un d'eux fut victime, en son temps, de la querelle Nancy-Metz, l'autre d'un rapport de la Cour des comptes, et le troisième a abandonné son fauteuil pour cause de lassitude morale.

Avant que d'en être le maire, André Rossinot s'est appliqué, quant à lui, à consolider ses bases. Un atout certain dans une ville qui n'avait que peu apprécié en son temps les fastes d'une campagne à la Servan-Schreiber.

Lorsqu'il prend pied à la mairie, en 1969, le docteur Rossinot a vingt-neuf ans et vient

d'être élu conseiller municipal chargé de la jeunesse. Il a déjà le goût de la délégation de pouvoir grâce à une pratique militante commencée dans les années 60 au sein de l'UNEF, lors de ses études médicales. En 1974, il prend sa carte au Parti radical. En 1977, il est élu conseiller municipal adjoint au maire, avant de s'imposer, dès 1978, comme député de Meurthe-et-Moselle. Réélu au premier tour dans la tourmente de 1981, il doit essentiellement ce succès à une politique de présence constante sur le terrain. Il confirme cette volonté pragmatique en s'attachant à des dossiers politiquement et socialement risqués, comme la rénovation de l'héritage social. Il est notamment, depuis des années, président de l'OPHLM de Nancy.

Lorsqu'il est élu maire de Nancy en 1983, André Rossinot obtient la majorité dans de nombreux quartiers populaires. Parcours sans fautes ? Du moins sans vagues, avec une gestion efficace de l'héritage équilibré laissé par son prédécesseur à la mairie.

Sous son abord de barbu débonnaire, le président Rossinot sait toujours parfaitement où il veut aller. Ainsi, dans la perspective de mars 1986, il a déjà négocié la tête de la liste UDF pour les régionales et choisi de laisser à son ami le général Bigard la tête de liste UDF pour les législatives. Il figure, lui, en deuxième place, juste devant M. René Haby (PR).

JEAN-LOUIS BEMER.

Le départ de M. Delanoë du secrétariat national du PS

A la suite de l'article que nous avons consacré dans nos éditions du 18 octobre à la nouvelle direction du PS, et dans lequel il était écrit notamment : « On peut se demander si M. Delanoë n'a pas été sacrifié sur l'autel de la réconciliation entre le premier ministre et le premier secrétaire du PS », M. Delanoë nous a précisé qu'il refuse cette interprétation. Dans une brève intervention faite le 16 octobre devant le comité directeur du PS pour motiver son départ du secrétariat national, M. Delanoë avait indiqué : « Il est vraisemblable que dans cinq mois je ne serai plus parlementaire... J'aurais pu envisager, comme je l'ai fait il y a dix ans à la demande de François Mitterrand, d'être un parlementaire du parti. A cette étape de ma vie, et en raison de la conception que j'ai de ma liberté personnelle et de son rapport avec la responsabilité politique, je ne le souhaite pas. »

[Il n'était pas dans son intention de suggérer que M. Joseph ou que M. Fabius, ou que l'un et l'autre aient

pu demander à M. Delanoë de se démettre de ses fonctions de responsable des fédérations au secrétariat national en raison de l'échec de son propre parachutage dans la Vaucluse (M. Delanoë est actuellement député de Paris). M. Delanoë a en effet été sa décision seul, comme nous l'avons d'ailleurs précisé. En revanche, nous soulignons que M. Delanoë a été moins victime de sa propre démarche dans la Vaucluse que de l'hostilité avérée de l'Élysée à sa candidature. Il n'est en effet un secret pour personne que, à l'Élysée comme à l'Assemblée nationale, M. Delanoë a été considéré, à tort ou à raison, comme l'un des principaux responsables de la querelle Joseph-Fabius de l'été dernier. Au cours d'un petit déjeuner hebdomadaire du mardi, en présence de MM. Fabius et Joseph, le président de la République lui-même avait émis des signes d'irritation, reprochant au PS de ne pas accueillir comme il faut souhaité un certain nombre de ministres dans les fédérations socialistes. Or M. Delanoë était en concurrence avec M. Godel, secrétaire d'État auprès du premier ministre, et l'offensive dans la Vaucluse contre M. Delanoë a été menée avec l'appui direct de l'Élysée. — J.-M.C.]



ELLE A TOUCHÉ LE MAGOT

3^e gros lot de 500.000 F depuis le début du jeu : Mme PAUL a gagné à la station du Beau Site à Caen.

Les 4 as réunis au Grand Jeu des stations TOTAL, déjà 3 gagnants de 500.000 F. Le Grand Jeu TOTAL, c'est depuis fin Août 360.000 lots à gagner en moyenne chaque jour. Des lots de 5 F, 10 F, 50 F, 1000 F, 10.000 F et... 500.000 F. Alors réclamez vos tickets, il y a encore beaucoup de lots à gagner.

GRAND JEU TOTAL

LA NOUVELLE ÉCOLE PRIMAIRE

Les nouveaux programmes au banc d'essai. L'opinion des instituteurs

Le Monde

L'Éducation

NUMÉRO D'OUTREMER - EN VENTE PARTOUT

POLITIQUE

SITUATIONS 86

L'impossible arithmétique parisienne

Un casse-tête pour M. Chirac

Bien plus encore que les autres départements, Paris appartient au domaine réservé de M. Jacques Chirac. La désignation des membres de la liste RPR pour les élections législatives ne dépend en effet que de lui. La commission ad hoc, officiellement chargée de cette tâche et composée de MM. Toubon, Tibéri et Romani, ne s'est jamais réunie. Quelle aurait été d'ailleurs l'autorité de « seconds couteaux » pour trancher les problèmes difficiles qui mettent en cause d'importantes personnalités ?

La complexité de la situation est telle que l'on n'exclut pas que le RPR demeure encore réservé et ne soit pas soumis au comité central du mouvement qui doit, samedi 19 octobre, accorder les investitures à l'ensemble des candidats. Il est vrai que des rebondissements peuvent se produire, comme le prouve par exemple la décision prise mardi, *in extremis* et de justesse, par le CNIP de s'allier avec le RPR.

Le parti de M. Philippe Maland aura-t-il, dès lors, droit à un siège « éligible » sur la liste RPR parisienne ? M. Edouard Frédéric-Dupont, à quatre-vingt-trois ans, doyen des élus parisiens, député sortant du VII^e arrondissement, appartenant RPR mais membre du CNIP, figurera-t-il encore en deuxième position sur la liste de M. Le Pen, comme cela semblait acquis - du moins du côté RPR - au début de cette semaine ? Son retour sur la liste chiracienne n'est plus si attendu ni souhaité.

La solution est d'autant plus malaisée à trouver pour M. Chirac qu'il doit résoudre à la fois deux difficultés : la pléthore et la sclérose.

La nouvelle loi électorale réduit de trente et un à vingt et un le nombre total des futurs députés parisiens. Chaque parti doit donc restreindre ses prétentions. Tous en feront les frais, sauf l'UDF, qui peut espérer conserver ses quatre sièges, et le PC, qui peut prétendre avoir un élu alors que depuis 1981 il n'est plus représenté dans la capitale.

C'est pour le RPR que la pléthore des députés sortants pose le plus de questions. Dans les rangs des quinze élus de 1981, il a donc fallu éliminer une première élimination à écarté trois députés : M. Bernard Rocher, qui renonce « volontairement » à son mandat, M. Yves Lanciaud, qui est en conflit avec son parti, et M. Pierre Bas, maire du VI^e, qui a rompu avec M. Chirac pour se rapprocher de M. Barre et à qui l'on prête l'intention de constituer une liste autonome à Paris, même sans la caution du député du Rhône.

La sclérose

Deux autres députés parisiens ont accepté de conduire des listes RPR hors les murs : M. Hélène Missoloffe dans le Val-d'Oise, et M. Jean de Préfontaine dans l'Essonne. Enfin M. Nicole de Hautecloque, député du XIV^e, pourrait s'effacer et figurer en queue de liste avec une vague promesse de devenir sénateur en septembre 1986. Si l'on inclut dans cette catégorie M. Frédéric-Dupont, il restera donc huit députés sortants, c'est-à-dire autant de sièges que le RPR, dans les meilleures conditions, peut espérer conserver en mars prochain.

Les choses auraient pu en rester là et le problème de la pléthore ré-

glé si M. Chirac n'avait pas souhaité éviter la sclérose. Le maire de Paris veut en effet apporter un certain rajeunissement et un sensible renouvellement à la liste des députés de la capitale. Il lui faut donc faire de la place pour que de nouvelles personnalités figurent en position éligible.

M. Charles Krieg, député du IV^e, qui, il y a quelques temps, ne semblait plus tellement tenir à son mandat, sera pris au mot. M. Kasperit, député du IX^e, a refusé de s'effacer, proposant même que les nouveaux parisiens comme M. Juppé « reçoivent l'ordre » de M. Chirac d'aller courir leur chance en province. M. Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR et député du XVII^e, n'aurait accepté de quitter la capitale que si d'autres hommes politiques d'importance nationale l'avaient fait. Or l'un d'eux, M. Maurice Couve de Murville pensait avoir été compris lorsqu'il avait fait remarquer, il y a quelques mois, qu'il « ne serait pas hostile à figurer sur la liste des élus de Paris ». Il n'a donc récemment répété, mais de façon tout à fait explicite, son refus de se présenter dans le Val-d'Oise puis dans le Var, et enfin de devenir, à soixante-dix-neuf ans, sénateur de Paris, malgré l'insistance de M. Chirac. Ceux-là constituent la catégorie des nouveaux résistants.

Bataille de dames

Or le maire de la capitale souhaite toujours voir élus députés de Paris trois nouveaux candidats : M. Alain Juppé, son conseiller économique et deuxième adjoint à la mairie que l'on avait, un moment, incité à se présenter en Seine-Maritime contre M. Fabius ; M. Edouard Balladur, ancien di-

recteur de cabinet de Georges Pompidou à l'Elysée et depuis lors fidèle conseiller de M. Chirac, et enfin une femme.

La bataille de dames qui s'est engagée pour obtenir les faveurs... du décideur suprême s'est circonscrite entre M^{me} Françoise de Panfili, adjointe au maire de Paris pour les affaires culturelles, fille de M^{me} Hélène Missoloffe, Michèle Alliot-Marie, ancienne collaboratrice de M. Edgar Faure, épouse de l'ancien président de l'université de Paris-VII et fille de M. Bernard Marie, ancien député et maire de Biarritz, et M^{me} Marie-Thérèse Hermange, active militante du RPR, suppléante de M. Dominati, député UDF et conseiller de Paris, chargée des problèmes d'éducation. L'élection d'une femme en lieu et place de sortants qui n'ont pas démenté provoque déjà bien des remous à l'Hôtel de Ville et au RPR.

M. Chirac aurait aussi aimé refaire de M. Alain Duvaquet, maire du XI^e et ancien secrétaire général du RPR, un député de Paris comme il le fut de 1978 à 1981. S'il veut réaliser son vœu, le président du RPR devra donc trancher ou offrir à certains candidats des positions sur la liste qui leur permettront un jour - peut-être - de devenir députés par remplacement de ceux qui deviendront ministres. Comment, en effet, faire tenir dans les toutes premières places MM. Toubon, qui de toute façon conduira la liste, Tibéri, Pons, Balladur, Juppé, Marcus, de Beauville (dont le siège est incertain), Couve de Murville, Kasperit et une femme, sans compter quelques autres dont M. Jacques Féron, maire du XIX^e, CNIP qui menacerait de faire sa propre liste s'il n'était pas au moins en neuvième

position ? Au Palais-Bourbon moins qu'ailleurs on ne peut s'asseoir à dix ou onze dans huit fauteuils. Tel est le casse-tête de l'impossible arithmétique parisienne auquel M. Chirac est confronté. D'autant plus que les huit fauteuils ne peuvent être loués à l'avance.

Si l'on considère en effet que les petites listes de gauche (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire, écologistes) comme de droite (M^{me} Garaud, M. Jean-Maxime Lévesque, M. Pierre Bas) peuvent attirer au total 8 à 9 % des suffrages exprimés, le quotient se calculera sur les voix obtenues par les listes ayant recueilli plus de 5 % des suffrages, seules appelées au partage des vingt et un sièges.

A l'UDF : le poids des sortants le choc des ambitions

A Paris, l'UDF compte actuellement quatre sortants : MM. Jacques Dominati et Gilbert Gantier (PR), MM. Georges Mesmin et Paul Perrin (CDS). Elle n'espère pas obtenir davantage d'élus au mois de mars prochain. Même si M. Jacques Dominati, en bon chef de groupe (il préside le groupe UDF du conseil municipal), s'efforce de paraître optimiste et fait état de sondages - bien évidemment confidentiels - qui accorderaient cinq sièges à l'UDF, il se dit plus souvent dans les couloirs de l'Hôtel de Ville et aux sièges des partis (et pas seulement du côté du RPR) que l'UDF pourrait bien ne compter que trois élus et sa liste n'apparaître que comme marginale. Il n'aurait pas de « vedettes », entend-t-on. En dehors des sortants, les premiers concernés, il se trouve peu d'élus parisiens, peu de responsables nationaux pour juger ce quart d'UDF très attrayant.

C'est une liste de « second ordre », répètent les plus sémblables, qui souhaitent une meilleure représentation géographique et un souffle nouveau quand ils ne préchent pas pour leur propre paroisse.

Après la désignation en juillet dernier par le bureau de la fédération UDF de Paris de M. Jacques Dominati comme tête de liste, désignation confirmée il y a quinze jours par le bureau politique de l'UDF, le premier à lancer publiquement l'offensive fut M. Roger Chénard (PR), président de la fédération UDF de Paris. Il estimait qu'il avait, à plus d'un titre, le droit de figurer en deuxième place derrière M. Dominati (*le Monde* du 31 août). Alors qu'on le voyait partant pour les prochaines sénatoriales, le maire du XVIII^e arrondissement se lançait dans la bataille législative, sachant assurément de M. Giscard d'Estaing, soucieux de « placer » ses fidèles.

M. Gilbert Gantier, bariste, voit dans cette « opération Chénard » une manœuvre dirigée contre lui. Il tempête et fait part de ses états de service... M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe à l'Assemblée nationale, qui se souvient que M. Chénard a été son prédécesseur à l'Assemblée nationale et était l'arrivé d'un possible challenger, monte au créneau et défend bec et ongles les sortants...

Passe l'été, arrive l'automne. Plus lentement mais sûrement MM. François Léotard et Alain Madelin se rangent au côté de M. Gaudin : pas question de toucher à M. Gantier. Le CDS, lui, continue de se gratter la tête et suggère à M. Paul Perrin - le doyen des sortants - de se retirer avec la promesse d'une place au Sénat six mois plus tard. Promesse aléatoire que M. Perrin semble ne pas vouloir considérer avec toute l'attention souhaitée par ses amis. M. Claude Gossuven, jeune conseiller de Paris et secrétaire national du CDS, qui

Pour que le RPR obtienne les huit sièges qu'il espère, il lui faudra donc recueillir 35 % des voix au moins. Toujours selon cette hypothèse de calcul, l'UDF avec 18 % des suffrages aurait quatre sièges, le Parti socialiste en aurait cinq avec 22 %. Pour que le Parti communiste obtienne deux sièges, il lui faudrait 9 % des voix, ce qui est une perspective qui paraît hors d'attente. Mais le Front national aurait trois élus s'il atteignait le niveau de 13,5 % des suffrages dans la capitale (il avait recueilli 15,21 % des voix aux élections européennes de juin 1984).

ANDRÉ PASSERON.

commence à connaître les heurs et les malheurs d'un parascabage en Eure-et-Loir, s'impatiente et repense sérieusement à Paris.

Au bazooka

Les tirs au bazooka reprennent dans tous les coins. Au Parti radical, M. Didier Bariani, maire du vingtième arrondissement de Paris, se résout mal à quitter la capitale pour la Seine-Saint-Denis, tandis que M. Yves Galland (radical), adjoint au maire de Paris, est candidat à la cinquième place pour barrer la route à M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, lui aussi radical et adjoint au maire de Paris.

Les jeunes élus parisiens du PR pointent à leur tour la tête : pourquoi pas trois PR en position éligible, demandent-ils (*le Monde* du 9 octobre), en pensant plus à eux qu'à M. Chénard.

Bref, la confusion la plus grande règne, et dans les états-majors des partis on est bien embarrasé. M. Jacques Dominati rumine en silence et s'étonne des « propos malveillants » qu'il entend ou qu'il lit. Il s'apprête, dit-il, à sortir une bonne scierie qui reconciliera tout le monde.

Le CDS toque à la porte de M^{me} Simone Veil, sans succès. Il parle même de M^{me} Nicole Fontaine, député européen, qui pourrait apporter les voix de l'enseignement catholique.

On s'effraie de tout et de rien. On parle d'un Chirac débarquant pour les régionales en Ile-de-France. On s'interroge avec inquiétude sur le score possible de la liste du Front national... Reste une évidence : quatre sortants et quatre sièges...

M. Dominati lance à Paris un questionnaire-référendum sur les thèmes de campagne et les personnalités que les Parisiens souhaiteraient, tandis que M. Giscard d'Estaing voit bien M. Roger Chénard tête de liste pour les régionales.

C'est dans cette joyeuse atmosphère que les élus UDF de Paris se sont rencontrés jeudi 17 octobre en fin d'après-midi pour tenter de trouver une solution. « Qu'on laisse les Parisiens s'occuper des Parisiens et tout ira bien », pronostiquait M. Jacques Dominati qui, prudent, annonçait dès mercredi la composition de « sa » liste. Derrière lui, figurait MM. Georges Mesmin (CDS), Gilbert Gantier (PR), Paul Perrin (CDS) puis Roger Chénard (PR) et M^{me} Nicole Fontaine, ancienne déléguée auprès du secrétaire général de l'enseignement catholique et membre de l'Assemblée européenne de Strasbourg. Voilà pour la bonne secoue. Reste à faire entrer ce choix par les instances nationales de l'UDF.

Ch. FAUVET-MYCIA.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

P USQUE Toulouse a été le congrès de l'union des socialistes, de l'indispensable union, mais de l'union à bel, un bel de cinq mois et trois jours, Toulouse a été une machine à gonfler le temps. Entre le 13 octobre, jour où la synthèse s'est faite, et le 16 mars 1986, date à laquelle on verra le résultat auprès des électeurs, il ne se passera rien, ce sera la belle fête décalée par motion à la météo des rivalités !

Mais Toulouse, ce fut aussi une répétition de la Contérence des tristes qu'on manqua, celle de Franco-Nohain, petite rivière mais distinguée par Gide, et qui disait notamment ceci :

Ce sont les gares, les lointaines gares, Où l'on arrive toujours trop tard (...)
Out, brou,
Waterproof,
Cannes et parapluies,
Je ne sais plus du tout où j'en suis...
Le mécanicien (Fabius ?) et le chauffeur (Jospin ?) ont un cœur de roche...

Après Franco-Nohain, les femmes, le Parti communiste et quelques ambitions contrariées pourraient aussi réciter cela.

Les communistes, d'abord, plus sûrement qu'au moment où ils furent évincés du gouvernement. Qu'ils aient leur pesante part de responsabilité n'empêche pas qu'à Toulouse fut confirmée - on dirait presque votée - la mort d'une morte, l'union de la gauche. A la manière de ces masses du bout de l'an, qu'on faisait dire jadis à la mémoire des défunts disparus un an plus tôt.

M. Marchais ne s'y est pas trompé, même si son parti a commis une belle erreur médiatique en organisant sa conférence nationale en même temps que le rassemblement toulousain. Coïncidence fatale aux communistes, dont les propos ont été inévitablement étouffés par le flor verbal des compagnons perdus.

M. Marchais n'a pourtant pas énoncé que des choses inexactes lorsqu'il a prédit que chaque voix donnée au PS serait à terme une voix pour l'alliance avec la droite, à la condition que la PS soit « prédominante » à l'Assemblée. Or c'est l'unique espoir raisonnable pour ce parti, chacun le sait. M. Bérégovoy l'a redit en présentant son budget pour l'an prochain. Comme on ne retrouvera certes pas en 1986 le raz de marée de 1981, il faudra s'allier. Si ce n'est pas à gauche...

A moins que la risible protection accordée à M. Olivier Stirn au détriment du M. Henri Nallet n'apparaisse comme une manière de combattre la droite par ses lâcheurs. Faut-il que la politique n'ait cure de la mémoire ?

Mais après tout ce n'est pas plus que d'envoyer en préférence à la Haute Autorité M. Raymond Forni pour éviter qu'il ne fasse de l'ombre à M. Chevènement. Ce n'est pas plus que de faire languir M. Jack Lang qui a la mauvaise idée d'être un ministre populaire. Sans doute s'agit-il d'un moyen de payer le luxe de se priver de l'un et de l'autre.

Comme dans le Voyage de M. Perrichon, M. Forni est puni pour l'« utile secours » qui a permis au maire de Belfort de le devenir. M. Lang doit répondre d'une trop grande familiarité avec le président de la République et, c'est vrai, d'une assiduité à la séduire qui aura conduit à l'imprudence. Mais lui tenir la régate haute, comme font les héritiers, c'est aussi compter les jours de M. Mitterrand. Qui ne le voit ? Les héritiers de Clovis n'attendant pas en fin (politique) pour se disputer l'héritage ou trier les dépouilles.

N E visant rien de tel, n'en étant pas soupçonnables, les femmes n'en sont pas mieux traitées. La société politique reste une société masculine, à droite comme à gauche. « Vote et tais-toi » a succédé au fameux « Sois belle et tais-toi ».

Toulouse

Au moment où surviennent les vrais affrontements, il n'est place que pour les gens sérieux. Les femmes n'en sont pas. Va que, pour la galerie, quelques fautes soient données en conseil des ministres, comme jadis la tabouret pour une duchesse ornementale. Mais que la guerre gronde, et les femmes sont priées de rester à la maison. Ne sont-elles pas dispensées du service militaire, comme le faisait remarquer Léon Blum, le 15 mars 1947, à l'occasion d'une Journée internationale des femmes, en leur lançant : « Que pensent les femmes à cet égard et quelles positions seront-elles amenées à prendre ou à proposer après études et réflexion ? » La question ne se pose plus en ces termes mais la réponse n'a pas changé. Ce qui revient à dire que, tant à droite qu'à gauche, les partis estiment pouvoir se passer de femmes pour gagner un électorat composé d'une minorité d'hommes.

ADMETTONS même qu'il s'agisse moins de gagner que de ne pas perdre. Quand les chiffres seront là, il faudra y faire face. Lorsque M. Laurent Fabius dit à l'intention de M. Rocard qu'« il est beaucoup plus utile de participer à la lutte que de préparer un magnifique commentaire pour la soirée des résultats », il ne brocarde pas les sortants peu spontanés de son rival en 1978 (1). Il le met en garde, s'il ne le menace, pour l'avenir ; il lui dénie le droit de mettre en cause une « synthèse » à laquelle il

ne s'est pourtant rallié qu'en rechignant. Il ferait beau voir !

C'est requérir de l'adn « synthèse » plus de silence qu'elle n'en peut garantir. Elle ne vaut que pour les préliminaires, les seules préliminaires, à de plus grandes manœuvres. On s'est lesquelles.

Or, comme le dit M^{me} Simone Veil, qui ne l'a jamais aimé, le système politique créé par la Constitution de la V^e République est tel que, pour tout homme politique, il est nécessaire de viser l'Elysée s'il veut être considéré.

Le système - ce n'est plus elle qui parle - porte en lui la multiplication déraisonnable du nombre des « présidenciables ». A telle enseigne qu'il suffit à un homme politique, fût-il de seconde zone, d'annoncer qu'il vise la direction de l'Etat pour qu'il bénéficie, sans tellement de peine, d'une attention publique que ne justifient ni ses mérites ni ses moindres. Le simple fait d'avoir été candidat, au de vouloir l'être, ce qui n'est pas à proprement parler un exploit, vaut label de compétence politique. Comme si se présenter à Polytechnique démontrait l'existence de capacités scientifiques qui ouvriraient, contre toute résistance, la porte des laboratoires. Cela ouvre en tout cas la porte des radios et des télévisions.

Ce dérapage institutionnel est d'autant plus pervers que les moins désiroires de ces candidatures doivent traîner après eux une clientèle. Il s'ensuit un inévitable émiettement des partis, préjudiciable à la solidité des démocraties et que le scrutin proportionnel accablait. De là viennent les mauroyistes, les CERES (chevènementistes, ça ne s'écrit jamais passé), les rocardiens, les fabiusiens ou fabiens, à quel on peut, pourqu'il pas ? ajouter les jospinistes. Sans oublier M. Jospin, dont on n'ose de si peu parler sur ce terrain et qui pourrait fort bien rappeler, un de ces jours, là où on ne l'attend pas.

Si l'on ajoute à ceux-là les tenants de la droite, plus les délégués de la corte, cela fait vraiment beaucoup de gens pour un régime qui s'était fixé la but de rassembler les Français.

D'autant que, les générations actuelles pas encore satisfaites (ou éliminées), se profilent déjà les ambitions de la génération d'après. Il y a, en arrière-plan des caques d'aujourd'hui, des jeunes gens attentifs qui vous parleraient volontiers de l'horizon 2002 sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à la torture. Ils sont plus visibles à droite, ils existent à gauche. L'opposition les fera sortir du trou, comme on le voit à droite pour l'instant. Les nombreux vaincus de la course pourront toujours fonder un club : les déçus de l'Elysée.

(1) Au soir des législatives de 1978, perdus par la gauche qui attendait au contraire, M. Rocard avait sévèrement mis en cause la stratégie du PS. On avait appris par la suite que, loin d'être émis « à chaud », ce commentaire avait été minutieusement préparé et répété.

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES PTT ORGANISE UNE

Grande conférence débat

DANS LE CADRE DU

CYCLE DES RELATIONS INTERNATIONALES

1985 : la communauté internationale face aux crises et aux conflits

mardi 22 octobre à 15 h seront traités :

LES CONFLITS AFRICAINS

par M. Philippe DECREANE Directeur du Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie modernes. Amphithéâtre THEVENIN.

Ecole Nationale Supérieure des PTT - 45, rue Barrault - 75013 PARIS, métro Convoisart (Entrée libre).

Renseignements complémentaires sur répondre : 580.87.02.

société

PORTUGAIS DE FRANCE

La face cachée de l'immigration

RACISME

Commémoration des « ratonnades » de 1961

Deux cents personnes environ ont participé, jeudi 17 octobre, sur la quai de la Tourneville à Paris à une cérémonie organisée par « SOS racisme » à la mémoire des victimes des « ratonnades » du 17 octobre 1961. Ce jour-là, des Algériens qui avaient manifesté contre le couvre-feu imposé à tous les musulmans de la capitale, avaient été très sévèrement réprimés par la police parisienne. Le lendemain, une soixantaine de cadavres avaient été repêchés dans la Seine. Jeudi, à la nuit tombante, une centaine de chaises symbolisant les victimes de la répression ont été retirées des eaux du fleuve et posées sur un long tapis rouge représentant le sang versé, selon une mise en scène imaginée par Ariane Mnouchkine. Une autre commémoration a rassemblé simultanément près de la place de la République quelques dizaines de personnes à l'appel de l'Union des travailleurs arabes.

PARIS

La drogue au Forum

Plus de mille trafiquants de drogue ont été arrêtés au Forum des Halles, à Paris, depuis le début de l'année. C'est ce qu'a révélé, jeudi 17 octobre, M. Michel Caldagues, député (RPR) de la capitale et maire du 1^{er} arrondissement, au cours d'une séance du Comité d'initiative et de consultation (CICA) de son quartier. Les représentants des associations membres du CICA ont témoigné que la vie aux alentours du forum devenait « impossible » en raison de ces trafics. Estimant que 85 % des délinquants sont d'origine étrangère, M. Caldagues a demandé que la police montre davantage de sévérité dans la délivrance des titres de séjour et qu'elle expulse immédiatement les trafiquants de drogue pris en flagrant délit. Il a annoncé la création d'une commission de vigilance dans son quartier et, si la situation ne s'améliore pas dans les trois mois, d'autres initiatives plus spectaculaires.

Une enquête publique sauvage

Quatre registres contenant les observations de huit cent onze habitants du quartier Saint-Basile, dans le vingtième arrondissement de Paris, ont été remis, mardi 15 octobre, à M. Didier Bariani, maire (UDF-rad.) du secteur, et aux membres du conseil d'arrondissement. Ces registres ont été remplis au cours des quatre derniers mois à l'occasion d'une enquête publique « sauvage » organisée par l'association Un poumon pour Saint-Basile. Ce comité s'oppose au bétonnage du dernier espace libre de ce secteur très populaire et propose à la place un jardin et des aires de jeux (le Monde du 20 février). La remise de ces registres a donné lieu à un incident au conseil d'arrondissement. Les conseillers socialistes et communistes ont quitté la séance pour protester contre la présence de la police qui avait pris position devant la mairie.

SCIENCES

Plus d'espace pour la station spatiale

Aiors même que les Soviétiques laissent filtrer les informations sur ce que sera leur future station, vraisemblablement mise en orbite dans le courant de l'année prochaine, les Américains ont décidé de doubler la taille de la station spatiale permanente qu'ils envisagent de mettre en service dans le milieu des années 90. Pour ce faire, la NASA se propose de substituer au concept du « mir » — une structure d'une centaine de mètres de long à partir de laquelle s'organisent les différents modules nécessaires au fonctionnement de la station — celui d'une « double quille ». Dans cette configuration, de forme quadrangulaire, les modules d'habitation et de travail seraient au milieu d'un carré formé par l'armature principale de cette station. Le coût de ce programme est estimé à quelque 10 milliards de dollars. Les Européens devraient en financer 20 %.

MÉDECINE

SIDA : l'abstinence ou le crime

L'épidémie de SIDA continue sa progression. En Europe le nombre des cas est passé de 421 en juillet 1984 à 1 191 en juin dernier (de 180 à 392 cas en France). Aux Etats-Unis, où 200 membres du corps médical sont atteints, de nombreuses initiatives continuent d'être prises visant à prévenir l'extension du mal. Ainsi, à San Antonio (Texas), des médecins indiquent à leurs malades atteints du SIDA qu'ils seraient poursuivis pour crime « au troisième degré » s'ils continuaient à avoir des relations sexuelles. A Denver (Colorado), une société propose, moyennant 20 dollars et une ordonnance, une carte certifiant que son propriétaire n'est atteint ni du SIDA ni de vingt-deux autres maladies sexuellement transmissibles.

RELIGION

Sept ans de pontificat

A l'occasion du septième anniversaire de l'élection de Jean-Paul II, l'« Observateur Romano » du 18 octobre a publié une série de douze articles consacrés à l'action du pape. Léopold Senghor, ancien président sénégalais, le qualifie en particulier de « pape de l'Afrique ». Quant au secrétaire de la congrégation pour les évêques, le Brésilien Lucas Moreira Neves, il souligne que « Jean-Paul II cherche à rassembler au concile Vatican II sa vérité intégrale ». Dans le même temps, à travers la presse italienne, une vive polémique oppose deux théologiens suisses : à Hans Küng, auteur d'articles critiques contre « la magistère autoritaire » de Rome, Hans Urs von Balthasar réplique que « Küng n'a plus rien à dire aux catholiques » et défend les thèses du cardinal Ratzinger, qui ont été le courage de la vérité.

SPORTS

Des « pros » aux JO

La commission exécutive du Comité international olympique (CIO), qui est réunie à Lisbonne jusqu'au 19 octobre, va proposer à la session plénière du mouvement, qui doit se tenir l'an prochain, d'ouvrir les Jeux à tous les sportifs, qu'ils soient amateurs ou professionnels. La règle 28 de la charte olympique qui régit l'admission des athlètes sur des bases nonprofessionnelles serait remplacée par un code imposant aux participants le respect des règles olympiques en matière de fair-play, de contrôle antidopage, de récompenses financières et de publicité. Dès 1988, tous les joueurs de tennis et de hockey sur glace, notamment, pourraient ainsi être sélectionnables, à condition de se plier aux règles de leurs fédérations internationales et de leurs comités olympiques nationaux.

Un nouveau directeur technique pour l'athlétisme

Inconnu du grand public, Alain Pirion, quarante-cinq ans, professeur d'éducation physique à l'UEREP de Dijon (Côte-d'Or), succède au poste de directeur technique national de l'athlétisme (DTN) à Alain Godard, limogé le 27 septembre dernier par Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports. Elu sans avoir été candidat, ce jurassien discret prend les rênes de l'athlétisme au beau milieu d'une crise née à Moscou, fin août, avec le fiasco des athlètes français en Coupe d'Europe. Son premier geste a été de rappeler Jean-Claude Pemin, entraîneur du Racing Club de France, l'un des principaux opposants à l'ancienne équipe. Le reste de son état-major devait être connu vendredi 18 octobre.

A force de parler des Maghrébins, on a fini par oublier que les Portugais constituent la communauté étrangère la plus nombreuse de France (huit cent cinquante mille personnes environ). Même l'adhésion de leur pays au Marché commun, le 12 juin dernier, n'a pas fait sortir de l'ombre ces Européens du Sud bien discrets qui s'alimentent ni la chronique de la délinquance ni celle de la xénophobie et semblent absents de tous les débats sur l'immigration.

Ils passent pour travailleurs, chaleureux, sans histoires... De « bons immigrés » en somme, comme les Asiatiques. Pourtant, aucune grande communauté étrangère n'a été aussi exigeante que celle-ci. Les Portugais de France (qui comptent un million d'associations !) se battent depuis des années avec virulence pour défendre leur langue, leur culture et leurs droits sociaux. Mais, curieusement, cette communauté si dynamique n'a pas pignon sur rue. Où sont ses bars et ses restaurants ? Où se cachent ses chefs de file, ses militants, ses intellectuels, ses artistes ? A part Linda de Souza et sa *Volée en carton*, c'est apparemment le désert.

La discrétion des Portugais s'explique en partie par... la visibilité des Maghrébins. La mauvaise image de ces derniers leur bénéficie a contrario. Si les Algériens, les Marocains et les Tunisiens sont assimilés à la délinquance, les compatriotes de Linda de Souza incarnent, à l'inverse, la protection contre les dangers extérieurs, avec ces nombreuses concubines portugaises faisant gentiment la loi dans leur immeuble. Les ex-paysans de Beira-Baixa ou de l'Alentejo seraient-ils associés, dans la conscience collective, à une France rurale et sécurisante, liée à des souvenirs d'enfance ? En tout cas, ils ne souffrent guère de xénophobie mais seulement de l'attitude de supériorité des Français.

Une agressivité à usage interne

La discrétion de ces « bons immigrés » et leur coexistence, plus que pacifique avec la société d'accueil, a au moins trois autres explications. D'abord, la communauté portugaise a pu organiser elle-même l'insertion de ses membres, grâce à une homogénéité exceptionnelle. Ces travailleurs immigrés, qui provenaient des mêmes zones rurales du

Portugal (le Nord et le Centre), se sont regroupés dans les mêmes secteurs urbains de France (la région parisienne surtout). Arrivés en masse entre 1962 et 1975, de manière légale ou clandestine, ils allaient être très vite rejoints par leurs familles. On a vu des villages entiers se reconstituer en France. Six mille habitants de Leiria se sont retrouvés ainsi à Saint-Maur-des-Fossés... Le passage brutal de la campagne portugaise à la ville française aurait pu être dramatique. Il a été atténué par une sorte de « savoir-faire migratoire » des Portugais, dû à une longue tradition d'expatriation en Amérique, en Europe et en Afrique. Les mères de famille, en particulier, se sont servies des coude de manière remarquable, organisant la garde de leurs enfants pour pouvoir se faire employer comme femmes de ménage.

Deuxième atout : l'accueil du clergé catholique français. Engagée dans les colonies d'Afrique, l'Eglise portugaise ne disposait pas d'assez de prêtres pour accompagner les migrants à Paris, à Lyon ou à Lille. Il ne s'est donc pas constitué de paroisses portugaises en France. Les immigrés se sont mêlés aux communautés catholiques locales, s'y distinguant par une pratique et une dévotion supérieures à la moyenne. Le diocèse de Créteil (Val-de-Marne) compte aujourd'hui quatre vingt mille Portugais, devenus majoritaires dans de nombreuses paroisses.

Troisième facteur positif : aucun passé colonial n'empêche les relations entre les Français et les immigrés portugais. D'autre part ces derniers ne sont guère politisés. En arrivant en France, ils avaient derrière eux quarante ans de dictature, sans tradition de lutte : cette immigration ne provenait pas, en effet, des zones de résistance ouvrière, comme Porto, mais de villages conservateurs. Au moment des élections, avant de voter les partisans, l'évêque les mettait en garde contre le communisme en France. Aujourd'hui encore, très peu de ces immigrés sont syndiqués (contrairement aux Espagnols). Leur participation politique est limitée dans leur propre pays, même depuis la révolution des œillets : aux élections législatives du 6 octobre dernier, moins de douze mille immigrés de France ont voté.

Les associations portugaises n'ont jamais inquiété le gouvernement français : elles n'avaient qu'une fin-

que celle des infirmiers, des mineurs ou des postiers... « Aucun gouvernement, aucun ministre de l'Intérieur, ne s'est engagé aussi loin dans la provocation et dans la répression », ajoute la CGT, qui appelle les sapeurs-pompiers professionnels à manifester « en tenue de sortie » le jeudi 24 octobre prochain.

« Un médecin tué par son oncle dans les Bouches-du-Rhône... Au cours d'une violente dispute causée par un différend de mitoyenneté, un médecin acupuncteur de Salon, le docteur Robert Paradigone, trente-six ans, président de la section du RPR de Miramas, a été tué par son oncle dans la soirée du mercredi 16 octobre à Miramas (Bouches-du-Rhône).

Un conflit opposait depuis quelque temps le docteur Paradigone à son oncle M. Jean Perez, soixante-trois ans, retraité de la SNCF, au sujet d'un droit de passage sur des terrains mitoyens qu'ils possédaient au lieu-dit Cabasse.

Mardi après-midi, les deux hommes ont eu une altercation d'une rare violence. Le meurtrier a affirmé devant les gendarmes que son oncle « s'en prenait à lui physiquement ». A bout d'arguments, l'oncle est allé chercher au fusil de chasse et a tiré sur le médecin. Grièvement blessé, ce dernier, transporté à l'hôpital de la Timone à Marseille, est mort au moment de son admission.

lif culturelle ou sportive et étaient parrainées par l'Eglise de France. Mais, surtout, leurs revendications s'adressaient aux autorités de Lisbonne et non à celles de Paris. Aujourd'hui, comme au temps de Salazar, c'est le gouvernement portugais qui est leur vraie cible. C'est lui qui est sommé de défendre les droits sociaux des immigrés de France ou de promouvoir l'enseignement du portugais. « Notre agressivité nous la déchargeons entre nous ou contre notre propre gouvernement », remarque Mamei Dias, animateur d'associations.

Mille équipes de football

La floraison des associations portugaises a été spectaculaire : vingt-trois en 1971, une centaine en 1975, près de huit cents en 1982 et environ un millier aujourd'hui. Aucune autre communauté étrangère n'en a « produit » autant. Nombre de ces associations ressemblent à des maisons de jeunes et de la culture, avec des activités de théâtre ou de danses folkloriques. S'y ajoutent quatre cents clubs de football portugais en France — ayant chacun une, deux ou trois équipes —, des cours de langue organisés, des groupes de catholiques, des radios libres... Bref, un véritable réseau.

« Le mouvement associatif, souligne Mamei Dias, permet aux immigrés portugais de résister aussi bien à la marginalisation qu'à l'assimilation. » On recrée le village natal, on vit à la portugaise, mais dans une logique d'insertion. C'est l'illustration de l'ambivalence qui a toujours caractérisé le rapport des Portugais à l'université : « Ce désir insurmontable de s'ouvrir aux autres pour mieux se replier sur soi » (1).

Mais beaucoup de jeunes immigrés boudent ces instances communautaires, sinon la culture et la langue portugaises elles-mêmes. A cheval entre deux sociétés, ils ont du mal à tout concilier. Les adultes eux-mêmes sont souvent déchirés, comme le montrent les allées et venues continuelles entre la France et le Portugal. On franchit les Pyrénées pour un oui ou pour un non, sorte de ressourcement rituel qui ressemble fort à un non-choix.

Pendant longtemps, les immigrés qui demandaient la nationalité française se sentaient coupables de trahir leur pays. C'est beaucoup moins vrai depuis le vote, à Lisbonne, le 3 octobre 1981, d'une loi sur la double nationalité. Devenir Français n'est plus un péché. L'entrée du Portugal dans le Marché commun devrait accentuer cette déculpabilisation.

ROBERT SOLÉ.

(1) José Páez, *Esprit*, juin 1985.

LA POLLUTION EN CHINE

Riz amers

De notre correspondant

Pékin. — La pollution prend une ampleur de plus en plus grande en Chine. Une conférence nationale s'est réunie pour étudier les moyens de lutter contre ce fléau ; le vice-premier ministre Li Peng parle de « situation critique », et de « pollution fondamentale à l'échelle nationale ».

Les données publiées ces derniers mois sont inquiétantes, d'autant plus que les mesures prises semblent insuffisantes et mal appliquées. Selon l'administration chargée de l'environnement, l'air de Pékin contient 840 microgrammes de suie par mètre cube, et celui des grandes villes industrielles du Nord varie entre 427 et 1358, le maximum recommandé étant de 300 microgrammes. Principales causes : la fumée des usines et l'utilisation domestique de briquettes de poussière de charbon agglomérées.

Doit cette odeur âcre qui prend les citadins à la gorge, ces fumées grasses, cette chape de brume qui caverne Pékin. Au point que les Pékinois se sont vu recommander de ne plus faire de jogging en hiver ou de porter un masque. On constate une augmentation des cancers du poumon, en particulier à Shanghai. On craint de voir un smog recouvrir prochainement la capitale si des mesures ne sont pas prises d'urgence, et on observe un développement des « pluies acides » dans les villes industrielles, surtout à Shanghai, où six usines déversent à elles seules dans l'atmosphère 270 000 tonnes de dioxyde de soufre par an.

Excréments de la terre !

Mais ce n'est là qu'un des aspects du problème. Il y a aussi la pollution sonore et celle de l'eau. Une toute petite partie des eaux usées (31 milliards de tonnes en 1982) est traitée, le reste est déversé dans la nature. La zébrure phréatique et les réserves d'eau sont ainsi polluées par des déchets chimiques ou des montagnes d'ordures qui s'accumulent autour des villes : entre 5 000 et 12 000 tonnes de déchets par jour pour la ville de Pékin, dont 5 % à 10 % sont traités. Une faible partie est recyclable : les 40 millions de tonnes d'ordures produites chaque

année par le milliard de Chinois encombre 60 000 hectares !

Cette pollution s'étend vers les campagnes. Dans la province du Jiangsu, proche de Shanghai, elle atteint un rayon de plus de 25 kilomètres autour des villes. Dans la région de Pékin, la quantité d'excréments humains non traités est telle que, selon l'Institut d'hygiène de l'environnement, les racines et la tige de la plupart des légumes qui arrivent sur le marché en sont recouverts.

Les contrôles sanitaires sont encore insuffisants, même quand les autorités locales arrivent à les faire respecter. Ainsi, l'été dernier, à Pékin, un contrôle effectué sur neuf marques de boissons gazeuses vendues dans les rues a montré que les deux tiers étaient infectés de bactéries. Certaines étaient faites avec de l'eau du robinet, réputée impropre à la consommation si elle n'est pas bouillie ou filtrée. Pourtant, les règlements sanitaires existent.

Les crédits sont jugés insuffisants par les autorités chargées de la protection de la nature et de la santé : 0,5 % du PNB, alors qu'elles en demandent le triple. Les dégâts causés à l'économie par la pollution et les déséquilibres écologiques se chiffrent à 30 milliards de dollars, sans compter ceux causés à la santé, par l'insuffisance des contrôles sanitaires sur les médicaments (fabrication frauduleuse de faux médicaments par des entreprises d'Etat), ou sur la nourriture (alcool falsifié et qui tue, restaurants servant des produits avariés, conserves ne respectant pas les normes sanitaires...). Toutes ces nuisances s'ajoutent à la « pollution humaine » causée par une densité démographique extrêmement élevée.

Si la pollution a longtemps été considérée en Chine, et ailleurs, comme un progrès, car elle était synonyme d'industrialisation, il semble bien que les autorités centrales ont pu développer une conscience des dangers. Mais il sera long et difficile d'imposer les contrôles indispensables. On risque donc de voir encore longtemps une Chine défigurée par les usines, les fumées, les ordures, les vieilles ferrailles rouillantes au bord des routes face à des bâtiments en ruine. La « ceinture noire » de cités industrielles et les dortoirs rongés par la suie ne sont pas prêts de disparaître.

PATRICE DE BEER.

MEPHISTO

REKLER'S

LE CONFORT D'UN TAPIS DE MOUSSE

Célébres dans le monde entier, les REKLER'S de MEPHISTO font l'unanimité chez tous les gens soucieux de leur façon de vivre. Elles savent apprécier le confort de la mousse de latex dans la semelle qui leur procure une agréable sensation de marcher sur un épais tapis de mousse. Des chaussures pour toutes les circonstances, à la ville, à la campagne. De nombreux coloris pour hommes, femmes et enfants. Dans tous les bons magasins. Demandez l'adresse de votre détaillant à : Mephisto - b.p. 60 - L.M.G. - 57400 Sarrebourg - Tél. : 87.03.39.07



Runner série Rekler's.



Handwritten text in Arabic script.

البيان

JUSTICE

IL Y A VINGT ET UN ANS, UN JEUNE HOMME SE TUAIT EN VOITURE SUR UNE ROUTE DU VAR

« L'affaire Saint-Aubin est close »

Quand elle est émue, M^{me} Saint-Aubin rouit les yeux. Son visage de provinciale cossue n'y résiste pas. La grosse baguette qui brille à son doigt, les boucles blondes apprêtées à toute heure, la robe de flanelle grise d'un bon faiseur, s'effacent. Elle devient paysanne. Sous les lunettes, les yeux bleus se voilent d'émotion. La voix qui hésite devient forte. Son bon sens, son optimisme, elle vous les offre comme un cadeau, comme un défi au temps, à l'oubli. Elle vous ouvre ses dossiers, des centaines de documents amassés depuis tant d'années. Bientôt, elle vous ouvrira sa table, sa maison : « comme ça, pour nous faire plaisir, si vous passez par Dijon... »

Attendant M^{me} Saint-Aubin, qui depuis vingt ans, avec une passion désespérée, cherche à comprendre pourquoi et comment est mort Jean-Claude, l'un de ses trois fils, dont le Volvo bicouleur s'est enroulé autour d'un arbre sur une petite route de campagne dans le Var, le 5 juillet 1964, à 7 heures du matin. Aux côtés de sa femme, presque toujours silencieuse, son mari trône impassible, une cigarette qu'il n'allume pas. Il est toujours là, avec elle, fidèle compagnon de sa peine et de ses révoltes. Que n'ont-ils sacrifié depuis vingt ans, ces deux-là ? Ils étaient faits pour la quietude feutrée de leur délicate bijouterie, pour le carreau des écrans de velours et le plaisir de l'or bien travaillé. Mais la vie, le mort, ont décidé autrement. « Quand nous ne serons plus là, nos deux fils hériteront du fruit de notre travail. Le troisième, Jean-Claude, est entre ces deux-là : nous lui devons la vérité. » Comme un héritage, un don à rebours.

La vérité ? La jeune femme rouit trop vite. Déséquilibrée par un dos d'âne imprévu, il a perdu le contrôle de sa voiture qui s'est encastrée dans un arbre. Sa jeune passagère, âgée de seize ans, est morte comme lui. Tragique ? Sans doute. Mais banal. Un accident comme un autre, dit l'enquête. Cette enquête, les Saint-Aubin la rejettent. La chagrin ne les casse pas. Au contraire.

Plus de vingt ans ont passé : neuf procédures ont été déclenchées, vingt-quatre décisions de justice prises, quatre-vingt-trois magistrats solés, huit gardes des sceaux, de Jean Foyer à Robert Badinter, interpellés. Peu à peu, à force d'enquêter, les Saint-Aubin sont arrivés à une autre conclusion : la justice, la vérité leur ont

soigneusement été refusées. Leur fils, affirmait-ils, a été pris dans un guet-apens. Bloqué délibérément entre un camion militaire et une Peugeot 203 de l'armée, il a été victime d'un attentat. Car, guerre d'Algérie oblige, des services de l'armée française l'ont confondu avec un activiste de FOAS qu'ils avaient pour mission d'éliminer.

La mémoire connue, tout a été fait pour masquer l'attentat en accident. Les nombreux errements de l'enquête de gendarmerie, ceux de la justice, les faux, les dossiers disparus, étaient la conviction des Saint-Aubin. Ils protestent en vain : la justice est sourde. Elle ira même jusqu'à déclarer tous ces parents qui barbouillent d'injures l'arbre sur lequel est venu mourir leur fils. Poursuivis pour ces injures, les Saint-Aubin « bénéficient » en effet d'un non-lieu, en vertu de l'article 64 du code pénal, car ils sont jugés déments au moment des faits.

Dossier disparu

Comme si chaque obstacle les poussait un peu plus, les Saint-Aubin s'échappent. Ils veulent que la justice réexamine le dossier de leur fils. Ils veulent entendre de la bouche d'un juge que leur fils a été pris pour un autre, assassiné à la place de cet autre, et que la raison d'Etat, depuis, a justifié tous les mensonges et toutes les falsifications. En juin 1981, une nouvelle fois, les Saint-Aubin saisissent la chancellerie. On s'aperçoit alors que leur dossier a disparu. Robert Badinter charge l'inspection générale des services judiciaires de le retrouver (il sera, en fait, reconstitué grâce aux archives personnelles des Saint-Aubin) et de déterminer « les conditions et circonstances dans lesquelles l'accident était intervenu ».

Il faudra près de trois ans d'enquête à un magistrat, M. Henri Jacquemin, pour rédiger un rapport de 300 pages : dense, complet, aussi objectif et précis que possible, plus de vingt ans après les faits.

Selon les Saint-Aubin, ses conclusions sont à double tranchant. Pour la première fois, une autorité officielle remet en cause la thèse du banal accident de la route. En effet, le rapporteur affirme :

1. Un camion militaire était bien sur la même route que le Volvo de Jean-Claude Saint-Aubin ;

2. C'est un coup de volant sur la gauche, comme pour éviter un

obstacle, qui a fait dévier la voiture, et non une erreur de pilotage due à une vitesse excessive ;

3. La justice a été mal rendue.

Pas de complot

Mais, et là-dessus le rapport est catégorique, il n'y a pas eu de complot. La mort de Jean-Claude Saint-Aubin et de sa passagère est due à « un accident de la circulation provoqué par la manœuvre imprudente d'un camion militaire ». Imprudent : le mot pèse lourd aux yeux des Saint-Aubin. Ce rapport sur lequel ils fondent tant d'espoirs ne leur apporte que la moitié de la vérité. Jamais ils ne pourront s'en contenter. C'est pourquoi, le 14 octobre dernier, ils ont écrit une nouvelle fois au garde des sceaux pour lui demander la réouverture de leur dossier et la levée de la prescription. Mais la rapporteur de l'inspection générale des services judiciaires leur a par avance répondu : « Toutes les prescriptions pénales sont aujourd'hui acquiescées, et aucune réouverture ne peut être envisagée. »

En fait, les parents de Jean-Claude ont encore deux recours :

1. — Une action en réparation du préjudice matériel et moral subi du fait de la mort de leur fils, provoquée par un camion militaire.

2. — La réparation du dommage causé par le mauvais fonctionnement de la justice. Mais ce n'est pas ce que veulent les Saint-Aubin.

« L'affaire Saint-Aubin est close, conclut le magistrat. Il reste maintenant deux malheureux parents, non pas égarés par la douleur, comme il fut écrit en 1965, mais brisés par un sort et inutile solliciteurs judiciaires. Une recherche nouvelle, critique mais sans passion, au mis à jour une vérité simple et ordinaire, semblable aux choses de la vie, mais trop tardive pour être reconnue par tous ceux qui perdent vingt ans ont nourri leur peine, leur goût du mystère ou leurs rêves des erreurs et des légendes accumulées par une routine judiciaire. »

Ces mots-là, les Saint-Aubin ne peuvent les accepter. Même justes, ils font trop mal à entendre.

AGATHE LOGEART.

* Mardi 22 octobre sur TF1, dans la série « Vérités interdites » produite par Anne Hwang, une excellente enquête de Georges Benayoux, réalisée par Jacques Vigoroux, est consacrée à l'affaire Saint-Aubin (le Monde du 5 octobre).

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE DIGNE

Les « baffes » de Longo Mai

De notre correspondant

Digne. — La coopérative agricole européenne Longo Mai s'érige-t-elle, à l'occasion, en juridiction populaire pour distribuer des « baffes » aux journalistes qui lui déplaisent ? C'est en résumé la question à laquelle devront répondre les magistrats de Digne au terme des quatre heures du débat qui a eu lieu, jeudi 17 octobre, devant le tribunal correctionnel. D'un côté, Michel Serre, photographe indépendant, victime de services de la part des coopératives installées à Limas (Alpes-de-Haute-Provence), près de Forcalquier. De l'autre, trois des principaux dirigeants de Longo Mai, François Bonchard, Nicolas Furet et Roland Perrot, et Guy Rémy, le doyen, le patriarche de la communauté.

C'est à propos de l'assassinat du lieutenant-colonel Nut, cet officier de la DGSE dont le cadavre avait été découvert quatre jours plus tôt dans l'arrière-pays niçois, que Michel Serre, accompagné d'une journaliste du Figaro Magazine, Isabelle Bernard, s'est présenté, dans l'après-midi du 10 mai 1983, aux portes de la Grange Neuve, l'imposante bâtisse provençale qui se dresse au cœur du domaine de Longo Mai. L'accueil est froid mais courtois. Les reporters ne s'étaient pas annoncés. Perrot et Bonchard, deux acceptent malgré tout de les recevoir et les invitent même à dîner dans le cadre de la fête que donne, ce soir-là, la communauté pour célé-

brer le deuxième anniversaire de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Et c'est à l'issue du repas que, le vin aidant, les esprits vont s'échauffer, les sarcasmes et les formules ironiques devenant insupportables entre interlocuteurs d'idéologies différentes. Provocation ? Sans doute, mais de la part de qui ? C'est là toute la question. Toujours est-il que, le lendemain matin, Michel Serre se présente à la gendarmerie le visage tuméfié.

Pour M^{me} Lombard — thèse reprise plus tard par le procureur, M. Weinbuch, — Michel Serre est une victime de son devoir d'informateur. De tels agissements constituent une atteinte à la liberté, car pour la partie civile, Michel Serre s'est fait parerment et simplement corriger pour ne pas partager les idées de ses hôtes.

Faut-il, répond la défense — M^{me} François Serre, du barreau de Paris, et Dominique Bayetti, du barreau de Digne. Si le photographe a bien reçu quelques gifles de Furet et

Perrot — on qu'ils reconnaissent, — celles-ci étaient méritées : dans un état d'émotion avancée, Michel Serre a copieusement insulté sous leur toit ceux qui l'avaient accueilli.

Et M^{me} Bayetti d'aller plus loin encore en évoquant l'hypothèse d'un complot ou d'un coup monté : « On est venu volontairement prendre des claques à Longo Mai à un moment où, à la suite d'une campagne de presse diffamatoire, l'opinion était particulièrement sensibilisée aux activités de la communauté. » Dans quel dessein ? Pour la marginaliser un peu plus et pour porter atteinte, à travers son fils, à celle qui n'était encore que secrétaire d'Etat à l'environnement, M^{me} Huguette Bonchard.

Pour les trois chefs d'inculpation, vol, coups et blessures volontaires et séquestration de personne, le ministère public a requis dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis pour chacun des prévenus. Jugement le 21 novembre.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

ANNIVERSAIRE
Eurocasion

• Sauvages les affaires.
• Sauvages les occasions.
• Sauvage le choix.
• Sauvage la Garantie nationale.

DÉFENSE

Deux avions Jaguar perdus dans les Alpes. Les débris de deux avions de Jaguar, appartenant aux Forces armées françaises (FA-TAC), ont été retrouvés, vendredi matin, 18 octobre, sur le pic d'Olan, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Grenoble. Les deux appareils, partis de Toul (Meurthe-et-Moselle) à destination de Solenzara (Corse), étaient portés manquants depuis la soirée du jeudi 17 octobre. On ignorait encore le sort des pilotes des deux avions en mission d'entraînement.

SPORTS

FOOTBALL : championnat d'Europe des nations. — Réuni jeudi 17 octobre à Vienne (Autriche), le comité exécutif de l'UEFA a autorisé l'équipe d'Angleterre à disputer le prochain championnat d'Europe des nations, dont la phase finale se déroulera en République fédérale d'Allemagne. Un feu vert assorti de conditions précises à propos de la sécurité dans les stades et du comportement des supporters anglais.

A Paris

ESCRQUERIE
AUX ASSEDIC :
TROIS NOUVELLES
INCULPATIONS

Avec trois nouvelles inculpations prononcées jeudi 17 octobre, ce sont dix-neuf personnes — dont dix-huit détenues — qui sont désormais inculpées d'escroquerie en raison de leur participation au trafic portant sur plus de 10 millions de francs communs au préjudice du GARP et des ASSEDIC (le Monde du 17 octobre).

M^{me} Francine Caron, premier juge d'instruction de Paris chargée d'instruire ce dossier, a fait écrouer jeudi trois nouveaux inculpés : les gérants respectifs des deux sociétés fictives Eden club et les Films d'Alsace. Ce sont ces sociétés qui ont permis aux co-accusés, après les dépôts de bilan, de toucher du GARP et des ASSEDIC des sommes importantes dont ils rétrocédaient une part non négligeable aux organisateurs de cette vaste escroquerie : Jean-Baptiste Grimaldi, âgé de trente-cinq ans, et Jacky Raoult, âgé de trente-sept ans. Le troisième inculpé écroué est Michel Rochas, trente-huit ans, restaurateur au Tréport, qui a perçu indûment plus de 165 000 francs.

Un policier parisien écroué pour vol à l'escroquerie. — Un enquêteur de la brigade de recherches du banditisme (BRB) de la police judiciaire parisienne, M. Michel Mandonné, vient d'être inculpé à Paris de vol à main armée et écroué à la prison de Fresnes. M. Michel Mandonné est accusé d'avoir — en compagnie de deux autres hommes — dévalisé sous la menace d'une arme deux commerçants cadiens venus à Paris pour acheter des vêtements en gros. Les deux commerçants avaient été délestés de plusieurs milliers de dollars dans leur hôtel parisien en mai.

LOTTO N°42 TIRAGE DU MERCREDI 18 OCTOBRE 1985

6 12 19 26 30 43 46

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 19 OCTOBRE 1985
VALIDATION : POUR LE MERCREDI 23 OCTOBRE 1985
ET LE SAMEDI 28 OCTOBRE 1985
JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	28 338 235,00 F
5 BONS N°	83 53 245,00 F
5 BONS N° + complémentaire	4 414 3 145,00 F
4 BONS N°	173 610 80,00 F
3 BONS N°	2 614 788 7,00 F

N'oubliez pas : la semaine prochaine
UNE SUPER CAGNOTTE LE MERCREDI
UNE SUPER CAGNOTTE LE SAMEDI
LES 2 SUPER-CAGNOTTES DE L'AUTOMNE !

**CLASSE PRÉPARATOIRE
MÉDECINE ou PHARMACIE**
le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR
CEPES
enseignement supérieur privé
57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.06.19

SAUVAGES LES PRIX !

DU 18 AU 28 OCTOBRE

Pendant 10 jours, dans tout le réseau Citroën Eurocasion !

ANNIVERSAIRE
Eurocasion

four estivale

Pour sa part, M. Jack Lang, ministre de la culture, a écrit au lauréat : « Cette distinction reconnaît la place originale que vous tenez au sein des lettres françaises. Elle consacre une œuvre considérable qui mêle rigueur formelle, érudition, fantaisie et expérience personnelle. »

Neuf de ses livres ont été traduits en suédois et publiés par la maison Geber.

culture

CINÉMA

LA CRISE D'AUDIENCE DU CINÉMA FRANÇAIS

La grande peur des exploitants

10,39 % de spectateurs en moins dans les salles de cinéma pour les six premiers mois de l'année. Sans appel, le chiffre vient de tomber sur une profession déjà inquiète des mauvais résultats des deux dernières années. La baisse de la fréquentation s'accentue dangereusement. Pour la première fois, elle n'est même plus compensée par l'augmentation du prix des places et les recettes enregistrent par rapport à l'an dernier une baisse de 4,66 %. La tendance se poursuit au second semestre : après un léger redressement au début de l'été, les résultats de septembre et octobre sont à nouveau mauvais.

Plus grave encore : ce sont les films français qui connaissent la chute la plus vertigineuse avec une baisse de 24,72 % de la fréquentation et - 20,30 % sur les recettes. Les queues spectaculaires à l'entrée de *Mad Max* ou *Rambo* ne doivent pas faire oublier les échecs cuisants des *Rois du gag*, du *Défilé*, du *Gros déguilasse* et de tant d'autres films français. Toutefois, la crise ne frappe pas directement la production, qui se maintient à un niveau satisfaisant (150 environ pour l'année). Les recettes à l'exportation ont augmenté et les producteurs attendent beaucoup des ressources nouvelles générées par les mesures fiscales du gouvernement - abri fiscal.

Ce sont les exploitants qui prennent le choc de plein fouet. Ils accusent pêle-mêle la vidéo, Canal Plus, les pouvoirs publics. Ils s'inquiètent de voir la salle - qui, déjà, ne représente plus qu'environ 55 % de l'amortissement d'un film - devenir un support marginal comme dans la presque totalité des pays européens. Ils s'approprient à réclamer haut et fort des aides gouvernementales et, en particulier, un accès au compte de soutien, cette nouvelle taxe sur les recettes des chaînes de télévision dont bénéficient les producteurs. Mais ces derniers s'y refusent farouchement, et la belle unité de la profession menace de voler en éclats.

Au Centre national de la cinématographie (CNC), on tente de calmer cette ébullition. « Je suis prêt à examiner toutes les façons d'aider

la salle de cinéma », explique M. Jérôme Clément, directeur général du CNC. Mais je ne peux pas forcer les spectateurs à aller au cinéma. Les vrais remèdes à la crise sont entre les mains des exploitants eux-mêmes.

La SOFRES vient d'entamer, pour le compte du CNC, une étude approfondie du comportement des spectateurs et des moyens de relancer la fréquentation. Le succès des deux Fêtes du cinéma montre que le public est sensible aux événements promotionnels, aux aménagements tarifaires.

Pourtant, les exploitants semblent peu disposés à toucher au prix des places, à améliorer leur politique commerciale. Habitués depuis de longues années à l'aide de l'État, qui

leur a permis de moderniser leurs salles - parfois au prix d'un dangereux surinvestissement, - ils ne songent aujourd'hui qu'à se tourner vers l'argent public. Mais est-il judicieux de détourner la mécanique du fonds de soutien destinée à venir en aide à l'industrie des programmes ?

La relance de la fréquentation passe aussi par celle de la production. Le leçon des chiffres est claire : le cinéma américain résiste beaucoup mieux que les films français. Si Hollywood attire encore le public, c'est qu'il sait investir dans des films de grande ampleur où l'efficacité des scénarios se dispute à la perfection technique. Autant d'atouts qui coûtent cher.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« EMPTY QUARTER (UNE FEMME EN AFRIQUE) » de Raymond Depardon

Identification d'un désir

Photographe, documentariste (reporters, faits-divers, etc.), Depardon s'essaye à la fiction pour la première fois. Naturellement, autant la réalité vue par lui touchait à la fiction, autant ce voyage en Afrique imaginaire est un vrai document. Un document sur l'amour de la douleur et sur la peur que l'amour soit toujours une douleur.

Un matin, dans un hôtel, à Djibouti, un homme et une femme se rencontrent. Elle est en panne, il est disponible ; il lui propose de partager sa chambre. Elle a un physique, une présence, charmants. Elle lui devient indispensable. Et il gâche tout, il ne pense qu'à lui, il ne sait pas l'aimer. L'aventure échoue à Alexandrie. Il ne voyagera plus jamais comme avant. De même que l'on ne dissociera plus jamais la bande-son de l'image, au cinéma, comme avant.

Que se passe-t-il au cinéma dans la tête d'un héros ? Au fond, *Empty Quarter* pourrait être la réponse à cette question. On voit la femme, on ne voit pas l'homme. L'homme

raconte comment naît son désir, sa frustration, comment à ce point de sa biographie il en est arrivé là. Il accompagne de la voix les gestes et les paroles de sa partenaire.

Il est acteur, elle réagit à cette cohabitation, qui de plus en plus lui pèse. Elle se confie à lui. Elle l'ignore. Elle l'insulte. Elle a une automobile banale (réveil, toilette, perresse), ou elle s'adresse à celui qui filme, l'auteur, Raymond Depardon, qui dit lui-même le texte off (1). L'actrice (Françoise Pronant) ne regarde pas l'objectif - la caméra serait alors subjective, procédée de la caméra à l'événement, mais légèrement en-dessous ou à côté. Ce décalage n'a l'air de rien, et pourtant il permet à Depardon de ne pas être toujours assimilé à un héros.

Où est Depardon, dans ce film ? Le « je » qui s'exprime semble le sien. Il semble raconter ce qui arrive à l'écran comme on tient un journal. Puis il glisse un passé composé qui contredit le présent de l'image et la devance, comme s'il connaissait la fin du récit, alors qu'il voulait nous faire croire le contraire. Il s'amuse enfin à filmer un camion qui s'éloigne dans le désert avec le couple à bord : l'homme qui aime n'est donc pas derrière la caméra.

Une précision, pour terminer : présent du texte, *Empty Quarter* a l'air d'un film expérimental, d'avant-garde, ennuyeux. C'est tout le contraire. Ceux qui connaissent l'Afrique disent qu'ils en ont retrouvé l'atmosphère. Ceux qui apprécient les plans dont le cadrage et la composition sont de l'ordre du maître sont repus de beauté. Et ceux qui, en amour, aiment les histoires sont très émus.

CLAIRE DEVARREUX.

★ Voir les films nouveaux.

(1) A l'origine, le texte, écrit en collaboration avec François Weyergans, était dit par un autre. Depardon, entre le Festival de Cannes et la sortie à Paris, a décidé de le lire lui-même. « Sinon, explique-t-il, le film m'échappait ».

THÉÂTRE

« JE VOUS ÉCRIS D'UN PAYS LOINTAIN », d'Henri Michaux

Mini-contes d'horreur

« Si, le jour de vos noces, en rentrant, vous mettez votre femme à tremper la nuit dans un puits, elle est absconse. Elle a beau avoir toujours eu une vague inquiétude... »

Henri Michaux, lorsqu'il préparait une suite de textes, en vue d'un livre, alternait les poèmes proprement dits et de petites histoires, quelques lignes, très méchantes, très sauvages, dans lesquelles amis, ou époux, ou inconnus, s'arrachaient la tête, se rédisaient en bouillie, tout en s'insultant à qui mieux mieux.

Ces mini-contes d'horreur, dits à haute voix, d'un ton calme, innocent, font merveille en société : le public, dépassé par les événements, rit beaucoup. Et de petites campagnes de théâtre, sans énormes moyens financiers, ou autres, sont sûres de faire venir du monde, et de le distraire honnêtement, en présentant un spectacle d'Henri Michaux : c'est la provocation pièce-sans-titre.

Le Théâtre du Barouf, animé par les Maîtres et Gilles Guillot, qui a

déjà « mis en scène » des poèmes de Jacques Prévert et Jean Tardieu, propose donc « Je vous écris d'un pays lointain », de Michaux, c'est le titre d'un de ses plus beaux et célèbres poèmes.

Le décor est drôle, les acteurs se tiennent bien, et le public, ravi, comatise ainsi le chemin de ce théâtre du quatorzième arrondissement, très sympathique.

Mais rendons la parole à Michaux : « Plume déférente au restaurant, quand le maître d'hôtel s'approche, le regarda sévèrement et lui dit d'une voix basse et mystérieuse : « Ce que vous avez là, dans votre assiette, ne figure pas sur la carte. »

Rien de bien grave, croisez-vous, mais ce conte de Michaux se termine par un effroyable passage à tabac, au commissariat du quartier. C'est ce qu'il s'appelle : les petits soucis de chouchou.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre 14 Jean-Marie Serreau, 20 h 45.

MUSIQUE

BELLINI A MARSEILLE

Le triomphe de Martine Dupuy

La saison de Marseille commence par un ennep d'éclat avec une superbe production des *Capulets et Montaigus*, l'opéra fort délaissé de Bellini, dont nous avions dit le charme et les étonnantes qualités musicales, l'an dernier, à Covent-Garden, lors du spectacle merveilleux de Pizzi (1).

C'est d'abord le triomphe d'une jeune Marseillaise, Martine Dupuy, consacrée dans le même rôle de Raménar par Verone, et qui se retrouve prophète en son pays où elle fit ses débuts. Voix de mezzo superbe, ronde, charmante, déployant son étoffe riche et soyeuse dans un flamboyant technique que rien n'arrête, phrasé souple, juste et expressif, c'est le plus français et le plus romanesque de la direction lyrique de Marseille. Et ces deux êtres, ces deux voix contrastées, s'accrochent idéalement dans les longs duos d'ansur bagués de larmes qui sont, avec le quatuor du premier acte, les joyaux de la partition.

Mais ce spectacle est aussi la confirmation d'un jeune metteur en scène, Martin Schlumpf, dont on n'a pas oublié les brillants débuts avec *Le Retour d'Ulysse* de Monteverdi à l'Atelier lyrique de Toulon. Avec lui, le livret un peu fade prend corps, la musique s'incarne en des gestes admirables, étonnants ou savoureux, en des visions qui la soutiennent et l'exaltent.

Idee baroque au premier abord que de transporter le livret du tri-

zème siècle au dix-neuvième, à l'époque du Risorgimento, de faire de Roméo une sorte de Robin des Bois se jouant de la lourde machine à vapeur autrichienne incarnée par Capello, visage de pirate sous son casque empanaché, ministre sous son apparence sur une béquille. Mais cette idée se révèle très féconde et les trouvailles abondent grâce à la vitalité de l'imagination du metteur en scène, à son extraordinaire capacité de créer la vie en toutes circonstances. On voudrait détailler chaque scène, chaque groupe, ces décors simples et impressionnants qui charment, ces éclairages agiles, tout ce qui donne chair à cette musique, assez simpliste en dehors des grandes pages vocales, mais il faut voir et entendre ce spectacle.

Le trio des hommes (Rodderick Kennedy, Thierry Drian et Patrick Meroy) est quelque peu en retrait des femmes, mais le succès de l'œuvre doit beaucoup à la direction brillante, légère, nerveuse de Guido Ajmon-Marsan, au pitillat orchestre de Marseille et aux chœurs qui ont parfaitement assimilé cette mise en scène souvent aussi drôle que vigoureuse, que l'on serait ravi de retrouver un jour à Paris.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 20 octobre (14 h 30), 23, 26 octobre (20 h 30).

(1) *Le Monde* du 3 avril 1984. L'enregistrement de ces représentations avec Balas et Gruberova, sous la direction de Mendi, va sortir incessamment chez EMI.

Au profit des handicapés moteurs

« LA PASSION SELON SAINT JEAN » AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

La Passion selon saint Jean, de Jean-Sébastien Bach, dans la mise en scène de Pier-Luigi Pizzi, est présentée au Théâtre des Champs-Élysées le 22 octobre à 20 heures, au profit du Comité national pour l'insertion et la promotion des handicapés moteurs (CNIPHM) (1). Cette production du Théâtre de la Fenice avait été très remarquée à Venise, en prélude à l'année du tricentenaire de Bach (*Le Monde* du 28 décembre 1984), et c'est William Christie qui en assure, à Paris, la direction musicale. Mille deux cents places sont mises en vente pour ce gala (de 250 F à 2000 F).

(1) CNIPHM : 4, avenue Emile-Accolas, 75007 Paris. Tél. : 306.02.02.

VARIÉTÉS

Jeanne Mas à l'Olympia

Naissance d'une star

L'Olympia, jeudi 17 octobre, a vécu un moment magique, un de ces instants privilégiés où naît une star, où s'impose avec une grâce infinie, une nature, une vraie richesse de cœur, une autre manière de sentir et de donner. Une jeune femme qui a forgé ses propres règles, et s'y tient, a surgi et bouculé les vieilles valeurs. Spontanément, sans artifice, avec une assez rare impression d'authenticité, elle a fait passer sa personnalité derrière chaque image, chaque geste. Elle est partie à la rencontre d'une musique ciblée avec une voix étonnante, folle de douceur ou de gaieté.

Les cheveux gominés en crête d'Indochine, toujours habillée de noir, Jeanne Mas a vu son aventure filer très vite depuis un an avec les chanteurs Johnny, Johnny et Toute première fois. Née il y a vingt-sept ans avec du sang espagnol dans les veines, elle a commencé par travailler de longues années le danse classique et de jazz. En réaction à Donna Summer qui, à la fin des années 70, inonda le marché de musique disco, elle se lança dans le hard-rock. Peu de temps à vrai dire car elle se met vite à rechercher une ligne plus sophistiquée, plus naturellement adaptée à ces émotions. Elle part vivre six ans en Italie. Comédienne, elle tourne dans quelques films (*Cher papa*, de Dino Risi), elle travaille dans la publicité, elle enregistre des 45 tours, se consacre peu à peu à une équipe de musiciens et de compositeurs.

Saturée de la méthode appliquée aux variétés par les Italiens et qui consiste à ne rien risquer et à pomper tout ce qui existe, Jeanne Mas revient en France avec le goût des mélodies, beaucoup de petites histoires et une façon de jouer avec le son de sa voix, la fragilité de son corps, jusqu'à ce que la chanson devienne parfois une tragédie d'art. « Je suis très théâtrale dans ma manière de chanter comme dans mes comportements dans la vie, dit-elle. Je m'invente de grands drames, de grandes déceptions. »

Jeanne Mas a de l'élégance, un raffinement esthétique et romantique. Ses chansons sont comme des petits poèmes finement élaborés et percutants où l'on retrouve une femme à la fois vulnérable, espérante et pleine d'humour.

A l'Olympia, où elle ne reste que quatre jours, tout s'enchaîne dans une diversité heureuse, avec une violence sans faille de la scène, une précision et une rigueur absolues. Comme toutes les vraies artistes, Jeanne Mas sait s'entourer : elle a décroché quelques-uns des meilleurs musiciens et quatre danseurs peu du tout ringards qui s'intègrent joliment, avec une réelle intensité ou avec drôlerie, à ses univers.

CLAUDE FLOUTER.

★ Olympia jusqu'au 20 octobre, 20 h 30.

★ Album Pathé-Mercure.

THEATRE GREVIN
10, bd Montmartre
75009 PARIS

Sainte Esmeralda?
de Patrick GAZEL
Mise en scène: Gilbert LEVY

avec
Danielle Volle, Philippe Mareuil,
Marie-Laurence Gazel, Gilles Biot,
Raphaël Amor,
et avec le concours de
Louis Dureux.

Loc. 3 FRAC
Agences
et Théâtre
(046.84.47)

5 projections exceptionnelles avec orchestre

Théâtre des Amandiers/Nanterre

INTOLERANCE
D.W. GRIFFITH

Création de la « Suite symphonique pour Intolérance »
d'Antoine DUHAMEL et Pierre JANSEN
Commande de l'Etat

par l'Orchestre de l'île de France - Direction Jacques MERCIER
Une co-production Raymond Richeur, Nanterre Amandiers, Festival d'Avignon

7, 9, 12, 13 novembre 1985 à 20h30 - 10 novembre 1985 à 15h30
Prix des places: 85 F

Navigate RER Nanterre-Université • Théâtre • Librairie • Restaurant sur place

ACTUELLEMENT EN EXCLUSIVITÉ

LE 4^e POUVOIR
UNE RÉUSSITE...
CAPTIVANT COMME UN POLAR...
PARIS-MATCH

PHILIPPE NOIRET NICOLE GARCIA
UN SUPERBE COUPLE D'ACTEURS...
L'ÉVÉNEMENT

A PARTIR DE CE SOIR

LES CONTES D'HOLLYWOOD
DE CHRISTOPHER HAMPTON

avec
Oden von Norveth
Thomas Mann
Hedy Marn
Mette Mann
Helen Schwartz
Berold Reicht
Sethine Wegner
Lion Feuchtwanger
Marie Feuchtwanger
Sally Wierel
Charles Morley
Art Nicely
Jacob Louschne
Johnny Wotman
Giles Mori
Morro Mori
Greta Garbo
Marlene Dietrich
Ella Hayworth
et

Jacques Bata - Claude Bouchery
François Delon - François Giorgi
Stéphane Hubert - René Layon
Georges Marvot - Lys Schlegel
Benedicte Sire - Bernard Wivier

MISE EN SCÈNE
PIERRE-ETIENNE MEYMAH

142 01 27 - FRAC AGROUES

THÉÂTRE COUVRE

JACQUES GEORGES
DUPHINO WILSON

L'ESCALIER
M. et S. GEORGES DYER
Loc. 874.47.36/874.42.52

THÉÂTRE DU SOLEIL

**L'HISTOIRE TERRIBLE
MAIS INACHEVÉE
DE NORODOM SIHANOUK
ROI DU CAMBODGE**
DE HÉLÈNE CIXOUS

Les portes seront fermées dès le début du spectacle.

CARTOUCHERIE 374.24.08

CRETEL
MURRAY LOUIS
DANCE COMPANY
DAVE BRUBECK
QUARTET

18 - 19 - 22 - 23 - 24 octobre 20 h 30
dimanche 20 octobre 15 h 30

Métro Créteil Préfecture
899 94 50

Tempête
Après « Réves » de Kafka
Philippe Adrien
Enzo Cormann

KÉ VOÏ ?
... en rose !
328.36.36

SPECTACLES

th

Classiques très "con"

le Hors-Série Musique
30 F chez votre libraire



RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 18 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Le jeu de la vérité : Jean-Paul Belmondo. Émission de Patrick Sabatier.
22 h 5 Téléfilm : l'Épi d'or. Scénario de J.-J. Benoit et O. Margault. Réal. F. Cazeau. Musique de M. Portal. Avec J.-N. Brault, C. Muriel.
Quel de plus traditionnel qu'un voyage de noces à Venise ? Sauf si des jeunes provinciaux, bloqués à Paris, échouent dans l'arrière-boutique d'une boulangerie. Le beau rêve se dégrade. Les jeunes gens se retrouvent face à leur solitude. À partir d'une trame assez simple, Fabrice Cazeneuve a su créer une atmosphère. Subtilité, sensibilité, finesse. Sophie Caffarel et Jean-Noël Brault sont remarquables, dans leur maladresse, leur naïveté.
23 h 30 Journal.
23 h 45 Football. Algérie-Tunisie (en direct).

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilletton : Jeu, set et match. Réal. M. Wyn. Avec B. Rouan, H. Guyot, M. Baquet (premier épisode).
Arnaud, dix ans, fils d'un modeste restaurateur qui n'aime que le foot, est soudain pris de passion pour le tennis. À force de persévérance, il participera au championnat de France benjamin. Après avoir rendu le tennis populaire, la télévision s'attelle à faire du tennisman un héros de feuilleton. Le parcours d'un jeune champion, l'entraînement, les sacrifices mais aussi l'aspiration à « autre chose » pour parvenir enfin à la vie - mythique et réelle - de palace en palace.
21 h 30 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot.
Sur le thème « Les grandes familles », sont invités : Arnaud Chaffanjon (l'Année princière dans le monde), Serge Lenz (Vladimir Roubaiev), Anne Pons (la Villa irlandaise), Isidore de Saint-Pierre (Monsieur le marquis), Jacques Serguine (Je suis de la nation du loup).
22 h 45 Journal.
22 h 55 Ciné-club : l'Amour à la chaîne. Film français de C. de Givray (1964), avec V. Gassman, P. Pradère, J. Yanne, J.-M. Verrey, Amandine (N.). Une jeune fille qui n'arrive pas à gagner sa vie se prostitue par révolte. Elle tombe aux mains d'un souteneur et découvre l'horreur du milieu. Un film qui se veut socialement utile en attaquant l'esclavage de la prostitution et la puissance des proxénètes.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Albert Kantof
Denys de la Patellière
LE PARIA
un feuilleton
mais aussi un livre
aux Éditions Robert Laffont

20 h 35 Série : Le paria.

Réal. D. de la Patellière et A. Kantof. Avec Ch. Aznavour, O. Pissolo, J. Winter.
Deuxième épisode. Le retour de Julien Mauriac, le jour du mariage de sa sœur, n'a visiblement pas fait plaisir à tout le monde. Disparu depuis vingt ans à la suite d'un krach immobilier, ce fils paria d'une des plus grandes familles de Camargue resurgit à vingt-quatre heures du délai de prescription. Un feuilleton à la Dallas mais made in France. Mêmes ingrédients - amour, argent, coups bas... - efficacité assurée.

21 h 30 Quelques mots pour le dire. La sécurité routière.
21 h 35 Vendredi : Face à la 3. Magazine d'information d'A. Campana et L. Barrière. Débat en direct avec M. Doublé, président du MRG (Mouvement des radicaux de gauche) depuis janvier 1985.
22 h 35 Journal.
22 h 55 Espace francophone. Magazine du monde d'expression française de D. Gallet. Du 22 au 27 juillet 1985 se sont tenus en Côte-d'Ivoire les premiers jeux sportifs de la francophonie.
23 h 25 Série : Coup de cœur. Seul survivant d'une famille juive exterminée.
23 h 30 Prélude à la nuit. Divertissement en fa, de Mozart.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Ile de France ; 17 h 30, Les aventures de Thomas Gordon ; 17 h 50, La patrouille rose ; 18 h, Action 3 ; 18 h 55, Hello, moi aussi ! ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Superstars ; 21 h, Gilda, film de C. Vidor ; 22 h 55, Octogone, film de E. Karon ; 9 h 30, Gorge profonde, film de G. Demiano ; 1 h 30, Faldéon, film de D. Amar ; 2 h 55, Boxe ; 3 h 55, Carnage, film de T. Maylam ; 5 h 50, Hill Street Blues.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le grand débat : le retour du religieux, avec J.-M. Domenech, B. Etienne, M. Ganchet et K. Pomian.
22 h 30 Nuits magiques.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de Donaueschingen) : Ubuquet zu Scardanello, de Holliger, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk et la Schola Cantorum de Stuttgart, dir. C. Gottwald.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : Corot, Thibaud et Casals jouent Bach ; à 24 h, Musique traditionnelle.

Les programmes du samedi 19 et du dimanche 20 octobre se trouvent dans « le Monde Loisirs »

COMMUNICATION

UN RÉSEAU GRATUIT POUR GENNEVILLIERS

Une autre économie pour le câble

A Gennevilliers, le câble sera gratuit. Ainsi en a décidé la municipalité communiste de cette commune des Hauts-de-Seine, qui vient de signer avec les PTT une commande de quinze mille prises en fibres optiques raccordant l'ensemble des foyers, des entreprises ou des institutions. Dans trois ans, chacun pourra, sans déboursier un centime, accéder

à un service de base comprenant un canal local et les chaînes publiques et privées.

Il ne sera question d'argent que pour les sept autres canaux qui diffuseront Canal Plus, des films à la demande ou des services interactifs. Par la suite, Nanterre et Colombes se joindront au réseau.

Cette approche du câble est radicalement nouvelle. Elle prend le contre-pied de celle des réseaux de Paris, de Rennes ou de Montpellier, qui prévoient des abonnements mensuels de 120 F environ et une ligne montée en charge sur cinq ans pour toucher 50 % des habitants. En donnant le câble à tout le monde, Gennevilliers compte bien économiser une grande part des frais de gestion et de commercialisation du réseau. Pourtant, la gratuité provoque la méfiance de beaucoup d'élus, qui voient dans la fiscalisation du câble une occasion de dérive dangereuse pour les finances locales.

Certes, en tournant le dos à la logique du marché, en assumant la location du réseau aux PTT, la municipalité de Gennevilliers prend un gros risque économique. Mais sa stratégie, imaginée par le CERIA (1), est plus élaborée qu'on ne le pense à première vue. Tout d'abord Gennevilliers a négocié le principe d'une révision à la baisse des tarifs des PTT. Ceux-ci ont accepté, parce que le câblage à 100 % représente une relative économie d'échelle et qu'ils seront directement intéressés à l'exploitation des services payants.

Un film nouveau par jour

Ce sont ces canaux qui devront assurer l'équilibre du réseau, en proposant aux téléspectateurs une offre de programmes singulièrement attractive. Trois d'entre eux diffuseront un film nouveau par jour, payable à l'unité. Ce « pay per view » se généralise aux États-Unis, mais il est encore freiné par le coût des décodeurs « adressables » nécessaires sur le câble coaxial. Avec la fibre optique et les réseaux en étoile à la française, par de nombreux canaux, selon les calendriers du CERIA, que chaque foyer consomme au moins un film par semaine pour rentabiliser le réseau de Gennevilliers.

Deuxième atout : les cent cinquante lignes interactives posées par les PTT. Elles permettront à chaque usager, sur simple appel téléphonique, d'entrer en communication avec une banque, un hôpital, une agence de voyages, dont les services et les responsables seront présents sur l'écran du téléviseur. Certes l'interactivité ne sera pas complète comme avec le vidéophone, mais a-t-on besoin de communiquer sa propre image quand on veut acheter un voyage en Grèce ou retrouver son parapluie aux objets trouvés ?

La rentabilité de ces services payants est d'autant plus grande qu'ils seront accessibles dès le premier jour à l'ensemble des habitants. La logique a dû sembler séduisante à Canal Plus puisque la chaîne payante s'intéresse non seulement à sa diffusion sur le réseau mais à la gestion, en accord avec les producteurs de cinéma, des trois canaux de films. L'équilibre économique de l'entreprise paraît également viable, puisque la Caisse des dépôts et consignations a posé sa candidature à l'exploitation du réseau. Le Centre national d'études des télécommunications (1) Centre d'études et de recherches informatiques, audiovisuelles et multimédias.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

UN ACCORD ENTRE LA DATAR ET LE CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

Des « maquettes » pour les projets de télévisions locales

Les candidats à la télévision locale privée pourront présenter leurs projets par l'image. Un financement de 4 millions de francs va leur permettre de réaliser, dans des « maquettes » de cinquante-deux minutes, une sélection de programmes pour convaincre la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, séduire les annonceurs et les téléspectateurs potentiels. La carte de visite des futures stations, M. Georges Villard, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, avait annoncé la création de ce système d'aide le 25 septembre, en indiquant qu'il serait pris en charge par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et le Carrefour international de la communication. Les deux organismes viennent de signer, le 15 octobre, une convention pour déclencher le processus.

Un appel d'offres public sera lancé d'ici à la fin du mois et la sélection des dossiers devra intervenir dès le début décembre. La DATAR et le Carrefour comptent

en effet présenter ces maquettes en février, sous forme d'une manifestation vitrine des futures télévisions locales. Cette exposition se tiendra à Paris, puis tournera dans quelques villes de province.

À la DATAR, on souhaite que ces maquettes soient le reflet des capacités de production originale des candidats. La Délégation espère en effet que les télévisions locales assureront le développement des entreprises de communication régionales et stimuleront l'essor économique des régions. Les radios locales ont déjà créé quarante-cinq mille emplois, et la DATAR estime le secteur de la communication est l'un des principaux facteurs de croissance d'ici à la fin du siècle. Dès l'année prochaine, de nombreux contrats de plan entre l'État et les régions accorderont une place privilégiée aux médias dans les domaines de la production cinématographique et audiovisuelle comme dans ceux de la télématique ou de l'informatique.

J.-F. L.

Une conférence européenne consacrée à la presse

DU PAPIER À L'ÉCRAN

La Commission des Communautés européennes organise, du 7 au 9 novembre à Bruxelles, pour la première fois, une conférence consacrée à la mutation et à l'avenir de la presse écrite d'information générale face aux nouvelles technologies (banque de données, vidéos, télétexte, réseaux câblés, etc.). Intitulée « Le défi des nouveaux savoirs » et lancée dans le cadre du programme scientifique européen FAST, cette conférence bénéficie de la coopération de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ), de la Communauté européenne des associations des éditeurs de journaux des pays du Marché commun (CAEJ) et de la Fédération internationale des journalistes (FIJ). Une cinquantaine de personnalités de l'industrie, du journalisme et de l'administration feront part des choix, des expériences et des recherches qu'ils ont engagées. La conférence tentera aussi de tracer les lignes de force d'une politique européenne commune.

* Commission des Communautés européennes, Centre de conférences A. Borcherette, 36, rue Froissard (Belgique). Tél. : 19 (322) 235-80-89.

M. BRUN-BUISSON EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SFP

M. Francis Brun-Buisson, sous-directeur du service juridique et technique de l'information (SJT), a été nommé directeur général de la Société française de production (SFP), en remplacement de M. Jean-Louis Gaudier, nommé récemment président de FR 3 par la Haute Autorité. M. Henri Spade, qui a en charge la mise en œuvre des coproductions, devient directeur délégué général, rattaché directement au président de la SFP. M. Bertrand Labrousse, M. François Lemoine, directeur général pour la production, est confirmé dans ses fonctions.

[Né le 31 mai 1947, M. Francis Brun-Buisson est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration. Il est nommé, en 1972, administrateur civil au ministère de l'Intérieur, puis en 1977 au ministère des Finances. Depuis mars 1980, M. Brun-Buisson était sous-directeur du service juridique et technique de l'information, rattaché au premier ministre, où il s'occupait de la tutelle des sociétés de service public et de la politique des nouveaux médias.]

La Superforme pour 40 900 F.



Renault Supercinq

40900 F. Ça aussi, c'est la forme Supercinq. Avec moi, tout est permis. Tout avant d'être né, suspensions type Mc Pherson, protections latérales, banchiers montés sur charnières de choc. À l'aise partout, je me fouille en toute sécurité. Moi, la Renault Supercinq C, avec des sièges confortables, mon sens de l'orgueil et mes idées entrepreneuriales, je suis la forme de votre. Modèle présenté Renault Supercinq C 40900 F. Prix des environs de 40 900 F. Mises en place par Renault.



RENault DES MOTORS À VIE

Réflexe Renault, essayez-la!

IPOUSTEGUY

Sculptures récentes

du 20 septembre au 26 octobre 1985

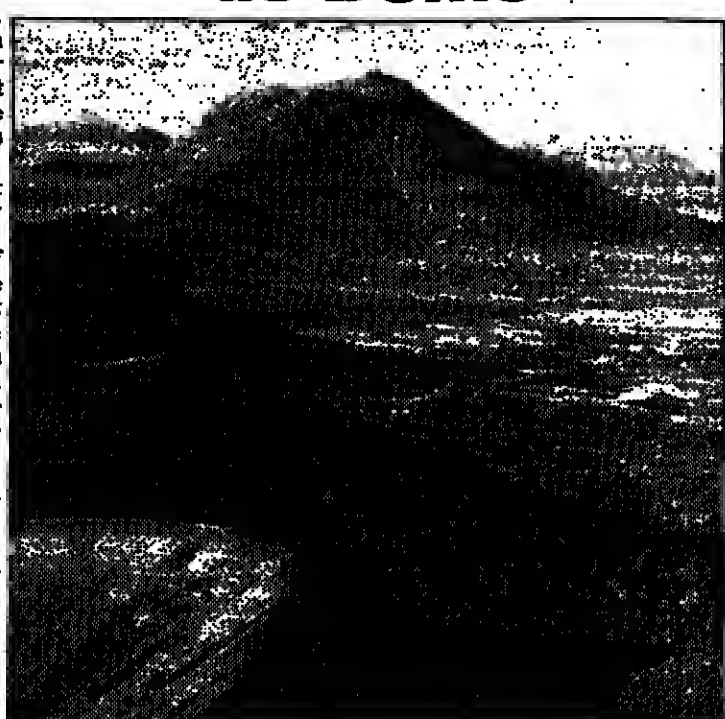
GALERIE CLAUDE BERNARD

9, rue des Beaux-Arts, Paris 6 Tél. 326-97-07.

Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or date.

Le Monde REGIONS

SOS pour le puy de Dôme



RAPHO

sites nationaux retenus par le ministère de l'Environnement et du cadre de vie.

Il mériterait pourtant de servir de vitrine à l'histoire de la région. Mais Pascal le rendit célèbre en y faisant effec-

tuier en 1648 des expériences prouvant la pesanteur de l'air. En 1789, lorsqu'il s'agit d'attribuer un nom au nouveau département, le député local Gantier de Blaurat se rappelle l'événement pour pré-

férer « Puy-de-Dôme » à « Mont d'or » afin de « éviter que l'on ne confonde l'idée de richesse en prononçant notre nom et pour prouver qu'il est plus facile d'y peser l'air que les écus ». En 1911, Eugène Renaux y fit atterrir son aéroplane en vol direct depuis Paris, empochant 100 000 francs de l'époque offerts par les frères Michelin pour aider au progrès de l'aviation presque naissante. Pour en finir avec un fait parmi d'autres d'une histoire occultée, le Tour de France cycliste a tissé une partie de sa légende avec le coude écaillé d'Anquetil-Poulidor en 1964.

Bref, au-delà de l'esthétique mise à mal, les prétextes culturels et populaires ne manquent pas pour offrir une fresque « in situ » d'une chronique humaine et géologique avec, en ce qui concerne ce dernier point, l'ambiance d'une magnifique leçon de choses.

Une étude très fouillée d'environnement insiste sur la nécessité d'un traitement d'ensemble. Elle fait l'objet d'un consensus, mais, par manque de crédits et d'attente sans doute par défaut d'une véritable volonté locale et régionale, ses prolongements semblent devoir rester en deçà des besoins. Une action en faveur des sols fortement érodés et la mise en place d'une nouvelle signalisation sont prévues. Petite coquette. Quand aura-t-elle le grand lessivage qui permettra d'introduire le visiteur sur les chemins de la connaissance auvergnate ?

LIBERT TARRAGO.

Halte routière à Tarbes

Situé en bordure de l'autoroute A-64 Bayonne-Tarbes et à proximité de la voie express Tarbes-Toulouse, le centre routier de Tarbes, qui sera ouvert en début de 1987, comprendra un parking poids lourds de cent soixante-dix places, un centre d'accueil des conducteurs routiers, des services administratifs et professionnels et des installations propres aux transporteurs.

L'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal devrait se traduire par une augmentation du trafic routier, aujourd'hui traité dans sa quasi-totalité par les autoroutes du Boulou et d' Hendaye.

HAUTE-NORMANDIE

ROUEN :

Centrale à vendre

La cathédrale de béton de la centrale électrique de Yainville en Seine-Maritime, est à vendre. Le bouclier n'est plus rentable maintenant que le centrale nucléaire de Paluel s'apprête à produire des thermies à volonté.

Mais que faire des bâtiments (7 hectares), des terrains (45 hectares) et des logements (68) qu'EDF avait achetés en 1951 ? « Nous allons conserver nos terrains de logements pour les salariés travaillant à Canteleu, précise M. Devauchelle, le directeur de la centrale. Les autres seront mis en vente. »

Les hectares agricoles, loués pour d'éventuels parcs à charbon, trouveront sans doute preneur. Mais l'imposante masse de l'usine risque d'être plus difficile à vendre, même à d'autres industriels.

RHONE-ALPES

L'Isère asphyxiée ?

L'Isère serait au bord de l'asphyxie financière. C'est ce que prétend M. Alain Carignon (RPR), successeur de M. Louis Mermaz (PS) à la tête du département. La campagne, largement orchestrée par les partis de l'opposition et les conseillers généraux non inscrits, tend à prouver que la dette départementale atteint 156 milliards de centimes, soit un triplement en quatre ans, condamnant le département à rembourser 26 milliards de centimes par an, jusqu'en 1992.

Telles sont les conclusions d'un audit réalisé par le groupement nobilios de régies comptables et le cabinet ARCh Management.

Le premier secrétaire fédéral du PS de l'Isère et ancien secrétaire général du département, M. Didier Migaud, a dénoncé à ce sujet « l'opération politique grossière tendant à préparer l'opinion publique aux hausses futures des impôts ». Il a rappelé que l'Isère n'est aujourd'hui qu'un quinzième rang des départements français pour la dette par habitant, qui s'élève à 1 650 F.

A travers cette querelle, c'est évidemment le prochain combat politique pour les législatives qui se profile. L'Isère compte aujourd'hui six députés socialistes sur sept, le dernier siège étant occupé par un communiste. L'opposition, qui mène actuellement une campagne unie sous la bannière du maire de Grenoble, Alain Carignon, déclare qu'elle ne ménagera pas ses efforts pour « ouvrir les yeux des Isérois ». - C. F.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

MENDE. - La préfecture de la Lozère est démunie à trois heures de Montpellier grâce à la liaison ferroviaire directe mise en place depuis le 30 septembre. Les usagers peuvent effectuer aisément l'aller-retour Mende-Montpellier dans la journée ; le temps de parcours a été réduit d'une heure, et les conditions de confort améliorées grâce à la mise en service d'un autorail ultramoderne dont l'achat, qui s'élève à 4,2 millions de francs, a été financé par l'établissement public régional. Le déficit prévisionnel d'exploitation, qui s'élèverait à 1,4 million de francs, sera pris en charge à 50 % par la SNCF, le complément étant essentiellement apporté par le conseil régional. - J.-M. G.

MIDI-PYRÉNÉES

SALVIA. - Dernièrement, s'est installée à Salvia, une bourgade de huit cent soixante-seize habitants, dans le Lot, la société Claude K. Sa spécialité : le prêt-à-porter de luxe en soie, taffetas, broderies anglaises, destinés aux petits princes des pays du golfe Persique.

Installée autrefois à Paris, cette société, dirigée par Claude Ducrest, occupe les locaux d'une école désaffectée prête par la commune. Claude K, qui exporte 70 % de ses modèles, réalise par exemple des habits de cérémonie destinés aux fêtes du ramadan. J.-M.-D.

LIMOUSIN

LIMOGES. - Châteauroux dans l'Indre et Limoges en Haute-Vienne viennent de mettre à l'étude un projet de liaison aérienne régulière Châteauroux-Limoges-Marseille. Les vols seraient assurés par la compagnie Air Limousin, basée à Limoges. Le projet bénéficierait d'un soutien des chambres de commerce et d'industrie et des collectivités locales des deux départements. Les études du faisabilité sont en cours. La ligne devrait entrer en activité en avril 1986.

G. C.

Naussac : différé

La mise en place d'installations hydro-électriques et la construction d'un second barrage à Naussac près de Langogne en Lozère sont officiellement différées. Selon Mme Bonchard, ministre de l'environnement, « il n'a pas été possible de régler, dans le délai de validité de l'enquête publique, les divers problèmes que ce projet continuait à soulever, en particulier celui du débit à l'aval du barrage de Pouébo ». La déclaration d'utilité publique du projet n'a donc pu être prononcée. Cependant, le projet conserve un intérêt réel pour l'aménagement des eaux des bassins de l'Allier et de la Loire. Il revient à l'EPALA (établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents), a déclaré Mme Bonchard, d'opérer son urgence relative dans les programmes qu'il est amené à établir. - J.-M. G.

Le puy de Dôme n'est pas à la hauteur de son succès touristique. La « montagne sacrée » des Auvergnats, qu'Alexandre Vialatte décrivait comme « la pendule du grand salon » des foyers de Clermont-Ferrand, la capitale, étalée à ses pieds, reçoit chaque année un nombre très important de visiteurs. En moyenne, cent mille voitures et mille cinq cents cars s'arrêtent au puy de Dôme, en échange de 9 francs, ils accèdent à la route qui conduit au sommet, à 1 465 mètres d'altitude. Par temps clair, le panorama vaut le détour pour la vue offerte sur la chaîne des puy. Mais c'est bien tout...

Les Auvergnats ne soignent pas leur symbole. Le vieux puy s'enlaidit en 1978 lorsque, après un attentat à l'explosif contre la tour de TDF, une double rangée de barbelés vint entourer les installations. La raison d'Etat a ainsi rendu inaccessible la pointe de la montagne. Autour, le site présente des signes de dégradation avancée. Grilles, exauces, les restes du très important temple de Mercure sont abandonnés aux herbes folles. Il ne reste au visiteur qu'à faire travailler son imagination pour deviner ce qui s'est passé sur le puy de Dôme depuis l'Antiquité. Voudrait-il s'informer qu'il serait bien en peine.

Le Parc naturel régional des volcans d'Auvergne, qui promeut actuellement une exposition alarmante sur la situation générale de la chaîne des Dômes, s'émène le premier de ne rien voir venir en termes de réhabilitation de ce patrimoine qui n'a rien retenu apparemment d'être inscrit, il y a cinq ans, parmi les vingt-six grands

FRANCHE-COMTÉ

Une autre « maison »

Le conseil régional de Franche-Comté associé aux conseils généraux du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône, aux villes de Besançon et de Vesoul et aux assemblées consulaires ont décidé de créer une nouvelle Maison de la Franche-Comté à Paris. Un nouvel emplacement a été choisi : 2, boulevard de la Madeleine, dans le 9^e arrondissement. Cette Maison comprendra de nombreux services : renseignements économiques, touristiques et culturels, magasin de produits régionaux, un restaurant et un club de rencontre pour les élus et les chefs d'entreprises.

ILE-DE-FRANCE

Pour les artistes étrangers

Les artistes étrangers qui souhaitent travailler à Paris disposeront l'an prochain de cinquante ateliers supplémentaires, dont quarante-six accompagnés d'un logement. Le bâtiment les abritant est en construction rue Geoffroy-l'Asnier dans le 4^e arrondissement. Mis en chantier à l'initiative de la Cité internationale des arts, il coûtera 43 millions de francs, dont 41 % sont apportés par la Ville de Paris, 32 % par des pays étrangers, le reste par le ministère de la culture, la région Ile-de-France et divers souscripteurs.

La Cité internationale des arts est une fondation créée en 1965 qui se

donne pour mission de faciliter le séjour à Paris d'artistes français et étrangers : sculpteurs, peintres, graveurs, architectes, musiciens, cinéastes, danseurs, etc. Elle dispose de 208 ateliers situés que de l'Hôtel-de-Ville (4^e arrondissement) et à Montmartre. Elle a accueilli, depuis sa création, plus de 2 500 artistes venant de soixante-dix nations différentes et qui ont fait à Paris un séjour moyen d'un an.

Théâtre hippique dans le bois de Vincennes

Une carrière hippique de plus de 15 000 mètres carrés - la plus vaste de France - vient d'être inaugurée dans le bois de Vincennes. Réclamée depuis près de vingt ans par les clubs équestres de l'Est parisien, qui en assurent la gestion, elle a été aménagée par le service des espaces verts sur l'ex-champ de manœuvre de la plaine Saint-Hubert. Elle sera entourée ultérieurement de cinq cents arbres de haute tige. Garnie de sable et bordée de lisses blanches la nouvelle carrière permet l'évolution simultanée de quatre reprises.

Elle sera utilisée par les quatre mille cinq cents membres des clubs, par des individus et par les gardes républicains cantonnés à Vincennes. Le spectacle sera permanent car le plan d'utilisation des lieux est déjà surchargé. Librement ouverte au public, la carrière est bordée de gradins pouvant accueillir deux mille spectateurs. Elle permet l'organisation de compétitions et de spectacles équestres de grande ampleur. Elle constitue enfin pour la

BOURGOGNE

Vingt-deux régions à Dijon

Le Centre d'aide et de diagnostic des entreprises de Bourgogne, le CADEB, vient d'organiser à Dijon, sous l'égide du conseil régional de Bourgogne, le premier forum économique des régions.

Les vingt-deux régions de France y étaient représentées. Au cœur du débat, les responsables économiques que les régions veulent assumer mais sans toujours savoir comment. Leurs moyens sont encore faibles (le budget régional de Bourgogne pour 1985 est de 60 millions) ; la distribution des primes n'est pas toujours une bonne solution. D'où l'intérêt de la confrontation des expériences de chacun. - D.C.

CHALON-SUR-SAONE. - Au terme de ses travaux, la commission chargée de l'enquête d'utilité publique menée du 3 juin au 3 juillet dernier, a rendu un avis favorable au projet de construction d'un canal de dérivation dit court de la Saône. Le but : protéger le patrimoine architectural et historique du pont de Saint-Louis, tout en supprimant le goulot d'étranglement qu'il représente pour la navigation fluviale, et permettre l'achèvement de la mise à grand gabarit de la Saône. Soutenu par les élus de Mâcon et de Saint-Louis, ce projet ancien rencontre la ferme hostilité des écologistes et des agriculteurs ainsi que du conseil général de l'Ain. C'est pourquoi, en donnant ses conclusions, la commission d'enquête demande qu'une concertation s'engage sans retard entre toutes les parties concernées. - C. D.

BRETAGNE

Eureka dans le Trégor

Le conseil régional de Bretagne a décidé de s'associer - indirectement - au projet européen Eureka en votant des crédits pour la création prochaine d'une école nationale universitaire de technologie de haut niveau à Lannion, dans les Côtes-du-Nord.

Selon le rapport présenté par M. Pierre Méhaignerie, député (UDF-CDS) d'Ille-et-Villaine, l'école nationale de Lannion, qui pourrait ouvrir ses portes en septembre 1986 : « Elle permettra de former des ingénieurs qui soutiendront ensuite le développement des PME-PMI, de l'informatique industrielle et du génie logiciel ». Le conseil régional prévoit une subvention de 4,5 millions de francs, l'Etat 3,4 millions et la Compagnie générale d'électricité (CGE) devrait apporter 4,5 millions.

CENTRE

ORLÉANS. - Le sauvetage du Loiret, la rivière qui a donné son nom au département et qui était devenue un véritable cloaque, est en bonne voie. Le « contrat de rivière », signé en 1982 avec le ministère de l'environnement, a permis d'employer les grands moyens : curage, déphosphatation, traitement des eaux pluviales. L'opération (17 millions de francs engagés) est en train de se terminer avec l'implantation d'une roselière qui devrait aider à la régénération du milieu naturel et faire revenir les pêcheurs sur les rives pittoresques de ce petit cours d'eau, lieu favori des Orléanais lors de leur promenade dominicale.

UN LIVRE DE PHILIPPE SANMARCO ET DE BERNARD MOREL

Marseille réhabilitée

Marseille e mauvaise réputation. Assassinate (Bar du Téléphone, tuerie d'Auriol), juge Mitchell, « affaires » (fausses factures, Locet), trafics et faite divers en tous genres (drogue, grâce médicales, règlements de comptes à répétition), ont contribué à donner de la ville une image détestable qu'achèvent de ternir les campagnes sur « l'invasion des immigrés » et certains commentaires sur la vie politique locale ou le caractère marseillais.

La criminalité et les scandales constituent, certes, une réalité qui ne saurait être niée mais qui masque, trop souvent, le vrai visage de la seconde ville de France. Marseille, l'endroit du décor, écrit par Philippe Sanmarco et Bernard Morel, se propose, à cet égard, d'aller « au-delà de l'événementiel et de l'écotouristique », pour restituer une analyse argumentée du passé, des perspectives et des enjeux marseillais.

L'intérêt de l'ouvrage est, d'abord, de croiser deux points de vue : celui d'un politique, doublé d'un gestionnaire (issu de l'ENA), Philippe Sanmarco, député (PS) des Bouches-du-Rhône, conseiller municipal et ancien secrétaire général à l'Expansion de Marseille et d'un universitaire, Bernard Morel, maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. A travers l'histoire économique, sociale et politique de ces trente dernières années, les deux auteurs démontrent que la croissance de la métropole marseillaise a été aux-ententes avec l'explosion démographique (trois cent mille habitants supplémentaires entre 1954 et 1975), laquelle, en « dopant » la construction et les services, a caché un profond déclin industriel.

Le retournement de tendance des années 70, marqué par un

départ massif de population vers la périphérie et un net ralentissement du mouvement démographique naturel, a été d'autant plus durement ressenti qu'il a coïncidé avec la crise. Le « système marseillais », fondé à l'origine, au milieu du siècle dernier, sur le négoce portuaire, s'est alors décomposé en même temps que se décaissait le « mythe de Fos ».

La municipalité de Gaston Defferre, en place depuis 1953, a restauré les finances locales et fait face aux problèmes sociaux de logement et d'équipement. Mais la ville s'est « déstructurée ». L'urbanisme « de nécessité » de 1960 à 1975 a engendré une ségrégation sociale. La population a vieilli, avec un taux d'activité faible, un chômage élevé et une formation professionnelle inadéquate. Les industries ont quitté la ville.

L'avenir ? Un projet urbain a été défini à partir de 1977. Il passe par une amélioration de la qualité de la vie dans les quartiers dévalorisés, un réajustement de l'espace industriel - le port devant être l'axe privilégié d'une nouvelle économie, - l'adaptation des activités industrielles et le soutien à l'innovation. Il faut, selon les auteurs, en continuer la mise en œuvre avec rigueur et un réel courage politique qui suive les pratiques anciennes du « clientélisme ». Et, parallèlement, il est impératif de reconstruire une communauté. « L'objectif est de donner à tous les Marseillais, quelles que soient leurs origines, le sentiment d'être Marseillais », écrivent les auteurs. Ils constatent que « la possibilité de s'intégrer à la communauté nationale a été refusée aux immigrés nord-africains dans les faits et en droit » (dont le droit de vote auxquels ils sont favorables), et se

prononcent pour une société multi-ethnique.

L'endroit du décor n'est donc pas, comme on pourrait le penser, un plaidoyer à sens unique pour Marseille mais une approche lucide de « la vérité de la ville ». L'ouvrage n'épargne pas d'ailleurs les propres amis politiques des auteurs, même si le patronat marseillais est le plus fustigé, avec les anciens alliés carlistes de M. Gaston Defferre à la mairie. Son principal mérite, outre celui de la clarté et de la cohérence de l'analyse, est d'ouvrir un vrai débat sur des problèmes sérieux à quelques mois des échéances électorales.

GUY PORTE.

* Marseille, l'endroit du décor, par Philippe Sanmarco et Bernard Morel, 192 pages, 75 F. Editions Edilud, La Calade, 13009 Aix-en-Provence.

économie

REPÈRES

Dollar : les banques centrales le ramènent à près de 8 F

Le repli du dollar, sous la pression des banques centrales, amorcé jeudi 17 octobre, s'est poursuivi vendredi 18 octobre. Les cours du « billet vert », qui avaient frôlé 8,22 F et 2,70 DM mercredi soir à New-York, ont, ainsi, été ramenés, en deux jours, à 8,09 F, puis 8,02 F, et à 2,65 DM, puis 2,63 DM. La Banque fédérale d'Allemagne et la Banque de France, notamment, sont intervenues assez vigoureusement pour peser sur les cours, dans des marchés qui ne s'y attendaient pas, d'où l'ampleur du recul. A la veille du week-end, la rumeur courait d'une nouvelle réunion des représentants des cinq pays les plus industrialisés, après celle du 22 septembre dernier à New-York, pour réexaminer la situation, surtout celle du yen. Le dollar se refuse à baisser davantage à Tokyo, se maintenant à 215 yens, malgré les interventions, jugées timides, de la Banque du Japon.

Consommation des ménages : forte baisse en septembre

La consommation de produits manufacturés par les ménages a fortement baissé en septembre, selon les statistiques de l'INSEE : - 5 % par rapport à août, - 3,4 % par rapport à septembre 1984. La série suivie par l'INSEE et ne comprenant ni l'automobile ni la pharmacie indique une baisse encore plus forte : - 7,6 % en un mois, - 6,9 % en un an.

Privatisation : une banque publique italienne met ses actions en Bourse

La première banque publique italienne, la Banca Nazionale del Lavoro, a annoncé, le jeudi 17 octobre, son intention de vendre 20 millions d'actions - pour 400 milliards de lire, soit 1,8 milliard de francs, - représentant 25 % de son capital, indique le Financial Times du 18 octobre. Cette vente - dont pourraient être exclus les investisseurs étrangers, - qui devrait intervenir sur la Bourse de Milan avant Noël, représentera la plus importante vente d'actifs sur les marchés publics italiens. Le capital de la Banque - qui a annoncé, l'année dernière, un bénéfice net de 55 milliards de lire - est aujourd'hui détenu à 85,7 % par le Trésor italien.

Renault Agriculture cherche des associés à géométrie variable

La filialisation de la division machinisme agricole de Renault, effective depuis le 1^{er} octobre avec la création de la société Renault Agriculture SA, annoncée dès juillet, provoque d'abord un choc interne : n'allait-on pas perdre le statut Renault ? Externe aussi : le nouveau patron, Georges Besse, ne parlait pas ; la filialisation n'était-elle pas l'abandon d'une rupture future entre la Régie et l'agriculture ?

Jamais, en effet, les tracteurs et autres machines agricoles ne provoquent un enthousiasme et un intérêt débordants dans les états-majors de Renault. Et puis, la filialisation n'était peut-être, après tout, que le tribut rendu à la nécessité politique qui veut que la France, premier pays agricole de la CEE, doive conserver une industrie du gros machinisme ?

Le 4 octobre, tout bascule : Georges Besse parle : pas question d'abandonner une activité dans laquelle Renault est premier sur le marché national depuis sept ans, lequel marché est le premier d'Europe et le second derrière les Etats-Unis (le Monde daté 6-7 octobre). Dès lors, la filialisation apparaît pour ce qu'elle est : une clarification pour une meilleure gestion de la branche.

Le groupe Renault Agriculture comprend Renault Agriculture SA (tracteurs), Rivière-Casalis (matériel de récolte), la Société mécanique de Thion Gardais et un ensemble de filiales commerciales françaises et étrangères. Au total, l'effectif s'élève à 3 400 personnes et le chiffre d'affaires consolidé à 3,15 milliards de francs. L'activité de montage des tracteurs sur les chaînes de l'usine de Mans reste dans le giron de la maison mère, qui louera ainsi son service à sa filiale.

On n'abandonne pas, mais on restaure la rentabilité : Georges Besse avait évalué les pertes de l'ensemble agricole à 140 millions de francs. L'objectif est fixé : sortir du rouge d'ici deux ans. Comment ? On s'oriente vers des accords à géométrie variable. Il s'agit de produire à moindre coût en allongeant les séries, au sein d'un marché du tracteur en baisse.

Le souhait de Renault serait d'échapper ses points forts contre ses points faibles. Dans le domaine des transmissions, l'éventail de la gamme des tracteurs (de 40 à 130 chevaux) nécessite quatre types de transmissions. Renault se spécialiserait dans l'un de ces types, le mettrait à la disposition d'un partenaire qui, lui, fournirait un autre type. Des discussions sont en cours sur ce point avec l'allemand KHD (Klockner-Humboldt-Deutz) et les italiens SAME et CARRARO, étant entendu que les transmissions pour tracteurs de plus de 150 cv restent une spécialité de l'allemand ZF.

Les points forts de la technologie Renault se sont les ponts avant, de plus en plus utilisés avec le développement des quatre roues motrices, et les cabines. Dans le domaine de la sécurité et de l'insonorisation, celles-ci nécessitent d'importants moyens de recherche, dont Renault Agriculture dispose, en synergie avec les branches automobiles et poids lourds.

En revanche, côté moteurs, la faiblesse de l'industrie française est remarquable et, de l'avis des spécialistes, il est aujourd'hui trop tard pour développer une industrie aussi lourde qui évolue aussi vite. Depuis de nombreuses années, Renault achète ses moteurs Diesel à l'allemand MAN (filiale de Deutz depuis le début de 1985). Dans sa recherche de participations industrielles croisées, il pourra s'adresser à l'allemand Deutz, l'italien Fiat, l'américain John Deere (qui produit en partie des moteurs en France) ou à l'anglo-canadien Perkins, filiale de Massey-Ferguson.

Logique industrielle d'abord

Ces échanges pourraient aller d'un seul côté : à un tracteur complet, développé en commun. De même, ces accords pourraient aussi bien se traduire par des contrats de fourniture que par des primes de participation minoritaires au sein de la filiale. Tout paraît aujourd'hui ouvert, mais il semble bien que Renault Agriculture ne cherche pas a priori des associés. C'est, dit-on, la logique industrielle qui primera.

Dans sa corbeille, Renault Agriculture a un autre atout, son réseau de distribution intégré : vingt-neuf succursales, gérées distinctement de l'ensemble de la filiale, bénéficiaires, réalisent 43 % des ventes ; cent vingt concessionnaires font le reste. Ce réseau est cependant jugé un peu court : premier en France, certes, mais faible à l'étranger, où Renault Agriculture réalise toutefois en 1985 35 % de son chiffre d'affaires, contre 20 % en 1980. On comprend alors que l'objectif commercial ne sera pas de lutter contre les grands du tracteur, Massey-Ferguson, Case-Tenneco (ex-International Harvester), John Deere, mais de consolider la place de Renault sur les marchés français et européens et sélectionner quelques destinations plus lointaines.

L'ambition de Renault Agriculture s'arrête là. Pas plus qu'hier, Renault ne se sent conforté par une stratégie nationale du machinisme agricole. Hormis le rachat du Rivière-Casalis (qui devrait avoir un compte équilibré en 1985 avec 50 % d'exportation), il n'y a pas chez Renault la volonté de devenir le pôle du machinisme que les pouvoirs publics appellent mollement de leurs vœux. Cette mollesse ne date pas d'hier. Il est assez stupéfiant de constater que la France, qui fabrique des tracteurs depuis la fin de la première guerre mondiale, n'a jamais eu une industrie du gros machinisme à la dimension de son agriculture.

La droite avant 1981 avait laissé filer l'activité unique de nombreuses entreprises de fabrication française (Brand) : la ganache, après 1981, avec le concours de l'IDM (Institut de développement industriel), a vendu à Fiat l'activité (presque) unique de machines à vendanger (Brand encore). Les interventions récentes de l'Etat dans le domaine du tracteur, soutien de Massey-Ferguson et d'International Harvester, étaient plus dictées par des nécessités politiques (l'image de

M. Manroy dans la région illoise) que fondées sur une stratégie industrielle claire. Le résultat est classique : l'Etat accorde des aides sans contrepartie, puisque l'exigence d'une contrepartie ne peut être émise que sur un plan, dépassant le cadre de l'entreprise en difficulté.

Dès lors, il semble raisonnable que le nouveau patron de Renault n'ait pas pour sa filiale agricole plus d'exigence et d'ambition que l'Etat lui-même. Si Renault Agriculture se renforce, améliore sa rentabilité et sa place sur le marché, la question d'un plan français pour le grand machinisme agricole et du contrôle des centres de décisions dans une industrie aussi stratégique restera posée.

Toutefois, la confirmation de l'engagement de Renault dans ce domaine aura, selon un responsable de la filiale, un effet positif : « Si une nouvelle affaire Brand se présentait, on peut être sûr qu'elle serait étudiée sérieusement ».

JACQUES GRALL

386 LICENCIEMENTS CHEZ PEUGEOT A LA ROCHELLE

Un « pôle de conversion » sur la façade atlantique

L'administration a accepté, le jeudi 17 octobre, le licenciement de 386 salariés de l'usine Peugeot de La Rochelle (qui employait 1650 salariés à la fin de 1984).

La direction avait demandé 434 licenciements le 9 août dernier. Ceux-ci ayant été refusés, le 9 septembre, pour insuffisance du plan

social, une nouvelle demande portant sur 484 personnes avait été déposée par l'entreprise.

Sept licenciements ont été refusés car ils concernaient des handicapés et un « cas social » ; 31 ont été « gelés » car ils touchaient des candidats aux élections de députés du personnel qui ont eu lieu le 24 septembre. Le cas

de ces derniers sera examiné par l'inspecteur du travail.

La direction de Peugeot a accepté de prolonger jusqu'au 15 novembre les offres de transfert à l'usine de Mulhouse pour les salariés dont l'emploi est supprimé (« avant l'été 110 salariés avaient déjà accepté une telle mutation ») et de créer une société de conversion.

De notre correspondant

La Rochelle. - « Ça évite l'explosion, mais c'est de la morphine. » C'est la réflexion désabusée d'un élu rochelais après l'annonce, le 16 octobre, des mesures prises en faveur du bassin d'emploi de La Rochelle pour atténuer les effets des licenciements économiques à l'usine Peugeot. Et les mesures d'accompagnement qui viennent d'être décidées ont donné le dernier mot à l'entreprise, après un mois de négociations serrées, dont une partie ont été menées directement à Maitignon.

M. Jacques Calvet, PDG de PSA, s'est montré inflexible, allant jusqu'à envisager la fermeture immédiate de l'usine de La Rochelle s'il n'obtenait pas satisfaction. Il n'a pris, par ailleurs, aucun engagement sur l'avenir de cette unité. La société Peugeot, finalement, a accepté de créer dans les trois mois, une société de conversion pour prospecter et soutenir techniquement des entreprises ou des créateurs d'entreprises qui recevront 20 000 F par emploi

fourni et 35 000 F s'il s'agit d'une création. Cette somme s'ajoutera aux 50 000 F de la prime d'aménagement du territoire. L'aide à l'emploi à La Rochelle, où l'on dénombre environ 10 000 demandeurs actuellement, avec 16 % de taux de chômage, est désormais au niveau de ce qui est pratiqué en zone de conversion.

Une série de mesures

La Rochelle devient peu ou prou un pôle de conversion sans en porter le nom. C'est ce que M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, chargé du plan et de l'aménagement du territoire, et M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, et maire de La Rochelle, ont voulu confirmer le 16 octobre, en annonçant également plusieurs autres mesures : nomination à la préfecture d'un chargé de mission pour coordonner et animer l'action économique et développer les activités touristiques du littoral ; création à la rentrée 1986 d'un insti-

tut de formation technologique supérieur ; étude du transfert du port de pêche de La Rochelle à La Pallice ; soutien financier exceptionnel aux Ateliers et chantiers navals de La Rochelle-Pallice (ACRP), notamment pour réaliser les travaux d'allongement de deux car-ferrées de l'armement breton BAL, ce qui correspond à sept mois de travail ; participation financière pour créer une pépinière d'entreprises ; priorité accordée à la zone de La Rochelle pour l'implantation de nouvelles activités avec le taux maximal de la prime d'aménagement du territoire.

A La Rochelle, l'inquiétude est loin d'être apaisée par ce train de mesures. La réflexion de M. Gaston Defferre, faisant publiquement remarquer qu'un industriel privé sera toujours complètement libre de ses décisions, n'a pas été interprétée comme un signe d'espoir pour le maintien de l'unité de Peugeot à La Rochelle (qui comptait 3 100 salariés en 1977). L'exemple de la disparition de l'entreprise de CIT-Alcatel (1 200 emplois en 1975, 730 en 1978, 421 en 1979 et 219 en

1980, avant la fermeture totale), avec seulement une centaine de salariés reclassés malgré les primes floues, n'incite guère à l'optimisme. D'autant que deux autres entreprises importantes, la Société charbonnière d'équipement aéronautique (SOCEA) et la Société surgèreuse de constructions mécaniques (SSCM) sont en sureffectif et ont recours au chômage partiel.

Les entreprises moyennes sont les plus touchées : les neuf sociétés qui comptaient plus de 500 salariés en 1975 ont perdu plus de 5 000 salariés. Et la durée moyenne de chômage est aujourd'hui de 418 jours dans le département, contre 300 environ sur le plan national. Le transfert du port de pêche à La Pallice est un projet à long terme, et l'ambition d'en faire un port européen avec une forte participation espagnole est peu fondée, dans la mesure où les armements ibériques sont engagés depuis plusieurs années avec des ports de Bretagne et où La Rochelle est finalement trop près de leur base (Pays basque).

MICHEL GUILLET.

La CGT organise un vote à Billancourt pour sortir honorablement du conflit

« Nous sommes à un tournant du conflit », a déclaré M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT, le jeudi 17 octobre, pour expliquer la décision de son syndicat d'organiser, ce vendredi, un vote des ouvriers de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt sur la conduite à tenir la semaine prochaine.

La consultation des 8 215 salariés, qui devrait avoir lieu à bulletin secret tout au long de la journée, devait se dérouler en présence d'un huissier et sous le contrôle d'un inspecteur du travail. Le syndicat CGT, qui n'a donné aucune consigne de vote, propose au personnel de choisir entre trois formules : la poursuite de la grève avec occupation des locaux « pour obtenir satisfaction sur les revendications », la poursuite de la lutte « sous d'autres formes », et, enfin, un bulletin blanc.

Les résultats du scrutin, qui s'achèvera à 16 heures, ne seront connus que lundi matin, et l'occupation des locaux sera maintenue jusqu'à ce moment.

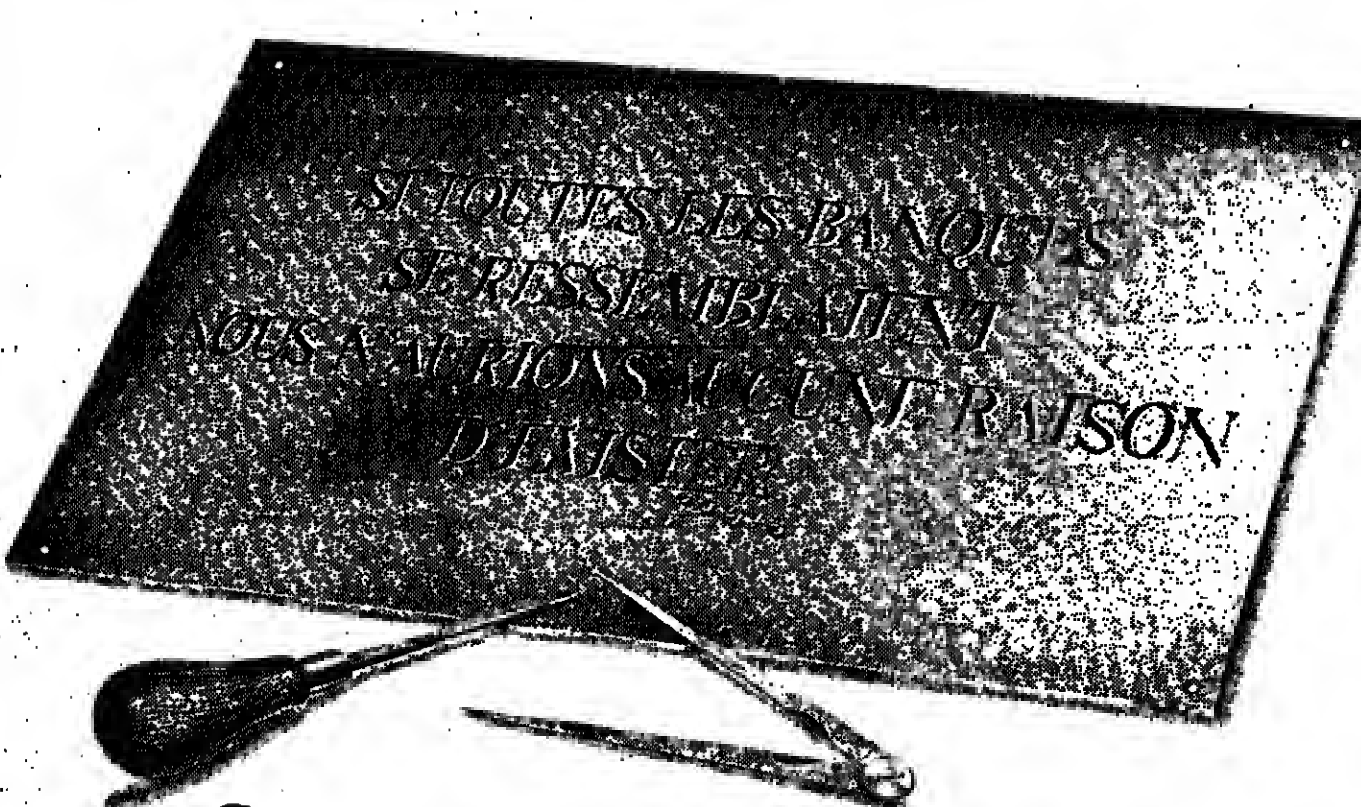
L'emploi de cette méthode par la CGT tend à prouver que l'organisation syndicale, très isolée depuis la reprise du travail à l'usine de Mans, cherche le moyen de se dégager honorablement d'un conflit difficile à défendre dans sa forme actuelle. Comme leurs camarades sarthois, les cégétistes de Billancourt font l'objet d'une action en référé contre quatorze membres du piquet de grève. L'audience du tribunal de Nanterre est prévue pour ce vendredi après-midi, mais il est peu probable que le jugement soit immédiatement rendu.

Alors que l'on semble s'acheminer vers la fin du conflit, qui peut être considéré comme un échec

pour la CGT, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a souligné le 17 octobre les conditions « extrêmement difficiles » de la lutte et rappelé que « tout le monde, à l'exception des communistes, s'est dressé contre le mouvement ».

La CFDT, pour sa part, refuse d'apparaître comme un « bouc émissaire ». « Ce sont les travailleurs qui ont lâché la grève », rétorque la CFDT, accusée d'avoir « lâché » les grévistes du Mans.

M. Michel Delebarre, ministre du travail, a souhaité que le conflit « évolue vers la négociation », et que « le travail puisse reprendre ». Il a également annoncé qu'il recevrait prochainement les PDG des entreprises nationalisées pour discuter avec eux des « perspectives du dialogue social ».



Sovac, l'alliée privilégiée. Elle conseille, aide, finance les particuliers qui veulent vivre mieux et les chefs d'entreprise qui avancent. Au cours de ces dernières années, grâce aux financements de ses filiales spécialisées : des milliers d'automobilistes ont acquis leur voiture, des centaines de milliers de particuliers ont bénéficié de crédits en compte ou d'autres financements pour équiper leur foyer, plus de 150 000 familles ont acquis leur appartement ou leur maison individuelle, des dizaines de milliers de chefs d'entreprise ont réalisé leurs projets. A tous ses clients, Sovac propose aussi des produits d'épargne et de prévoyance à leur mesure.

Sovac, c'est aujourd'hui, dans 117 agences réparties sur toute la FRANCE, près de 2 000 professionnels du financement qui expliquent, orientent, sécurisent.

SOVAC, VOTRE SECONDE BANQUE

AFFAIRES

BATAILLE DE GÉANTS DANS LES BIENS DE CONSOMMATION

Unilever s'intéresse à Colgate

Le groupe anglo-néerlandais Unilever, numéro un mondial des biens de consommation (produits alimentaires, détergents, produits de toilette), avec un chiffre d'affaires de 180,2 milliards de francs en 1984, va-t-il lancer une OPA sur la célèbre firme américaine Colgate-Palmolive, autre membre du club très fermé des grands leaders internationaux (1) (environ 40 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 27 milliards dans les détergents et les produits de soins, et 13 milliards dans divers autres biens de grande consommation) ? La rumeur circule avec insistance à Wall Street ces derniers jours depuis l'échec rencontré par la firme de Rotterdam pour acquérir Richardson-Vicks (firme américaine spécialisée dans les produits de soin pour la peau et la santé en général).

Interrogé, le porte-parole londonien du groupe s'est borné à déclarer : « Nous avons pour règle de ne jamais réagir aux rumeurs boursières ». De son côté, Colgate-Palmolive se tait. Et Sir James Goldsmith, le célèbre financier britannique, dit-on, dément les bruits selon lesquels il aurait déjà accepté de revendre à Unilever sa participation dans Colgate-Palmolive (un peu moins de 10 %).

Deux certitudes en moins : dotée depuis peu d'un nouvel état-major,

Unilever (né il y a cinquante-cinq ans du mariage de la margarine néerlandaise Unile et du savon britannique Lever Bros) mène une politique agressive et s'efforce par tous les moyens d'élargir encore ses activités aux Etats-Unis (19,2 % de son chiffre d'affaires). En outre, le géant a les moyens de conduire une telle stratégie. Il a dégagé, en 1984, plus de 2 milliards de florins de bénéfices (5,5 milliards de francs). Sa situation financière est excellente, avec un endettement à peu près inexistant.

Ses investissements (6,64 milliards de francs en 1984) sont en très large partie autofinancés. Que lui coûterait le rachat de Colgate-Palmolive ? Sur la base du cours actuel, environ 2,92 milliards de dollars (23,65 milliards de francs). Reste à savoir si Colgate-Palmolive est décidé à se laisser faire. Pour se prémunir contre une main-mise sur son capital, le groupe vient récemment de racheter 12 millions de ses propres actions (le Monde du 20 août).

A. D.

(1) Ils sont quatre : Unilever, les deux groupes américains Procter and Gamble et Colgate-Palmolive, et le groupe allemand Henkel.

La Société européenne de propulsion évolue « sur des marchés prometteurs » estime son PDG

La Société européenne de propulsion (SEP), motoriste de la fusée Ariane et des missiles balistiques des forces stratégiques, se porte bien. « Les objectifs de croissance que nous avions prévus », a annoncé jeudi 17 octobre son PDG, M. Roger Lesgards, ont été atteints, et le montant des commandes espérées est très au-dessus de nos prévisions. En effet, le chiffre d'affaires de cette société est en augmentation de plus de 20 %, avec 2,2 milliards de francs pour cette année, contre 1,8 milliard en 1984, tandis que son carnet de commandes fait état de 3 milliards de francs de contrats passés pour l'essentiel dans les domaines aérospatial et militaire. Ainsi, la SEP, introduite en Bourse au mois de mai, devrait-elle dégager à la fin de l'année un résultat net d'une vingtaine de millions de francs, en augmentation d'environ 30 % par rapport à l'exercice précédent.

Pour M. Lesgards, ce n'est qu'une première étape. Selon lui, la Société européenne de propulsion devrait, d'ici à 1990, doubler son chiffre d'affaires, en francs constants, dans la mesure où « elle évolue sur des marchés prometteurs ». Ceux, bien sûr, de la propulsion des fusées Ariane et des missiles, celui aussi, encore embryonnaire, du traitement d'images-satellite et, enfin, celui, très prometteur, des matériaux composites auxquels la navette Hermès fera appel pour sa protection thermique. Il s'agit, pour la SEP, d'un secteur d'activité de toute première importance que le programme de technologies avancées Eureka, proposé aux Européens par le président

Mitterrand, devrait permettre de développer largement. C'est d'ailleurs dans ce sens que vont trois projets (moteurs Diesel et turbines à gaz) qui viennent d'être présentés aux pouvoirs publics par la SEP et plusieurs industriels européens (Man, SNECMA, Hispano-Suiza, Volvo, Alfa-Romeo, Turbomeca et Kongsberg), et dont le contenu sera sans doute discuté lors des journées Eureka qui se tiendront à Hanovre au début du mois de novembre.

J.-F. A.

Nominations

● A la Compagnie internationale des wagons-lits, M. JEAN DARRAS, cinquante-cinq ans, a été nommé directeur central des activités hôtelières. A ce poste, il sera chargé d'harmoniser les chaînes hôtelières de la compagnie PLM-Etat, Frantel et Arcadie. M. Darras a occupé à la compagnie UTA les postes de directeur du personnel, du marketing et du secteur Moyen-Orient, Extrême-Orient et Pacifique.

● A la Société française des transports et entreprises frigorifiques (STEF), M. MICHEL FEVE, cinquante-quatre ans, a été nommé président-directeur général en remplacement de M. Marcel Tessier. M. Feve, directeur général adjoint commercial à la SNCF, prend en charge cette filiale à 53,8 % de la société nationale. La STEF a réalisé, en 1984, 588 millions de francs de chiffre d'affaires et un bénéfice net de 20 millions de francs.

LES DIX RESTENT DIVISÉS SUR LA LIBÉRALISATION DU MARCHÉ DE L'ACIER

(De notre correspondant.)

Luxembourg, Communautés européennes. — Les ministres de l'industrie de la CEE ont accueilli avec réserve, le jeudi 17 octobre, le projet de la Commission européenne portant sur la libéralisation partielle de la production sidérurgique et le nouveau régime d'aides à consentir aux maîtres de forges. Les Dix ont fixé leur prochain rendez-vous au 29 octobre avec l'intention d'aboutir à un accord. L'objectif est de fournir suffisamment à l'avance aux entreprises des indications précises sur les conditions de fonctionnement du marché de l'acier à compter du 1^{er} janvier 1986.

« La majorité des délégations a opté pour une politique prudente en matière de suppression des quotas », a déclaré, à l'issue des travaux des Dix, M. Jacques Poos, ministre luxembourgeois des affaires étrangères et président en exercice de la Communauté. La Commission propose de libérer trois catégories d'acier (sur une dizaine soumises à contingentement) représentant 30 % des fabrications placées sous le contrôle communautaire.

Excepté les Pays-Bas qui acceptent le projet de Bruxelles, tous les autres Etats membres sont très réticents pour laisser, à bref délai, jouer le marché. Leur raisonnement est le suivant : la bonne tenue des prix tient pour l'essentiel à l'existence des quotas de production ; leur suppression comporte le risque d'un effondrement des cours, et donc de compromettre l'assainissement financier des entreprises.

Le programme de la Commission dans le domaine des aides des Etats a également suscité de vives réactions parmi les gouvernements. Si tous acceptent l'octroi de subventions pour la recherche et la protection de l'environnement, ce n'est pas le cas pour les aides destinées à aider ou à multiplier les fermetures d'usines. L'Allemagne fédérale, le Danemark et les Pays-Bas y sont farouchement opposés.

Les autres pays ont apparemment une position plutôt neutre. A l'inverse, l'Italie et la Belgique demandent la poursuite des aides à l'investissement, qui devraient prendre fin au terme de cette année. La France, de son côté, a soulevé la question des dotations en capital, qui pour elle ne sont en aucune manière des subventions déguisées.

Le dernier point qui risque de soulever de sérieuses difficultés pourrait opposer la France et la RFA. Bonn demande que au cas où un Etat membre réduirait ses capacités au-delà du sacrifice qui lui a été demandé, il pourrait obtenir des quotas additionnels. Paris, qui veut éviter une redistribution des contingents actuellement en vigueur, ne veut pas en entendre parler.

MARCEL SCOTTO.

CONJONCTURE

La Commission européenne demande à la RFA d'entraîner dans son sillage ses partenaires de la Communauté

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Etats membres de la CEE doivent engager une politique de soutien de la demande, accompagnée d'une évolution modérée des salaires, pour réduire le chômage d'ici à la fin de la décennie. L'Allemagne fédérale, dont l'économie est la seule à faire preuve d'une

réelle stabilité en Europe, est la mieux placée pour donner l'exemple. Tel est le message adressé, le 16 octobre, par la Commission de Bruxelles aux gouvernements des Dix dans son rapport économique 1985-1986.

De notre correspondant

Malgré les bons résultats enregistrés depuis le début de 1983 — croissance modérée, mais durable ; ralentissement sensible de l'inflation ; assainissement de manière générale des déficits budgétaires et extérieurs, — « aucune réduction substantielle du chômage », affirme le document, ne peut être envisagée dans les prochaines années. Le pessimisme de Bruxelles est accentué par les incertitudes de la conjoncture internationale : « Processus d'ajustement désordonné aux Etats-Unis » ; augmentation des taux d'intérêt réel et aggravation de l'endettement de pays du tiers-monde.

Aussi, la Communauté doit-elle développer sa propre stratégie fondée « sur une amélioration considérable du rapport entre croissance et emploi ». La commission croit possible, moyennant le maintien d'un accroissement des salaires inférieur aux gains de productivité, la réalisation d'investissements portant sur l'extension des capacités productives, donc créateurs d'emplois. Le rôle des gouvernements, poursuit Bruxelles, est d'assurer « une évolution appropriée de la demande », répondant à l'augmentation de la production.

Toutefois la Commission, consciente des risques de dérapage, demande aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux syndicats d'établir une coopération étroite dans la définition et l'exécution de la politique envisagée. « Cette stratégie devrait permettre le rythme de croissance tendancielle de la Communauté de 2,5 % à 3 % ou 3,5 % par an », avec des effets bénéfiques sur le marché du travail : progression annuelle de 1 % à 1,5 % de l'emploi et perspective de ramener le taux de chômage à 7 % en 1990 (11,2 % en 1985).

Fragilité française

Dans la stratégie proposée par la Commission, la RFA devra jouer un rôle essentiel. En 1986, les principaux indicateurs économiques dans ce pays, prévoyaient les experts bruxellois, s'amélioreraient encore davantage : croissance de 3,5 %, emploi en augmentation de 1 %, hausse du coût de la vie ramenée à 1,5 %, excédent record de la balance des paiements et réduction sensible du défi-

cit public. Pour Bruxelles, « ainsi s'amorce un cercle vertueux de stabilité, de croissance et d'emploi, libérant les marges de manœuvre sur les plans externes et budgétaires ».

En d'autres termes, il reviendra à la RFA de jouer le rôle de locomotive, afin d'entraîner dans son sillage des pays comme la France, le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, qui ne disposent pas pour l'instant des mêmes marges de manœuvre, mais qui ont les moyens de l'imiter à terme. La Commission estime néanmoins que, malgré des progrès accomplis depuis 1983,

notamment en matière d'inflation (4 % prévus en 1986), l'économie française demeure fragile.

Le rapport de Bruxelles relève la difficulté pour la France d'« obtenir durablement un excédent significatif de la balance des paiements courants qui permette de résorber progressivement l'endettement extérieur ». Il note, en outre, les déficiences du commerce extérieur en soulignant « les progrès rapides de la pénétration des importations de produits industriels et la nouvelle contraction des parts de marché à l'exportation ».

MARCEL SCOTTO.

EMPRUNT OBLIGATOIRE 1983

Comment se faire rembourser

L'emprunt obligatoire 11 % 1983 sera remboursé le 15 janvier prochain. Le ministère de l'économie et des finances a publié, jeudi 17 octobre, un communiqué précisant les modalités de ce remboursement.

● Les contribuables doivent « déposer sans délai les certificats établis à leur nom auprès de l'établissement qui tient leur compte de dépôt et d'épargne » et « au plus tard le 30 novembre 1985 ».

Ces dépôts peuvent être effectués auprès des établissements bancaires, de Crédit agricole, de Crédit mutuel, des Caisses d'épargne, des Banques populaires, du Crédit municipal, des guichets des FTT et du Trésor public.

● Le régime fiscal choisi pour les intérêts doit être précisé (prélèvement libératoire de 46 % ou intégration des intérêts aux revenus perçus en 1986 et déclarés en 1987). Si le contribuable ne choisit pas, le prélèvement libératoire de 46 % sera appliqué.

● Le montant des intérêts est fonction de la période écoulée entre la date de souscription et le remboursement anticipé du 15 janvier 1986. Le montant perçu sera donc différent de celui figurant sur le certificat, calculé jusqu'à la date de remboursement initialement prévue (juin 1986).

● Le paiement du capital et des intérêts sera effectué par virement sur le compte de dépôt ou d'épargne du souscripteur.

Les porteurs désirant être payés en espèces ne pourront effectuer cette opération qu'à un guichet du Trésor public (Perception, Recette Perception, Trésorerie principale, Recette des finances, Trésorerie générale). Cette facilité est offerte lorsque le remboursement est inférieur à 2.500 F.

● Les contribuables dont le certificat a été perdu, volé ou détérioré doivent obligatoirement en faire la déclaration écrite au percepteur auprès duquel ils ont réglé l'emprunt obligatoire. Ces titres ne pourront être remboursés qu'après les vérifications indispensables et donc à une date ultérieure. Les contribuables ayant souscrit en retard avaient vu leur emprunt transformé en impôt : ils ne seront donc pas concernés par le remboursement.

● Si le titre n'est pas établi au nom du présentateur (à la suite d'un décès ou d'un divorce notamment), le remboursement ne pourra être opéré qu'à un guichet du Trésor public sur présentation des pièces justificatives — certificat d'hérédité délivré par la mairie ou, au-dessus de 10.000 F, attestation notariée pour les personnes décédées, attestation d'attribution du titre d'emprunt en cas de divorce.

En cas de difficultés (divorce en cours...), les contribuables peuvent écrire au : Ministère de l'économie, des finances et du budget, Direction de la comptabilité publique, bureau F 4, 4 bis, rue aux Ours, Paris-3^e, ou, mieux, au Comptable du Trésor qui a reçu la souscription.

Les banques françaises vont devoir baisser leur taux de base

Après l'abaissement du taux d'intervention de la Banque de France, ramené jeudi 17 octobre de 9,3/8 % à 9,1/8 %, soit une diminution d'un quart de point (le Monde du 18 octobre 1984), les banques françaises vont, vraisemblablement, réduire à nouveau leur taux de base (TRB), qui était revenu de 11,25 % à 10,85 % le 19 juillet 1985. La décision de la Banque de France porte, en effet, à un demi-point en un mois la diminution du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire : le 19 septembre dernier, l'Institut d'émission avait déjà abaissé d'un quart de point son taux d'intervention (9,3/8 % contre 9,5/8 %). Dans ces conditions, les établissements de crédit, qui voient le coût d'une partie de leurs ressources abaissé d'autant, vont être soumis à une forte pression des pouvoirs publics pour réduire leur taux de base, qui pourrait être ramené à 10,60 % ou 10,65 % (un quart ou un cinquième de point en moins).

Par ailleurs, la diminution du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire, qui, vendredi 18 octobre, s'est aligné sur le nouveau taux d'intervention de la Banque de France, a contribué à « déglacer » le marché des obligations, complètement bloqué depuis le début de septembre pour des raisons diverses, au point que le placement du dernier emprunt d'Etat s'était très mal effectué. Déjà, les rendements sur le marché secondaire (en Bourse) ont commencé à fléchir.

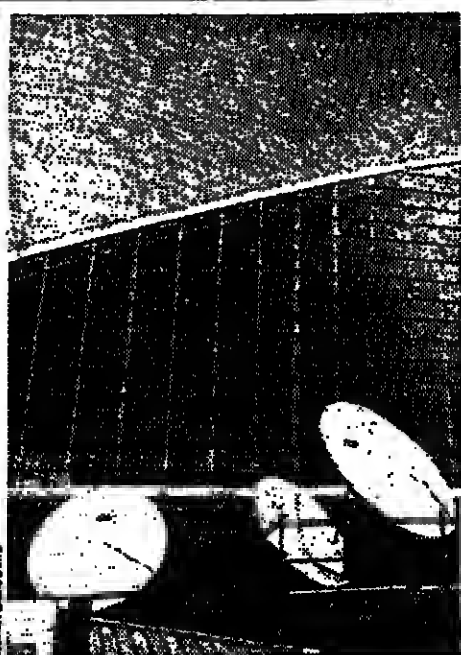
Le mouvement de baisse du taux, qui s'était interrompu au début de l'été, reprend donc en France à la faveur de la déflation. A cet égard, le « bon » indice des prix en septembre (+ 0,1 %, seulement) a joué un rôle déterminant dans la décision de la Banque de France, de même que la très bonne tenue du franc sur les marchés des changes.

FRANÇOIS RENARD.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

LES TÉLÉS A L'HEURE DU SATELLITE

Dans un an les Français recevront des images-satellite. En prélude, le Carrefour de la Défense les images des télévisions du monde entier. Le Monde ouvre le dossier. Il recense les satellites en fonctionnement actuellement. Il explique comment nous capturons leurs images. Il décrit les programmes de télévisions étrangères et ceux de Sky Channel et de Worldnet, les chaînes-satellites anglo-saxonnes.



Egalement au sommaire :
Un entretien
avec Jeanne Moreau.

Les grandes enquêtes
de la rédaction

Le Monde
AUJOURD'HUI

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
\$E.U.	8,0100	8,0175	+ 30	+ 35
Sch.	5,0000	5,0745	+ 30	+ 35
Yen (100)	3,7220	3,7287	+ 80	+ 100
DM	3,0470	3,0225	+ 110	+ 120
Mark	2,0000	2,0022	+ 70	+ 80
£S.	3,0000	3,0000	+ 125	+ 135
£G (100)	4,5000	4,5150	+ 170	+ 180
£ (100)	11,0000	11,0000	+ 230	+ 240

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 J/8	1 M/8	3 M/8	6 M/8	9 M/8	12 M/8
\$E.U.	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 5/8	4 3/4	4 3/4
DM	3 3/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
£S.	1	1	1	1	1	1
£G (100)	11	11	11	11	11	11
£ (100)	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
£ (100)	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Ces cours publiés sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

الاحتفال بالثامن من اكتوبر

AGRICULTURE

Les sinistrés de l'anticyclone

(Suite de la première page.)

La sécheresse, ça se mesure précisément. La station météo de Gourdon a fait des relevés de ce que l'on ose plus appeler la « pluviométrie ». Pour les trente dernières années, il était tombé en moyenne sur le Lot, pendant la période du 1^{er} juillet au 15 octobre, 200 millimètres d'eau. Cette année, il est tombé 46 millimètres. En trois mois et demi ! En 1976, pour la fameuse sécheresse (celle dite de l'impôts-sécheresse), il était tombé 179 millimètres. Cette année-là, à vrai dire, le déficit pluviométrique dans le Lot avait été surtout sensible au printemps et au début de l'été. L'automne avait tout rattrapé. « 1976, dit un agriculteur, c'était une plaisanterie à côté de 1985 ». La dernière pluie rétrospective sur le Lot remonte au 25 juin. Tout ce qui est tombé depuis n'a eu aucun effet sur les sols, car il s'agissait de précipitations ne dépassant pas 3 ou 4 millimètres et, à ce niveau-là, l'action conjuguée du soleil et des vents a tôt fait de tout assécher.

Beau temps, sale temps. Les citadins, pour qui l'anticyclone est une bénédiction, ont sans doute du mal à imaginer, quand ils siroient leur petit café aux terrasses des bistrotiers, qu'il s'agit aussi d'un désastre. Et puis ces agriculteurs qui rient misère à chaque saison décalée, ces paysans qui plaignent la pluie comme ils plaignent le soleil, ces larmes de la terre des cours et des revenus, ces jérémiades — quand ce ne sont pas des violences — anticommunautaires ! Allez savoir si, une fois de plus, ils ne rient pas un loup sans raison, comme par habitude.

Eh bien ! laissons parler le Lot, petit département (150 000 âmes) mais où, pour près du tiers, la population active travaille encore la terre

et tente d'en vivre. M. Castagnier élève trente-cinq vaches laitières. Ça ne se nourrit pas seulement avec du soleil et de la patience. Il faut du fourrage. Habituellement, ça pousse dans les prairies, et jusqu'à la fin de l'été on y met les bêtes. Cette année, rien de tel : pas de repousse à la saison des colchiques. « J'ai commencé à nourrir mes bêtes avec les réserves d'hiver dès le 17 juillet. Avec ce que j'avais et ce que j'ai pu acheter, je tiendrai jusqu'au mois de février. Après ?... » Tout le drame des éleveurs au pays de la sécheresse est là : ils vivent depuis des semaines sur des réserves qu'ils entament d'habitude au mois de novembre. Ils ont pris deux ou trois mois d'avance. Choc des saisons : l'été continue et ils sont déjà en hiver ! L'automne est devenu fou.

La situation ne serait pas dramatique si ces éleveurs avaient la certitude de pouvoir récolter, à la fin de l'hiver et au début du printemps, ce qu'ils devraient avoir semé à la fin de l'été. C'est le nœud de l'affaire. Il y a ici deux catégories de paysans : ceux qui ont semé et ne voient rien venir, ceux qui attendent pour semer que la terre s'humidifie.

Dans la durée

M. Guy Foucher, secrétaire général de la chambre d'agriculture du Lot, exploitant dans le nord du département avec deux de ses fils (ils ont six cents brebis et quatre-vingt-trois vaches), explique bien le dilemme actuel : « Si les gens ont fait des semis et même s'il pleut demain, rien n'est réglé pour autant. Nous ne sommes plus à la saison où l'herbe pousse ! L'herbe qui devrait se développer en ce moment est une herbe qu'on aurait dû récolter au

printemps 1986, et dont une partie aurait été stockée pour être donnée aux bêtes au cœur de l'hiver 1986-1987 ! Les citadins ont du mal à comprendre que notre métier est inscrit dans la durée : actuellement les animaux consomment ce qui a été semé à l'automne 1984. » C'est désormais une question de

cause, a, comme dit son père, « hasardé de semer du colza ». « On est en pleine loterie, dit-il, et je suis très sceptique. Je suis à peu près certain qu'il va foirer, mon colza grain. J'en connais qui ont semé il y a quinze jours ou trois semaines. Bien sûr, quelques plants ont germé, mais cela veut dire que tout le reste

aurait se hasarder. « J'ai semé il y a un mois. Vous voyez quelque chose, vous ? » M. Castagnier aussi a « pris le risque de semer », mais il s'interroge : « Peut-être on aurait pu conseiller aux gens de garder leur argent pour acheter du foin plutôt que des semences. » Le doute est partout. Les conseillers de la chambre d'agriculture suggèrent de semer, en dépit de tout. La base s'interroge. M. Teillard, directeur d'une coopérative à Gramat, est à l'écoute du milieu : « Il y a un paquet de gens qui n'ont pas le moral. C'est vrai, je viens de vendre 100 tonnes de semences de céréales, et la plupart des gens m'ont dit : « Tu ne me livres pas pour l'instant, » ce n'est pas la peine. »

L'hiver se passera sans trop de difficultés, et c'est le printemps qui risque d'être rude. Bien sûr, il faudra acheter du fourrage. Même si certains commencent à songer à vendre du cheptel pour avoir moins de bêtes à nourrir, la plupart écartent cette solution du désespoir. M. Degat, éleveur dans la Bouriane, au sud-ouest du département, a quelques enclosures de la nationale 20, dit qu'il fera « tout pour éviter de vendre des bêtes ». Pourtant, sa situation n'est pas rose. Il possède vingt-six vaches laitières, des cultures de tabac brun sans irrigation (la terre ne tiendrait pas l'eau). Ses vaches, actuellement, produisent « de 20 % à 25 % de moins » qu'à l'ordinaire : « On ne leur donne à manger que pour maintenir le troupeau. » Quant au pauvre tabac qu'il a récolté (il en a laissé presque la moitié sur le terrain), la SÉITA lui a déjà fait savoir qu'elle n'en voulait pas : trop sec, trop pauvre cette année. Bon à jeter. Il rognera sur ses projets. Il voulait s'acheter un nouveau broyeur pour céréales : « Ça sera pour plus tard. » Il s'efforce de sourire.

Bilan

Partout on prolongera la carrière du vieux matériel pour compenser, si peu que ce soit, et le manque à gagner et les dépenses qu'il faudra bien faire pour l'achat de fourrage. « Je me demande », dit M. Claude Franche, conseiller agricole de la région de Souillac, si le plus grave, ce ne sera pas, finalement, la situa-

tion des artisans réparateurs et des vendeurs de matériel agricole. J'en connais qui n'ont rien vendu depuis trois mois, rien de rien. »

De ferme en ferme, de village en village, les paysans du Lot sont, avec une retenue qui traduit pour l'instant plus de tristesse que de révolte, au comble du désastre. Ils ont entendu les nouvelles. Ils savent que M. Nallet, le ministre de l'Agriculture, qui est passé dans le département le 20 septembre, a un plan d'aide. S'ils étaient d'humeur à rire, ils en tireraient à gorge déployée : « Des prêts à 5 % ? Il faudra bien rembourser. Et puis, s'endetter encore plus ? » « Acheter des fourrages à 75 % de la valeur, peut-être, mais qui paiera le transport ? » Ils n'ont qu'un souhait, que résume une formule : aide directe. C'est la revendication de la FNSEA : que les sinistrés reçoivent 500 francs par UGB (unité de gros bétail, c'est-à-dire une vache pour sept ovins) dans la limite de 40 UGB. Jean-Pierre Faurie, sur son causse un peu vide (il y a dans son canton trois habitants au kilomètre carré), en a assez du racisme antipaysan : « Quand on cotisera à la collectivité aussi cher que les gens de Renault, on pourra en repartir. » M. Foucher, cette fois, explose : « On finance à bras raccourcis le déficit de Renault, de la sidérurgie, de la SNCF, et on ne pourrait pas donner 15 millions de francs à une région qui est en train de crever ? »

Il exagère peut-être. La chambre d'agriculture du Lot a publié, jeudi, le bilan de la sécheresse dans le département à la suite d'une enquête auprès de 4 400 éleveurs. Le déficit en fourrage est, globalement, de 35 % à 36 %. Il manque une tonne de fourrage par UGB, ce qui représente environ trois mois de consommation et une valeur de 1000 francs. Pour un éleveur sur trois, le déficit en fourrage est de l'ordre de 50 %. « Je ne veux pas me décourager », dit M. Degat devant ses champs pelés et en s'abritant du soleil. C'est pourtant vrai que ça inciterait à mettre la clé sous la porte. Mais ce ne serait pas une solution : où aller après ? Il peut être fier, l'anticyclone !

BRUNO FRAPPAT.

Les satisfaits

De notre envoyé spécial

Cabors. — Si les éleveurs du Lot sont au premier rang des victimes de la sécheresse, c'est parce que leurs exploitations sont situées dans les collines ou sur les plateaux. Dans les vallées de la Dordogne et du Lot où se pratique une agriculture intensive et irriguée, les dégâts sont très minimes.

Il y a même une catégorie d'agriculteurs qui ne cache sa satisfaction que par décadence vis-à-vis des autres : les viticulteurs. M. José Baudel, directeur de la cave coopérative Les coteaux d'Or et autour d'un livre sur le vin de Cabors qui fait autorité, serait tenté de dire : « Merci la sécheresse ! » s'il n'avait pas « de la sympathie pour ceux qui élèvent les vaches ». Sur les 3 000 hectares d'appellation d'origine contrôlée on aura récolté cette année — la vendange d'automne — 180 000 hectolitres. Un record. Et du vin bon : « On ne fait un vin qui ne sera pas bon, pas très bon, mais extraordinaire », dit M. Baudel. Nous atteindrons peut-être

même le niveau de qualité de la récolte de 1983. Ça sera vrai, je pense, pour tout le Sud-Ouest. »

Seule ombre au tableau : il est possible que la sécheresse actuelle ait des effets sur la récolte de 1986. C'est à partir du mois d'août que la vigne entreprend d'engranger des forces en vertu de ce qu'on appelle « l'assoulement » : elle commence à constituer des réserves pour l'année suivante avant même que la vendange soit faite. Peut-être l'année prochaine sera-t-elle moins brillante que 1985. Des recherches microscopiques permettraient de le déterminer dès le mois de novembre. « Je ne le ferai pas », dit M. Baudel, car je n'ai pas cette manie de la prévision. Nous verrons bien. »

Les coopératives peuvent être satisfaites. Y compris les plus illustres d'entre eux : la reine Margrith de Danemark et son époux Henri de Montpezat, propriétaires d'un domaine viticole dans le Lot. On les a vus tous les deux mercredi à la coopérative, où M. Baudel les a accueillis avec son plus large, et très légitime, sourire.

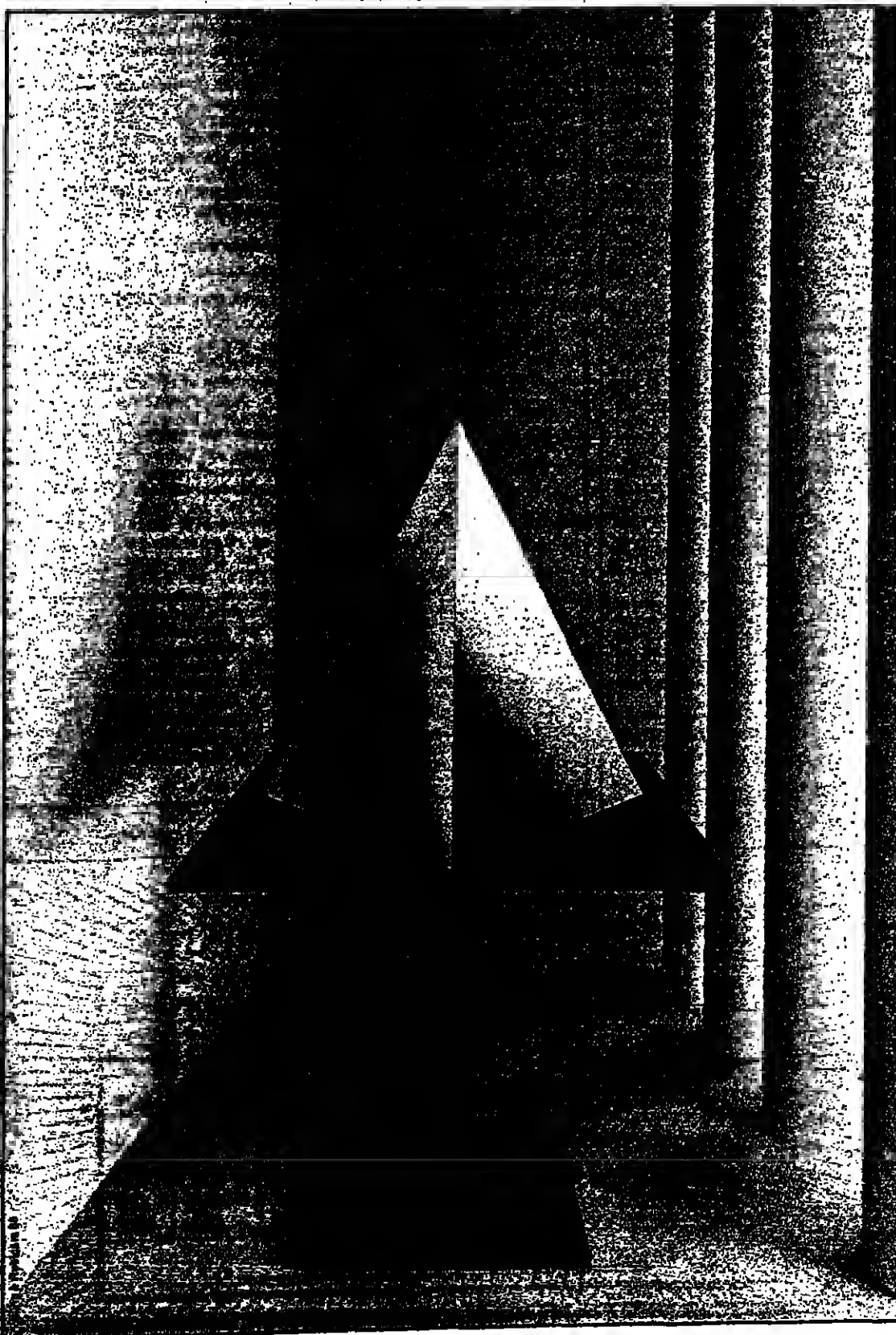
Br. F.

jours. A supposer qu'il pleuve enfin et qu'on puisse travailler correctement la terre (pas question pour l'instant de la retourner sauf à casser un soc de charroi tous les 2 mètres), le risque grandit de voir les pousses jeunes être saisies par le gel : les mils sont déjà très froides, et l'on a vu quelques gelées blanches. M. Jean-Pierre Faurie, éleveur sur le

n'a pas germé, va gonfler à la première pluie et crever. De toute façon, c'est vrai aussi que, si on ne sème pas, on est sûr à 100 % de ne rien récolter du tout. »

Semer ou ne pas semer, c'est toute la question. Un agriculteur montre un champ, sec, jaunâtre, un paillis où aucun corbeau ne vien-

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10-30 demeco



UGINE S.A. NOTRE INOX EST D'ATTAQUE.

Maintenir une position de leader est un défi quotidien à relever. Nous l'affrontons résolument. C'est en nous mesurant aux groupes mondiaux les plus puissants que nous prenons toute notre dimension. Ainsi avons-nous accumulé une expérience rarement égalée.

Pour rester en tête de la compétition, nous modernisons, en dirigeant toutes nos ressources vers la satisfaction des besoins des marchés.

Une des pièces maîtresses de notre programme de modernisation industrielle, le laminage d'Ugine, sera achevée à l'automne 1985. L'ensemble aciérie-laminage d'Ugine, l'aciérie de L'Ardoise et l'usine de laminage de Gueugnon sont ainsi à la pointe de la technique et adaptés à leurs marchés.

Prendre en compte les impératifs de nos clients est le moteur de nos actions. C'est là une conception moderne de l'industrie que nous vivons tous les jours.

Une volonté inoxydable.



GRUPE SACION

SOCIAL

Manifestation des mineurs CGT à Alès « Pour l'honneur des ouvriers »

A l'appel de la CGT, près de 1 500 personnes dirigées par les mineurs en grève du bassin des Cévennes, ont manifesté jeudi soir à Alès (Gard), pour protester contre la fermeture du gisement de Ladrecht prévue pour la fin de l'année et contre la procédure de révocation engagée à l'encontre de trois mineurs CGT du Puits des Oules par la direction du bassin Centre-Midi.

Le secrétaire CGT du comité du bassin Centre-Midi, M. François Ifferniet, et les deux autres responsables CGT sanctionnés, devaient être reçus dans la matinée par la direction des Houillères du Centre-Midi à Saint-Etienne. Cependant, une centaine de mineurs qui les accompagnaient ayant voulu pénétrer de force dans les locaux, cette réunion a été reportée.

De notre envoyée spéciale

Alès. — A la Grand Combe (Gard) tout parle de la mine. Des cônes noirs de charbon stockés ici et là aux énormes tuyaux, qui courent au flanc des Cévennes pour alimenter le fond en air comprimé. Le puits des Oules est occupé depuis le 26 août par des mineurs CGT. Depuis la mi-septembre, toutes les installations de traitement de charbon sont bloquées. Le syndicat entend ainsi protester contre la décision de la direction de fermer la mine à la fin de l'année, entraînant la suppression de cent vingt-cinq emplois.

Le conflit est entré, depuis quelques jours, dans une phase aiguë —

un ingénieur des mines s'étant fait molester. La direction décidait d'entamer une procédure de révocation contre trois militants. Depuis deux mois, une « guerre d'usure et de harcèlement » s'est en effet engagée dans le Gard. La CGT occupe le fond et les installations du puits des Oules mais elle procède également, selon la direction, à « des actions de commando » dans les usines permettant de laver et de traiter le charbon extrait dans les autres mines du Gard sont mises en route par les non-grévistes.

Tandis que les sous-traitants de CDF (livreurs, transporteurs, etc...) protestent en organisant une « opération escargot », la CGC ne cache plus qu'elle est excédée et commence à le manifester clairement. Mardi 15 octobre, après avoir pré-

Des raisons de mécontentement

Dans ce département traditionnellement voué à la mine, chacun reconnaît cependant que la CGT a des raisons d'être mécontente. « En 1981, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, le gouvernement décidait de relancer la production charbonnière. On parlait d'extraire 30 millions de tonnes par an. On a rénové la mine des Oules. Aujourd'hui on la ferme et on supprime nos emplois. De qui se moque-t-on ? », remarquait un mineur.

En outre, pour la CGT, laisser se fermer une mine de fond, c'est perdre un nouveau bastion. L'expérience syndicale de ces dernières années a en effet montré que, dans ce département, les mines à ciel ouvert étaient des délégués du personnel CFDT. Or Charbonnages de France a fait ses comptes : « Le déficit d'une mine à ciel ouvert est de 73 F par tonne au premier semestre 1985. Au puits des Oules, il atteint 1 500 F par tonne. Dans les puits de fond, le coût de la main-d'œuvre atteint 40 % du prix de revient ; dans les mines à ciel ouvert, il ne dépasse pas 10 % ». Pour la direction, s'il n'y avait pas de mine à ciel ouvert, CDF aurait fermé ses puits dans un département où 350 000 tonnes sont exploitées dans deux mines à ciel ouvert et 35 000 tonnes seulement aux Oules. Reste un problème humain dont chacun a conscience, même si tous les salariés seront reclassés dans d'autres établissements. « Ce conflit était nécessaire, ne serait-ce que pour l'honneur des ouvriers », reconnaît-on à la direction, mais faut-il qu'il devienne violent ? »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Vive tension dans les usines Ducellier du val d'Allier

La tension demeure très vive dans les trois usines Ducellier du val d'Allier, occupées depuis le 30 septembre par la CGT. Les préfets du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire ont reconnu, dans la soirée du jeudi 17 octobre, devant la presse, l'échec des négociations menées pour régler le conflit. « Tout va dépendre de ce qui va se passer dans les heures qui vont venir », a déclaré M. Jacques Guérin, préfet de la région Auvergne. Dans la journée de jeudi, les représentants de la CGT avaient repoussé les propositions des pouvoirs publics qui souhaitaient, avec la CFDT, FO et la CGC, organiser une consultation de l'ensemble du personnel des usines Ducellier sur la poursuite ou non de l'occupation. La CGT avait demandé un préalable une renégociation du plan de restructuration industrielle.

Les responsables de la CGT ne cachaient pas jeudi qu'ils s'attendaient à une intervention des forces de police. « Dans le cas d'une intervention de cette nature, a déclaré

M. Guillaume Laybros, secrétaire de l'Union départementale, la CGT déclencherait un mouvement syndical de large envergure et appellerait à la solidarité des ouvriers et employés de toutes les entreprises du Puy-de-Dôme. » Dans la nuit de mercredi à jeudi, des échauffourées s'étaient produites au Puy (Haute-Loire) où, selon la CGT, plusieurs de ses militants, dont le secrétaire régional, M. Béal, ont été blessés. Ces incidents faisaient suite à la mise en garde à vue de deux militants CGT à propos des affrontements très violents qui avaient opposé, le 29 septembre, des membres de la direction et de l'encadrement à des militants cégétistes.

Dans un communiqué, M. Gérard Ganné, secrétaire de la CGT, a protesté contre « le recours croissant et inquiétant aux mesures de force contre ses militants et ses organisations prises actuellement pour tenter de peser sur les luttes revendicatives ».

FINANCES

Papier commercial : un marché nécessairement « sélectif » affirme le directeur du Trésor

L'idée de lancer en France un marché du papier commercial destiné à permettre aux entreprises de s'accorder directement des crédits entre elles, à l'image des États-Unis où ce système draine actuellement plus de 250 milliards de dollars, dans les milieux bancaires. Ceux-ci voient dans ce projet une menace directe pour leurs fonds de commerce, dans la mesure où une partie importante de leur clientèle — ces mêmes entreprises — n'aurait plus besoin d'eux pour négocier « face à face » des prêts de trésorerie selon des modalités et des durées qui restent à préciser.

Sans négliger ce danger potentiel, la Rue de Rivoli, tout en maintenant le calendrier prévu — le marché devrait normalement être créé fin octobre — s'emploie à calmer les esprits. « Cela ne signifie pas que, demain, grâce au papier commercial, toutes les entreprises vont pouvoir réduire leur recours au système bancaire traditionnel. Nous devons assurer la protection des investisseurs, et l'accès de ce marché devra être réservé à des entreprises fournissant une information financière et comptable de très grande qualité, en même temps que devra être assurée leur solvabilité. De ce fait, le marché du papier commercial sera nécessairement sélectif », devait affirmer le 16 octobre M. Daniel Lebègue, directeur du Trésor, à l'occasion d'un dîner-débat organisé par le Syndicat professionnel des conseils et experts financiers à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire. Constitué en 1960 dans le sillage de la Chambre nationale des conseillers financiers créée trois ans plus tôt, ce syndicat, présidé par M. Roger-Henri Chépey, compte plus de trois cents adhérents spécialisés dans l'audit économique et financier, l'évaluation des entreprises et des patrimoines, ainsi que la formation des dirigeants à la finance d'entreprise.

La réponse des banquiers

« Il faudra que soient créés des agences de rating », calculées sur les organismes anglo-saxons tels que Stanpoor et Moody's, qui délivrent sous la forme d'une cotation (AAA, la plus prestigieuse, BB, la moins) une note en fonction de la qualité de la signature (NDLR) — dans le but d'évaluer le crédit accordé aux entreprises et pouvoir le comparer à celui des autres firmes. Mais, s'il s'agit effectivement d'introduire en France un instrument nouveau, il ne doit pas déstabiliser pour autant l'ensemble du système bancaire », a admis M. Lebègue à cette occasion. « Les banques devront donc développer leurs services, y compris par une bonne tarification de ces mêmes services. » Ce qui n'est pas le cas pour les chèques actuellement.

Ces propos sont d'autant plus d'actualité que les banquiers aux quels les services de M. Pierre Béré-

« Il faudra probablement lancer un emprunt obligataire pour payer la facture du socialisme », ajoute M. Juppé. Nous engageons en même temps une opération d'allègement des charges sociales sur l'emploi des jeunes. »

gony avaient demandé de remettre, le 4 octobre, leurs observations sur la création du papier commercial — lequel devrait être finalement pour le nom de « billets de trésorerie » — avaient finalement obtenu un sursis de quinze jours. C'est donc le vendredi 18 octobre que l'AFEC (Association française des établissements de crédit), qui regroupe l'ensemble des banques « inscrites » (membres de l'Association française des banques) et mutualistes, mais aussi tous les autres organismes financiers, a remis au Trésor une note définitive reprenant, pour l'essentiel, l'argumentaire développé par l'AFEC.

Tout en soulignant le recours « à la logique et au dynamisme du marché », les banquiers craignent que la création du papier commercial, doublée d'un futur marché des bons du Trésor négociables, dont on parle moins pour l'instant, n'implique « de graves perturbations tant pour les circuits de refinancement que pour les conditions de fonctionnement du système bancaire ». Pré-

conisant la création de ces fameuses agences de « rating », les banquiers soulignent que « tous les instruments ayant les mêmes caractéristiques et les mêmes échéances soient assujettis aux mêmes règles fiscales ». Elles demandent au passage à bénéficier pour l'ensemble de leurs produits « des mêmes caractéristiques que les bons du Trésor en compte courant » et, au-delà de ces derniers, d'avoir « une liberté totale de rémunération de tous les dépôts à terme ».

Tel est l'avis des banquiers. De leur côté, les responsables financiers des grandes entreprises, partisans, on s'en doute, de ce nouveau système financier dont le flux devrait cependant être limité à une dizaine de milliards de francs (alors que le crédit interentreprises représente quelque 1 000 milliards de francs), viennent également de remettre leurs conclusions aux pouvoirs publics. Ceux-ci vont donc pouvoir trancher rapidement sur ce dossier.

SERGE MARTI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Carnet des Entreprises

● THOMSON-CSF

M. Pierre ROUSSEL

vient d'être nommé directeur du personnel et des affaires sociales de Thomson-CSF et de la branche équipements et systèmes. Il remplace M. Gaston Morin nommé conseiller du président de Thomson.

Entré en 1983 dans le groupe Thomson, où il a occupé le poste de directeur des affaires sociales de la branche composants électroniques, Pierre Roussel occupait depuis le 1^{er} janvier 1985 le poste de directeur adjoint des affaires sociales de Thomson-CSF et de la branche équipements et systèmes. Ingénieur de l'Ecole nationale supérieure d'électrotechnique et d'hydraulique, de Grenoble (ENSEH), Pierre Roussel a commencé sa carrière dans l'industrie automobile en 1960 en qualité d'ingénieur chargé d'études et de production. Affecté en 1965 à la direction du personnel de Peugeot-Automobiles à Sochaux, il poursuit sa carrière dans le secteur des relations humaines et des affaires sociales : il est, de 1970 à 1976, directeur des ressources humaines du Groupe Potin (Métallurgie et Travaux Publics), et de 1976 à 1983, directeur des relations humaines des Compagnies d'Assurances du Groupe Drouot.

Pierre Roussel a cinquante-deux ans.

11 octobre 1985

M. Gaston Morin vient d'être nommé conseiller de Président de Thomson. M. Gaston Morin, âgé de cinquante et un ans, a commencé sa carrière dans l'industrie automobile, dans des fonctions liées à la production. Entré à la CSF en 1967, il occupe successivement jusqu'en 1969 des fonctions de Chef du Personnel, puis de Secrétaire Général du Groupement Militaire. A la création de Thomson-CSF, en 1969, il devient Directeur Administratif de la Division Avionique et Spatiale et simultanément Directeur du Département Avionique de Vélizy. Puis, en 1973, Directeur des Départements Avionique Générale et Composants électroniques. A ce titre, il développe en particulier le nouveau centre industriel du Mailan, près de Bordeaux. Nommé en 1980 Directeur du Personnel et des Affaires Sociales de Thomson-CSF, il était depuis 1984 Directeur des Affaires Sociales de Thomson-CSF et de la Branche Équipements et Systèmes, et Président de Comité Central d'Entreprises de la société.


Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à 770-85-33.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME DÉCLARÉ AU 30/09/85	ALTIÉR	ACTIÖNS FRANÇAISES	ACTIÖNS ÉTRANGÈRES	ACTIÖNS SÉLECTIÖNNÉES (UNION SÉLECTIÖNNÉE)	L'UNIP INVESTISSEMENTS
Orientation	Obligations françaises	Obligations étrangères et Europe	60 % min. actions françaises (CFA A Moteur)	Actions étrangères	Investissements à caractère spéculatif	Investissements à caractère spéculatif
SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1985						
— Actif net déclaré en circulation de 5 ...	6 872 548	2 841 445	78 682	34 549	2 761 287	2 588 271
— Actif net total (en millions de F) ...	1 000,00	404,6	25,3	35,3	1 341,61	977,81
— Répartition de l'actif net :						
— obligations classiques et indexées	91,5%	92,5%	95,5%	98,5%	94,5%	92,5%
— obligations convertibles	2,1%	0,5%	0,5%	0,5%	1,5%	1,5%
— actions	6,4%	6,5%	4,0%	1,5%	3,5%	4,5%
— Bénéfices : actions et obligations	1,0%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
— Bénéfices : court et moyen terme	1,0%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
— Bénéfices : long terme	1,0%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
— Valeur liquidative de l'action (en francs)	176,0	190,5	200,5	205,0	200,5	211,0

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE PARISIENNE 45, Boulevard Haussmann 75009 Paris et dans ses agences.



ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

ENTREPRISE NATIONALE DES CORPS GRAS

AVIS DE PRÉSÉLECTION

Dans le cadre de ses approvisionnements en matières premières suivantes :

- Huiles brutes colza / tournesol ;
- Huile de coprah ;
- Huile de lin ;
- Huiles hydrogénées et graisses végétales ;
- Suifs ;
- Graines oléagineuses.

L'Entreprise nationale des corps gras lance un avis de présélection de fournisseurs pour l'exercice 1986.

Cette opération a pour but de sélectionner les fournisseurs éventuels de ces matières premières pour l'exercice 1986 et sera réalisée sur la base des critères ci-dessous :

- Qualité du soumissionnaire : producteur / exportateur ;
- Références commerciales et financières.

Dans tous les cas, les soumissionnaires à cet avis de présélection devront joindre à leur demande les documents suivants nécessaires à la constitution de leur dossier fournisseur, à savoir :

- Raison sociale, nationalité de la société, profession, numéro du registre du commerce, capital, forme juridique de la société, sa date de création ;
- Producteur, sous-traitant ou revendeur ;
- Adresse du siège social, numéro de téléphone, numéro de télex ;
- Succursales ;
- Banque domiciliaire, son adresse, numéro de téléphone, numéro de télex, numéro de compte de la société ;
- Liste des produits ;
- Effectifs 1981, 1982, 1983, 1984, 1985 ;
- Les bilans 1991, 1992, 1993, 1984 ;
- Les comptes de résultats 1981, 1982, 1983, 1984 ;
- Les statuts de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays du siège social ;
- Liste des principaux gestionnaires ;
- Répartition du capital social lorsque votre entreprise est une société anonyme.

Les réponses à cet avis de présélection devront être adressées à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des corps gras
Direction commerciale, 13, avenue Mustapha-Sayed-El-Ouali, ALGER
et ce, avant le 15 novembre 1985, délai de rigueur.

هذا هو العمل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

17 octobre

Légère hausse : + 0,3 %

L'annonce de la réduction d'un quart de point du taux d'intervention de la Banque de France, ramené à 9,1/8 %, alors que le taux du marché monétaire au jour le jour était redevenu à 9 1/4 %, n'a pas eu d'effet majeur sur le marché obligataire.

Cette information était escomptée depuis plusieurs jours par les professionnels. L'absence de réaction des cours dans un marché qui, de l'avis des spécialistes, retrouve une bonne santé.

Du côté des actions, l'influence bénéfique de la hausse de Wall Street (le marché new-yorkais a conclu la séance de mercredi à son plus haut niveau historique) continue à conforter le marché, lequel a apparemment pris peu d'intérêt pour le déficit du commerce extérieur pour le mois de septembre.

A l'approche de la clôture, l'indicateur instantané reflète une hausse de 0,3 % dans le sillage de Thomson-CSF (+ 5 %), Catelec (+ 4 %), à son plus haut niveau de l'année. Ciments français, Casino et Phénix (+ 3 %).

Quelques repêches à signaler notamment sur Proximité (- 6 %), Luchaire (- 3 %), Eurocom (- 4 %), Dassault (- 3 %) et surtout Moulins (- 2 %), à son plus bas niveau de l'année.

Sur le marché de l'or, le longot a cédé 850 F, à 85150 F l'once, que le napoléon perdait 2 F, à 539 F. L'or dres, le métal fin se traitait à 324,60 dollars l'once (contre 323,65 la veille). Dollar-titre : 8,1419 F (contre 8,2124 F).

Introduites le 18 octobre sur le second marché de la Bourse de Paris (le Monde du 18 octobre), les chaussures André ont été cotées à 650 F, alors que le prix minimal était de 560 F. Au total, 303 millions de titres étaient demandés face 315000 actions offertes au public. A ce cours de 650 F, environ 15 % des demandes ont été satisfaites.

NEW-YORK

Un nouveau record

attaché de justesse

Wall Street a battu, jeudi, un nouveau record d'altitude. Pour la première fois de l'histoire, l'indice Dow Jones des industriels s'est élevé à 1 369,28 (+ 0,78 point). Mais le marché a dû déployer tous ses talents pour réaliser cette superbe performance. Durant la séance, les cours avaient évolué de façon très irrégulière, et, à un moment même, le thermomètre du marché était tombé à 1 356,85 sur d'abondantes ventes bénéficiaires. Mais le terrain perdu fut graduellement regagné, et c'est à la toute dernière minute que le précédent record établi la veille fut battu. Très mitigé, le bilan de la journée témoigne de l'effort déployé. Sur 1985 valeurs traitées, 795 ont monté, 712 ont baissé et 478 n'ont pas varié.

Visiblement, la satisfaction causée par l'annonce pour le troisième trimestre d'une hausse plus importante que prévue du PNB, l'a emporté. Mais aussi du « Big Board », les investisseurs, qui tablent sur un meilleur semestre, étaient un peu déçus. De ce fait, le sentiment était assez partagé sur l'avenir immédiat. Pour les uns, la Bourse avait atteint un point culminant, d'où elle était inévitablement appelée à redescendre, disposant pas des forces nécessaires pour continuer à progresser. Pour les autres, au contraire, une nouvelle phase de hausse commençait. Ils prédisaient que sous peu de nouveaux records allaient tomber.

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SOMMER-ALLIBERT MET LE CAP SUR L'ÉTRANGER. — Le groupe français Sommer-Allibert, numéro un européen de la transformation des matières plastiques (revêtements de sol et murs, meubles de jardin, tableaux de bord automobiles), s'implante courant 1986 aux États-Unis, d'ici deux ans en Chine.

Sommer-Allibert, qui exporte, cette année, pour 12 millions de dollars aux États-Unis, est actuellement en pourparlers avec des sociétés américaines pour commencer en joint-venture la production d'un nouveau type de pièces pour automobiles. Pour les autres activités du groupe (habitat, ameublement, bancs, caillots, conteneurs), M. Decoussier, PDG du groupe, précise que l'implantation outre-atlantique

se fera sans partenaire local. Le groupe prévoit d'augmenter son chiffre d'affaires américain de 50 % en 1985.

L'Asie-Océanie est l'autre axe de développement international de Sommer-Allibert. Cette décision de mettre le cap sur l'étranger est liée à l'augmentation de la situation financière. Pour le premier semestre, le bénéfice net du groupe progresse de 150 % à 64,5 millions de francs, pour un chiffre d'affaires accru de 3 % à 2,84 milliard. La restructuration s'avère, et la direction de la filiale allemande, qui avait obligé le groupe à constituer, en 1984, une provision de 150,8 millions de francs (d'où une perte consolidée de 88,8 millions de francs) sont réglées.

Pour l'exercice 1985 en entier, le PDG table sur une marge brute de 270 à 290 millions de francs (contre 230,2 millions de francs) et sur un résultat net compris entre 70 et 90 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de francs (contre 5 milliards de francs).

BOUYGUES ARRONDIS SES BÉNÉFICES. — Pour le premier semestre, le numéro un français des BTP annonce un bénéfice net consolidé de 138,44 millions de francs (+ 5,8 %). Le résultat de l'exercice entier devrait enregistrer une nouvelle progression pour un chiffre d'affaires accru de 4 % à 25,7 milliards de francs.

BOURSE DE PARIS Comptant

17 OCTOBRE

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric	50 3/4	50 1/2
IBM	168 3/4	168 1/2
Intel	47 1/2	47 1/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/4
Merck	44 1/2	44 1/4
Pharmacia	38 1/2	38 1/4
Rockwell	50 1/2	50 1/4
Spacel	31 1/2	31 1/4
Union Carbide	30 1/2	30 1/4
Wendover	38 1/2	38 1/4
Yale	48 1/2	48 1/4

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 17 oct.
Alcoa	22 1/2	21 7/8
A.T.T.	11 1/2	11 1/8
Boeing	105 3/4	105 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/4
General Electric		

Le Monde

L'AFFAIRE GREENPEACE

« Le Figaro » nie l'existence d'une troisième équipe de la DGSE

« Le troisième commando qui aurait exécuté le sabotage n'a jamais existé. Les médias qui en ont fait état ont été l'objet d'une opération de manipulation (...). Entre le 10 juillet, date du sabotage du Rainbow Warrior, et le 20 septembre, date de la démission de Charles Hernu, l'affaire Greenpeace a été, de bout en bout, un « montage » digne d'un roman de Voltaire (...). Nous l'affirmons sur la base d'informations à propos desquelles nous n'avons aucun doute. »

« Rainbow Warrior : messages démasqués ». Sous un titre de quatre colonnes en première page, notre confrère le Figaro, dans son édition du 18 octobre, contredit catégoriquement les informations publiées par le Monde du 18 septembre, qui ont provoqué la crise politique que l'on sait, la démission du ministre de la Défense, M. Charles Hernu, et le limogement du chef de la DGSE, l'amiral Pierre Lacoste.

Sans mentionner à aucun moment le Monde, Jean Bothorel, éditorialiste du Figaro, assure que la « troisième équipe » de nageurs de combat, dont nous avons affirmé qu'elle était l'auteur direct de l'attentat contre le navire antiraciste de Greenpeace, est « une totale invention ».

An passage, M. Fabius est soupçonné d'avoir « menti par omission en déclarant qu'il n'a pas été informé sur l'affaire », et les policiers français sont accusés d'avoir « déployé beaucoup de zèle pour collaborer avec la police néo-zélandaise et pour charger les militaires ». Jean Bothorel met ainsi en accusation des fonctionnaires de la police judiciaire : leur « acharnement » à « mouiller » la DGSE (...) ressemble à une trahison ».

« Le premier prix Scoop-Nathan, créé par la société Nathan, TF1 et Europe 1, a été décerné, le jeudi 17 octobre, à M. Jean-Marie Bourget, alias André Larguez, pour un article paru le 8 août dans VSD et intitulé « L'affaire Greenpeace : la bavure des barbouzes françaises ». Le trophée, accompagné d'un chèque de 35 000 F, a été remis au journaliste par M. Vincent Debré, président de la société Nathan, qui édite un jeu intitulé Scoop.

M. ANDRÉ GIRAUD invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Giraud, ancien ministre de l'Industrie du gouvernement Barre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 20 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Giraud, qui est professeur à l'université Paris-Dauphine et président d'honneur de la Compagnie générale des matières nucléaires, répondra aux questions d'André Panseron et de Bruno Ledouven, du Monde, et de Christian Meunier, de RTL, le débat étant dirigé par Élie Vassier.

Le numéro du « Monde » daté 18 octobre 1985 a été tiré à 473 745 exemplaires

A B C D F G H

qui est comparée par l'éditorialiste à la collaboration de la police française avec l'occupant durant la seconde guerre mondiale.

Jean Bothorel affirme détenir des « informations recueillies aux meilleures sources ». Mais le Figaro ne dit pas qui a coulé le Rainbow Warrior. Pour contredire ce qui est devenu la version officielle après les révélations de la presse encore faut-il répondre à cette question essentielle : « avons-nous aucun doute. »

Incohérences

C'est ce que nous avons répondu à ceux qui, depuis deux semaines, nous ont fait part de ce qu'ils ont écrit aujourd'hui le Figaro, en substance : il n'y avait pas de troisième équipe. En effet, cette ultime version est diffusée depuis quelque temps par des militaires du ministère de la Défense ou par leur entourage civil, qui ne nient d'ailleurs pas que la DGSE était l'auteur de l'attentat. S'il n'y a pas eu de troisième équipe alors qui a coulé le Rainbow Warrior ? Pour toute réponse : des silences ou des explications incohérentes.

E. P.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

- à Paris (89 MHz)
- à Lyon (100,3 MHz)
- à Bordeaux (101,2 MHz)
- à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
- à Limoges (102,1 MHz)
- à Toulouse (88,6 MHz)

VENDREDI 18 OCTOBRE

GISELE MOREAU

membre du secrétariat

du comité central du PCF

tête de liste à Paris

aux élections législatives

Face au « Monde »

avec PATRICK JARREAU

et FRANÇOIS KOCH

LUNDI 21 OCTOBRE

ALLÉ le Monde

720-52-57

MYTHES ET RÉALITÉS

DU CHOLESTEROL

avec FRANK NOUCHI

et MARIAN APSELDAM

nutritionniste à l'hôpital Bichat

(Publicité)

antirides

à l'élastine

45 G = 25,50 F

La même crème est vendue quatre fois

plus cher en emballage de luxe. Même

différence pour les crèmes au ginseng,

au chocolat ou au miel et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

antirides, au ginseng et à la vitamine

Le RPR et l'UDF

concluent un accord électoral

Les délégués de l'UDF et du RPR chargés des investitures électorales devaient rendre public leur accord vendredi 18 octobre dans l'après-midi. Celui-ci était intervenu la veille à l'issue d'une ultime réunion de concertation entre les deux formations de l'opposition.

La « configuration des listes » doit faire apparaître pour chaque département la solution retenue : listes uniques ou listes distinctes et préciser l'attribution politique de chaque « tête de liste ». On n'exclut pas que quelques départements demeurent réservés si les ultimes difficultés concernant une dizaine de cas n'étaient pas surmontées à temps. Toutefois, l'UDF et le RPR s'entendent pour le retour de nouveau la commission des investitures.

En total, l'opposition devrait présenter des listes d'union dans un peu plus de la moitié des départements. M. Valéry Giscard d'Estaing avait pourtant déclaré le 15 septembre en « Grand Jury RTL-le Monde » : « Je voudrais voir annoncer une

bonne nouvelle : l'union va réussir (...). Nous allons aboutir à des listes uniques dans environ deux tiers ou trois quarts des départements, c'est-à-dire dans plus de deux départements sur trois. »

Le RPR, en revanche, souhaitait au début de la négociation davantage de listes distinctes que de listes uniques, avait, au cours de celle-ci, accepté de tenir compte parfois des situations locales qui imposaient une liste d'union.

Le mouvement de M. Chirac se montre satisfait de cet accord à un double titre : en raison des choix opérés d'une part et en raison de la date de conclusion d'autre part. Le RPR doit en effet lors de son comité central du samedi 19 octobre accorder son investiture et publier les noms de tous ses candidats, qu'ils figurent sur des listes distinctes ou uniques, à l'exception de quelques rares situations qui n'auraient pas trouvé de solution à temps.

A. P.

Le Honduras intercepte du matériel américain destiné à la Contra nicaraguayenne

Le président du conseil des ministres des Communautés européennes et le gouvernement de la République fédérale ont vivement regretté, jeudi 17 octobre, la suspension des libertés fondamentales au Nicaragua. A Managua, où les autorités ont été d'un « plan terroriste » prévoyant des attentats urbains, en particulier dans la capitale, le cardinal Obando, président de la Conférence épiscopale a estimé que le gouvernement sandiniste s'acheminait vers le totalitarisme.

Le commandant Ortega a, de son côté, annulé la visite qu'il devait faire dans huit villes des États-Unis. Le chef de l'État nicaraguayen n'a, en effet, pas reçu le visa américain « en temps voulu », selon un porte-parole officiel. M. Ortega se rendra seulement à New-York, aux Nations unies, pour prononcer un discours.

À Washington, des responsables de l'administration Reagan ont déclaré, jeudi, que le gouvernement de Managua avait réduit son aide à la guérilla salvadorienne et consentait à prêter attention à « ses problèmes internes ». Ils ont ajouté que le pays continuait cependant à « s'armer plus que nécessaire ».

À Tegucigalpa, le gouvernement a annoncé qu'il avait décidé de renvoyer aux États-Unis du matériel

américain destiné aux organisations armées anticomunistes. Il s'agit en partie de médicaments. La valeur de la cargaison stoppée s'élève à 300 000 dollars. D'autre part, le gouvernement hondurien a protesté contre l'utilisation de l'aéroport de la capitale pour la livraison de matériel américain à la Contra. « Cela, a dit un porte-parole, blesse et offense la dignité du Honduras ». Une note officielle de protestation a été remise à l'ambassadeur des États-Unis à Tegucigalpa.

À Panama, les vice-ministres des affaires étrangères des pays membres du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Panama, Colombie) se sont réunis pour poursuivre la mise au point d'un plan de paix pour l'Amérique centrale. Le Guatemala a approuvé sans réserves le nouveau projet. En revanche, le Nicaragua a dénoncé l'intention du Salvador et du Honduras de modifier le projet afin de porter de quatre-vingt-dix jours à six mois la période pendant laquelle les manœuvres militaires étrangères seront autorisées après la signature éventuelle de l'accord de paix. - (AFP, Reuters, AP.)

(Publicité)

Pantalons DOUBLÉS, POUR HOMME, en flanelle : 189 francs !

Une très belle veste en Harris Tweed, 700 F, un costume en tissu Dormit à partir de 800 F, etc. Pourquoi pas ces trois ensembles ? Parce que les célèbres mannequins Guy d'Arbant sont désormais vendues, même les grandes tailles jusqu'à 52, en direct, par les Entreprises du Nord. M. St-Sébastien-Frédéric, 3, c. du Port-au-Croix-37, du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I S L M

L'ATRELLIE
a choisi les pelisses
cyclone
62 rue St André-des-Arts 6
Tél: 329.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

Sur le vif

En carte

Vous avez peur de choper le SIDA, vous aussi ? Non, je vous demande ça parce que, aux États-Unis, où on a déjà enregistré deux millions de porteurs contagieux, c'est la panique. Du coup, à Denver, ils viennent de lancer sur le marché — ça coûte 20 dollars — un truc impensable : une carte de santé destinée à mettre à l'aise d'éventuels partenaires sexuels. En haut, à droite, vous avez la photo du titulaire. Et en bas, à gauche, la date des derniers examens médicaux et leur résultat : séro-négatif.

Vous rangez cette carte dans votre portefeuille à côté de vos cartes de crédit et, avant d'en arriver aux baguettes, de la porte, vous la brandissez sous le nez inquiet du monsieur ou de la dame qui vous a tapé dans l'œil. Tout en lui demandant de vous montrer la sienne. Astucieux, non ? Oui, je sais ce que vous allez me dire : comme toute information, celle-là risque d'être très vite dépassée. En fait, après chaque nuit d'amour, il faut courir le remettre à jour.

J'ai l'air de rigoler, mais c'est très sérieux. Vous allez voir que sous peu les prostituées — à force de perdre des clients, elles vont finir par fermer boutique — lui seront obligées, pour attirer le chaland, de lui montrer et leur appas et leur certificat. Tu montes, chéri ? Tiens, regarde un peu si c'est pas joli ça, si c'est pas sain. Attention, il ne s'agit pas seulement des Américaines. En Europe — ça, on n'en a pas tellement à parler — les filles ont vu dégringoler leur chiffre d'affaires d'une façon dramatique.

De toute façon, la carte de santé à puce, nous, ici, on y va, on y est. Elle a été adoptée en conseil des ministres et soumise à la commission Informatique et Libertés. Normalement, les premiers assurés devraient la recevoir dès le mois prochain. Elle ne concerne, pour le moment, que les hôpitaux, les facultés, les cliniques et les personnes âgées. Évidemment, c'est pas une population à haut risque. Encore que...

CLAUDE SARRAUTE.

LE CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS (17^e partie)

La prudence de Kasparov

« Un point vaut mieux que deux tu l'auras ». L'adage populaire, adapté pour la circonstance, résume à l'envi la prudence de Kasparov, en tout cas, semble-t-il, pour le moment, dans la 17^e partie, jeudi, à Moscou.

Prenez quarante-trois minutes pour répondre à la nouveauté de Kasparov : 9... C45, puis trente-sept minutes encore pour jouer 11...C04, le challenger a bien montré que sa

victoire dans la 16^e partie ne l'avait nullement grisé et que, jusqu'au bout, il avait pour celui qui est encore champion du monde en titre la considération qu'il mérite.

Kasparov, d'ailleurs, n'a pas abdiqué. Reprenant pour la cinquième fois la Nimzo-indienne qui lui a valu pourtant deux défaites, il a innové et tenté pour le gain, ne concédant la milite que lorsqu'elle était devenue évidente. Une belle réaction après un écrasement terrible, qui porte le score à 9-8 en faveur de Kasparov, 18^e partie samedi.

B. de C.

Résumé : KASPAROV

Nous : KARPOV

Défaite Nimzo-indienne

Variantes Romantiques

	1. d4	2. d4	3. d4	4. d4	5. d4	6. d4	7. d4	8. d4	9. d4	10. d4	11. d4	12. d4	13. d4	14. d4	15. d4
1. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
2. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
3. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
4. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
5. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
6. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
7. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
8. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
9. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
10. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
11. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
12. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
13. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
14. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6
15. d4	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6	C6

LE TOURNOI DES CANDIDATS

Une seule victoire dans la cinquième ronde du Tournoi des candidats de Montpellier, celle du jeune Soviétique Sokolov, vingt-deux ans, sur le Canadien Spraggett. Tal, vainqueur de sa partie ajournée de la quatrième ronde contre Tchernine, remonte à la troisième place et Spassky a maintenant deux ajournées à terminer, contre Kibitz et Timman.

CINQUIÈME RONDE. — Noguères-Fortin, 0-5,5 (36) ; Sokolov-Spraggett, 1-0 (35) ; Spraggett-Seirawan, ajournée ; Tchernine-Yoncoscop, 0-5,5 (24) ; Beliavsky-Tal, 0-5,5 (22) ; Short-Vaganian, 0-5,5 (40) ; Spassky-Timman, ajournée ; Korchnoi-Kibitz, 0-5,5 (63).

CLASSEMENT PROVISOIRE :

- Yoncoscop et Portisch, 3,5 pts ;
- Tal, 3 ;
- Timman, 2,5 ;
- Noguères, Short, Beliavsky, Sokolov, Vaganian, 2,5, etc.

Church's
Rougeur English
shirts
collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chasseur pour homme
à 30 m de la rue Truchet
23, rue des Mathurins 8^e - Tél. 205.25.25

RODIN
Tissus
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

PIANO: LE BON CHOIX

• Vente à partir de 8.900 F ou 218,21 F par mois*
• Crédit souple et personnalisé.
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
• Location à partir de 235 F par mois.
• Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

Hamam

La passion de la musique.

139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45.44.38.66 Parking à proximité.

LE BYBLOS des neiges
l'ambiance d'un chalet, l'atmosphère d'un refuge, le luxe d'un grand palace.
prix spéciaux hors vacances
LE BYBLOS de STROPEZ

DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
COMPAREZ L'ÉCART DES PRIX AFFICHÉS EN PERMANENCE CHEZ SEGALOT

GRANGE Crèdes Coluche en marbre massif et pliage marbre, traité ébénisterie, ards, chaises assorties L. 189, H. 213, P. 50.

14680 F CHEZ SEGALOT

Les Boutiques
SEGALOT
1500 M² D'EXPOSITION

51, AV. DU GAL-LECLERC
PARIS 14
DU MARDI AU SAMEDI
10 H À 19 H

LITERIE SALONS MEUBLES É

Sous l'empire de la forme

Des grandes surfaces pour prendre du muscle.



DANS quelques semaines, place de la Nation à Paris, le plus grand gymnase privé de France ouvrira ses portes : 3 000 m² pour la culture physique, l'aérobic, la musculation, la danse, les arts martiaux, avec piscine, sauna, cabine de bronzage, bar-restaurant. Cette grande surface de la forme sera le huitième maillon de la chaîne des gymnases-clubs (1) qui, en six ans, ont révolutionné le marché du muscle et de la condition physique.

Le principe est simple : des salles vastes, claires, ouvertes de 7 h 30 à 22 heures tous les jours, des appareils modernes, performants, un personnel attentif et une carte d'abonnement qui permet d'aller dans n'importe quel club à n'importe quelle heure et de travailler dans la proche banlieue et de gymnases en province. C'est la formule la plus souple possible pour s'adapter aux contraintes de la vie moderne. Cette année, quelque cinquante mille personnes, souvent alléchées par une publicité dynamique — « les kilos vont en enfer », « les magnifiques », — passeront au moins une heure dans un des sept gymnases-clubs déjà ouverts, où travaillent deux cent cinquante personnes à plein temps. Un véritable empire de la forme physique. « Je préfère rester discret sur les chiffres. Nous n'avons pas de véritable concurrent. La salle des Champs-Élysées d'Eric Simian n'a pas pris le bon wagon pour se développer, et le Vitap, repris par le groupe Novotel, a choisi une orientation différente. Je ne tiens

pas à mettre la puce à l'oreille à quelqu'un », nous dit Patrick Dalia, qui est avec Gilbert Louvier à l'origine de cette aventure.

Tout a commencé en 1979. Un petit gymnase est à vendre 120 000 F à côté du Cirque d'hiver. Patrick Dalia est sur le point de mettre un terme à sa carrière de judoka de haut niveau. Il a appris le japonais à l'école des langues orientales et il aura bientôt le droit de plaider. Mais il pense qu'une salle de gym peut lui assurer ses arrières. Ce Savoyard taillé comme un roc a été dispensé du service militaire comme soutien de famille. « Il fallait donner la moitié de la somme comptant. Le RCF, qui est le club avec lequel j'ai été deux fois champion de France, m'a prêté 15 000 F. Et un membre du Racing, Gilbert Louvier, qui était alors cadre supérieur chez Bouygues, et qui est un fanatique de sport, s'est associé avec moi ».

Pendant des mois, Patrick Dalia et un autre champion de judo, Daniel Rychickoff, seront tout à la fois peintre, manutentionnaire, entraîneur. Sans oublier la gestion. « La plupart des professeurs qui ont leur salle ont un comportement de petit commerçant. Ils se contentent d'une activité artisanale. Notre approche a été différente dans la mesure où nous avons pu bénéficier d'expériences très différentes dans notre groupe, pour faire progresser notre affaire ».

Un an plus tard, l'équipe reprend en effet l'ancienne piscine de Chazelles, près du parc Monceau. A l'époque, les 800 m²

nous paraissent gigantesques. Nous n'avions pas tout équipé. Depuis, il a fallu s'agrandir, en achetant un immeuble voisin. Mais, en 1980, ces salles ne sont pas fondamentalement différentes de toutes celles qui existent depuis fort longtemps à Paris ou qui ont ouvert dans les années 70 pour les cadres surmenés.

« Notre grand démarrage date de septembre 1982. Nous venions de transformer un ancien garage à la porte Maillot. Cela donnait un gymnase style cathédrale très aéré, très clair, où, d'un regard, on peut embrasser toutes les activités. Nous avons commencé le 7, avec Véronique et Davina. Le 19, leurs leçons d'aérobic débutaient à la télé. Cela a été un succès renversant. Il y avait la queue à leur cours. Il a fallu distribuer des tickets ».

Le coup d'accélérateur

C'était le coup d'accélérateur qui allait vraiment faire décoller le groupe, qui allait s'installer dans des locaux toujours plus grands, porte d'Auteuil, place d'Italie, rue Lafayette, place Denfert-Rochereau. Pourtant, le contrat des deux prêtresses de l'aérobic avec les gymnases-clubs n'a pas été renouvelé cette saison. « Quand elles ont commencé, elles ont provoqué une levée de bouilliers dans le milieu traditionnel de la gymnastique. C'est vrai qu'elles bouleversaient beaucoup d'idées reçues et de conventions. Mais après avoir dit qu'elles allaient remplir les consultations de rhumatologie tout le monde s'y est mis. Aujourd'hui, l'aérobic n'a plus de détracteurs. Mais le problème pour Véronique et Davina a été de se renouveler. Elles ont fait des choix promotionnels qui ont un peu altéré leur image de marque.

Elles ont été tentées par le show-biz. Leur image s'est usée ».

Aux Etats-Unis, Jane Fonda a été victime du même phénomène. « Quand cette grande actrice s'est lancée dans l'aérobic, elle a cru découvrir que la Terre était ronde. Avec notre méthode, elle aurait pu ouvrir cinq cents centres aux Etats-Unis. Mais cela a été un échec. Elle n'est pas parvenue à décoller. Cela nous a servi de leçon. D'ailleurs, les salles qui se sont créées en France pour l'aérobic uniquement ont fermé rapidement. L'ancrage doit rester le sport. Les activités qui avaient une dominante trop paramédicale, par le biais de la kinésithérapie, comme celle de Paillard, n'ont pas réussi non plus ».

Contrairement à la génération des clubs qui s'étaient ouverts dans les années 70 pour « détendre » les cadres stressés, les gymnases-clubs offrent avant tout de la sueur. « L'aérobic ne représente que 10 à 15 % de notre chiffre d'affaires. Le noyau dur, c'est la musculation. De plus en plus de femmes y viennent. Mais il faut avoir une « carte » assez large, avec une variété de produits : comme la boxe, le kendo, le jazz-danse ou des week-ends de ski ».

Grâce à cela, Patrick Dalia a constaté que la clientèle qui se renouvelait très rapidement au début devenait de plus en plus fidèle. « Il y a bien 3 % de nos abonnés qui passent tous les jours. Les gens ont bien compris qu'en matière de condition physique et de musculation c'est la régularité qui paye ». Des tarifs et des avantages du club contribuent beaucoup à cette fidélisation. « Les investissements qui ont été faits naguère dans ce secteur l'ont été dans une optique financière. La clientèle visée était une clientèle à revenus élevés. Nous nous efforçons au contraire de faire tomber les barrières, de

mélanger les catégories sociales, de créer une véritable ambiance sportive. Et c'est encore une de nos grandes différences avec les Etats-Unis, qui avaient été les premiers dans le domaine de la forme : leurs clubs restent très cloisonnés. Ils ont même des installations séparées pour hommes et pour femmes, mais ils piétinent. Avant, nous allions voir comment ils travaillaient ; maintenant, c'est eux qui viennent s'inspirer de nos méthodes ».

Les Américains ont aussi perdu le monopole des appareils de musculation. « A nos débuts, il n'y avait que le matériel d'outre-Atlantique qui tenait la route. L'évolution du dollar l'a rendu très cher et la CEE a contingenté les importations. Des fabricants européens sortent maintenant des machines très intéressantes. Il leur reste à faire des gammes complètes. Dans deux ou trois ans, ce sera chose faite. Mais d'ores et déjà des machines finlandaises sont en train de devenir le nec plus ultra de la musculation ».

Patrick Dalia en fait lui-même une demi-heure tous les matins, au point qu'il semble plus solide à trente et un ans que pendant ses années de compétition. Il faut avoir les épaules larges pour faire face aux problèmes liés à un développement ultra-rapide. Patrick Dalia consulte donc tous les jours l'avocat de la société pour régler les problèmes qui surviennent. « Il faut rester sans cesse à l'affût. Notre souci actuellement est de garder la maîtrise financière de notre affaire. C'est pour cela que nous avons choisi la gestion

directe de nos centres, avec toutes les charges que cela implique, au lieu du système de franchise. Dans ce métier, on encaisse les recettes avant d'offrir les prestations. La tentation est donc trop forte pour certains, qui partent avec la caisse. C'est d'ailleurs arrivé dans une très belle salle, à Grenoble, que nous venons de reprendre. C'est la première tête de pont du groupe en province.

En tout cas, rien ne laissait supposer un tel succès il y a six ans dans un domaine où l'innovation ne semblait pas possible. « Il n'y a aucune étude de marché sérieuse. Les investissements qui se font aujourd'hui en grande banlieue ne me semblent pas raisonnables. Les frais financiers sont énormes pour un amortissement aléatoire. Cela n'empêche pas Patrick Dalia d'avoir des projets : « Il y a encore beaucoup de choses à faire à Paris pour l'organisation des activités physiques ». Et, pour cela, il va chercher des idées au bout du monde : « L'avant, actuellement, se crée en Asie ».

ALAIN GRAUDO.

(1) Les adresses sont les suivantes : place d'Italie : centre Galaxie, 16, rue Vandrezanne, 13^e ; M^e Tobiac ou Place d'Italie, tél. : 580-34-16 ; Denfert-Rochereau : 4, square Henri-Debrunet, 14^e ; M^e Denfert-Rochereau ou Mouton-Duvernet, tél. : 542-50-57 ; Lafayette : 10, rue de la Victoire, 9^e ; M^e Le Pelletier, tél. : 874-58-49 ; République : 11, rue de Malte, 11^e ; M^e Oberkampf ou Filles-du-Calvaire, tél. : 700-80-95 ; Auteuil : 11, rue Chazet, 16^e ; M^e Ported'Auteuil, tél. : 651-88-18 ; Maillot : 17, rue du Débarcadere, 17^e ; M^e Ported'Auteuil, tél. : 574-14-04 ; Monceau : 24, rue de Chazelles, 17^e ; Courcelles, tél. : 380-66-14.

LIRE

2-4. VACANCES

Les montagnes en hiver
Ski alpin
et ski de fond :
le matériel individuel
et celui des stations.
La mode sur les pistes

9. COMMUNICATION

« le Monde »
et le « Washington Post »

10. JEUX

Les bonnes adresses de nos lecteurs

11. GASTRONOMIE

Mémoire paysanne

5-8. RADIO-TV

Supplément au numéro 12 666
Ne peut être vendu séparément. Samedi 19 octobre 1985.

Le Salon où l'on sue

L'ancien Salon de la diététique s'appelle désormais le Salon de la forme. L'alimentation de santé y tient toujours une grande place, mais le public peut s'informer sur les dernières innovations en matière de condition physique.

Les nouveaux matériels de musculation sont exposés, et des démonstrations de gymnastique aérobic, d'arts martiaux, de yoga, d'expression sensorielle, sont proposées entre autres. De nombreux débats sont également organisés sur le

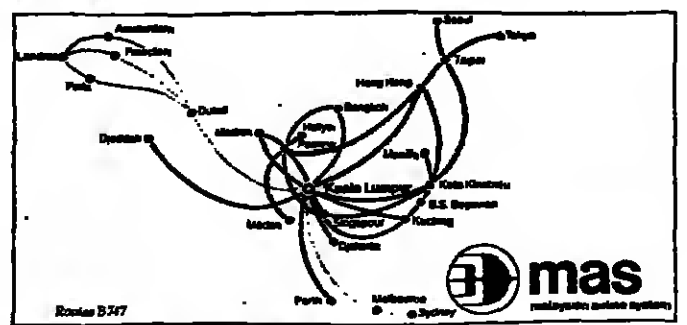
sport et l'enfant, le sport après quarante ans. Les visiteurs peuvent également se faire faire un bilan cardio-pulmonaire gratuit (test d'effort et test de récupération), nécessaire pour se lancer dans une activité sportive et essayer (50 F) les saisons d'isolement qui font fureur aux Etats-Unis, après les jacuzzis.

Le Salon est ouvert dans le hall 8 du parc de la porte de Versailles, du 17 au 21 octobre, entre 10 h et 19 h (22 h le 18 octobre).

MALAISIE, AUSTRALIE, EXTREME-ORIENT.

Vol direct pour Kuala Lumpur en Boeing 747 tous les dimanches soir, au départ de Roissy-Charles de Gaulle. Nombreuses correspondances pour l'Australie et l'Extrême-Orient.

En route vers l'Asie, profitez de l'offre spéciale « Etapes en Malaisie ».



Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages ou MAS, 231 boulevard Péreire, 75017 Paris. Tél. : (1) 574 11 80

Atout ski

QUE l'été se soit longtemps refusé à céder la place et que les premiers jours d'octobre se soient presque offerts un « look » d'août n'a pas empêché les responsables des quatre-vingt-sept stations de sports d'hiver (1) de préparer une saison dont ils estiment qu'elle s'étendra sur cent vingt jours.

La France compte actuellement 5,8 millions de skieurs (9,2 % de la population). Le domaine skiable national (28 % du domaine européen) séduit également quelque huit cent mille étrangers (2).

En dix ans, le nombre de séjours de plus de quatre jours « à la neige » a été multiplié par trois, équilibrant, voire dépassant, désormais les départs estivaux. Pendant la même période, le parc immobilier a été multiplié par 2,5 : il y a aujourd'hui plus d'un million de lits, dans les stations et leur périphérie. Quant au parc français des remontées mécaniques, il comprend 3 800 engins, soit 18 % du parc mondial. Cela exige des investissements très importants — plus de 400 millions de francs par an (700 en 1984), à la hauteur des performances enregistrées : 570 millions de passages annuels sur plus de 2 500 km de remontées. Pourtant, un forfait-ski ne coûte en moyenne que 43 F par jour, soit environ 10 % du budget global du skieur. Ce pourcentage est en diminution régulière.

Bref, les sports d'hiver (environ 100 000 emplois directs et 15 milliards dépensés dans les stations) constituent une véritable industrie. Seul point faible : la France attire encore beaucoup moins de skieurs étrangers

(donc de précieuses devises — 4 milliards actuellement —) que ses voisins de l'arc alpin. Une faiblesse à laquelle s'efforcent de remédier Ski France et France Ski International, deux organismes qui se consacrent à la promotion de nos stations à l'étranger (3).

Reste, dans l'immédiat, majoritaire et prioritaire, la clientèle française que l'on s'efforce, comme chaque année, de séduire en lui proposant de nouveaux produits et en lui vantant de nouveaux atouts. A en croire l'association des maires concernés, 1986 se présente comme « l'année de tous les progrès ». Le catalogue est impressionnant. Outre un gros effort immobilier (deux hôtels haut de gamme à Méribel, un club-hôtel et un centre UCPA à Tignes, un Club Méditerranée à L'Alpe-d'Huez, un centre OCCAJ à Ax-les-Thermes, et deux chalets de luxe à Val d'Isère), on relève la traditionnelle amélioration du domaine skiable alpin et nordique, la multiplication des stages de haute nature (voir nos informations ci-contre).

PATRICK FRANÇES.

(1) L'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver regroupe 87 stations, dont 49 « classées ».

(2) On estimait à 370 000 les skieurs allemands, de 80 000 à 100 000 les anglais, à 80 000 les espagnols, à 70 000 les suédois, à 50 000 les hollandais, de 30 000 à 40 000 les belges, de 12 000 à 15 000 les danois et à 5 000 les américains.

(3) Ski France coordonne les actions de promotion des 87 stations de l'Association des maires, dont 17, associées, au sein de France Ski International, à des transporteurs nationaux et internationaux, démarchant les marchés long-courriers.

ON peut désormais organiser ses vacances d'hiver sur un écran Minitel : en « pianotant », on peut obtenir des informations sur les stations françaises, les hébergements disponibles, les stages mis en place, dans les stations au cours de l'hiver... Il faut composer le 16 3 614 9166 code d'accès « gestel ».

Mais on peut s'informer également d'une façon plus traditionnelle auprès des maisons régionales des principaux massifs montagneux français : Maison de Savoie (523-05-50) ; Maison Alpes-Dauphiné (296-08-43) ; Maison des Pyrénées (261-58-18) ; Maison d'Auvergne (261-52-38).

LES FORFAITS

Leurs prix ont été libérés par le ministère des finances pour les forfaits de courte durée de un et deux jours, ce qui devrait porter leur augmentation à environ 6 à 8 %, selon les stations. Dans certaines d'entre elles, il faudra ajouter le montant des nouvelles taxes communales et départementales instituées par la loi « Montagne », soit une augmentation d'environ 5 % du prix du forfait.

Pour des forfaits de trois jours et plus, l'augmentation ne dépassera pas 2,75 %. Quelques exemples de prix : Tignes-Val d'Isère : un jour, 120 F ; 6 jours, 625 F ; Trois Vallées (Courchevel, Les Méribles, Méribel, Valtournen) : un jour, 130 F ; Valmorel : un jour, 89 F ; 6 jours, 449 F.

LA LOCATION

Louer un studio pour quatre personnes reviendra cet hiver à Tignes à 3 200 F pour une semaine en haute saison et à 2 200 F en basse saison. Dans les Alpes du Nord, il faut compter à Pra-Loup (Alpes du Sud) 1 820 F en haute saison et 1 290 F en basse saison ; dans les Vosges à la Bresse, 1 870 F en haute saison, 990 F en basse saison. En janvier,



En attendant la neige, quelque cent stations françaises

les prix y sont généralement de 20 à 40 % moins élevés qu'en février. Les stations étendent parfois ces avantages à mars et avril considérés comme une période creuse avant l'ultime rush des vacances de Pâques. Ainsi à Valtournen, 7 jours de location et 6 jours de remontée mécanique reviennent alors entre 680 et 820 F par occupant pour un studio de quatre personnes.

Aux Méribles, 7 jours d'hôtel 3 étoiles et 6 jours de remontée mécanique sur le réseau des Trois Vallées coûteront entre 1 800 F et 2 000 F par personne au cours du mois de janvier 1986. A Valberg, une semaine en hôtel demi-pension plus remontée mécanique : 1 150 F par personne. Studio plus remontée mécanique à partir de 600 F par personne.

LES ENFANTS

L'ESF et les enfants de moins de douze ans : dans de nombreuses stations, l'Ecole de ski française propose des stages pour les jeunes skieurs : 6 jours de remontée mécanique et 5 jours et demi de cours coûtent environ 600 F.

Ski-récit pour les enfants à Avoriaz : Annie Famose a recréé un village pour les apprentis skieurs et mis au point une méthode assurant des résultats effectifs au bout de six jours. Une journée revient à 134 F.

Aux Deux-Alpes : le « Petit Poucet » organise un service de baby-sitters de 18 heures à 9 heures du matin à partir de 190 F la nuit.

LES GRANDS ESPACES

• **Safari Inter-stations** : aux Portes du Soleil (13 stations françaises et suisses dont Avoriaz, Châtel, Morgins...) : une semaine de ski itinérant dans l'immense domaine des Portes du Soleil, soit 650 kilomètres de pistes. Vos bagages suivront en car. Prix (hébergement et remontée mécanique, encadrement compris) : de 5 000 à 6 000 F. Renseignements : (50) 75-46-75.

• **Ski neuf Vallées** : 7 jours à ski à travers les vallées des Bellevilles de Méribel de Saint-Bon-Courchevel, puis les stations de La Plagne et des Arves. Vos bagages suivront grâce à des navettes. Prix 4 000 F. Renseignements (79) 09-84-44.

POUR DE LONGS WEEK-ENDS, PARTEZ A BORD DE L'ANGLETERRE

50 % de réduction pour profiter d'un week-end très britannique (moins de 60 heures). Townsend Thoresen vous propose jusqu'à 78 traversées par jour sur 6 routes 50% différentes dont la plus rapide entre Calais et Douvres en 75 mn, une nouvelle ligne Boulogne/Douvres et des départs plus nombreux depuis Le Havre ou Cherbourg vers Portsmouth. Partez à bord de Ferry le Magnifique, et déjà vous êtes en Angleterre.

Mail NO THORESEN
D YARD

Portsmouth Dover Calais Boulogne Cherbourg

TOWNSEND THORESEN
FERRY LE MAGNIFIQUE, LE FERRY A L'ANGLAISE

Plus d'infos sur les tarifs "minimaux" et nos horaires de traversées, consultez votre agent de voyages ou écrivez à Townsend Thoresen, 41, boulevard des Capucines - 75002 PARIS - Tél. (1) 42.81.51.75

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Les Créateurs Associés
ouvrent leur porte au public

Prêt à porter

Bugatti	Dornieville	Renoma	Hasting
Frangis	Jacques	Nino	Cloth by
Fréjac	Fath	Amali	Cerruti

Griffes de luxe - Prix fabricant
Exemple : Vestes 100% Cachemire Griffes : 2450 F

233, rue du Fg St Honoré - 5, villa Wagram/St Honoré 75008 Paris
Tél : (4) 763.35.01 Ouvert du Lundi au Samedi de 12 h à 19 h M° Ternes

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06000 ANTIBES
700 m. plage
HOTEL MERCATOR ***
18 studios, cuisine, s.d.b., w.c., s.b., salon 100 m². Parking, pers.
Oct. à avril, 81.550 F par personne.
120, chemin des Grands. Tél. (93) 33-08-75.

06000 MENTON
HOTEL DU PIN D'OR **
Tél. (93) 28-31-00
Chambres et petits déjeuners
Confort et accueil répétés
Le meilleur emplacement de Menton.
Centre ville et bord de mer. Prix du confort, confort, confort. Plages d'été.
Bar, Salons de TV, T.V. direct, Parking.

HOTEL VILLA NEW-YORK 2**
« LOGIS DE FRANCE ». Ch. et confort, TV, s.b., cuisine, chauffage, parking, club, parc, piscine, à 100 mètres du port et des plages. Forfait 7 jours/7 nuits en 1/2 pension à partir de F 1150. Cuisine, du patron.
Avenue K. Mannheim, 06500 MENTON.
Tél. : 93-33-48-49.

Pays de la Loire

A VENDRE EN SOLOGNE
HOTEL RESTAURANT **
18 chambres, s.d.b. et s. de b. - w.c. - Fax. appart. Prox. Chambord, Circuit châteaux de la Loire. Loisirs, équestre, chasse, pêche, cyclisme.
Rens. HOTEL SAINT-CYR.
Tél. (54) 87-90-81.

Montagne

28240 CHAPPELLE-DES-BOIS
HOTEL LES MELEZES * Sans
Forfait Noël 11.500 à 1850 F
Forfait 7 jours en janvier 891 à 1180 F
Altitude 1100 m. Tél. 81-69-21-82.

SAVOIE
Châlet Hôtel de POULE ROUGE ***
LOGIS DE FRANCE, 1600 m., robe à 200 m. par télécabine en domaine skiable de COGNET-LE-TOUSSAIRE (42 remontées, 58 pistes), 10 ch. personnalisées dans chalet confort. XVIII^e s. Vaste terrasse, salle à manger avec cheminée, cuisine, s.b., s.d.b., s. de b., piscine, sauna, Hôte. Fonction complète 180 à 270 F TTC (par p. par pers.). LOCATION studios, appart. tout confort, deux chambres restaurées.
Rens. P. SERRIER.
Le Chat, 73500 SAINT-JEAN-D'ARVES
73-69-70-99.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Tél. : 411130 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

TOURISME
TOUSSAINT EN CEVENNES
RANDONNEE PEDESTRE
DES CHATAIGNS
Rens. P. DAINAT guide
19, av. St-Lazare, 34 MONTPELLIER
Tél. (67) 72-16-19.

hiver

voie : enje

LANDO FLORIDA

3.890 F

4.490 F

LANDAIR

47.42.52.26

en hiver

se préparent à recevoir six millions de skieurs.

• **Stages « Oisifs super ski »** : encadré par Bernard Lam-polez, moniteur et aspirant guide, et avec l'aide d'un hélicoptère Alouette II qui viendra vous cueillir au bas des grands itinéraires, en hors pistes de l'Alpe d'Huez et des Deux-Alpes ou des vallons de la Meije (encadrement plus hélicoptère : 1 500 F par personne pour 5 jours). Encadrement plus hélicoptère, plus remontée mécanique, plus hébergement en hôtel 2 étoiles : 4 300 F. Rens. (76) 80-38-76.

LES NOUVEAUTÉS

• **Stages de préparation au diplôme de moniteur de ski à Tignes** : prix 1 420 F. Rens. 79-06-34-04.

• **Stages de ski et fitness aux Deux-Alpes** : 3 heures de ski par jour et 3 heures d'activités fitness (aérobic, etc.) ainsi que deux séances de réflexion sur votre look.

• **Pratique** : en station, les studios doivent être généralement libérés tôt le matin du jour de départ, ce qui prive les skieurs d'une journée sur la neige. A Val-Frèjus (Savoie), ils bénéficieront d'une bagagerie, de douches et d'un vestiaire pour skieurs jusqu'à leur départ.

• **Assurance** : Tignes renouvelle son contrat-ski qui garantit le remboursement du forfait à tout skieur ayant attendu plus de dix-sept minutes pour prendre une remontée mécanique. A Pra-Loup : garantie neige et soleil. Si la neige n'est pas au rendez-vous

ou insuffisante, chaque journée perdue sur un forfait hebdomadaire sera échangée contre un forfait journalier. D'autre part, si l'enneigement est nul pendant trois jours consécutifs, la station offre une semaine gratuite de ski à ses hôtes malchanceux.

• **Club** : à peine six mois auront été nécessaires pour réaliser un bâtiment de 16 000 m² pouvant recevoir cinq cent cinquante « GM » dans un nouveau « Club Med » à l'Alpe d'Huez. Installé au pied des pistes de l'Alpe, ce sera l'un des hôtels les plus prestigieux du groupe.

LA GLISSE

Les nouveaux sports de glisse sont en plein développement avec notamment le monoski, le surf, le biski, le kilomètre lancé, le ski voile, qui font l'objet de stages.

• **« Altitude skiing »** aux Arcs organisé par Alain Gaimard : une semaine de glisse pour 1 500 F. Forfait remontée mécanique. Prêt de matériel spécifique aux nouvelles formes de glisse (tél. 79-07-26-00).

• **« Nouvelles sensations »** à Tignes : six jours en poudreuse en monoski avec également un apprentissage du ski de bosses : six heures de ski par jour ; prix du stage : 900 F (79-06-33-15).

• **« Nouvelles sensations »** à La Chusaz en fonction des conditions de neige. Elles proposent chaque jour une façon différente de skier : hors pistes, kilomètre lancé, monoski, ski de bosses,

surf, télémark. « Le stage est organisé pour le plaisir », explique Cathy Breyton, ancienne championne du KI qui organise des stages (50-02-50-53).

L'APRÈS-SKI

• **Plongée sous la glace** : possible à Tignes dans le lac situé à 2 100 mètres d'altitude et pris pendant l'hiver sous une épaisseur de glace d'un mètre. Le stage s'adresse aux pratiquants de ce sport qui disposent au minimum du brevet élémentaire et qui ont effectué quinze plongées en milieu naturel : prix du stage : 900 F ; 1 200 F avec prêt de matériel (79-06-53-87).

• **Cascade de glace à Val-Cenis** organisée par Jean-Noël Roche, guide de haute montagne, pendant le mois de janvier. Le stage dure quatre jours. Encadrement et hébergement en pension complète : 2 400 F (79-05-90-78).

LES RENDEZ-VOUS SPORTIFS

Critérium de la première neige à Val-d'Isère les 7 et 8 décembre, descente et géant hommes. A Pay-Saint-Vincent, 8 décembre, slalom géant dames. Morzine recevra le 3 février la descente hommes. Tignes organisera du 1^{er} au 8 février les premiers championnats du monde de ski artistique acrobatique. La Chusaz : du 23 au 28 mars, championnats du monde de ski de vitesse. A Arcs 2000 du 10 au 14 avril, défi au record du monde du kilomètre lancé obtenu par Franz Weber avec 208,9 kilomètres à l'heure.

Remontées de pointe



C. VIGIER/REA

La montagne « accouchera » cet hiver d'appareils puissants et sophistiqués. Quelques mois auront suffi pour édifier des remontées mécaniques aux défis records et ayant des dénivelés impressionnants. L'installation la plus coûteuse est en cours d'achèvement aux Deux-Alpes, où le Jandri-express conduira d'un seul jet en vingt minutes des skieurs du centre de la station (1 650 mètres) jusqu'au glacier du Jandri, à 3 200 mètres d'altitude. Sur une ligne de 6,7 kilomètres viendront s'accrocher soixante-dix cabines de vingt places. Ce téléphérique débrayable aura coûté 100 millions de francs, chiffre le plus élevé pour un investissement dans une seule remontée mécanique. A elle seule, elle représentera dix-huit mois de chiffre d'affaires de la société des remontées mécaniques des Deux-Alpes.

Un autre téléphérique à grande vitesse (TGV) a été installé à la place des anciennes cabines qui desservait le sommet des Grandes Platières (2 480 mètres) à Flaine. L'ancien téléphérique, construit en 1967, au débit de 550 personnes/heure et qui effectuait au total 200 000 voyages et transporta 6 millions de passagers, fait place à une véritable « pompe aspirante » vers les sommets. 3 000 skieurs pourront ainsi être acheminés chaque heure à 2 480 mètres d'altitude, soit un record mondial.

Mis en point par l'ingénieur grenoblois Denis Craissel, il y a deux ans, à Serre-Chevalier, le téléphérique débrayable est en passe de devenir la remontée

Mégève, qui, pour sa part, n'en finit pas de « rattrapper », accepte enfin de mettre au goût du jour ses installations mécaniques. Dès cet hiver, un « ascenseur horizontal » de 75 places — le Rocherbois — survolera en quatre minutes les ravins qui séparent les massifs de Rochebrune et du mont d'Arbois. Le téléphérique du mont d'Arbois, devenu une pièce de musée, sera descendu et remplacé par un télécabine dix places susceptible de transporter 2 600 personnes à l'heure. Après avoir accepté de faire partir il y a deux ans du centre du village un télécabine pour accéder directement aux pistes de Rochebrune, les Mégèves semblent désormais avoir pris goût à la modernité.

Frès d'une centaine de remontées mécaniques viendront cet hiver accroître un parc déjà fort consistant, comprenant 2 843 télécabins, 548 télésièges, 125 télécabines et 52 téléphériques.

Un « nouvel » appareil fera son apparition l'hiver prochain dans les montagnes françaises, plus précisément à Val-d'Isère : le bon vieux funiculaire reliera la Daille au plateau de Bellevue. Après un parcours de 600 mètres à l'air libre, il s'enfoncera dans un souterrain long de 1 700 mètres pour déboucher quatre minutes plus tard à 2 826 mètres d'altitude. En une heure, 3 000 skieurs pourront être transportés, ce qui constituera un nouveau record dans cette spécialité encore confidentielle (en France) des funiculaires alpins.

C. F.

Savoie : enjeu olympique

« **T**ROIS cent trente mille Savoyards se battent pour qu'en 1992 la Savoie soit olympique » : président du conseil général et député RPR de la Savoie, M. Michel Barnier, mobilise depuis plusieurs mois, avec l'ancien champion olympique Jean-Claude Killy, toutes les énergies de son département pour parcourir victorieusement les derniers obstacles qui le séparent de la réunion du Comité international olympique du 17 octobre 1986, qui doit désigner la ville organisatrice des Jeux d'hiver de 1992.

Dans ce but le comité de candidature dispose d'un budget de 15 à 20 millions de francs pour constituer et promouvoir le dossier technique.

Originalité de la démarche : entre l'Etat (4 millions de francs), la région (2 millions), le département et les stations (1 million de francs), un club de quinze grandes entreprises françaises, au sein desquelles on trouve notamment Matra, Arthur Andersen, Pêchiney, la Lyonnaise des eaux, Thomson, a décidé de « sponsoriser » le projet. Huit millions de francs viendront ainsi grossir le budget de promotion de la candidature d'Albertville et de la Savoie. Cela a permis de lancer une campagne nationale de soutien à la Savoie olympique grâce à des cartes postales à retourner au CIO.

C. F.

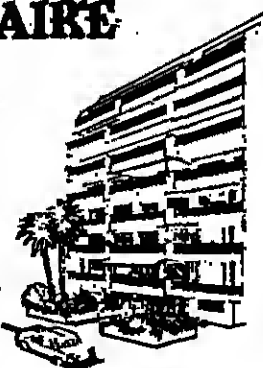


Vienne
ville de congrès
7 vols par semaine au départ d'Orly-Sud. En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de grande qualité. Et le confort de ses DC9.
AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

SOFILOISIRS aime et sélectionne pour vous, au juste prix!

LE SAGITTAIRE

NICE : du studio au 4 pièces. 31 appartements rattachés, de grand standing. Cuisines équipées. Avec parkings ou garages en sous-sol. Habitable immédiatement.
PRIX DE PRIN : beau 2 pièces 480.000 F. Bureau de vente sur place : Le Sagittaire, 9, rue Andréoli - 06000 NICE. Tél. 93.44.43.05.
ANNÉE : son emplacement privilégié dans Nice, 80 mètres de la Promenade des Anglais et de la mer, sa proximité des rues piétonnes. Le mariage de l'élégance raffinée et rassurante de cette Résidence avec un quartier pittoresque où l'âme nissarde se perpétue.



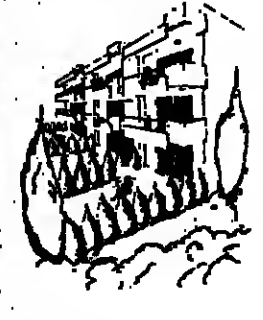
L'ARC EN CIEL

NICE : studios et 2 pièces avec cuisines équipées et caves, parkings ou garages en sous-sol. Habitable de suite. Entre le port et l'Acropolis. Charges de copropriété réduites.
PRIX DE PRIN : 2 pièces 47 m² + balcon + cave 450.000 F. Bureau de vente : L'Arc en Ciel, 68, Bd Delfino - 06300 NICE. Tél. 93.56.55.02.
ANNÉE : le confort et le fonctionnel qui se marient pour vous offrir une qualité de vie agréable dans un quartier situé près du port, de la vieille ville et des commerces.



LES BOUGAINVILLEES

CAGNES-SUR-MER : studios, 2 et 3 pièces, grand standing, 2 étages seulement. Habitable immédiatement. Larges terrasses, plein sud, ou jardins privatifs au rez-de-chaussée. 13 appartements de grand standing, cuisine équipée, caves, parkings.
PRIX DE PRIN : grand 2 pièces 520.000 F. Bureau de vente sur place : Les Bougainvillées, 18, ch. des Amandiers - 06800 CAGNES-SUR-MER. Tél. 93.22.50.41.
ANNÉE : le charme de cette adorable résidence où le chant des oiseaux vous fait apprécier encore davantage le calme et la verdure de son site ; son autonomie d'existence grâce à la proximité de la mer et des commerces.



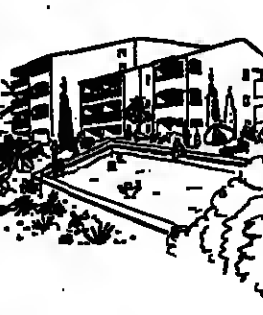
L'ASTROLABE

CAGNES-SUR-MER : 16 appartements du studio au 4 pièces, au milieu d'espaces verts, à 100 m de tous commerces, à 300 m de la plage. Larges balcons, jardins privatifs en rez-de-chaussée. Parkings en sous-sol fermé, cave.
PRIX DE PRIN : 2 pièces 31 m² + 11 m² balcons 316.000 F. Bureau de vente : L'Astrolabe, rue Jean-Bouin - 06800 CAGNES-SUR-MER. Tél. 93.73.62.14.
ANNÉE : son excellent rapport qualité-prix, sa situation privilégiée, son architecture agréable et son confort très étudié qui en font une résidence où il fait bon vivre.



Le Domaine du Préconil

SAINT-MANIME : près du centre et des plages, studios, 2 et 3 pièces avec cuisine équipée, cave et parking en sous-sol, jardins, piscine. Dans une propriété de 5 hectares une réalisation de petits immeubles de qualité dans un site privilégié.
PRIX DE PRIN : studio mezzanine 247.000 F ; 2 pièces 310.000 F ; 3 pièces 63 m² + terrasse 14 m² 610.000 F. Bureau de vente sur place : Le Domaine du Préconil, Chemin des Virettes - 83120 SAINT-MANIME. Tél. 94.43.81.18.
ANNÉE : le parc immense avec ses espaces verts aménagés, sa grande piscine, les plages à quelques minutes.



LE GENTIANA

MEGEVE : Au cœur de la station de Pra-sur-Arly, à 200 m des remontées mécaniques. Construction traditionnelle dans le style du pays. Studios + alcôve, 2 pièces, duplex, garages, commerces. Coins cuisine équipée, cave, placards à skis, parking extérieur ou couvert.
PRIX DE PRIN : 2 pièces 330.000 F. cave, casier à skis, parking. Bureau de vente : Le Gentiana, 74120 Pra-sur-Arly - MEGEVE. Tél. 93.24.62.09 Vence.
ANNÉE : son accès aux pistes de ski, sa vue au cœur du village, proche de l'église et des commerces. Son isolation thermique et phonique en fait une habitation confortable et chaleureuse.



Pour information :
SOFILOISIRS : 1055, Avenue Rhin et Danube
06140 VENCE Tél. 93.24.62.09

NOM _____
Adresse _____
☐ Le Sagittaire ☐ L'Arc en Ciel
☐ Les Bougainvillées ☐ L'Astrolabe
☐ Le Domaine du Préconil ☐ Le Gentiana



ORLANDO FLORIDA

• **SUPER APEX**
7/90 jours aller-retour à partir de **3.890 F**

• **AVION + VOITURE "FLORIDA SPÉCIAL"**
à partir de **4.490 F**

comprenant :
aller-retour ORLANDO + 1 semaine location de voiture en libre-service illimité, sur base billet individuel, pour visiter la Floride en toute liberté.

LUXEMBOURG/NASSAU
2 vols par semaine.

ACHÈVEMENT SNCF compris de Paris et de l'Est de la France.

vous agent de voyages ou

ICELANDAIR
9, bd des Capucines 75002 Paris
(1) 47.42.52.26

Pour bien « plancher »

Test alpin.

COMMENT faire le bon choix ? C'est la question que se posent tous les skieurs lorsque, avec les premiers flocons, vient le temps d'acheter de nouvelles « planches ».

Ces trois dernières années, la FNAC a entrepris d'aider ces consommateurs à faire leur sélection en faisant tester le matériel qui lui est livré. Les résultats des deux premières séries ont été publiés dans une sorte de ski de l'année. C'est ainsi que le succès commercial du Stardust (Rossignol) puis du Course GS (Dynastar) a été assuré. Les fabricants moins bien notés ont ainsi pu suggérer qu'il y avait quelques maigres dans ces tests.

Nous avons personnellement participé à ceux organisés en mars 1985 pendant quatre jours à l'Alpe d'Huez. A moins d'un tour de passe-passe de prestidigitateur, tout nous a semblé parfaitement régulier dans le déroulement des opérations conduites par l'ancien champion Adrien Duvalard avec une équipe de dix moniteurs professionnels et de onze journalistes spécialisés, qui ont passé au banc d'essai cinquante-deux paires de skis banalisés.

Après une descente de cinq à six minutes où il s'agissait de faire alterner les courbes, courtes et longues, avec des passages de glisse pure, chacun donnait ses notes — première impression, facilité, accrochage, stabilité, virages, tolérance, glissement, piste, libre — sur la paire essayée. La synthèse était ensuite faite par un ordinateur avec des recoupements excluant toute possibilité de fraude. Comme les années précédentes les résultats, qui ont été communiqués à la veille du Salon neige et montagnes, permettant d'établir un « hit parade » des skis 1985-1986 :

— **Skis de compétition :** les Course GS et SL de Dynastar, Combination RS de Head, National Team SG de Kästle, 77 Spécial de K 2, Stag de Lacroix, Vas Equipe 3 G ainsi

que XRS de Rossignol et Explo-siv R SL de Völk ont obtenu la mention « bien ».

— **Skis sport-détente :** les Omello et Starfo de Dynastar ont eu la préférence avec les XP 22 de Rossignol, FW 1 Confort de Kästle et Nano Poutier de Head.

— **Skis performance :** les Dynasty K et Omesoft de Dynastar ont été très appréciés avec les SX 366 de Kästle et SP 71 de K 2.

— **Skis d'initiation :** seuls les VX 10 de Dynamic et Vies de Dynastar ont retenu l'attention.

Toutefois, les écarts de notes entre tous ces modèles — sans doute parce que les tests se sont déroulés sur neige douce — sont très faibles.

A la réflexion, cependant, ces tests ne sont pas seulement intéressants parce qu'ils mettent en valeur tel ou tel modèle. Nous dirons qu'ils ont surtout un intérêt majeur est de révéler les carences incroyables de certains modèles. Les testeurs n'ayant pas le temps d'adapter leur technique aux skis qu'ils chaussent en série, les réactions viciées sont formidables mises en évidence. On a ainsi la surprise de constater que sur cinquante-deux modèles quatorze paires sortant des usines des plus grandes marques se sont révélées être de véritables « charmes ».

Il s'agit, chez Atom C Atomic, des Team Bionic RS, Team HV3 SL, Bionic SL, Micromic FES ; chez Fischer, des RC 4 Vacuum RS, Airite Carbon et CLP Carbon ; chez Dynamic, des VR 25 Tubular S et chez Rossignol, des Vas Equipe 46, Cristal et XP 33.

En clair, si les bons skis se valent, tous les skis ne se valent pas. Loin de là ! Un mauvais choix au moment de l'investissement, et toute une saison peut être gâchée.

A. G.

● La FNAC édite également une brochure où elle dresse un bilan comparatif de trente stations de ski des Alpes.

Ce livre qui fait courir...

L'auteur fait table rase des préjugés qui empoisonnent trop souvent la vie du coureur. Rien n'oblige à brider sa sexualité... Un merveilleux acte de foi dans la course à pied... Une vraie bible !

A. Giraud, « Le Monde »

Une source fantastique d'informations ! Ce livre séduit même les gens qui ne font pas de course à pied : une fillette de 14 ans, amie de ma fille, l'a dévoré de bout en bout ! Bravo aussi pour l'humour, pour les photos — ah ! ce coureur de la Préhistoire ! — et pour l'objectivité, qualité majeure de ce livre. Enfin un auteur qui considère que le lecteur est un adulte. Et puis, il y a la clarté.

M. Jossen, Venzolasca (Corse)

L'auteur a la rigueur du scientifique, la précision et le style de l'homme de lettres, l'expérience et les connaissances du sportif, directeur de la revue Spiridon. Ajoutez-y de la verve... Une sorte de pot-pourri qui aborde les sujets les plus divers... Et remarquablement illustré de documents et d'humour.*

« Vie et Santé »

Fort de ses 280 pages, dont 40 pages d'illustrations inédites, *Coureur, si vous saviez...*, de Noël Tamini, est en vente au prix de 120 F (frais d'envoi compris) seulement à l'ordre d'Odette Roig, Sernex, 74350 Cruseilles. En librairie : par Chiron.

* dès la fin d'octobre, « le nouveau Spiridon » s'appelle *Foulées* :

un magazine mensuel que vous trouverez au kiosque

Traces modernes

Matériel : le fond nordique au pas des patineurs.

EN liaison avec un développement important en Europe et aux Etats-Unis, le ski de fond a connu ces dix dernières années des bouleversements dans tous les domaines. La technique a considérablement évolué. Le « pas de patineur » est la dernière innovation gestuelle en date. Perfectionné par les meilleurs compétiteurs mondiaux surtout depuis 1982, il est maintenant utilisé par la masse des fondeurs de niveau moyen attirés par les épreuves populaires, dont l'esprit rejoint celui des grands rassemblements de coureurs à pied mieux connus du grand public.

Cette révolution n'est pas sans rapport avec les améliorations considérables apportées au tracage des pistes. Il ne faut pas oublier aussi et surtout les innovations intervenues dans le domaine du matériel à compter du moment où de grandes firmes se sont intéressées à un créneau soudain porteur sur un plan économique.

Après que Fischer, marque de skis autrichiens, ait introduit les composants plastiques en remplacement du bois dans la fabrication des lattes — leur première apparition marquante remonte aux Jeux olympiques de Sapporo en 1972 — des inventions fondamentales ont suivi. Toutes concernent l'association skis-fixations-chaussures, base même de la transmission du mouvement.

Ces trois éléments dissociés jusqu'en 1976. Une norme unique de fixations permettait l'adaptation de toutes les chaussures proposées sur le marché. Cette année-là, à l'occasion des Jeux olympiques d'Innsbruck (comme pour l'activité automobile, haute compétition et industrie font la paire), Adidas lançait aux pieds des coureurs soviétiques un ensemble coordonné fixations-chaussures inventé par un Alsacien, Armand Kreyenbühl. Précédemment, la chaussure se logeait dans un étrier et une tige de métal coïncit plus ou moins efficacement l'avant de la semelle.

Une transmission dynamique

Le nouveau système offrait plusieurs avantages : gain de légèreté, meilleur confort, fin du frottement contre les bords des traces, plus grande amplitude de la chaussure grâce à une avancée du point de flexion dans la mesure où une languette, réunie par un goupillon à la fixation, prolongeait la semelle. Au bout du compte, le système Adidas (aujourd'hui présent) permettait une transmission dynamique plus directe avec le ski.

Quatre années plus tard, en 1980, Salomon entrait dans la danse sur la base de son énorme expérience accumulée dans le ski al-

pin. Les techniciens d'Amey portaient au plus haut niveau de perfection l'idée de base d'Adidas. Lenns recherches avaient abouti à une amplitude encore plus marquée de la chaussure et à une amélioration du guidage du ski. Sur ce dernier point, le moyen trouvé consistait en une arête d'une dizaine de centimètres prolongeant en arrière la fixation rivée au ski. En retour de flexion, la chaussure, sculptée en semelle, se trouvait ainsi bloquée.

Adidas et Salomon manifestent toujours une présence active sur le marché. La gamme de la firme savoyarde s'élargit même cet hiver avec deux nouveaux modèles (l'un destiné aux dames, l'autre aux enfants) basés sur le système qui a fait son succès mais avec des améliorations de détail sur les matières utilisées pour un confort supérieur.

Aujourd'hui, nouvelle preuve de la vivacité française dans ce domaine, c'est au tour de Rossignol d'imprimer un nouveau tournant. La firme de Voiron était présente sur les pistes nordiques uniquement grâce à des skis, sa spécialité première. Mais elle vient de faire sensation au Salon international de Grenoble, où elle a reçu l'oscar de l'Equipe, pour une innovation, le « Rossignol Nordict Concept », qui ouvre une nouvelle ère pour le matériel.

Cette fois, un est en présence d'une intégration totale entre le ski, la fixation et la chaussure. Du

ménage à deux, on passe au ménage à trois... L'opération de montage des fixations est supprimée. Ce « ski tout compris » se traduit par la vision étonnante d'une chaussure comme encastree dans la « planche ». L'incidence du système sur le guidage du ski est très importante. On ne fait qu'entrer dans cette révolution car cinq cents paires seulement seront disponibles cet hiver. L'avalanche commerciale est programmée pour la saison suivante.

En attendant de pouvoir bénéficier de cette innovation, le grand public n'a pas grand-chose à attendre des catalogues par rapport aux précédents déjà remarquablement fournis. En revanche, les fondeurs attirés par le « pas de patineur » trouveront des skis adaptés à cette pratique (carres cachés, diminution de leur longueur, spatules plus basses, matières plus rigides) aussi bien, par exemple, chez Fischer que chez le Jurassien Vandel. Cette préoccupation explique également la commercialisation par Salomon de lames de flexion (symbolisées par une couleur blanche) qui permettent aux fixations d'augmenter leur « nervosité » dans cet exercice qui consiste en de violentes poussées latérales.

Le ski de fond aux essences rustiques a définitivement rendu l'âme. Les fabricants l'ont conduit à l'ère de la modernité.

LIBERT TARRAGO.

Hors piste

En poudreuse, les combinaisons s'imposent.

BÉNÉFICIAIRE des dernières innovations techniques, les combinaisons de ski offrent un confort renforcé et une étanchéité accrue en coupes épousant le mouvement. Les amateurs de ski hors piste apprécieront, en outre, l'effet coupe-vent poids plume grâce aux doublures spéciales.

Ainsi Du Pont de Nemours affine-t-il ses Dacron Holofoil et Quallofil, ce dernier testé sur l'Everest. Il s'agit d'un polyester creux traité pour obtenir le toucher et la qualité du duvet d'oie, tout en gardant la facilité d'entretien des synthétiques. Les pantalons en dacron thermofusible se portent près du corps, voire en fusaux collants, plutôt destinés aux pistes des discothèques. Ici, le producteur britannique offre dans le même contexte Tactel, un polyamide à brins fins à l'aspect de coton froissé, mat et imperméable, permettant d'adapter au ski les textures à relief de l'éti.

Les enfants de la balle, élèves de l'école du cirque d'Annie Fratellini donnent le coup d'envoi à la mode sports d'hiver au cours des défilés organisés par Sport 2000 dans le cadre de Neige et Montagne, un groupement de cinq cents magasins de sport à travers la France dont les propriétaires, souvent des moniteurs de ski, travaillent en famille. Côté hommes, le style spatial permet de rouler des mécaniques en carreaux épaulés, à rembourrage de plastique ou de caoutchouc aux articulations. Les pantalons, à taille haute et à bre-

telles, sont extensibles dans les deux sens. Les femmes se voient proposer des fusaux rétro, des ensembles à pantalons près du corps, aux jambes protégées de guêtres, tandis que les parkas s'ornent de fourrures, de touches fluo et d'écoisais. Des gants aux lunettes, tous les accessoires font partie de la fête.

Incrustations bleu dur

Au gré des marques vendues dans les grands magasins et chez les spécialistes, Patrick Vallancant a étudié pour Degré 7 une gamme hors piste, en popeline imperméabilisée, ouatée en Quallofil. En beige aux incrustations bien dur, la parka à col capuche comprend une double fermeture, glissière sous patte et pressions, quatre poches, poignets pare-neige, taille coulissante, doublée de jersey de coton fuchsia. Pour elle, 1 275 F environ ; pour lui, 1 295 F, chez Sparty, à la FNAC Sport au Forum des Halles et An Vieux-Campur, 12, rue des Ecoles.

Dorotennis taille en nylon paille et blanc mat un blouson à double parement en toile caoutchoutée, à capote incorporée, guêtres et gants assortis. Environ 1 225 F, 670 F, 135 F et 230 F, 10, rue Tronchet, 5, rue Franklin, aux Galeries Lafayette, au Printemps et au Forum des Halles.

Ellesse taille en Tactel à grosse trame une combinaison pour homme à col haut, quatre poches

et ceinture, chevilles resserrées par un élastique. Existe en dix couleurs, 2 050 F, 59, avenue Victor-Hugo.

Full Raven, un des meilleurs spécialistes suédois, double de Thinsulate ses combinaisons en coton enduit bicouleur, jaune ou bleu et gris, quatre poches et fermeture à pressions aux poignets et aux chevilles, 870 F, dans la boutique de la marque, 38, rue Saint-Jacques.

HCC adapte pour les femmes le style polaire en modèles de polyamide irisés les capuches sont ourlées de fourrure. Les combinaisons de randonnée en coton comportent des oppositions de matières et des manches raglan détachables par glissières. 1 950 F et 1 260 F, chez Franck & Fils ; King Sport, 57, rue d'Amsterdam ; Stellasport 100, rue de Longchamp.

Trois couleurs de popeline ressortent chez Killy, imperméabilisées par imprégnation de silicone avec intérieur traité en Gore-Tex, apprêt climatisé perméable à l'air, pas à l'eau. L'étanchéité est assurée par une double protection au col et aux poignets, tandis que le soufflet d'aisance sous les genoux empêche le pantalon de pocher. Egalement nouveau, le système des pattes de serrage aux che-

villes. Existe en sept coloris, 2 200 F env. aux Galeries Lafayette.

Fournisseur officiel des équipes de France masculine et féminine de ski alpin depuis quatre ans, K.Way réactualise par son polyamide froissé Tactel sa collection d'hiver, à superpositions, plis creux et bavolets. Ses combinaisons en mélange de coton et polyamide (60 % et 40 %), sont surtaillées à emmanchures chauve-souris et empiècements tricolores au col. Elles existent aussi pour enfants : 700 F et 960 F, chez Rousseau Sport, Maine Montparnasse et le Refuge, 44, rue Saint-Pierre.

Mossant vient de mettre au point une astucieuse combinaison en trompe-l'œil dont le haut s'enfile comme un chandail, en rouge à parements blancs, poches kangourou et col capuche, à pantalon détachable par glissière intérieure, le tout ouaté en Quallofil, polyester creux à canaux multiples. Pour femmes, le même haut rouge se porte sur un fusau extensible détachable. 1 670 F environ et 1 315 F, Sport J, 56, rue Ordener ; DND New Dale, 67, rue de la Procession.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

Grand vin de BORDEAUX A.O.C. FRONSAC
Les Trois Coteaux 33126
GUILLON KREDAN Fils
Tél. 57-84-32-09

VINS FINS D'ALSACE
CHARLES SCHLERET propriétaire
viticulteur à 68230 TURCKHEIM

VIN DE CHATEAU-NEUF-DU-PAPE « CUVÉE DU VATICAN »
VIN DE PAYS - VINS DE MARQUE
« Mas de Brie » - « La Cantarelle »
embouteillées par le récoltant
VIN DE TABLE EN CUBITAINERS
TARIF sur demande - Vente directe
Adressez-vous à DIFFONTY & Fils,
propriétaire-récoltant - BP 33
84230 CHATEAUNEUF-DU-PAPE

VIN BLANC, ROUGE, ROSÉ BORDEAUX
Direct propriété, cueilles 75-78
M. GREFFIER
Château Lamy, 33790 SOUSSAC

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTE 51200 EPERNAY, T. 281 58-48-57
Vin blanc en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1981 : 420 F TTC franco dom.
TARIF sur demande - Tél. 038 47-13-04
Louis Molin, viticulteur, 71800 Mercurey.

N'ATTENDEZ PAS LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE POUR VOS COMMANDES MONTLOUIS A.O.C.
Vin blanc sec, demi-sec, moelleux, méthode champenoise. Tarifs sur demande.
A. CHAPEAU, 18, rue des Alpes, Marnes-la-Maillarde, 77270 MONTLOUIS-S/LAUNY.
Tél. 16 (47) 80-80-84.

BORDEAUX SUPÉR. Fco TTC
66 fl. : 1 200 F (chèque joint) :
24 bott. 1982 + 24 bott. 1984 : 960 F ;
24 bott. 1976 + 24 bott. 1979 : 1 100 F ;
24 bott. 1972 + 24 bott. 1974 : 1 320 F ;
24 bott. 1975 + 24 bott. 1970 : 1 600 F ;
BELLOT, vigneron, 33620 LARUSCADE

La musique classique à l'écran

Petit panorama critique.

L'AUDIENCE de la musique classique progresse en France. La télévision y est-elle pour quelque chose ? TF 1, Antenne 2 et FR 3 ne proposent pas moins de quatre émissions musicales régulières. Il y a la nouvelle née, « Hauts de Gammes », sur TF 1 ; l'indémodable « Grand Echiquier », sur TF 1 ; ainsi que le populaire « Musiques au cœur », le tardif « Prélude à la nuit », sur FR 3... Émissions quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles. En quantité, le genre est relativement bien servi. Mais en qualité ? Le mélange de l'image et de la musique est, par nature, instable, et chaque production le dose à sa manière, sans que l'arithmétique sèche des indices d'écoute puisse servir vraiment de critère d'évaluation.

Sortir la musique classique de son ghetto, produire des émissions de prestige exportables, telles sont les intentions les mieux partagées — surtout quand le vieux mythe de la musique « langage universel » répète aux couleurs de la « télévision sans frontières » revient en force. Reste à savoir ce que vaut chaque formule, à dresser sinon le bilan, du moins un panorama critique des différents genres.

A chacun de « faire la différence ». Eric Lipmann, qui fut longtemps grand maître du classique sur Europe 1, vient de lancer sur la première chaîne « Hauts de gammes ». Son credo : « Le mariage de l'image et du son ne se conçoit que si les composantes sont de qualité. » Côté musique, une grande première pour une émission régulière : elle est retransmise en simultané sur France-Musique, en stéréo. Côté image, des principes convainquants : « Il s'agit de faire un film et non un reflet plus ou moins habile du concert. Montrer, par exemple, le visage du soliste violon quand un soliste comme Itzhak Perlman joue... »

« Hauts de gammes » fonctionne comme un magazine d'actualité, qui serait aussi un jeu télévisé. Cinq ou six invités — tous du petit monde musical — se voient poser des « collés ». Ils commentent les reportages, montages et morceaux que Lipmann leur propose, font un peu de musique. Spectacle, divertissement, information, ces ingrédients existent en un dosage subtil. La réussite tient autant au charisme de l'animateur qu'à la bonne volonté des invités. L'émission est, malheureusement, un peu lente. Lipmann la dit encore « en rodage ». L'heure nationale — 11 heures, le samedi — le satisfait pour l'instant. Mais il compte sur une programmation en soirée pour créer avec la musique un phénomène comparable à « Apostrophes ».



Le mariage de l'image et du son.

A Antenne 2, Jacques Chancel et Eve Ruggieri, stars confirmées, n'imitent qu'eux-mêmes. Jacques Chancel aime les musiciens, qui viennent souvent à son « Grand Echiquier ». La formule est identique pour Bernard Hinault, Serge Lama ou pour le violoniste Augustin Dumay. Chancel invite un ami, qui amène ses amis : au centre d'un plateau immense et surpeuplé, on fait salon.

On y fait également assaut d'exquise urbanité — Chancel à Karajan : « Dois-je vous appeler Maître... ? » Les verbes élogieux se conjuguent à toutes les personnes. Mais l'unction de Jacques Chancel fait presque toujours merveille. Un peu de bonne musique agrémentée le tout. Avec un taux d'écoute moyen de 10 % — record du genre — le succès est aussi constant que la formule, elle, échappe à toutes les critiques.

Sur la même chaîne, Eve Ruggieri joue la femme aux deux visages. L'animatrice chaleureuse, lyrique, de « Musiques au cœur », est, en même temps, la « conseillère à la musique » pour des opérations de prestige. Elle sait trouver les moyens de ses ambitions, comme cet été avec le festif gala Rossini. Cela dit, son style ne varie guère : Eve « raconte », toujours, son terrain de prédilection reste la biographie. Le procédé est populaire : « Musiques au cœur » talonne le « Grand Echiquier » sur le plan des indices. On peut aussi regretter que la vie des musiciens passe avant la musique. S'en est-elle rendu compte ? Elle se fait depuis quelque temps plus discrète. Espérons qu'on ne la reverra plus en surimpression sur les images de la Callas.

En comparaison, Charles Imbert, responsable de la musique à FR 3, est une sorte d'anti-star. Son principal atout, une programmation musicale apparemment sans concession, où les créations mon-

diales — contemporaines ou non — côtoient les œuvres les plus rebattues. Sa voix grave d'ancien chanteur règne sur la clôture d'antenne avec chaque soir « Prélude à la nuit », la seule émission au monde à « mettre la musique au quotidien », et son « Musclub », le samedi. A pareille heure, l'audience est forcément restreinte. Charles Imbert ne s'en soucie guère. Reste qu'un seul « Prélude à la nuit » — avec un taux d'écoute moyen de 10 % — attire plus d'auditeurs que l'ensemble des concerts donnés en France en un jour.

Son vrai problème est d'ordre financier, même si le procédé de fabrication ne coûte pas cher. Ce sont les régions qui la réalisent. Il achète aussi beaucoup, ce qui est encore plus économique. On enregistre vite, sans reprise. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si les interprètes ont souvent l'air crispé. Un plan sur le visage, un plan sur les mains, sans oublier les « beaux reflets » du piano.

En dépit de cette austerité, Charles Imbert croit en l'image. Elle est pour lui nécessaire à la musique : « Le son, tout seul, frustrerait l'auditeur, dit-il, car la musique est un art visuel. » L'union de l'image et de la musique est pleine de risques, propice à tous les détournements. On se hâte d'en avoir fini avec les illustrations d'antan — vases marines sur la Mer, de Debussy — pour tomber dans un autre schéma : montrer les musiciens pour montrer la musique. La réflexion sur la musique classique à la télévision n'en est qu'aux balbutiements.

● HAUTS DE GAMMES, chaque samedi sur TF 1, à 11 heures ; LE GRAND ECHIQUEUR, deux dimanches par mois à 20 h 35 et MUSIQUES AU CŒUR, le dernier dimanche du mois à la même heure sur Antenne 2. MUSIQUES AU CŒUR, le samedi, et PRÉLUDE À LA NUIT, chaque jour, en fin de programme sur FR 3.

Samedi
19 octobreTELEVISION
FRANÇAISE

1

- 8.00 Bonjour la France. 9.00 Partez gagnant. 9.45 5 jours en Bourse. 10.00 Reprise : Performances (diff. le 16 octobre). 10.30 Reprise : Les trois premières minutes (diff. le 16 octobre). 11.00 Hauts de gammes. (Lire notre article). 12.02 Tournez... manège. 13.00 Journal. 13.35 La séquence du spectateur. 14.05 Le rendez-vous des champions. 14.20 Série : Pour l'amour du risque. 15.15 Le merveilleux voyage de Nils Holgersson. 15.45 Casques et bottes de cuir. Magazine du cheval, tiré. 16.20 Temps X. 17.10 Série : Les hommes de Rose. 18.05 30 millions d'amis. 18.30 La route bleue. 18.35 Magazine auto-moto. 19.05 D'accord, pas d'accord (INC). 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Série : Julien Fontaines magistrat. Scénario J. Camus, réal. D. Moosmann. Avec J. Morel, M. Boyer, P. Maguelon, J. Garvillat. Fontaines enquête sur la fugue d'une adolescente.
- 22.10 Droit de réponse : Revue de presse de Michel Polac. L'émission est annoncée sous réserve, en raison d'un préavis de grève. Avec Coluche (Canal Plus), Jean-Marie Colombani (chef du service politique au Monde), J.-M. Bouguereau (Libération), D. Jamet (Le Quotidien de Paris), P. Benichou (le Nouvel Observateur), M. Gallo (le Matin), P. Gildas (Canal Plus), Ch. Villeneuve (Europe 1), C. Sérillon (TF 1), J.-P. Farkas (Radio France), J.-L. Burgat (Canal Plus).
- 0.00 Journal. 0.15 Ouvert la nuit. Série : Les Incorruptibles (rediff.).

ANTENNE
2

- 8.55 Journal des sourds et des malentendants. 9.15 Gym tonique. 9.50 Reprise : Apostrophes. (Diff. le 18 octobre). 11.00 Le Journal d'un siècle, de L. Bériot. Edition 1923. 12.00 A nous deux. 12.45 Journal. 13.30 Automobile : Grand Prix d'Afrique du Sud (et à 15 h). 13.35 Série : Cannon. 14.25 Superpétrole. 15.00 Concerto, Jesse Garon, Flash and the Pan, France Gall, Monte Cristo, Emmanuelle, Belouis Some. 15.00 Les jeux du stade. Rugby : France-Japon. 17.00 Les carnets de l'aventure. En direct du Salon neige et montagne. 18.00 Récit A2. Sinbad le marin ; Les mondes engloutis. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Demain, c'est dimanche. Autour de D. Balavoine, H. Salvador, G. Bécaud, M. Mathieu... 21.55 Les histoires d'Ono' Willy. Ivanhoé. 22.25 Les enfants du rock. Rock'n'Roll Graffiti, avec Ray Charles, Nicole Paquin, Ike et Tina Turner, Jacques Dutronc, Fats Domino ; MTV. Vidéo show : les « Oscars MTV », avec, entre autres, Paul Young, Grace Jones, Herbie Hancock... 23.30 Journal. 23.55 Bonsoir les clips.

FRANCE
RÉGIONS
3

- 11.30 Espace 3. 12.00 : Magazine village vacances famille. 12.15 : Connexions jeunes et entreprises, émission de l'ANPE. 12.30 : Energiquement vôtre, émission de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. 12.45 Voyage en immunologie. 13.30 : Horizon, magazine des armées. 14.00 : Le grand écart de l'industrie, le pétrole en France. 14.30 : Banque, Bourse, finances. 15.00 : Rencontres avec Mikawa. 15.45 : Repères : Bateau glisse, mini-car route, émission du ministère du travail. 16.15 Liberté 3. Magazine des associations. 17.30 Émissions régionales. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 18 h 55 où l'on verra sur tout le réseau Hello, Moineau. Dessin animé : La panthère rose. 20.04 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et programmes de Disney Channel. La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années. 21.50 Journal. 22.15 Feuilleton : Dynastie. Kirby essaie une fois de plus de tuer Alexis, mais échoue. Dramas chez les Forsythe. 23.00 Musichub. « Symphonie n° 4 » (l'Italienne) de F. Mendelssohn-Bartholdy par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Sir Colin Davis.

PÉRIPHÉRIE

- RTL, 20 h, Série : Les deux font le paire ; 21 h, A vous de choisir : les Feux de la chandeleur, film de Serge Korber, ou Boeing Boeing, film de John Rich ; 22 h 55, Série : Espion modèle. ● TMC, 20 h, Série : Knight Rider ; 21 h, Les dessous d'Hollywood ; 22 h 40, Monte-Carlo zéro. ● RTL, 20 h, Le Jardin extraordinaire ; 20 h 35, A nous la victoire, film de John Huston ; 22 h 30, Le mot de la fin. ● TSB, 20 h 5, Maguy ; 20 h 40, la Lune d'Omaha, de Jean Amila ; 22 h 10, Journal ; 22 h 25, Sports ; 23 h 25, Film de minuit, ou Rockpalais festival.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier. ■ A VOIR ■ GRAND FILM

DIMANCHE 20 OCTOBRE

Le Grand Pardon ■

Film français d'Alexandre Arcady (1981). TF 1, 20 h 35. (130 mn.)

La vie et les débâcles d'une famille de gangsters à façade honorable, juifs pédonneurs venus d'Algérie en 1962. Roger Hanin assure l'ordre patriarcal du clan.

Kismet ■

Film américain de William Dieterle (1944). (v.o. sous-titrée). FR 3, 22 h 30. (100 mn.)

Le roi des mendiants de Bagdad veut que sa fille épouse un prince. Avec Merle Truitt, vedette à combien fabuleuse de cette légende exotique made in Hollywood. On vous recommande sa danse en bus d'or.

LUNDI 21 OCTOBRE

Casablanca ■

Film américain de Michael Curtiz (1942) (N.). TF 1, 15 h 20. (95 mn.)

Parmi les réfugiés qui se pressent à Casablanca en 1942 pour échapper au nazisme, un Américain — patron de boîte de nuit — rencontre une femme qu'il a aimée, à Paris, mariée à un Tchèque traqué par la Gestapo. Un grand film noir, cosmopolite et romantique, où le mythe de Bogart fulgure avec son sacrifice pour Ingrid Bergman, émuvement à pleurer.

Le Cadeau

Film français de Michel Lang (1981), avec P. Mondy, C. Goldsmith. TF 1, 20 h 35. (110 mn.)

Une jolie fille sur la route d'un cadre stressé. Une comédie musicale italienne transformée en vaudeville bien français.

MARDI 22 OCTOBRE

L'Ami de Vincent ■

Film français de Pierre Granier-Deferre (1983), avec P. Noret, J. Rochefort. A2, 20 h 35. (90 mn.)

Un musicien de variété est blessé dans sa loge par une jeune fille l'accusant d'avoir défilé sa sœur. Un film sans surprises véritables. Rien que l'honorable « qualité française ».

MERCREDI 23 OCTOBRE

Du rififi chez les hommes ■

Film français de Jules Dassin (1955), avec J. Servais, C. Mohner (N.). A2, 14 h. (115 mn.)

Quatre truands réussissent le cambriolage d'une bijouterie de la rue de la Paix. Scénario tiré d'un roman d'Auguste Le Breton et auréolé d'une atmosphère de tragédie par le style de Dassin, émigré des États-Unis sous l'effet de la « chasse aux sorcières ». Fantastique urbain, « casse » célèbre.

JEUDI 24 OCTOBRE

Un génie, deux associés, une cloche ■

Film franco-italien de Damiano Damiani (1975), avec T. Hill, Mow-Mow. A2, 20 h 35. (115 mn.)

Un aventurier, son ami mûle et la compagne de celui-ci veulent s'emparer d'un butin dérobé. Imitation parodique des westerns de Sergio Leone... producteurs de celui-ci ! Comique caricatural.

VENDREDI 25 OCTOBRE

Lola ■

Film français de Jacques Demy (1961), avec A. Aimé, M. Michel (N.). A2, 22 h 55. (85 mn.)

A Nantes, une entraîneuse de cabaret attend le retour de celui qu'elle aime, père de son petit garçon... Un mélodrame sentimental potelé par Demy, le châtea des bonheurs fugitifs et des embêtements du cœur. Beauté et grâce de la mise en scène.

MERCREDI 23 OCTOBRE

Du rififi chez les hommes ■

Film français de Jules Dassin (1955), avec J. Servais, C. Mohner (N.). A2, 14 h. (115 mn.)

Quatre truands réussissent le cambriolage d'une bijouterie de la rue de la Paix. Scénario tiré d'un roman d'Auguste Le Breton et auréolé d'une atmosphère de tragédie par le style de Dassin, émigré des États-Unis sous l'effet de la « chasse aux sorcières ». Fantastique urbain, « casse » célèbre.

JEUDI 24 OCTOBRE

Un génie, deux associés, une cloche ■

Film franco-italien de Damiano Damiani (1975), avec T. Hill, Mow-Mow. A2, 20 h 35. (115 mn.)



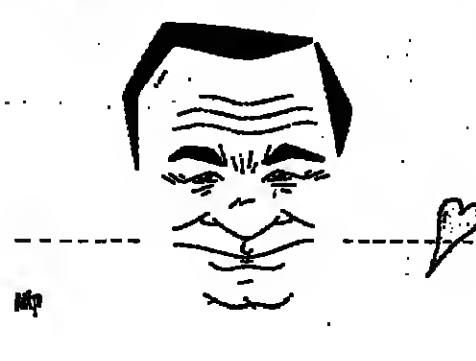
Un aventurier, son ami mûle et la compagne de celui-ci veulent s'emparer d'un butin dérobé. Imitation parodique des westerns de Sergio Leone... producteurs de celui-ci ! Comique caricatural.

VENDREDI 25 OCTOBRE

Lola ■

Film français de Jacques Demy (1961), avec A. Aimé, M. Michel (N.). A2, 22 h 55. (85 mn.)

A Nantes, une entraîneuse de cabaret attend le retour de celui qu'elle aime, père de son petit garçon... Un mélodrame sentimental potelé par Demy, le châtea des bonheurs fugitifs et des embêtements du cœur. Beauté et grâce de la mise en scène.

	Dimanche 20 octobre	Lundi 21 octobre	Mardi 22 octobre
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France. 9.00 Émission islamique. 9.15 A Bible ouverte. 9.30 Orthodoxie. 10.00 Présence protestante. 10.30 La jour du Seigneur. 11.00 Messe à la Cité Saint-Pierre à Lourdes; prédicateur P. Mohr, aumônier général du Secours catholique. 12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série: Starsky et Hutch.</p> <p>14.20 Les habits du dimanche.</p> <p>15.00 Dessin animé: Alice au pays des merveilles.</p> <p>15.30 Tiercé à Longchamp.</p> <p>15.45 Salut champion.</p> <p>16.45 Scopio à la une.</p> <p>17.30 Les animaux du monde.</p> <p>18.00 Feuilleton: Delia.</p> <p>Une guerre sans pitié se prépare contre Cliff Barnes.</p> <p>19.00 Sept sur sept.</p> <p>Magazine de la semaine de J. Lanzl et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Jean Lanzl.</p> <p>Invitée: Gisèle Halimi, écrivain, avocate, député de l'Isère en 1981, ambassadrice à l'UNESCO depuis avril 1983.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: le Grand Pardon</p> <p>Film d'Alexandre Arcady.</p> <p>22.55 Sports dimanche soir.</p> <p>Actualité du week-end.</p> <p>23.45 Journal.</p> <p>0.05 C'est à lire.</p>	<p>10.15 ANTOPE 1. 10.45 La Une chez vous. 11.00 Challenges 85. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournes... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série: Chapeau melon et bottes de cuir.</p> <p>Les choses du lundi. Rome, les nouveaux visages de la ville Média.</p> <p>14.45</p> <p>15.20 Cinéma: Casablanca.</p> <p>Film de Michael Curtiz.</p> <p>17.10 La vision de TF 1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton: Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu: Anagram.</p> <p>19.40 Cocorococoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: le Cadeau.</p> <p>Film de Michel Lang.</p> <p>22.20 Enlèves et toiles.</p> <p>Magazine de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.</p> <p>Le cinéma à la première personne. Avec des interviews de Luc Moullet, Alain Cavalier et Joseph Morder.</p> <p>23.20 Journal.</p> <p>23.35 C'est à lire.</p> <p>23.50 Vidéo-rock. Championnat du monde d'échecs en direct de Montpellier.</p>	<p>10.25 ANTOPE 1. 10.55 Le chemin des écoliers (CNDP).</p> <p>11.50 Les jours heureux. 12.02 Tournes... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série: Chapeau melon et bottes de cuir.</p> <p>14.45 Transcontinental. Le magazine hebdomadaire du voyage.</p> <p>16.10 Répétition: Irifvision (diff. le 17 octobre).</p> <p>17.10 La maison de TF 1. La soupe au potiron, la lutte contre le bruit.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton: Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu: Anagram.</p> <p>19.40 Cocorococoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.50 Les grands écrivains de TF 1: Commissaire Moulin.</p> <p>Scénario de P. Androux et J. Bourdier, réal. J. Ertand. Avec Y. Renier, E. Wimmer. (Redif.)</p> <p>Le commissaire, enquêtant sur l'enlèvement d'un personnage important, se heurte à la haine et à l'hostilité de la famille.</p> <p>22.00 Vértiges interdites: L'affaire Saint-Aubin.</p> <p>Série d'Anne Houang.</p> <p>Cinquième document de la série sur les grands faits divers revus et réanalysés quinze ou vingt ans après. Ici, l'affaire de Saint-Aubin, un accident toujours obscur. Le 5 juillet 1964, à 7 heures, un jeune homme mourait dans un accident de la route. Depuis vingt ans, les parents, persuadés qu'il s'agit d'un attentat par méprise, cherchent à établir les responsabilités. Jacques Vigoureux a suivi pas à pas l'enquête très minutieuse de Georges Benayoun. Un travail en profondeur, une des meilleures émissions de la série.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p> <p>23.35 Vidéo-rock. Championnat du monde d'échecs de Montpellier.</p> <p>23.55 Tity. Comprendre l'informatique.</p>
ANTENNE 2	<p>9.40 Informations et météo. 9.45 Les chevaux du tiercé. 10.00 Récité A2. 10.30 Série: Marianna, une étoile pour Napoléon. 11.30 Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Tout le monde le sait.</p> <p>14.30 Série: Les enquêtes de Remington Steele.</p> <p>15.20 L'école des fans.</p> <p>16.10 Kiosque à musique.</p> <p>17.00 Les cinq dernières minutes: Paris le 15 août.</p> <p>Réal. G. Lescaze, avec J. Debary, M. Ertand, Redif.</p> <p>Le commissaire Cabrol enquête dans une clinique, à la suite de la mort suspecte d'une jeune accouchée.</p> <p>18.30 Feuilleton: Maguy.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Le Grand Echiquier de Jacques Chancel.</p> <p>Autour de Bernard-Henri Lévy: Raquel Welch, Sami Frey, France Gall, Michel Boujenah, César, Maurice André, Michel Petrucci, Michael Rudy, Yamamoto.</p> <p>22.40 Danseur étoile: les nouvelles voies.</p> <p>Série de D. Bailey.</p> <p>Troisième émission, qui explore la relation danseur-chorégraphe, présente un survol historique de l'évolution du rôle du danseur.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.35 Bonsoir les clips.</p> 	<p>6.45 Télématin. 8.45 RFE: Encore une question.</p> <p>10.30 Antope. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2.</p> <p>11.35 Télématin. de S. Richard. Les Nœuds de Soudan.</p> <p>12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Feuilleton: Histoires à suivre.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Manger ou pas? Anorexie et boulimie, la même angoisse (première partie).</p> <p>15.00 Série: Des agents très spéciaux.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récité A2. Ploom; Chapi Chapi; Image Imagine; Super doc; Tchou; Cobra; les Aventures de M. Déno.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>Feuilleton: L'Auberge de la Jamaïque.</p> <p>D'après D. de Maurier, réal. L. Gordon Clark. Avec J. Seymour, P. McGowan, T. Eve, J. McEnery, B. Whitelaw.</p> <p>Deuxième partie du téléfilm anglais tiré du roman de Daphné du Maurier. Les aventures rocambolesques de la pauvre Mary se multiplient: séquestration, naufrage criminel d'un voilier avec meurtre et pillage, assassinat de son oncle et de sa tante, sacrifices humains chez les druides... Un mélo mal doublé.</p> <p>21.55 Série documentaire: Les coulisses du sport.</p> <p>Le petit plus qui fait les grands champions, enquête de D. Fisher, réal. G. Cotto.</p> <p>Pour bien comprendre à quel point le sport de haute compétition fait appel à d'autres qualités que la force brute, le corps, les muscles, l'entraînement physique. Il faut plus - motivation, combativité, rage de vaincre et capacité de surmonter son émotivité - pour décrocher les médailles d'or.</p> <p>22.45 Journal.</p> <p>23.10 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2.</p> <p>11.35 Les carnets de l'aventure. Envol au pays des Djonnou.</p> <p>12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton: Histoires à suivre.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Manger ou pas? Anorexie et boulimie, la même angoisse (deuxième partie).</p> <p>15.00 Série: Des agents très spéciaux.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>Avec Nazare Peirera, etc.</p> <p>17.25 Récité A2.</p> <p>Ploom; Image Imagine; Il était une fois le cirque...</p> <p>18.25 Darby.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma: l'Ami de Vincent.</p> <p>Film de Pierre Grunz-Dufour.</p> <p>21.15 Mardi cinéma.</p> <p>Avec Marie Laforêt, Magali Noël, Guy Marchand, Jacques Villeret.</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.50 Bonsoir les clips.</p> 
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants. 10.00 Mosaïque. Pages étrangères: Yngolavie, Portugal. Magazine: Franco Plus; Baileche 89; théâtre, variétés, cinéma. 12.00 D'un soleil à l'autre, magazine du monde rural.</p> <p>13.00 Émissions en langues régionales.</p> <p>14.30 Magazine 85 de la GME.</p> <p>15.00 Dessin animé: les Entrecatchs.</p> <p>15.25 L'aventure: un gentil petit coyote.</p> <p>Émission de Frédéric Rossif.</p> <p>16.25 Croc-Ménages. Émission du CNDP.</p> <p>Thème du jour: La bionique; Les voyages fantastiques; L'ordinateur; Lucky Luke; Jeu: Génies en herbe.</p> <p>17.30 Décibels. Avec Angel Maimone Entrepris, etc.</p> <p>18.00 Culture Clap. Avec Yves Simon, chanteur, romancier; le Louvre, etc.</p> <p>18.30 Documents secrets. Jeu de Pierre Bellemare.</p> <p>19.15 Émissions pour les jeunes.</p> <p>19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série: Benny Hill.</p> <p>20.35 Look</p> <p>(Sauf l'Alsace), par Pascaline Cuvelier. Réal. Irène Richard.</p> <p>La mode est à la mode. Ce n'est plus seulement une façon de s'habiller, c'est « être ». Le « look » révèle aussi l'esprit du temps. C'est la petite histoire des mentalités et des comportements, affichés sur chacun de nous. Pascaline Cuvelier et Irène Richard ont interrogé le pourquoi, le comment et le qui du concept. On verra des mannequins, des directeurs artistiques, quelques « prétextes » du « look 85 ».</p> <p>21.30 Aspects du court métrage français.</p> <p>« Héralte l'obscur », de Patrick Deval; « Rendes-vous » de Philippe Brach.</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit: Kismet.</p> <p>Film de William Dieterle (homage au Technicolor).</p> <p>0.10 Prélude à la nuit.</p> <p>Prélude et fugue en la mineur, de J.-S. Bach, adapté pour le piano par Franz Liszt, interprété par Shoni Shemtov, au piano.</p>	<p>16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 15, où l'on verra sur tout le réseau le cinéma 161'VEU du sorcier, à 17 h 45, La mémoire aux images, à 18 h 35, Hello, moi-même !; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: les Entrecatchs.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma: Vincent, François, Paul et les autres.</p> <p>Film de Claude Sautet.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>23.00 Boîte aux lettres.</p> <p>Magazine littéraire de Jérôme Garcin.</p> <p>Spécial San-Antonia. C'est dans le restaurant le Coupe-Chou que Jérôme Garcin a reçu Frédéric Dard, alias San-Antonia. Une heure de conversation à bâtons rompus.</p> <p>Série: Coup de cœur.</p> <p>Elle aime les chais autant que les hommes.</p> <p>0.05 Prélude à la nuit.</p> <p>« L'enfant muet » (extraits de cinq chants sur Lorea) de Noël Lee, interprété par Kathy Chastain, flûte, et Noël Lee, piano.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 heures, où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Haidouks; à 17 h 15, Dynamite; à 18 h 35, Hello, moi-même !; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: les Entrecatchs.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma: Volupté.</p> <p>Film de Raoul Mac Dougal.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.50 Émissions régionales.</p> <p>A chaque région son programme. Depuis la rentrée trois mardis sur quatre, chacune des douze stations régionales prend son autonomie. La Bourgogne reçoit un invité politique. Le Limousin-Poitou-Charentes parle des protestants sous Richelieu (émission suivie d'un débat). Le Midi-Pyrénées met en images une nouvelle de Michel Tournier. La Normandie retransmet un concert de Little Bob Story. Rhône-Alpes diffuse « Voyage d'un comédien », de J. Tréfont, Paris-Île-de-France propose, en direct de Bercy, un match de hockey sur glace, etc.</p> <p>23.50 Coup de cœur.</p> <p>Manifeste en faveur du foot-rugby.</p> <p>23.15 Prélude à la nuit.</p> <p>L'ensemble orchestral de Haute-Normandie, dirigé par Jean-Claude Berlingien, interprète Danes roumaines du compositeur Bela Bartok (1881-1945).</p>
PÉRIPHÉRIE	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Cinéma: Même heure, même histoire, film de Robert Mulligan; 22 h 10, Journal; 22 h 20, Grand écran. TMC, 20 h, Série: L'homme au katana; 21 h, Série: Tous les fleuves vont à la mer; 22 h 40, Forum RMC; 23 h 5, Sky Trax. RTS, 20 h, L'esprit de famille; 21 h 20, Téléfilm: la Dame des dunes, de Joyce Kuzniel. TSR, 20 h, Série: Le maître du jeu; 20 h 50, Tickets de premières; 21 h 45, Ecran sportif: les tours de corde; 22 h 40, Journal. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Dynastie; 20 h 55, Jeu; 21 h, TV groupé, film de J.-C. Mézière; 22 h 45, Journal; 22 h 55, Midi-minuit. TMC, 20 h, Dynastie; 20 h 55, Jeu; 21 h, Ambulances tout risques, film de Peter Yates; 22 h 50, Sky Trax. RTS, 20 h, Ecran-témoignage: le Flèvre du samedi soir, film de John Badham (avec J. Travolta...), suivi d'un débat sur le thème « Music Stars ». RTS-TELE 2, 20 h, Le temps retrouvé; 20 h 30, Chansons souvenirs; 21 h 30, Théâtre wallon: Sor Ji Vou. TSR, 20 h 15, Spécial cinéma; 22 h 55, Journal; 23 h 10, L'antenne est à vous. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Cinéma: les Aventures de Rabbi Jacob, film de Gérard Oury; 21 h 45, Journal; 21 h 50, Je Troisième Homme, film de Carol Reed; 23 h 30, Cinéma; 23 h 45, Midi-minuit. TMC, 20 h, Série: Les deux font la paire; 20 h 55, Jeu; 21 h, le Mélodie du bonheur, film de Robert Wise. RTS, 20 h 5, Billet de faveur: la dame de chez Maxim; 22 h 35, Il était une fois la télé. RTS-TELE 2, 20 h, Variétés: Rox-Box; 21 h, Ciné-club: Helmut, d'E. Rein (9 épisodes). TSR, 20 h 10, Série: Vice à Miami; 21 h 10, Nous, peuples des Nations unies; 22 h, Regarde; 22 h 30, Journal; 22 h 45, Hockey.

إلى كل من

الوقت العربي

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS VII
SAMEDI 19 OCTOBRE 1985

Mercredi
23 octobre

9.30 ANTOIPE 1. 10.00 La Une chez vous. 10.15 Vitamine (et à 13 h 40) Dessin animé, feuilletons, info, variété. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournes... manège. 13.00 Journal. 16.00 Série : Mon ami Gaylord. (Redif.) 17.00 Les trois premières minutes. 17.30 La chance aux chansons. 18.30 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Santa Barbara. 19.15 Jeu : Anagram. 19.33 Loto sportif. 19.40 Cocoricooboy. 19.53 Tirage du Tao-o-Tao. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du Loto. 20.35 Feuilleton : Le regard dans le miroir. Scénario de J. Chapot et N. Kaplan. Réal. J. Chapot. Avec A. Clément, B. Cremer, M. Bouquet... (3^e partie). Une jeune photographe très lancée découvre dans son petit cinématome une tanière avec son propre nom : Dora Stern, décédée le 15-2-1959 ! Un savant jeu de miroirs où « Je » est un autre, un suspense façon Hitchcock où le chasseur et sa proie ne sont qu'une seule et même personne. 21.40 Les Oscars de la mode. Le 23 octobre à l'Opéra de Paris, cinq récompenses seront décernées aux meilleurs créateurs français et étrangers. Un événement grand spectacle retransmis en direct sur la Une, puis en différé sur la chaîne américaine NBC et la japonaise Nippon TV. 21 créateurs viendront avec leurs mannequins vêtus de rouge. Pier Luigi Pizzi, à qui a été confiée la mise en scène de cette cérémonie, a composé une fête fastueuse, folle. Défilés éparés qui se rassemblent en cortèges, stars, Grace Jones descendra même... du lustre de l'Opéra. 23.40 Performances. Magazine d'actualités culturelles de M. Cardona. Un couple prend un « coup de jeunesse », les murs peints de Montreuil, images de l'étranger et un invité, Alexis Gruss (le cirque poétique). 0.05 Journal. 0.20 C'est à lire. 0.35 Vidéo roque. Championnats du monde d'échecs de Montpellier.

6.45 Télématin. 9.15 Récit A2. Bibi Foc ; Camera off ; Tchaou et Grodo ; L'empire des cinq ; Johan et Pirlouit ; les Shadoks... 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoires à suivre. 14.00 Cinéma : Du rififi chez les hommes. Film de Jules Dassin. 16.55 Récit A2. Les Schtroumpfs, les Poupees, Latulu et Liréli, Clémentine. La bande à BD. 17.00 Série : Les brigades du tigre. 17.55 Football : Belgrade - Nantes. 18.50 D'accord, pas d'accord. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Les enquêteurs du commissaire Maigret. Maigret au Pénitencier, d'après Simonon, réal. F. Lail. Avec J. Richard, P. Pellerin, C. Ozonberger... Arlette, danseuse dans une boîte de nuit à Pigalle, fait une étrange prédiction à la police : « On va assassiner une comtesse », puis se rétracte. Emmenée au Quai des Orfèvres, elle rencontre le commissaire Maigret. 22.00 Les jours de notre vie : Valérie la douleur. Magazine de D. Thibault, réal. S. Hanin. Que faire face aux douleurs chroniques qui résistent aux traitements classiques ? Des névralgies faciales, des migraines, certains cancers font horriblement souffrir, poussant les victimes jusqu'au suicide. Depuis quelques années des médecins ont créé des « centres de traitement de la douleur » pour traiter ces cas désespérés. 22.55 Journal. 23.20 Bonsoir les clips.

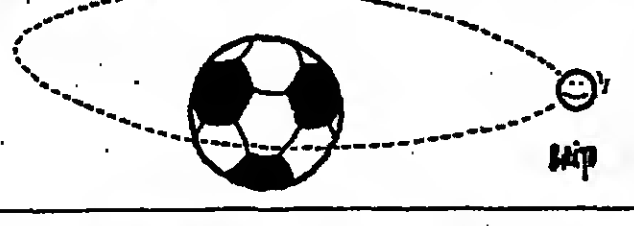
14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haïdouks ; à 17 h 30, Simon et Sarah ; à 18 h 55, Hello, moi aussi ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 18.55 Dessin animé : les Entrecatchés. 20.05 Les jeux. 20.35 La fête en France : Domino, Domino. Chaque mois, c'est l'une des douze régions qui fabrique et propose cette émission de variété. FR3 Limousin Polton Charentes inaugure le genre avec une émission dont le point de départ est le 2^e Festival de la francophonie à Limoges. Christiane Jolivet offre une fête en noir et blanc avec des chanteurs, des danseurs et des musiciens venus d'Afrique, du Maghreb, du Québec. D'Alpha Blondy à Véronique Sanson, de Philippe Laval à Karim Kacel. 21.35 Thalassa. Magazine de la mer de G. Peronard. Yachting-dollar, un reportage de L. Blanchet et G. Nevers. 22.20 Journal. 22.50 Météo-polar : la Théorie du 1 %. Yvonne Favre de F. Fajardie, réal. G. Marx. Avec F. Simon, S. Barthelemy, B. Farcy... Un village dans la campagne normande de nos jours. Les assassinats se multiplient. Les victimes sont mutilées, rituellement, sans raison apparente, certains villageois sentent qu'ils sont sur la liste des victimes. Un des plus violents téléfilms de cette série qui renouvelle l'écriture du « polar » à la télévision. 23.40 Coup de cœur. Eloge de Michel Simon. 23.50 Prélude à la nuit. Prélude en ut de G. Gershwin, interprété par K. Redel, flûte et N. Lee, piano.

● RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, La Ciel peut attendre, film de W. Beatty et Buck Henry ; 22 h 50, Journal. ● TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Téléfilm : Sherlock Holmes à New-York, de Boris Sagal ; 22 h 50, Sky Trax. ● RTL, 20 h, C'est à lire : le SIDA ; 21 h, Feuilleton : Miami Vice ; 21 h 55, Coup de film ; 22 h 5, Cargo de nuit. ● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra Sports. ● TSR, 20 h 10, Dynasty ; 21 h 10, Wynsford ; 22 h, Journal ; 22 h 15, Football.

Jeudi
24 octobre

10.45 ANTOIPE 1. 11.15 La Une chez vous. 11.30 Les jours heureux. 12.02 Tournes... manège. 13.00 Journal. 13.50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 14.45 Les amoureux du monde. Les colosses de l'Inde, les éléphants. 15.25 Quarté en direct d'Antony. 15.30 A cœur ou à raison : Mladj. Téléfilm de F. Leterrier, avec J. Dufillo, C. Giraud... (Redif.) 17.00 La maison de TF 1. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Série : Santa Barbara. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricooboy. 20.00 Journal. 20.35 Série : Columbo. Scénario Steven Bochco, réal. Steven Spielberg. (Redif.) Tandis que Joanna parle avec son mari au téléphone, elle entend des coups de feu : son mari est tué. 21.50 Les jouissances de l'information : Information. Magazine d'actualité d'A. Derrera, R. Piz, M. Albert, J. Desnoy et B. Laize. Au sommaire : Guatemala : la « paix des militaires » ; Mexique : quand la terre tremble ; From-Park : la « paix » vietnamienne. 23.05 Journal. 23.20 C'est à lire. 23.35 Vidéo roque. Championnat du monde d'échecs en direct de Montpellier.

6.45 Télématin. 10.00 Télévision scolaire. 10.30 ANTOIPE. 11.20 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.30 La télévision des téléspectateurs. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Feuilleton : Histoires à suivre. 14.00 Aujourd'hui la vie. Des auteurs et vous. 15.00 Série : Des agents très spéciaux. 15.50 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récit A2. Ploom ; Image imagine ; Mes mains ont la parole ; Terre des bêtes... 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émission régionale. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Cinéma : Un génie, deux associés, une cloche. Film de Damiano Damiani. 22.30 Magazine : Planète foot. présenté par B. Péro et R. Piantoni. Les coupes européennes : la Coupe du monde ; rétrospective ; séquence ciné d'œil Verone-Juventus. 23.30 Journal. 23.55 Bonsoir les clips.



17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haïdouks ; à 17 h 30, Simon et Sarah ; à 18 h 55, Hello, moi aussi ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 19.55 Dessin animé : les Entrecatchés. 20.05 Les jeux. 20.35 Téléfilm : la Dame de Cœur. D'après D. Boulanger, adapt. J. Sagols et D. Boulanger, réal. J. Sagols. Avec P. Rocard, R. Berry, F. Brizard... (Redif.) Après la mort d'une cartomancienne, sa nièce Marthe prend le relais bien que totalement dépourvue de dons de voyante. Marthe aime Marcel. Coups et étreintes se succèdent entre les vertes des clients les plus singuliers. 22.15 Journal. 22.40 Météo-polar. Une série de Jimmy Jonquard pour vous donner le goût du vin. 23.10 Coup de cœur. L'immense regret de n'avoir jamais connu ses grands-parents. 23.15 Prélude à la nuit. Prélude op. 3 n° 2, de Rachmaninov, interprété par le pianiste Cyprien Katsaris.

● RTL, 20 h, Dallas ; 20 h 55, La coffee-fort ; 21 h, l'Évadé d'Alcatraz, film de Donald Siegel ; 23 h, Journal ; 23 h 10, Mid-music. ● TMC, 20 h, Série : Un espion mobile ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, MASH, film de Robert Altman ; 23 h 10, Sky Trax. ● RTL, 20 h, Autant savoir ; 20 h 30, Mort sur le Nil, film de John Guillermin ; 22 h 45, Ciné-music. ● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Histoire : La guerre secrète ; 20 h 50, Concert. ● TSR, 20 h 5, Temps présent ; 21 h 15, Concert de la Journée des Nations unies ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, l'Assolvi, film indien de Guru Dutt.

Vendredi
25 octobre

10.25 ANTOIPE 1. 10.55 Le Chemin des écoliers. Émission du CNDR. Invité : Genevieve Margues, sur le thème : Nature et invention ; 11.15 La Une chez vous ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournes... manège. 13.00 Journal. 13.50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 14.45 Temps libres... à l'opérette (et à 16 h 30). 16.00 Série : Au nom de la loi. 17.10 La maison de TF 1. Pour conserver les fruits, etc. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Salut les petits loups. 18.30 Mini-journal pour les jeunes. 18.45 Feuilleton : Santa Barbara. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricooboy. 20.00 Journal. 20.35 Nuit des sept d'or. En direct du Lido, une émission proposée par TF 1 et TSB 7 Jours ; particip. : INA ; présentation : Patrick Sabatier. Pour la première fois, les vedettes et les créateurs de la télévision sont réunis au Lido pour l'attribution des vingt et une « 7 d'or » décernés par l'Académie des arts de la télévision. On y récompensera le meilleur animateur, le meilleur journaliste, le meilleur producteur, le meilleur documentaire, etc. On est très étonné de ne pas voir citer « Lire c'est vivre » parmi les meilleurs magazines culturels. 22.35 Denise Glaser ou le temps retrouvé. Ils sont près de neuf millions de téléspectateurs en 1961 à suivre Discorama chaque dimanche matin. Denis Derrin propose une rétrospective de celle qui fit défiler sur l'écran, entre deux battements de cils, les plus grands de la chanson française. On revivra donc : Bré, Brasseur, Ferrat, Ferré, Barbra, Ringlind, Montaki... on s'en réjouit, mais quelle frustration aussi. Pas une chanson entière, quelques notes, deux paroles, trois petits tours et puis s'en vont ! Cinquante-sept minutes, c'est trop long ou trop court. 23.35 Journal. 23.50 Tapage nocturne. Émission de G. Foucaud.

6.45 Télématin. 10.30 ANTOIPE. 11.20 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.30 Reprise : Terra des bêtes ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Histoires à suivre. 14.00 Aujourd'hui la vie. Composez le programme. 15.00 Série : Des agents très spéciaux. 15.50 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récit A2. Ploom ; Image imagine ; Super Doc ; Latulu et Liréli... 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émission régionale. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.30 Loto sportif. 20.35 Feuilleton : Jeu, art et match. De J. Geron et E. Solal ; réal. : M. Wyn. Avec H. Gnybet, M. Baquet (deuxième épisode)... Le jeune tennisman a grandi. Au lycée : sports-études. Arnaud se sent tiraillé entre l'entraînement et les plaisirs de son âge. Enfin remarqué par Henri Lecomte, il s'installe dans un somptueux palace et découvre le luxe. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Fivet. Sur le thème : Sartre et Céline, sont invités : Anna Boschetti (Sartre et les Temps modernes), Annie Cohen-Solal (Sartre) ; François Gibault (Céline : Délices et persécution), Henri Godard (Poétique de Céline), et Maurice Nadeau, directeur de la Quinzaine littéraire. 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club (cycle années 60) : Lola. Film de Jacques Demy.

17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haïdouks ; à 17 h 30, Simon et Sarah ; à 18 h 55, Hello, moi aussi ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant. 19.55 Dessin animé : les Entrecatchés. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Feuilleton : le Paris. Réal. D. de la Paludière et A. Kanof. Avec Ch. Aznavour, O. Pielou, J. Charly... Après avoir fait fortune au Venezuela, Julien Maurès réapparaît en France, ce qui ne semble pas particulièrement faire plaisir au « clan ». Va-t-il se venger ? Un « Dallas » à la française. Amour, passion, corruption... Règlements de comptes à l'intérieur des grandes familles. Efficace ! 21.30 Quelques mots pour le dire de la Sécurité routière. 21.35 Les médicinales : Entendre. Magazine d'information d'André Campana et Igor Barrère. Comment dépister tôt la surdité des petits enfants. 22.25 Journal. 22.55 Météo-polar. Magazine de l'air et de l'espace. Après « Thalassa » et « Montagne », voici un nouveau magazine mensuel proposé par Max et François Armanet. Avec Patrick Baudry, pilote de chasse, le deuxième Français à être parti dans l'espace. Et divers sujets d'actualité. 23.25 Série : Coup de cœur. Un incorrigible optimisme. 23.55 Prélude à la nuit. « Te Deum » (Introduction) de M.-A. Charpentier, les « Quatre Saisons » de Vivaldi, et un concerto brandebourgeois, de Bach, par les Cambridge Buskers.

● RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Série : l'Appel de la gloire ; 22 h 5, Drive in : Une étoile est née, film de Frank Pierson ; 0 h 30, Mid-music. ● TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Téléfilm : Terreur sur le Queen Mary, de D.C. Rich ; 22 h 45, L'homme qui aimait les femmes, film de François Truffaut. ● RTL, 20 h, Feuilleton ; 21 h, Cartouche, film de Ph. de Broca (avec J.-P. Belmondo). ● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Éléments, mon cher Einstein ; 21 h, Écritures : 21 h 30, Théâtre club : Kidouklof, de Liliane Verpeet. ● TSR, 20 h 45, le Sang des autres, film de Claude Chabrol ; 21 h 45, Les virtuoses du soir : Poussin se fait des copains ; 23 h 10, Journal ; 23 h 25, Octo-giciel ; 23 h 55, Falco.

TÉLÉVISION FRANÇAISE
1

ANTENNE
2

FRANCE RÉGIONS
3

PÉRIPHÉRIE



CATHERINE HUMBLLOT.
● *Figures de la mode :*
Thierry Mugler, samedi 19 à 16 h 50, nuit du 23-24 à 2 h, le 27 à 7 h (53 minutes).

un chef-d'œuvre de cinéma baroque, un film super-noir où Orson Welles détruit le mythe de Rita Hayworth.

GILDA ■. — Film américain (1946) de Charles Vidor — Le 22 à 9 h, le 25 à 15 h 25.

22 h 30, Cinéma de minuit : *le Passage du canyon*, de Jacques Tourneur ; 0 h, *Prélude à la nuit*.

débuts américains.
8.02 Les chants de la terre.
8.30 Jeux d'aujourd'hui : dernière édition.
9.10 Les musées en dialogue, magazine de la musique encluse.
9.40 Sonnettes de Scarlatti, par Scott Ross.
10.02 Avenir concert.
10.30 Copcort : « Mercurius amicus », « Les berges sur l'océan », extrait des « Métrés », de Ravel, Concerto pour violon et orchestre de Yun, Symphonie n° 41 ou ut, majeur de Mozart, par l'Orchestra radio-symphonice de Samarkand, dir. E. Boer, sol. S. Gervasio, violon.
2.30 Les soirées de France-Musique : les Pêcheurs de perles : à 24 h.

الصحافة العالمية

« Le Monde » et le « Washington Post »

Les précepteurs et les mousquetaires.

QU'ONT en commun le Monde et le Washington Post ? Ni leurs origines, ni leurs mœurs, ni le milieu qui les entoure. Jean-Gustave Padiou, qui publie une étude sur les deux grands quotidiens, le constate, mais ajoute aussitôt : « Tous deux ont le dessein de créer des institutions qui exaltent chacune à sa manière le journalisme de prestige. »

Institution, le grand mot est lâché. Qu'est-ce à dire ? Pour Padiou, c'est dans la presse une organisation qui revendique un « surplus d'idées » et « aspire à des couronnements spirituels ». Elle ne néglige pas les profits, mais elle est prête à les sacrifier pour remplir la mission qu'elle s'est fixée.

Dans le cas du Washington Post, fleuron du capitalisme libéral, la mission a été définie par le banquier new-yorkais Eugene Meyer, lorsqu'il racheta ce journal moribond : « Dire toute la vérité dans la mesure où le journal peut la découvrir, en ce qui concerne les affaires importantes de l'Amérique et du monde », rester « décent », placer au-dessus de tout le bien public, être loyal, libre et objectif.

Pour Hubert Beuve-Méry, fondateur du Monde, il s'agissait d'assurer un « service public » en créant « un organe affranchi de toute sujétion politique, économique et financière », avec la conscience d'être « chargé d'une mission particulière au sein de la presse ».

Dans le premier cas, être le meilleur, atteindre l'excellence.

fonctions ne sont pas séparées, au départ, entre gestion et rédaction. Il est le « patron » de l'entreprise dans son ensemble. Rédaction et gestion sont toutes deux soumises à la même conception du « service public », au même impératif d'indépendance. La rédaction est fortement structurée, spécialisée : condition indispensable de ce que Padiou appelle, avec une révérence d'une amicale ironie, « le magistère de l'instruction journalistique ».

Le Washington Post a dû ses succès récents à un binôme étonnant. Kate Graham, fille et héritière d'Eugene Meyer, propriétaire du journal, qu'elle a transmis il y a peu de temps à son fils Benjamin (Ben) Bradlee, « patron » de la rédaction. Deux personnalités étonnantes : M^{me} Graham, jeune veuve timide et empruntée, épanouit en chef d'entreprise plein d'autorité. Ben Bradlee, conduisant à vue son journal, préférant aux structures figées dans les organigrammes la concurrence entre les jeunes loups qu'il lance sur les pistes, impose aux « managers » des audaces qui répugnent à leur prudence. Un peu de son ami John Kennedy par la fascination qu'il exerce et aussi par l'hostilité qu'il suscite.

Au Monde, rien de semblable. Le rayonnement d'Hubert Beuve-Méry est d'une tout autre sorte. Le fondateur est d'abord un moraliste et un homme de rigueur. Les

« Une croyance primitive »

Le souci, l'obsession de l'indépendance, « une croyance primitive », imprègnent toute la vie du journal. L'auteur a, pour le démontrer, fouillé les comptes rendus des assemblées générales de la Société des rédacteurs, ceux des comités de rédaction, les notes internes. La démonstration est irréfutable. « Indépendance, indépendance ! » est bien, comme il le dit, « la prière du Monde ».

L'auteur insiste aussi sur les conceptions du journalisme tel

qu'on le pratique « dans les bureaux du Monde » et « sur le foirail du Washington Post ». La démonstration est là moins convaincante. D'une part un journalisme « de compte rendu » à la française, où le commentaire et l'explication priment ; d'autre part un journalisme « d'investigation », lancé d'abord à la découverte des faits.

L'affirmation, bien connue, n'est pas inexacte. Mais elle mérite d'être sérieusement nuancée, des exemples retentissants anciens (la publication des rapports sur la torture en Algérie) ou récents (l'affaire Greenpeace) montrant que le Monde n'écrit pas seulement l'histoire minuscule du présent institutionnel.

Padiou craint que « le parcours de la rue des Italiens ne conduise à l'état d'institution paralysante ». Le danger existe — on a existé — mais la pression quotidienne de l'information, des combats à mener, fait qu'un journal ne peut être une institution comme les autres. Dans le cas du Monde, la participation d'une partie du personnel à la propriété de l'entreprise, si elle a parfois été

dans le passé cause de tensions et de mécomptes, lui confère aussi une vitalité que n'ont pas les « monstres froids » guidés par le seul profit. Padiou a vu lors de son enquête, qui couvre les années 81-84, l'entrée du tunnel. Il n'en a pas vu la sortie. De même, en bon sociologue, n'a-t-il fait qu'une part restreinte à l'histoire, qui pourtant explique bien des choses, et à des hommes comme Jacques Fauvet, dont le rôle a été capital dans la vie et les débats du Monde.

Thèse non remaniée, le livre suit les lois du genre. Parfois touffu, il est marqué par le jargon sociologique et le style très personnel de l'auteur, malgré ses efforts. Il n'en constitue pas moins une analyse passionnante, truffée de formules heureuses, des structures de deux journaux parvenues au succès par des voies différentes mais sans concessions.

JEAN PLANCHAIS.

« Le Monde et le Washington Post, précepteurs et mousquetaires », par Jean-G. Padiou, Presses universitaires de France, collection « Sociologies », 370 pages, 180 F.

PHILATÉLIE n° 1918

A propos de l'art

Sous ce même titre, dans notre chronique du 14 septembre, nous avons sollicité l'opinion de nos lecteurs sur les thèmes choisis pour certains timbres. La première des réactions fut : « On s'occupe enfin de la beauté constante des timbres artistiques. »

Une très forte majorité des réponses concitamment, à l'égard de certains des timbres de cette série, des qualificatifs très sévères : tristes, laide, misérable, horrible, défilé, obscurs, etc. Ces jugements sont suivis de questions : « Qui est responsable, qui conçoit les artistes ? », ou encore : « Quels intérêts les poussent en jeu ? ». Certains pensent que « c'est une minorité qui les impose... ».

Bref, il y aurait beaucoup à dire sur cette série... mais que faire pour changer ?

On nous a fait aussi un reproche : nous paraissions dicter la réponse ! Le lecteur qui a formulé cette critique conclut ainsi : « Il faut continuer dans cette voie, même si elle (les œuvres) ne sont pas très représentatives en figure... C'est en la vraie éducation du plus grand nombre... » Dont acte.

Informations philatéliques... officielles par téléphone depuis le 1^{er} octobre. L'administration des PTT a mis en service un répertoire téléphonique INPHOTEL, abréviation du titre ci-dessus. INPHOTEL fonctionne sur seize lignes groupées. Composez le (1) 567-19-00 jusqu'au 25 du mois et après le (1) 45-67-19-00.

Trois bureaux temporaires

— accorés par les PTT, avec cachets illustrés, pour souligner le cent cinquante ans d'existence de l'Agence de presse.

L'Agence France-Presse fut créée le 30 septembre 1944 et reprit le service de nouvelles de l'Agence Havas qui avait été fondée en 1835, d'où cet anniversaire.

A cette occasion, vu les relations de l'AFP avec les PTT, un relais historique de mailles-poste sera re-



constitué, du 25 au 27 octobre, entre Paris et Lille (passant par Senlis, Compiègne et Cambrai). Pas de transport du courrier.

Les trois bureaux prévus sont : — Paris, de 12 h à 21 h, le 25 octobre, dans le hall du Palais de Chaillot ;

— Compiègne, de 10 h à 19 h, le lieu sera publié dans la presse du département ;

— Lille, de 12 h à 19 h, dans les locaux de la Voix du Nord.

« RECTIFICATIF. — Le timbre 5,00 F de « Pierre Alechinsky » a été gravé par Pierre Forget. (Le Monde Loisirs du 21 septembre).

ADALBERT VITALYOS.

ABONNEZ-VOUS AU MONDE DES PHILATÉLISTES

Pour mieux gérer votre patrimoine philatélique

1 an (11 numéros), 115 F □ 2 ans (22 numéros), 230 F □

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

Ci-joint mon règlement : F

Le Monde des Philatélistes-Abonnement : BP 507.09
75422 Paris Cedex 09

TRENTINO ITALIE
moments magiques
Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.

Trentino : ...
le nom de tes vacances.

OFFICE INTERNATIONAL D'ALPES DE TRENTO
Piazzetta Trento - 22 Rue de la Poste - 101 200 00
38100 Trento - 0461 21 01 01 - 0461 21 01 02

PROVINCE AUTONOME DE TRENTO
Piazzetta Trento - 22 Rue de la Poste - 101 200 00
38100 Trento - 0461 21 01 01 - 0461 21 01 02

The Family, André Cymone, « Romance 1600 » de Sheila E.

Trois disques paraissent simultanément sous le parrainage — la haute autorité serait plus appropriée — de Prince, ce qui, pour lui, dans un contexte d'actualité, est une façon d'être présent par procuration sur le marché phonographique. Pour Sheila E. (l'égarée), Romance 1600 est un second album, cependant qu'André Cymone (le cousin) et The Family (la nouvelle invention) présentent leurs premières œuvres. Les trois conjugués confortent le triomphe du Minneapolis Sound : car quelles que soient les valétudinaires individuelles le degré d'émancipation de chacun reste purement théorique. Dans la pratique, le spectre du Kid de Minneapolis, décliné sous toutes ses formes, hante les conférences brillantes de chaque sillon.

C'est le son Prince, la mise en forme, le funk new wave, l'esprit, l'excentricité tant musicale que visuelle, c'est la grille et l'âme de Prince. Et que celui-ci ait écrit et produit un titre sur chacun des trois albums n'est que la surface émergée de son influence.

Sur le disque de Sheila E. interviennent de nouveaux les qualités de ses débuts, à savoir ses grandes compétences de musicienne et son absence cruelle de direction. Fille du percussionniste Peter Escovedo et elle-même percussionniste de haute volée, c'est elle qui avait assuré la première partie de la tournée émiratane de Prince and the New Power Generation. Tout de dentelles vêtue, partagée

entre ses anciennes attaches au jazz et son nouveau rôle de sex-symbol, Sheila E. navigue entre deux eaux, et, à vouloir trop en faire, se dilue dans un patchwork de tendances et laisse pour compte aux premières heures de gloire, André Cymone a tant à plusieurs reprises de briser le cordon ombilical pour revenir à chaque fois sous l'aile protectrice

Yves Simon, poseur de balises

Voyageur romantique en concordance avec l'air du temps, Yves Simon est un chanteur plus connu les autres puisqu'il mène personnellement, et avec succès, une double aventure d'auteur-compositeur (les Gauloises bleues, J'ai rêvé New-York, Diabolo mentha, Amazoniques) et de romancier (Transit-Express, l'Homme arc-en-ciel, paru en livre de poche, Océanis).

Yves Simon a arrêté « momentanément » la scène il y a huit ans, après un spectacle à l'Elysée-Montmartre. Mais il publie régulièrement des albums qu'il élabora patiemment en compagnie de Jean-Claude Déquant, chargé des orchestrations. De l'autre côté du monde, nouveau 33 tours d'Yves Simon, à été coréalisé en neuf mois.

« Le temps est nécessaire pour programmer les instruments électroniques, dit le chanteur. A l'inverse d'une séance en direct

avec les musiciens, qui doit aboutir en trois ou quatre heures à l'enregistrement d'une rythmique sur laquelle on ne peut pas revenir, la programmation est un travail de révision, de mise au point permanent. On peut gommer les choses, les remettre en cause, les améliorer. »

Pour Yves Simon, les chanteurs sont des « poseurs de balises ». Parfois, celles-ci ont tendance à devenir plus un ornement qu'un repère essentiel.

De l'autre côté du monde, l'Abyssinie, Bye Bye mon amour, Remember Remember. Une poésie douce-amère, des jeux de mots en demi-teintes, des mélodies fragiles, pleines de charme.

CLAUDE FLÉOUTER.
33 tours, RCA PL, 70 809-S.

du maître (il est le seul, toutefois, à avoir préféré CBS à WEA). Difficile de lui reprocher son allégeance musicale, puisque, depuis les premiers balbutiements, il en a été le principal artisan à ses côtés. Au reste, son disque a du panache et le funk détonant.

Des trois, c'est tout de même le disque de The Family — un nom qui pourrait servir de titre générique à l'ensemble — qui emporte l'adhésion. Paradoxalement, celui qui est à l'initiative du Kid de Minneapolis est aussi celui qui s'en affranchit le plus. D'une certaine façon, The Family prend le relais de The Time, qui avait été monté de toutes pièces par Prince avant de se séparer avec le départ de son leader Morris Day, décidé à faire cavalier seul et suivi dans cette démarche par Jesse Johnson, qui a signé chez Polydor.

Sur le mode de The Time, dont on retrouve des transfuges parmi les musiciens, The Family est enraciné dans le rhythm'n blues avec une coloration rafraîchie et modernisée et des arrangements plus sophistiqués. Sur des compositions entêtantes, la fonction dansante opère à son maximum. L'effet et le fait du Prince dans toute sa splendeur avec pour les trois et selon l'habitude les remerciements à Dieu en exergue.

ALAIN WAIS.
Sheila E., WEA 925317-1 ; The Family, WEA 925322-1 ; André Cymone, CBS 26597.

LES ESPACES SONT PLUS GRANDS A NOUVELLES FRONTIERES

PARIS MONTREAL
aller-retour
à partir de **2390 F**

nouvelles frontières
66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris 634 55 30

الطعام الجيد

Étapes gourmandes

Sur les carnets de route de nos lecteurs, de bonnes adresses.

UN fait certain : les vacanciers ont dépensé moins pour leurs repas. Cela dans toute la région. Mais il convient de « modérer », comme on dit aujourd'hui. D'abord les très grands, les palaces, les restaurants renommés, ont bien marché. D'une part parce que la fête reste, au cœur du Français, symbolisée par un bon repas, et d'autre part parce que le change a favorisé les touristes étrangers.

Mais parce qu'il faut bien manger pour vivre, à la plage comme à la maison, les usines à bouffe ont fonctionné à tout-va, aux dépens des restaurants moyens, des petits hôtels-pensions.

On peut à regretter le grégarisme alimentaire des Français, s'agissant, s'étourdis, s'indignant de ce qu'ils recherchent partout les mêmes produits standard (au point par exemple que, de Cannes à Menton, le chateaufort et peu coûteux régals qu'est le pan-bagnat a disparu au profit des pizzas et autres croques (monstres ou madames) d'usine.

Ce qui ressort aussi d'un courrier nombreux, c'est, à tous les stades, l'uniformisation de la cuisine. Le magret, tenez ! Cet enfant des fermes landaises et gasconnes, on le retrouve partout sous sa forme d'ensais à la mode. Partout aussi les mêmes bouillottes, andouillettes, gâteaux, cervelas de poisson, flan et purée de légumes, terrines, bavarois et mousses de ceci et cela : la cuisine du maché, en quelque sorte ! Ce snobisme du mot-mot se retrouve sur toutes les cartes, avec les inappropriations d'usage et les chinoïseries du moment. Mais si le régionalisme gourmand se meurt, c'est moins par le manque d'antiquité du consommateur que par l'esprit mercantile de ces assassins de la cuisine française.

Nos lecteurs heureusement sont trop alertes et gourmands pour se laisser prendre. A peine quelques lettres, dont une, d'une correspondante de Marseille,

signale - ce que nous savons tous - la médiocrité des restaurants d'autoroute. D'autres s'amusent - pour ne pas s'indigner - du ridicule - et surtout du flou - des appellations, comme par exemple, ce « coup de soleil aux pêches » du « Cassiopée » (aéroport de Roissy). A cette occasion, le fidèle Claude Koch me conseille de demander aux lecteurs leurs trouvailles en fait de menus et appellations ridicules. Quel florilège on ferait !

Mais ce sont surtout de bonnes adresses que les lecteurs passionnés ont découvertes et me demandent de signaler. Voici donc, comme chaque année, le bon bilan de leurs vacances :

Un fidèle, M. Heilbronn, me confirme tout le bien qu'il faut penser du Frère Jacques (rue de Lyon à Brest, tél. 44-38-65), qui mérite son étoile au Michelin comme au Bottin Gourmand. Jacques Péro est en effet bon cuisinier. Délaissez les menus pour la carte et régaliez-vous des démolisseurs de Loutudy (langoustines), du bar dans sa feuille de chou accompagné d'un far bien breton, du ragout de ris et de langues d'agneau.

Un lecteur nîçois passant par Moulins (où l'Hôtel de Paris, me confirme-t-on d'autre part, reste la grande halte que l'on sait, bien reprise en main par le petit-fils, François Laustriat, et son épouse Viviane) a découvert l'Hôtel-Restaurant du Parc (31, avenue du Général-Leclerc, tél. 44-12-25), dont le restaurant, à deux pas de la gare, s'agrandit et dont la cuisine est sage et bonne.

A Saintes, aucun guide ne signale la Ciboulette (36, rue du Péri, tél. 74-07-36), dont les moules marinières sont « exceptionnelles » (ce qui n'est pas toujours évident).

Un ami du Bourbonnais (comment n'aurait-il pas rendu visite aux vignes de Saucet, déguster le saint-pourcin nouveau et se régaler au Chêne Vert de Saint-Pourçain (35, bd Leduc-Rolla, tél. 45-40-65), où je fis tant d'excellents repas signés Jean Giraudon ?) me signale un oubli : l'Hôtel Galland (20, place de la République à Laval, tél. 99-07-21). Accueil aimable de M^{me} Pugin, dans sa salle élégante, et cuisine intéressante du patron, du sandre

à l'oscille au coquelet au vinaigre de framboise. Mais M. Cordonnier a été séduit surtout par les œufs brouillés aux poireaux et les langoustines grillées au beurre nantais, tandis que le Bottin Gourmand vante le magret au brouilly et la sole au champagne, plus banals. J'ai, moi, souvenir (ce n'est pas de la cuisine, mais un restaurateur s'y juge) d'un admirable saint-noctaire.

M. V. Markovitch, passant par l'Ain, classe en numéro un, c'est logique, la Rotisserie du Fier (à 3 km de Seyssel, tél. 59-21-64 - une étoile Michelin) et la cuisine de M. Michard : « On s'y régale pour 100 F ! » Il note aussi en Haute-Savoie, sur la route de Cluses, à Magland, le Relais du mont Blanc (tél. 90-75-33) aux menus modestes mais bons.

La route de la tapisserie

Un foie de veau au citron accompagné d'un gratin de courgettes et le bandol 1981 château de Vannières semblent avoir emporté l'adhésion d'un autre fidèle lecteur en l'Aube de la Colombe, à côté de Hyères (tél. 65-02-15), qu'aucun guide ne cite. Intéressant à savoir, comme aussi l'adresse de ce Petit Machop (43, rue Bréguet, à Angers, tél. 86-01-13), lui aussi oublié des guides et où l'apéritif est un verre de bonnezeaux (18 F), ce grand cru mal connu des coteaux du Layon.

M. Claudius Martray, fidèle client versaillois du Potager du Roy de Gérard Vié, a noté sur son « carnet de croûtes » le Grand Manoir de Montesson (Loiret-Cher), tél. : 80-92-10, et l'Hôtel de France à Bonneval (Eure-et-Loire), tél. : 47-20-53, aux prix intéressants et au bon accueil. Mais y voit-il son brouilly préféré, le « château La Chaise » ?

Seul le Michelin cite l'Hôtel des Cyprien, de Saint-Agrève en Vivarais (tél. : 30-10-22), dont un lecteur de Liancourt, effaré par le menu à 99 F, s'est contenté de celui à 64 F net : terrine de poissons d'eau douce (sa, c'est intelligent !), andouillette au vin blanc et gratin d'arête, fromages du pays, desserts « maison ». Bravo à M. et M^{me} Rochedy !

M. Pierre Cotel s'étonne à raison de ce que la « trop peu

jameuse » route de la Tapisserie creusoise (Aubusson, Bourgneuf, Boussac, Felletin, etc.) soit si mal connue des touristes. D'autant qu'elle comporte de bonnes haltes gastronomiques, qu'il me rappelle : à Aubusson, l'Hôtel de France (6, rue des Déportés, tél. : 66-10-22), dont le fonda creusoise (mélange savant de fromages du pays et qui se mange en plat avec par exemple une omelette et une salade) est la spécialité (50 F), avec aussi un beau menu à 139 F net (fromages et desserts). A Bourgneuf, le Commerce (12, rue de Verdun, tél. : 64-14-55), où les Jabet père et fils demeurent, comme dit le Bottin Gourmand, des « inconditionnels de la toulle marchoise ».

Enfin, à Dun-le-Palestel, l'Hôtel Joly (tél. : 69-00-23), avec un extraordinaire menu sur le rapport qualité-prix à 49,50 F net, fromage et dessert ; et en spécialité la besace creusoise (crêpe au jambon de pays, oignons et ris de veau) précédant deux plats : légumes du jour, la salade de saison, le plateau de fromages et un dessert (menu à 90,50 F net) ! Ne faut-il pas ajouter, au bout de cette route de la Tapisserie, la Porte Saint-Jean (rue des Bains à La Souterraine, tél. : 63-03-83), récemment entièrement rénové par François et Janine Jeanguen, cette dernière en cuisine ?

Voilà le bilan - positif - des promenades vacancières de nos gourmands lecteurs. J'en sais aussi qui ont expérimenté les week-ends « autour de Foie » l'au dernier et qui entendent bien recommencer cette année (du 26 octobre au 15 février 1986) : accueil à la ferme au Tarn-et-Garonne et préparation et cuisson du foie gras de l'oe le samedi matin, déjeuner à la table des fermiers ; visite des villages moyenâgeux environnants, des caves de Cahors, dîner dans un restaurant réputé, coucher à l'hôtel, lendemain cuisson du confit d'oe à la ferme et déjeuner, départ les bras pleins de bocaux de foie gras et confits. Renseignements : A. Poehat, Bourg-de-Visa, tél. : 94-24-30.

LA REYNIERE.

Les Tables de la Semaine

Les Brémailles

Dans les murs qui virent les débuts (triumphants) de Georges Descat vient de s'installer un jeune couple sous l'invocation quasi mystérieuse des Brémailles. Lui, Didier Heyen, a certainement le goût de la cuisine, qui cultive son foie gras au quart de chaux, son saumon à l'unit-létrale, la magret « à la peau » et servi avec un confit d'oignons et pleurottes, etc. Elle, qui n'est pas du métier, hérite encore n'aurait-elle pas dû annoncer que la « variante de doctrine » était exceptionnellement composée d'une seule ? Et n'apporter l'addition qu'une fois celle-ci demandée ? Mince carte des vins (c'est là où les « tuyaux » d'un sommelier-conseil, comme Benoît France, seraient utiles !) mais carte « personnalisée » des crûs et théas. Portions à la limite du trop peu pour faire « nouvelle cuisine » et addition de 200 F par personne, au moins !

Les Brémailles, 9, rue Georges-Sacé (14^e). Tél. : 539-65-55.

Augusta

Changement (heureux) de propriétaire et de chef en cette petite maison du 17^e de bonne réputation. La cuisine m'a paru meilleure encore, du chef Michel Trel (qui s'en fut, au Camélia de Bougival, apprendre avec Delaveyne - une veine, pour lui !). La bouillabaisse est évidemment la fleur à la boutonnière, ici, mais la simple soupe de petits poissons de roche avec croûtons et rouille (50 F) est remarquable. Restaurant de poisson, de la salade à la langoustine rose aux moules farcies beurre vert, du saint-pierre au vin rouge aux rougets, du turbot en feuille d'or et à la blanquette de langoustines aux fèves. Vous pourrez aussi têter du foie gras

de canard « maison », des pieds et paquets (sur commande) d'un carré d'agneau dans son jus. Fromages bien affinés. Deserte parfaits. Comptez 350/400 F si vous vous laissez aller vers les crustacés.

Augusta, 98, rue de Taqueville (17^e). Tél. : 763-39-97. Fermé le dimanche.

Comme chez soi

Quelques embellissements du cadre et nouvelle carte pour cette bonne maison où l'on peut manger, en effet, comme chez soi... Lorsque l'on mange bien chez soi ! Soupe campagnarde ou œufs cocotte, de la sole grillée beurre d'anchois au confit « maison » entouré de succulentes frites, de l'andouillette purée de cresson aux grillades diverses, et jusqu'au far breton aux pruneaux rustique en diabolo... La cuisine de Jean-Claude Mourier est à la fois toute simple et précieusement mûrie, trop simple et bonne sans doute pour attirer l'attention des inspecteurs du Michelin ou des précieux de la table. Comptez 200/250 F et régaliez-vous.

Comme chez soi, 20, rue Lamartine (9^e). Tél. : 878-00-02. Fermé le samedi et le dimanche.

Le Clos Saint-André

C'est la bonne petite maison de quartier que l'on sait, calme le soir et précieuse aux amateurs de dîners tranquilles. Profitez-en, un soir de fête, pour commander à André Montaliat (qui n'en manque pas !) de vous préparer son pot-au-feu au foie gras, version personnelle du Dodin-Bouffant.

Le Clos Saint-André, 21, rue de Toulon (9^e). Tél. : 522-65-34. Fermé samedi et dimanche.

L. R.

Rive gauche

Le Sybarite
Menu gastronomique 120 F S.C.
NOUVELLE CARTE D'AUTOMNE
4, rue de Valenciennes - PARIS 10 - 222-21-58
Saint-Germain-des-Près

Rive droite
SAN FRANCISCO
RESTAURANT ITALIEN
1, rue Mithras, 7016 Paris
Téléphone : 647-72-44 - 647-84-89
Fermé le dimanche

la main à la pâte
Pâtisseries, boulangerie, crêperie
1, rue de Valenciennes - PARIS 10 - 222-21-58
Saint-Germain-des-Près

RÉSIDENCES

NICE
Belle 4 pièces en village
140 m², emplacement exceptionnel.
Bouquet 630 000 F sur 2 états 87 et 89 ans.
Rente 5 000 F par mois.
Tél. (06) 24-62-68.

COTE D'AZUR
Plein 400 m², PETITS STUDIOS
Pav. 2 p. 2 p. 1490 F. sans. D. le
10/10 1100 m², 2 b. 1 715 F. 4 p.
2770 F. (cf. vac. mod.). Prox. de 5/11
au 15/12 - 10 % de 4 au 25/1 - 5 %
ROI SOLEIL
182, boulevard Kennedy, 06000 ANTIBES
Tél. (03) 61-68-38.

COTE D'AZUR
Littoral VAR en Arrière-Pays.
Choix permanent VILAGERS libres ou
occupés pour 12 budgets. LISTING grat.
LA MAISON DU VILAGEUR
29, bd Saxe-Cobourg, 13008 TOULON
(06) 93-54-55.
PÉRIUS sur R.V. (06) 93-44-11.

SAINT-TROPEZ
100 m² de la plage, 800 m² de part.
Dans un immeuble de deux étages.
Magnifique 3 pièces 62 m² habitable +
30 m² de terrasse. Cave + grand garage.
Tunisie, parc de 12000 m².
Tél. (03) 24-62-69.

19 OCTOBRE, JOURNÉE CAPITALE POUR LE FITOU.

Dégustation gratuite chez 13 cavistes parisiens.

BAR JACQUES MELAC
42, rue Léon Frot - 11^{ème}

CAVE BERNARD PERRET
6, rue Daguerre - 14^{ème}

CAVE ROYALE
6, rue Royale 78000 Versailles

CAVES REUNIES
105, rue de Belleville - 19^{ème}

AUX VINS DE FRANCE
45, rue de Tolbiac - 13^{ème}

AU BON CRU
4, rue Poitier de Narcey - 14^{ème}

CAVES ST ANTOINE
5, rue St Antoine - 4^{ème}

CAVES LEGRAND
1, rue de la Banque - 2^{ème}

CAVE DES COBELINS
56, avenue des Gobelins - 13^{ème}

LES GRANDES CAVES
76, bd Jean Jaurès - 92110 Clichy

CAVES DE PASSY
3, rue Duban - 16^{ème}

CAVE DE COURCELLES
206 bis, rue de Courcelles - 17^{ème}

CAVE DE LONGCHAMP
2, rue de Longchamp - 92200
Neuilly s/Seine

FITOU
APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ADVERGNATES ARTOIS ISIDORE BOUZEYROL, 13, r. d'Artois, 9, 225-01-10. F. sam. - dim.	LYONNAISES LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux.	ALABONNETABLE 539-74-91 42, r. Plant. PARKING. Spéc. POISSONS.	ETHIOPIENNES ENTOTO 587-08-51, F. dim. 143, r. L. 34-Neudun, 13 ^e Dorowatz, Boyagraton av. l'Indjara.	VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 727-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
BISTROTS A VINS JACQUES MELAC, 42, r. Léon-Frot, 11 ^e . F. dim. lundi. Noct. mardi, jeudi. 370-59-27.	SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 523-23-62. Cuisine 74 F. Conf. 74 F.	PRESILIENNES GUY 6, rue Mabilon, 6 ^e 354-87-61.	INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH, 15, r. Chaplain (6 ^e). F. dim. 325-12-84. Métro Vavin. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris.	
BOURGIGNONNES CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 3845-4/1744. F. sam. dim. Cuis. breigé.	SUD-OUEST LE PICHET, 174, r. Ordener, 627-85-28. F. dim. Oublie. Poisson. P.M.R. 130 F.	CHINOISES-THAÏLANDAISES DIEP 22, rue de Ponthieu, 8, 256-33-96 35, rue P.-Chambré, 563-52-76. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne. AIR CONDITIONNÉ.	MAHARAJAH , 72, bd St-Germain, 354-26-07. T.L.I. M ^{me} Mahabert. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris.	Salons pour déjeuners d'affaires et banquets
BRETONNES TY COZ 35, r. St-Georges, 878-42-95. F. dim. lundi. POISSONS, COQUELLES, CRUSTACÉS.	LE REPAIRE DE CARTOUCHE 700-25-84, 8, boulevard des Filles- du-Calvaire (11 ^e). Fermé sam., dim.	DANOISES ET SCANDINAVES 142, m. des Champs-Élysées, 339-38-41. COPENHAGUE, 1 ^{re} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	ISLAM-ARAB , 11, rue Houdon, 257- 76-76. T.L.I. YANDOOKI-CURY.	ALSACE A PARIS 326-89-36 Tous les jours Salons de 10 à 60 couverts 6, pl. St-André-des-Arts (6 ^e).
FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS HELLMAN, 37, r. François-I ^{er} , 725-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cuis. élég. F. samedi, dimanche.	POISSONS DE RIVIERE ATHANOR 344-49-15, 4, r. Crozatier, 12 ^e . 19 h à 24 h, ass. dim. et lundi. S. d'ouv. CLAVELIN : concert mus. breton.	ESPAGNOLES EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 357-28-87. F. lundi-mardi. Env. 130 F.	ITALIENNES L'APPENNINO, 61, rue Amiral- Mouchet, 13 ^e . 389-08-15. F. dim., lundi. EMILIE ROMAGNE.	CHATEAU DE LA CORNICHE (A13, sortie Bonnières). Panorama exceptionnel, table distinguée par tous les guides. Selon des impressionnistes, fumoir, parc, piscine, tennis. Tél. (3) 093-21-24.
			MAROCAINES AÏSSA F. 5, rue St-Denis, 542-67-22. 20h à 01h 15. COUSCOURS, PASTILLA, TAGINES. F. dim.-lun. Rte. à part. 17 h. Carte blanc.	Ouvert après minuit GUY 6, rue Mabilon, 6 ^e Tél. : 354-87-61 Cuisine et atmosphère BRÉSILIENNES

Mémoire paysanne

Près de Niort, les sillons retrouvent leur histoire.

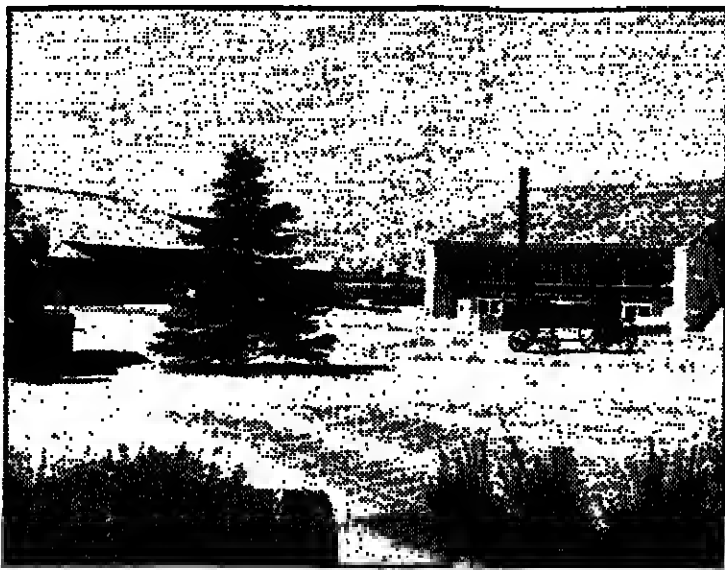
EN deux ans, un village de pierre dorée et de tuile rose a poussé sur la plaine. Il s'appelle Rurales. Le Poitou-Charentes, la seule région qui n'ait aucune ville de plus de cent mille habitants, a voulu en faire la vitrine de sa vocation paysanne traditionnelle.

Une aire de 10 hectares, au bord de l'autoroute A-10 Paris-Bordeaux. Près du restaurant et de la boutique des produits régionaux s'est ouvert un centre d'expositions consacré aux arts et traditions populaires. L'animation y est constante, surtout depuis que la chambre d'agriculture des Deux-Sèvres y a transféré tous ses services.

Récemment, un Conservatoire national de la terre s'est implanté sur ce site naguère en friche.

Drôle de musée. Après la visite, le touriste ou l'amateur éclairé constate pourtant que l'enseigne porte bien ces mots : « Musée de la machine agricole ». Mais, à l'intérieur, on vous explique qu'il s'agit plus exactement d'un conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. « Musée, c'est à cause de l'autoroute, commente le directeur, Lucien Bonneau, c'est un mot que les gens de tous les pays connaissent. Mais ce que nous montrons ici, c'est l'évolution du monde rural, et particulièrement du travail de l'agriculteur. »

L'évolution de l'outil et la façon de l'utiliser révèle, en agriculture, une originalité : elles se moquent du temps ! Sont ainsi alignés, côte à côte, une moissonneuse-batteuse, un engin volant identifié comme l'« agriplane » et une batterie de charrues allant d'une « sept-socs » motorisée à un araire de bois. Cet araire, dont se servaient nos grands-parents, est en-



Un conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles

core aujourd'hui utilisé en Tunisie. Après tout, le paysan français n'a-t-il pas lui-même connu l'ère prémécanique ? C'était hier. Jusqu'en 1950, dans certaines de nos régions, des femmes et des hommes maniaient la faux et la faucille, battaient les céréales ou les haricots au rouleau de pierre ou au fléau. Alors même qu'existaient sur le marché, depuis les années 20, le tracteur et la moissonneuse-lieuse, dont le rendement égalait celui de douze hommes. Il est vrai que certains experts, il y a quarante ans, donnaient comme un contresens économique la mécanisation agricole. Ils auront pu, depuis, assister à la disparition du cheval de trait, des attelages de bœufs et du bandet du Poitou, dont les derniers représentants sont exposés ici comme d'étranges curiosités de parc zoologique.

« Il y a toujours une leçon à tirer du passé, constate Lucien Bonneau, ne serait-ce que pour répéter : Objets et machines exposés, viennent de toute la France. Parfois en triste état. Mais nous avons installé notre propre atelier de restauration. A l'occasion, il faut faire appel aux anciens. Nous partions presque de zéro dans l'histoire du machinisme agricole. Il reste beaucoup à apprendre. Derrière le mot « conservatoire » se trouve aussi la notion d'enseignement. »

Né sur la plaine niortaise, tout près du site des Rurales, Lucien Bonneau a d'abord été enseignant, dans la Manche, de machinisme agricole précisément. Aussi a-t-il été heureux de revenir au pays, appelé par l'association du Conservatoire.

Pour le secrétaire d'Etat René Souchon, venu, le 15 mai dernier, inaugurer le musée-conservatoire,

« l'évolution technologique n'est possible que si l'évolution culturelle le permet ». La jeune expérience des Rurales en apporte l'illustration.

Entre les quinze mille personnes qui, d'ici à la fin de l'année, les auront visités, les 2000 mètres carrés d'exposition auront vu également défiler divers stages et missions d'Afrique ou d'autres pays en voie de développement.

Chez nous, ont expliqué des Indiens, nous sommes demeurés au stade de la faucille. Avant de savoir faire fonctionner une faucheuse mécanique, il est indispensable de passer par l'apprentissage de la faux, de savoir aiguiller les lames et régler la machine, et l'entretenir, sans quoi elle deviendrait vite inutilisable. »

L'homme de la terre est capable de progresser très vite, dès qu'il sait où va le chemin. On s'en rend compte dans ce musée ouvert sur l'avenir, sur l'après-machinisme, la biotechnologie et la téléculture autoprogrammée. Sans oublier cependant qu'il ne faut jamais mettre la charrue avant les bœufs.

RAYMOND SILLARD.

Conservatoire du machinisme agricole. Tél. : (49) 75-68-27. Ouvert tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 18 h. 10 F pour les visiteurs de plus de seize ans, gratuits pour les moins de seize ans.

Près du conservatoire, à la Maison des Rurales, centre d'exposition des arts et traditions populaires ruraux en Poitou-Charentes. Ouvert tous les jours. Entrée gratuite.

Accès soit par l'autoroute, entre les sorties Niort-Est et Niort-Sud, soit par la route depuis Niort, par un itinéraire jalonné par Veillât et Aiffres.

Partir

La Sarthe au travail

On la savait riche en beautés naturelles et en vacances reposantes. Un guide récent nous la présente créant, inventant, recherchant, enseignant, fabriquant, transformant, élevant, produisant et exportant. Et propose de découvrir également son patrimoine économique et technique en visitant : ateliers d'artisans, centres de formation, entreprises industrielles, laboratoires de recherche, usines de traitement des eaux, championnières, etc.

Un outil précieux dans lequel figurent les adresses, numéros de téléphone, noms des responsables à contacter, possibilités d'accès, délais nécessaires, durée des visites et localisation. Un guide qui se veut le miroir de la Sarthe traditionnelle et moderne.

● Guide du tourisme industriel et technique en Sarthe. Jean-Louis Mariette, 240 p., 53 F (envoi : 65 F). Office du tourisme du Mans, 40, place de la République, 72000 Le Mans, tél. : (43) 28-17-22.

Aventure en Australie

1 000 miles d'aventure en Land-Rover dans la nature hostile de la péninsule d'York (provinc du Queensland, au nord-est de l'Australie). C'est ce que la septième Camel Trophy propose, du 8 au 21 mars 1986, à quatre équipes amateurs entièrement pris en charge par l'organisation. La sélection de l'équipe française (deux personnes et un équipier de réserve), qui comprendra des

tests de conduite, de connaissances mécaniques, d'endurance et de psychologie, s'effectuera les 14 et 15 décembre parmi les cinquante candidats qui présenteront le meilleur dossier.

● Dossiers de candidature à demander, renseignement sur carte postale, avant le 30 novembre, à : Camel Trophy 86, BP 86, 78611 Le Parnay Cedex.

Patache en Ile-de-France

Une journée, en automne, sur la « patache sautois » qui glisse sur le Seine et la Marne. Départ près du pont de la Concorde. Les monuments de la capitale. Puis les îles et les guinguettes de la Belle Époque. On franchit aussi la célèbre scierie de Saint-Maurice. Retour à Paris au crépuscule. Départ tous les jours, jusqu'au 10 novembre. Prix : 250 francs par personne, déjeuner compris (150 francs sans le déjeuner).

● Quizztour-Paris canal, 19, rue d'Athènes, 75009 Paris, tél. : 874-75-30.

Jour de l'An à Pékin

Les Amis franco-chinois proposent de terminer l'année chez Madam'e à Pékin. Une halte de qualité pendant ce voyage d'une semaine qui permet aussi de voir les tombeaux Ming et la Grande Muraille sous la neige. Du 28 décembre 1985 au 4 janvier 1986. Prix : 9 900 F tout compris.

● Amis franco-chinois, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris. Tél. : 236-37-70.

19-27 OCTOBRE - PORTE MAILLOT

NOCTURNES
MARDI 22
VENDREDI 25

salon de la maison individuelle

9 jours pour rencontrer les constructeurs de la France entière



Feu vert pour Herm

Le projet de loi de finances pour 1986 a été adopté par l'Assemblée nationale. Les députés ont voté à l'unanimité la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Le Sénat a également adopté la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Le projet de loi de finances pour 1986 a été adopté par l'Assemblée nationale. Les députés ont voté à l'unanimité la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Le Sénat a également adopté la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur.

هذه ايام الازلي